

الحكمان الأول

Temps libre

# Le Monde

15, rue Valguère, 75001 Paris Cedex 15



CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15178 - 7 F

SAMEDI 13 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Craintes et menaces ukrainiennes

En retirant, jeudi 11 novembre, de l'ordre du jour de ses prochaines sessions, pour les semaines, voire les mois qui viennent, l'examen de la ratification du traité de désarmement stratégique START 1, le Parlement ukrainien joue une nouvelle fois les trouble-fête.

Troisième puissance nucléaire mondiale, avec 1 650 ogives déployées sur son sol, l'Ukraine reste ainsi le seul pays nucléaire de l'ex-URSS à n'avoir pas ratifié ce traité START 1, signé en juillet 1991 par les États-Unis et ce qui était encore l'URSS, et qui impose une réduction de 30 % des armes stratégiques. Ce document a été ratifié par les trois autres puissances nucléaires de l'ex-URSS : la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan. Un protocole, ajouté à ce traité et signé à Lisbonne en mars 1992, prévoyait aussi le transfert en Russie de l'ensemble de l'armement nucléaire ukrainien.

L'OPPOSITION à START 1 ne regroupait, immédiatement après l'indépendance, que quelques députés ultra-nationalistes. Elle a fait tache d'huile. De nombreux parlementaires, favorables à la réduction du nombre des armes nucléaires ukrainiennes, contestent cependant le protocole de Lisbonne, donc la remise de ces armes à la Russie.

Leur pays étant plongé dans une crise économique profonde, les responsables ukrainiens font aussi monter la pression pour tenter d'obtenir des compensations financières importantes en contrepartie de leur bonne volonté sur le dossier nucléaire. Jugant insuffisants les 175 millions de dollars proposés par les États-Unis pour les aider à démanteler leur armement, ils réclament près de 3 milliards de dollars.

Il ne faudrait pourtant pas interpréter l'attitude de Kiev uniquement comme un mélange de jeu politique et de marchandage financier. Les Ukrainiens se sentent, non sans raison, directement exposés par le retour en force des Russes dans le « proche étranger », comme on appelle à Moscou les pays de l'ex-URSS.

La lenteur avec laquelle les troupes russes quittent les pays baltes, la mainmise de Moscou sur une Géorgie dépeçée, l'appui aux Arméniens, mais aussi le retour au pouvoir des anciens dirigeants communistes dans plusieurs Républiques de l'ancien Empire ne sont pas de nature à calmer les appréhensions ukrainiennes.

Les tentatives de Moscou de tirer parti de la grande faiblesse économique du pays n'ont pas contribué à détendre l'atmosphère. De nombreux responsables avaient ainsi qualifié de « diktat » l'accord - remis depuis en question - signé à Yalta en septembre par Boris Eltsine et Leonid Kravtchouk aux termes duquel les Ukrainiens, outre le transfert de leur armement nucléaire à la Russie, devaient céder à Moscou la flotte de la mer Noire en échange de l'annulation de leur dette.

M0147 - 1113 0 - 7.00 F



Le renforcement des sanctions par le Conseil de sécurité

## L'ONU accentue sa pression sur la Libye

La Libye a qualifié « d'injuste », jeudi 11 novembre, la résolution des Nations unies, prise le même jour et applicable à partir du 1<sup>er</sup> décembre, qui prévoit notamment le gel de ses avoirs financiers à l'étranger. Le secrétaire général de la Ligue arabe a « déploré » le durcissement des sanctions internationales, jugeant que la Libye « a fait preuve de souplesse » pour régler la crise qui l'oppose aux États-Unis et à la Grande-Bretagne. Ces deux pays réclament que leur soient livrés deux ressortissants libyens, accusés d'être impliqués dans l'explosion, en 1988, d'un avion américain au-dessus de Lockerbie, en Écosse.



## L'embargo au quotidien

TRIPOLI

de notre envoyé spécial

Après dix-huit mois d'embargo, l'homme de la rue se plait - et se moque - de tout, empruntant ce mode de cotisation aux voisins égyptiens. Il lui suffit d'« adapter » les plaisanteries qui courent sur Nasser, Sadate ou Moubarak. Le colonel Mouammar Kadhafi o'apprécie guère cet humour dont il fait principalement les frais. Il s'est récemment emporté, contre « ceux qui répandent des anecdotes politiques », les accusant de « démorale la population » et de « préparer le terrain à l'ennemi ».

Le colonel y voit l'œuvre de « libyens stupides (...) qui vendraient leur pays pour satisfaire leur ventre ». Il reste apparemment si attaché aux notions d'honneur national, d'unité arabe et de lutte internationale contre l'impérialisme - il a pris le parti du général Aïdud en Somalie et celui de Raouf Cédars

co Hatt, victime, comme lui, d'un embargo - qu'il leur accorde plus d'importance que la levée des sanctions de l'ONU. « Lockerbie est une affaire secondaire », déclarait-il lors d'une brève visite, la semaine dernière, en Égypte.

Le « Guide de la révolution » a profité de l'occasion pour démentir de nouveaux rumeurs « mensongères » sur une tentative de coup d'État - en réalité une rébellion militaire - qui aurait eu lieu à la mi-octobre. Pour donner plus de poids à son propos, il a présenté à la presse deux militaires « putschistes » dont on assurait qu'ils avaient été exécutés. Il avait fustigé, dans un discours, ceux qui « insultaient la révolution », et qui « s'alliaient avec Satan parce qu'ils sont mécontents de la santé, de la sécurité, de la cherté de vie ou du logement ».

ALEXANDRE BUCCIANI

Lire la suite page 4

Le constructeur suédois envisage de renégocier son accord avec Renault

## Les revendications de Volvo embarrassent le gouvernement

Le projet de fusion entre Renault et Volvo est dans une passe délicate. Face à la contestation de ses actionnaires, le constructeur suédois a envisagé pour la première fois, mercredi 10 novembre, une renégociation de l'accord. S'exprimant à la télévision suédoise, Soeren Gyll, directeur général de Volvo et numéro 2 du groupe, a affirmé que « de nouvelles négociations peuvent être nécessaires » pour désarmer les critiques. Ces déclarations placent Paris dans l'embarras, contraignant le gouvernement à se préoccuper de la mise en œuvre effective de la fusion.

■ En France, les propos du directeur de Volvo, Soeren Gyll, qui envisage une renégociation de l'accord de fusion avec Renault, n'ont provoqué, pour le moment, aucune réaction particulière du côté du ministère de l'Industrie. Le projet « a été accepté par le conseil d'administration de Volvo et, à partir de là, les choses suivent leur cours », s'est contenté de déclarer un porte-parole.

■ En Suède, les actionnaires continuent de contester deux dispositions du projet de rapprochement. D'une part, ils réclament des assurances concernant la future privatisation de Renault et, d'autre part, remettent en

cause l'action spécifique (ou « golden share ») qu'entend conserver l'État une fois Renault dénationalisée.

■ Louis Schweitzer, dans un entretien publié jeudi 11 novembre dans le bulletin interne du groupe Volvo, ne paraît pas hostile à des concessions. « Il faut dissiper les malentendus », déclare le PDG de Renault. « La question de l'action spécifique n'est pas la plus importante », indique-t-il, mais « il faut trouver une solution ». Les deux partenaires ont jusqu'au 7 décembre, date de l'assemblée générale qui décidera de la fusion, pour rassurer les actionnaires suédois.

Lire nos informations page 18

COMMENTAIRE

L'accident de l'autoroute A 10

## Trop de camions ou trop de vitesse ?

Le drame de Saint-Martial-de-Mirambeau et ses dix-sept victimes de l'autoroute A 10 posent les sempiternelles questions qui hantent les responsables de la sécurité routière : pourquoi ? Qui sont les responsables ? Quels remèdes apporter, quelles réglementations élaborer pour éviter la répétition de telles hécatombes ?

La première réponse qui vient à l'esprit d'un certain nombre de commentateurs est qu'il y a trop de camions sur les routes de France. Il est vrai qu'en vingt ans la part des marchandises transportées par poids lourds est passée de 41 % environ à 70 %. Le fret a connu la même évolution que les voyageurs, c'est-à-dire que, dans les deux cas, la route

est apparue plus souple et plus pratique que le rail : le camion, comme la voiture, transporte de porte à porte et circule en toute liberté. Selon les différentes estimations des prévisionnistes, l'engouement pour le camion ne se démentira dans aucun pays et le trafic des poids lourds pourrait doubler d'ici une quinzaine d'années, notamment sous l'effet des très bas prix pratiqués par un secteur professionnel atomisé entre 34 000 entreprises qui se livrent à une compétition n'ayant pas grand-chose à voir avec la rationalité économique.

En matière de dangerosité, le bilan est équilibré. Le camion tue moins que la voiture individuelle si on rapporte le nombre de « ses » victimes au kilométrage

parcouru. Mais, comme il roule plus que la voiture individuelle, il est plus souvent impliqué dans des accidents et leur gravité est supérieure. D'autre part, le ministère des transports constate une montée des infractions commises par les chauffeurs-routiers en matière de sécurité (distance entre deux poids lourds, vitesse, chargement maximal) comme en matière de temps de conduite.

Comme chaque fois qu'un poids lourd est impliqué dans une catastrophe routière (Beune, Les Epesses) ressurgissent les projets de transfert sur le chemin de fer une partie du trafic des marchandises.

ALAIN FAUJAS

Lire la suite page 12

## L'Afrique du Sud se dote d'une Constitution intérimaire

Au terme de négociations formellement engagées en mai 1990, le Parti national de Frederik De Klerk et le Congrès national africain, soutenus par leurs alliés respectifs, devaient adopter, vendredi 12 novembre, une Constitution intérimaire engageant le pays sur la voie de la démocratie. Les extrémistes blancs et noirs n'ont pas réussi à faire capoter les négociations, dont le succès repose sur les fortes personnalités du président De Klerk et de Nelson Mandela. La création d'un Conseil exécutif transitoire (TEC) et les premières élections multiraciales du 27 avril 1994 sont les prochaines étapes de ce processus.

page 3

DEUX PRIX CANNES 1993

MEILLEURE MISE EN SCÈNE

MEILLEUR ACTEUR

GRAND PRIX DE CINÉMA FONDATION MARTIN L. ROSSI

# naked

UN FILM DE MIKE LEIGH

AVEC DAVID THEWILS

NOV 1993

## Bordeaux en panne

Depuis que Jacques Chaban-Delmas a repris ses fonctions à la mairie de Bordeaux, le 19 octobre dernier, une atmosphère de crise l'envahit. L'ancien premier ministre s'est mis en congé pendant six mois pour subir une série d'interventions chirurgicales, au terme desquelles il se dit en pleine forme, mais son emploi du temps a dû être allégé. La « troïka » qu'il avait désignée pour exercer la direction de la ville en son absence a cessé ses fonctions, alors qu'elle avait pu, en liaison avec le maire, préparer la succession de celui-ci aux élections municipales de 1995.

Jacques Valade, sénateur (RPR) et président du conseil régional d'Aquitaine, n'est plus premier adjoint au maire en raison de la loi sur le cumul des mandats et fait figure de « dauphin » répudié, pour des raisons tenant aux personnalités et à leurs choix politiques. Simone Noailles, qui l'a remplacé au poste de premier adjoint, a échoué face à la candidate socialiste lors d'une élection partielle dans le canton de Bordeaux-1, le 17 octobre dernier. Quant à Hugues Martin, responsable régional du RPR, président de l'intergroupe RPR-UDF au conseil général et suppléant de M. Chaban-Delmas aux élections législatives, il se trouve, lui aussi, écarté de la direction des affaires municipales.

Pendant ce temps, les dossiers n'avancent pas, qu'il s'agisse de l'aménagement des rives de la Garonne, de la Cité mondiale du vin ou du projet de métro. Les choix culturels du maire sont, eux aussi, mis en cause, les crédits du Grand Théâtre étant jugés excessifs par certains. Le vote du budget supplémentaire de la ville, dont la date n'est pas encore fixée, pourrait être l'occasion d'une fronde des « vasaux » du « duc d'Aquitaine ».

page 10

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 mt ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRÖ ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 86 p. ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 F ; USA (NY), 2 \$ ; UBA (Johannesburg), 2,60 S.

PEINE PERPÉTUELLE

Tragique substitution

L'homme, à l'inverse de l'animal, ne vit qu'en se projetant et en se souvenant. Le présent pour le plus part d'entre nous n'est qu'une pointe de bascule. Tendre vers le futur, c'est être au sens plein. Nier ce futur, construire un passé qui serait le calque exact du présent, c'est donc détruire le don d'humanité que nous ébrétons tous. Certains par le passé l'avaient bien comprise. Chaque dénoué ne vit que dans la perspective de sa libération, si lointaine soit-elle. En supprimant cet espoir, on refuse d'une part toute faculté de changement chez l'individu et, pire encore, on agit profondément sur l'être en lui refusant implicitement toute humanité. Seule quelques mystiques, ou quelque homme épris de religiosité à l'image de Pascal, aspirent à la réduction du temps au seul présent. Cette idée n'est pas supportable pour le plus grand nombre.

Ainsi ce projet gouvernemental, sous couvert d'un humanisme intrinsèque - on ne rétablit pas la peine de mort - insoufflé malgré tout, malgré lui (7), un doute effrayant : peut-on tuer des âmes ? La tragique substitution est bien là : on laisse le corps saut, intègre, mais on l'amine et réduit l'âme.

PHILIPPE CLAUDEL  
Nancy

EUROPE

Lever les tabous

L'Europe est bloquée. Elle le demeurera tant qu'elle n'aura pas été abolie. Un certain nombre d'obstacles et levés un certain nombre de tabous. Les États freinant le mouvement, c'est à l'opinion qu'il revient de se saisir du dossier et de définir les orientations hors desquelles l'Europe ne se fera pas :

1) Il n'y aura pas d'Europe sans langue commune. Et cette langue commune sera évidemment l'anglais. Langue commune et non langue unique mais dont l'enseignement devra être rendu obligatoire comme deuxième langue maternelle.

2) Il n'y aura pas d'Europe sans naissance d'une opinion européenne. La Commission doit donc appuyer la mise en place à travers toute l'Union d'un ou de plusieurs réseaux européens de radio et de télévision. Elle doit, dans l'immédiat, évaluer les frais de traduction des revues et journaux qui se donnent pour mission d'organiser et d'alimenter le débat à l'échelle européenne.

3) Il n'y aura pas d'Europe sans développement d'un débat politique unique à l'échelle de l'Union. Les modes de scrutin pour les élections européennes doivent donc s'aligner sur les uns sur les autres et les groupes du Parlement européen se donner les moyens, chacun, de présenter un même programme aux électeurs des différents pays.

4) Il n'y aura pas d'Europe tant que le Parlement de l'Union n'aura pas réaffirmé la diversité des choix politiques nationaux. L'exécutif de l'Union doit avoir une ligne politique et cette ligne politique ne peut être que celle qui aura été choisie, dans le cadre des élections européennes, par la majorité des citoyens de l'Union.

5) Il n'y aura pas d'Europe tant que le Parlement de l'Union n'aura pas un siège unique. Et pour de multiples raisons, le choix de Bruxelles l'emporte sur celui de Strasbourg.

Hors ce programme minimal, l'Europe ne se fera pas. Et mieux vaudrait alors arrêter d'en parler.

BERNARD LAGUERRE  
Paris

SIDA

Agitation médiatique

Par deux fois au cours de la même semaine, des chercheurs français ont informé la presse de découvertes fondamentales faites par leurs équipes respectives et censées révolutionner le traitement du sida.

Quelle autre motivation que celle d'éviter au plus vite soignés et malades peut conduire des chercheurs à passer outre la déontologie scientifique qui veut qu'un travail soit jugé, analysé et critiqué par la communauté scientifique afin d'y être reconnu ?

Le traitement du sida a certes fait des progrès (essentiellement dans le traitement des maladies opportunistes), mais la bataille est loin d'être gagnée. Les dizaines d'essais thérapeutiques tentés depuis près de dix ans, parfois porteurs de grande espérance, auraient dû au moins nous apprendre l'humilité ! Les associations de malades ne s'y sont pas trompées, qui demandent plus de sérénité et de vérité dans les recherches.

Qui peut bénéficier de ces agitations pseudo-scientifiques ? Certainement pas les malades. Des dizaines de molécules sont actives *in vitro* sur des cellules infectées et ne deviendront jamais des médicaments. Le développement de ces molécules a été arrêté, soit pour des raisons de biodisponibilité (concentration du produit obtenue dans les organes visés insuffisante après administration par voie orale), soit pour des raisons de trop grande toxicité. Ces études indispensables, même dans le cadre d'une maladie comme le sida, sont longues et prennent au minimum deux ans, intervalle de temps largement suffisant pour soumettre une découverte, dans les règles de l'art, au jugement de la communauté scientifique.

Docteurs ANNE BOUSSEAN  
et JEAN-FRANÇOIS MAYAUX,  
chercheurs Paris

TRAIT LIBRE



JD Phillips

FOULARD ISLAMIQUE

Prosélytisme

Une interprétation couramment admise tend à faire du port du voile une habitude enracinée dans les mentalités féminines musulmanes dès l'enfance et aussi vieille que l'islam. C'est une contre-vérité flagrante. J'ai été, pour me part, coopérant culturel en Algérie de 1972 à 1981, en poste dans trois lycées successifs : je n'ai jamais vu en neuf ans une seule élève portant le voile à l'intérieur de l'établissement scolaire ! Ce phénomène est donc récent : loin d'être une pratique religieuse, il est en réalité idéologique et manifeste de façon évidente un prosélytisme actif au service du fanatisme.

Il me semble, de plus, que ce serait une erreur de consentir à la banalisation d'une telle pratique dans les écoles françaises : ce serait permettre l'enfermement d'une partie des jeunes immigrées dans des costumes rendant impossible l'intégration puisque priviliant le réflexe d'identité tribale contre les valeurs du pays d'accueil.

DOMINIQUE DUCHER  
Bourges

Unanimité navrante

Si l'on en croit les médias, les professeurs et l'administration se sont prononcés comme un seul homme pour l'exclusion des lycéennes persistant à porter le foulard islamique. Je trouve cette unanimité navrante.

Cette belle victoire de la laïcité n'a eu fond rien à envier dans son aveuglement et sa raideur dogmatique à l'égard d'un phénomène religieux vécu, vécu, mais non atteint, car comment ne pas voir que cette intransigence sert généreusement la cause intégriste, en éloignant les jeunes filles de la pénible école française, ce qui est supramentalement stupide. Corollairement, cette intransigence ferme ainsi à ces dernières la seule possibilité qu'elles auront jamais (avant le probable mariage imposé, facilité par l'isolement) d'échapper pour une part à la loi familiale, ce qui est non-moins inhumain.

On a entendu bien peu de voix s'élever pour la défense de ces modestes jeunes filles. Souhaitons que l'on soit en train de sanctionner des élèves qui ne sont coupables d'aucun méfait. Faut-il que, non contentes d'être mises en difficulté du fait de leur tradition familiale, le coup de grâce leur soit asséné par l'institution éducative française, qui se dit tellement concernée par l'émancipation, l'épanouissement des élèves ?

EVE LURBE-DESMOLLES  
Bayonne

OCCIDENT

Cessons de nous flageller

Je suis désagréablement surpris qu'un de vos lecteurs, professeur de philosophie de surcroît - à moins que justement ceci n'explique cela, - puisse écrire que « depuis longtemps - le XIV<sup>e</sup> siècle ? Les premières croisades ? - les Européens sont les auteurs de toutes les guerres, de tous les génocides et de tous les totalitarismes qui ont ensanglanté notre planète » (*Le Monde* du 30 octobre).

De fait, la traite des Noirs par l'Europe pendant trois siècles est une monstruosité absolue. N'oublions pourtant pas celle, millénaire, pratiquée par les Arabes, toujours systématiquement passée sous silence par on ne sait quelle étrange pudeur. Certes englobante et répugnante la conquête de l'Amérique. Mais, malheureusement pour les belles âmes éprises du très européen mythe du Bon Sauvage, il se trouve que les Américains n'ont nullement attendu l'arrivée des Blancs pour s'entre-tuer eux-mêmes. Et que dire des immenses massacres qui ont fondé l'empire le plus vaste de l'Histoire, celui des Mongols ?

Peut-on sérieusement soutenir que les guerres tribales d'Afrique sont toutes d'origine coloniale ? Ou, donc nombre de cas, n'est-ce pas plutôt le fin de la colonisation (et le retour à l'indépendance) qui a libéré des haines ancestrales ?

Les propos de votre lecteur éliminent la haine pour l'Occident. Or cette haine n'est qu'une solution de facilité qui épargne aux pays du tiers-monde la recherche de leur propre responsabilité. Cette autorégulation de l'Occident se fonde exclusivement sur des valeurs occidentales, et le drame est que les autres mondes n'en ont que faire. Si le tiers-monde rejette l'Occident, c'est non parce que ce dernier trahit ses propres valeurs, mais bien à raison de ces valeurs mêmes. Non en raison de l'insuffisance de démocratie, mais en raison de la démocratie ; non du fait d'une infidélité aux droits de l'homme, mais du fait de ces principes mêmes.

PIERRE LAMBERT  
Saint-Maur

ISRAËL

Simple réserves

Sédition dans l'armée israélienne, menace du putsch militaire à Jérusalem ! C'est ce que laissait entendre le titre de l'article publié dans votre numéro du 3 novembre : « Des officiers israéliens appellent les soldats à résister à l'occupation des territoires occupés ».

C'est aussi ce qu'aura compris le lecteur qui n'aurait pas poursuivi jusqu'à la fin du premier paragraphe où il aurait découvert « un appel aux soldats, signé par une cinquantaine d'officiers supérieurs de réserve ».

De réserve. Autrement dit de braves civils : commerçants, universitaires ou retraités qui, comme des dizaines de milliers d'Israéliens, ont fait, un jour, carrière dans Tsehal et ont obtenu ce grade.

Une différence significative, et une ambiguïté qui ne devrait pas trouver sa place dans un journal qui se veut de référence.

JEAN-CHRISTOPHE WAHL  
Paris

TRAVAIL

Une année de congés payés

Je propose une réduction du temps de travail sous forme d'un cycle de deux périodes : une de plein emploi suivie d'une autre de congés payés. La durée de cette dernière période correspondrait aux heures « supplémentaires » accumulées pendant la première. La rémunération, identique sur les deux périodes, serait fonction de la moyenne du temps de travail effectué sur le cycle.

Par exemple, on pourrait imaginer un salarié travailler quatre années de suite sur un rythme de « quarante heures » (payées l'équivalent de « trente-deux » heures), puis prendre une année de congés payés (elle aussi payée l'équivalent de « trente-deux » heures) avant de recommencer ce cycle. Par « trente-deux », j'entends le niveau de rémunération réduit, même si son niveau réel peut être fonction du salaire de base, afin d'avantager les bas salaires.

Ce temps libre pourrait être mis à profit pour des activités diverses : formation, projets sociaux ou personnels. Cette organisation présente de nombreux avantages. Stabilité pour les entreprises et pour les employés car les postes sont occupés par quatre années consécutives.

Organisation plus simple à mettre en place car fondée sur celle actuellement en vigueur. La mise en œuvre consiste, par exemple, à faire « tourner » le personnel à raison d'un soixantième tous les mois. La première année, les « rotations » correspondent cependant à des embauches nettes.

Possibilité pour les employés d'entreprendre des activités ou des projets devant une grande disponibilité (formation intense, prise de responsabilités dans une activité sociale, etc.).

Disponibilité pour le cadre familial et social avec un statut reconnu et temporaire différent de celui de chômeur. Celle-ci devrait permettre de reconstruire le tissu familial et social qui fait défaut dans nos sociétés (délinquance, désœuvrement...).

Création d'une économie dirigée vers cette catégorie de la population disposant d'un pouvoir d'achat et de disponibilité (formation, loisirs...).

CHRISTOPHE ODOUX  
Lyon

UN LIVRE

LE CERCLE DES SAVOIRS

RECONNUIS  
de Claire et Marc Héber-Suffrin  
Desclee de Brouwer,  
109 p., 75 F.

DANS une société de compétition et de profit, le savoir est, à la fois, un bien marchand et un instrument de pouvoir. C'est précisément parce qu'ils ne croient ni à la compétition ni au profit que Claire Héber-Suffrin, avocate, et Marc Héber-Suffrin, instituteur, ont lancé, dans les années 80, un mouvement original, fondé sur l'échange : « Je t'apprends l'espagnol et tu m'apprends à danser... » Je t'enseigne le jardinage biologique et tu m'inities à la comptabilité...

Cette démarche très simple a fait bouillir de rage. Aujourd'hui, le mouvement compte quelques

trois cents réseaux auxquels participent plusieurs dizaines de milliers de personnes, avec des permanents et des bénévoles. Ce mouvement des réseaux d'échanges réciproques des savoirs a donné une charte, des fichiers, des intergroupes thématiques...

A première vue, on s'étonne qu'une idée aussi simple se traduise par des outils aussi sophistiqués. Mais à lire ce livre, nourri de divers témoignages, on comprend qu'il ne s'agit nullement d'une dérive bureaucratique. L'échange, ici, exprime une éthique de la vie en société : parce que « l'entraide construit la citoyenneté », elle mérite d'être organisée sérieusement, en tenant compte des nombreuses expériences entreprises depuis vingt-cinq ans.

Toute personne possède des

savoirs, même si elle n'en a pas conscience, explique Claire et Marc Héber-Suffrin. Le découvrir peut changer profondément le regard qu'on porte sur soi. Ils citent le cas d'élèves en situation d'échec scolaire qui, invités à aider un jeune étranger arrivé dans leur classe, révèlent des dons inouïs et finissent par devenir eux-mêmes de bons élèves.

L'échange va bien au-delà d'un simple troc : dans cette démarche, chacun reçoit davantage que le savoir de l'autre. Et c'est là que réside l'essentiel de son intérêt.

L'argent n'y a aucune place : les réseaux d'échanges sont fondés sur la gratuité. Leur principe de base est que tous les savoirs - manuels et intellectuels - se valent et sont faits pour circuler. On ne doit pas

limiter l'échange à un même milieu social, expliquent Claire et Marc Héber-Suffrin, car ce serait reproduire les cloisonnements. On ne doit pas non plus s'enfermer dans une relation à deux, mais organiser avec souplesse tout un réseau. L'un des exemples les plus frappants est celui de cette Algérienne qui enseigne le berbère à un linguiste tout en apprenant elle-même à lire et à écrire en France...

Ce petit livre est beaucoup moins modeste qu'il n'y paraît. A une époque où l'on réclame le partage du travail - sans trop savoir comment l'organiser -, il est peut-être urgent d'entendre ceux qui ont appris à partager le savoir.

ROBERT SOLÉ

SPÉCIAL VACANCES - TERRES D'HIVER 93  
NEIGE OU SOLEIL ?

Le Monde Voyages vous aide à choisir votre destination pour vos prochaines vacances : des reportages inédits sur des pays ou des villes insolites. Une sélection des grands musées européens, des guides, un cahier « spécial neiges ».

Supplément gratuit du Monde - 68 pages - mercredi 17 novembre (daté 18)



INTERNATIONAL

La dernière étape des négociations institutionnelles avant les élections d'avril 1994

L'Afrique du Sud va se doter d'une Constitution intérimaire

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Réunis à Kempton Park, dans la banlieue de Johannesburg, les négociateurs qui discutent de l'avenir constitutionnel du pays devaient s'engager, vendredi 12 novembre, dans la dernière ligne droite menant aux premières élections multiraciales dont la date est fixée au 27 avril 1994. Un Forum de négociation devait entériner prochainement les grandes lignes de la Constitution intérimaire élaborée, après des mois de discussions ardues, par les partis politiques et le gouvernement, assistés de plusieurs comités techniques.

Une séance solennelle de ratification, à laquelle assisteront le président De Klerk et Nelson Mandela, ainsi que tous les chefs de délégations, est prévue le 17 novembre. Cinq jours plus tard, la dernière session du Parlement tricaméral élu sous les lois de l'apartheid s'ouvrira au Cap. Les députés des trois Chambres (blanche, métisse et indienne) devront ratifier sans difficulté majeure un texte à la préparation duquel leurs chefs de file ont activement participé. Il se pour-

rait cependant que les élus du Parti conservateur (CP, extrême droite), formation qui a quitté la table des négociations en juillet, et qui, depuis, s'est vivement opposée aux principes de l'accord, profitent de l'occasion pour se livrer dans une spectaculaire démonstration d'opposition.

Un Etat décentralisé avec neuf régions

Ces nostalgiques de l'ordre ancien ne sont plus en mesure de s'opposer à la mise en œuvre d'un texte qui constituera, pour une durée maximale de cinq ans, la Loi fondamentale du pays. Au terme de cette période, une Constitution définitive, élaborée par l'Assemblée élue l'année prochaine, devra remplacer la Constitution intérimaire.

Jusqu'à la dernière minute, la Constitution intérimaire aura été ardemment discutée. Jeudi, les négociateurs tentaient encore de se mettre d'accord sur plusieurs points, dont le délicat problème de la délimitation des régions, la composition de la future Cour constitutionnelle et la procédure qui permettra, en cas de désaccord sur la rédaction de la pro-

chaine Constitution, de dépasser les différends.

L'ANC n'aura négligé aucune concession pour parvenir aux accords en voie de ratification. Partisan, à l'origine, d'un Etat unitaire gouverné par la règle de la majorité, il a peu à peu évolué vers l'acceptation d'un Etat décentralisé, organisé selon les principes d'une véritable fédération, en acceptant de partager un pouvoir que l'élection pouvait lui offrir sans partage.

Ce principe acquis, il restait à «déconcerter» le pays en neuf régions et à y organiser l'exercice du pouvoir et les rapports avec le gouvernement central. Aujourd'hui encore, la question des frontières régionales, qui conditionne aussi les modalités de réintégration des homeland «indépendants» (Transkei, Bophuthatswana, Venda et Ciskei) au sein de la République, n'est pas totalement tranchée. De même reste à régler le futur statut de Pretoria, dont la vocation de capitale est contestée par l'ANC.

Une longue bataille a également divisé les négociateurs au sujet de la fiscalité. Quels seront

les pouvoirs des autorités régionales pour lever et affecter les impôts locaux? Quelle sera la part prélevée par le pouvoir central? Quelle part des impôts nationaux sera redistribuée aux régions? Pour tous ceux qui voulaient se prémunir contre les tentations hégémoniques de l'ANC - probable vainqueur des futures élections - la question était cruciale.

De comités techniques en rencontres bilatérales, les négociateurs ont habilement coudoyé que les régions toucheraient une part «équitable» des impôts nationaux, dont le montant, fixé «raisonnablement», sera décidé par le futur Parlement en tenant compte de «l'intérêt national» et de l'avis de la commission financière et fiscale.

Les négociateurs ont en revanche été plus précis en ce qui concerne l'organisation des pouvoirs régional et central. Chaque province sera dotée d'un organe législatif de trente à cent sièges, selon la densité de population du territoire. Elle aura à sa tête un premier ministre, élu au sein du Parlement régional, et un conseil exécutif faisant fonction de gouvernement régional, avec une compétence étendue et, dans certains cas, des pouvoirs exclusifs. Les membres du conseil exécutif seront nommés par le premier ministre de la région, au sein de son Assemblée, proportionnellement au nombre de voix obtenues par chaque parti ayant remporté au moins 10 % des suffrages.

Le chef de l'Etat, élu à la majorité absolue, au sein de l'Assemblée nationale - laquelle sera composée à parts égales d'élus nationaux et régionaux - sera assisté de vice-présidents désignés parmi les partis ayant obtenu au moins 20 % des quatre cents sièges de l'Assemblée. Si aucun parti, ou un seul d'entre eux, atteint ce score, les deux plus importantes formations désigneront chacune un vice-président.

Si l'on se réfère aux derniers sondages, Nelson Mandela est assuré d'être le prochain chef de l'Etat, et l'ANC d'avoir un siège de vice-président. Théoriquement, le Parti national (NP) devrait pouvoir désigner le second vice-président, poste qui pourrait échoir à Frederik De Klerk.

Quant au gouvernement, placé sous l'autorité du chef de l'Etat, il sera composé des vice-présidents et des ministres, désignés, eux aussi, selon les règles d'une stricte proportionnalité. Il faudra

au moins 5 % des sièges au sein de l'Assemblée pour prétendre détenir un portefeuille. Les décisions du gouvernement devraient être prises par consensus.

En cas de différend entre les ministres, une majorité qualifiée, non encore décidée, devra trancher. Une majorité qualifiée sera également nécessaire pour prendre toute décision d'ordre financier, ainsi qu'en matière de sécurité. C'est donc un délicat équilibre de pouvoirs et de contre-pouvoirs, organisés à tous les niveaux selon la règle de la proportionnalité, qui a été érigé.

Le mécanisme est trop complexe pour ne pas induire quelques dysfonctionnements. Une Cour constitutionnelle, dont les compétences et les pouvoirs ont été spécialement discutés par les négociateurs, sera chargée de les examiner. Joudi, les règles de fonctionnement de la juridiction suprême et celles de sa saisie n'étaient toujours pas formalisées.

Une culture du compromis

Ces discussions de la dernière heure, qui pourraient retarder la ratification finale, ne mettent pas en péril l'œuvre de travail accompli depuis qu'en février 1990 l'Afrique du Sud s'est engagée dans une voie nouvelle. Il eût été audacieux à l'époque de prédire que le Parti national (au pouvoir depuis 1948) et le Congrès national africain pourraient surmonter leurs oppositions, nées de l'apartheid.

Trois ans plus tard, le résultat est pourtant là : non sans avoir utilisé tous les moyens de pression à leur disposition, les ennemis d'hier ont réussi à inventer une culture de la négociation et du compromis, presque irréelle lorsqu'on évoque les affrontements qui, à l'extérieur du World Trade Center de Kempton Park, continuent de secouer la société sud-africaine.

Ce contraste inquiétant constitue l'une des incertitudes majeures : les Sud-Africains, à l'image de leurs chefs politiques, auront-ils la sagesse de régler pacifiquement leurs différends, ou se laisseront-ils entraîner dans une spirale de violence incontrôlée, comparable à celle qui déchire les ghettos noirs de la région de Johannesburg et la province du Natal?

GEORGES MARION

■ **RATIFICATION.** Quatre ans après l'élection de Frederik De Klerk à la présidence de la République, le 20 septembre 1989, et à la suite d'après négociations, l'Afrique du Sud devait se doter, vendredi 12 novembre, d'une Constitution intérimaire. Une séance solennelle de ratification est prévue le 17 novembre.

■ **ÉLECTIONS MULTIRACIALES.** Le principe cher à Nelson Mandela d'un «homme, une voix» devrait entrer en application le 27 avril 1994, à l'occasion des premières élections multiraciales jamais organisées dans le pays.

■ **EXTRÉMISMES.** Les oppositions farouches de l'extrême droite blanche, de l'extrême gauche noire et des conservateurs noirs aux négociations engagées début 1990 n'ont pas bloqué un processus de transition décidé par le pouvoir blanc à la fin des années 80.

■ **RISQUES.** Il n'est cependant pas exclu que, dans un ultime sursaut, les radicaux de tous bords s'impliquent davantage dans la violence armée.

Extrémistes blancs et noirs en un front du refus

Opposée aux négociations en cours, l'Alliance réunit l'Inkatha, à dominante zouloue, à l'AVF, regroupement de groupuscules de l'extrême droite blanche

Lorsque les négociateurs ratifieront la Constitution provisoire, il manquera un participant à la cérémonie : l'Alliance de la liberté (FA), coalition rassemblant l'extrême droite blanche et les conservateurs noirs, unis dans leur opposition au Congrès national africain (ANC) et au Parti national (NP) du président De Klerk, en train, selon eux, de capituler devant les exigences des «communismes».

Formée il y a un mois, l'Alliance rassemble le Parti conservateur (CP), le parti Inkatha, à dominante zouloue, de Mangosuthu Buthelezi, les dirigeants des deux homeland «indépendants» de Bophuthatswana et du Ciskei et le Front du peuple africain (AVF), ce dernier étant lui-même un regroupement de plusieurs personnalités et groupuscules de l'extrême droite blanche.

Si MM. Mangosuthu Buthelezi et Gqozo, respectivement chefs du Bophuthatswana et du Ciskei, ne jouent au sein de l'Alliance d'autre rôle que celui qui consiste à faire nombre, il en va tout autrement de M. Buthelezi, l'un des poids lourds de la coalition. Le chef de l'Inkatha, qui n'a jamais pardonné à Nelson Mandela de lui avoir volé le rôle de vedette de l'opposition noire, n'a eu, depuis le début des négociations, qu'un objectif : faire élaborer la Constitution non par une Assemblée constituante élue, mais par les chefs des principaux partis, qu'ils soient blancs ou noirs, quitte, ensuite, à la faire adopter par référendum. Le mouvement de Mangosuthu Buthelezi espérait ainsi mieux peser sur la rédaction d'un texte dont le contenu n'aurait plus dépendu d'une majorité électorale - c'est-à-dire, selon toute vraisemblance, de l'ANC - mais d'une négociation entre chefs élus, espérait-il, il aurait pu mieux faire valoir ses vues.

«Le Volkstaat? C'est Boersassie Park»

En revendiquant l'autodétermination, l'AVF, l'autre pôle de l'Alliance, réclame un «Volkstaat», un Etat où les Blancs échapperaient de facto à l'autorité d'un pouvoir central dominé par les Noirs. La difficulté d'une telle revendication provient du fait qu'il n'existe aucun endroit dans le pays où les Blancs sont en majorité. Plusieurs projets de découpage territorial ont été proposés par l'extrême droite, mais aucun, pour des raisons tant politiques qu'économiques, n'a réussi à recueillir l'adhésion de toutes les parties. Qui plus est, il n'est pas certain que la majorité de la population blanche consentirait à s'installer dans un «Volkstaat» qui s'exprime, en réalité, que les aspirations de certains milieux ruraux

du Transvaal et de l'Etat libre d'Orange, les Boers «purs et durs». Enfin, demeure la question du statut des Noirs, sur laquelle les partisans de l'autodétermination blanche ont, jusqu'à présent, évité de se prononcer. Une promesse qui fait craindre aux adversaires de l'apartheid que le futur Etat blanc ne soit, en réalité, qu'un inacceptable avatar de l'ordre ancien. «Le Volkstaat? C'est Boersassie Park», lançait récemment un négociateur de l'ANC.

Tant le gouvernement que l'ANC, soucieux d'obtenir le consensus le plus large possible, ont tenté de satisfaire une partie des revendications exprimées par l'Inkatha et par l'extrême droite. De nombreuses rencontres, publiques ou secrètes, ont été organisées, apparemment sans grand succès. L'ANC, qui, à l'origine, défendait le principe d'une Assemblée constituante souveraine, a ainsi accepté - sous la pression du gouvernement, dont les intérêts, sur ce point, rejoignent ceux de M. Buthelezi - celui d'une Constitution intérimaire rédigée par les négociateurs.

C'est ce texte, largement discuté au cours des derniers mois, qui devait être ratifié par le conseil de négociation, vendredi 12 novembre. A l'issue d'un délai encore indéterminé, mais qui pourrait atteindre cinq ans, la Constitution intérimaire sera remplacée par une Constitution définitive, rédigée, cette fois, par les élus du suffrage universel.

Cette concession majeure n'a pas suffi à contenter le chef Buthelezi, dont le parti, suivi par le CP, a quitté, le 2 juillet, la table des négociations constitutionnelles (Le Monde daté 4-5 juillet 1993), lorsqu'il y a été décidé que les premières élections multiraciales du pays auraient lieu le 27 avril 1994. Depuis, l'Inkatha évolue au gré des humeurs de son patron, appelant un jour à une «conférence des chefs» pour, le lendemain, menacer de prendre les armes. «L'Inkatha s'agit et bat le tambour chaque fois que les choses ne vont pas comme elle l'entend», déclarait, lors d'une récente réunion publique, Frederik De Klerk, visiblement exaspéré par les exigences toujours renouvelées de son chef. Nombreux sont ceux qui, en Afrique du Sud, estiment que le seul objectif de Mangosuthu Buthelezi est, en réalité, d'éviter des élections dont les résultats - selon les sondages le plus récents - pourraient lui paraître amers, y compris dans son fief du Natal.

Des offres de compromis ont, de même, été faites à l'extrême droite blanche, dont le principal porte-parole, le général Constand Viljoen, ancien chef d'Etat-major de l'armée, semblait désireux de parvenir à un accord. Fin septembre, on a appris que l'ANC était depuis plusieurs semaines en pourparlers secrets

avec le général Viljoen «dans le but d'éviter des affrontements, voire une guerre qui ne serait dans l'intérêt d'aucune des parties, ni dans celui du pays» (Le Monde daté 26-27 septembre). Quelques jours plus tard, l'ancien chef de l'armée, soupçonné de complicité, était désavoué par ses pairs, et les négociations étaient suspendues.

Elles ont repris, depuis, tant avec les représentants du gouvernement qu'avec ceux de l'ANC. Mais le général Viljoen y est, cette fois, entouré, pour ne pas dire surveillé, par plusieurs autres responsables de la FA. Le contenu précis des ententes en cours n'a pas été divulgué. On sait seulement que le gouvernement et l'ANC auraient accepté le principe d'une région où les Blancs auraient un poids significatif. Afin de calmer les craintes que suscite un pouvoir central dominé par l'ANC, les futures régions auraient également été dotées de pouvoirs étendus.

G. M.

Anita ou les rêves du dernier carré

Elle n'a jamais mis son drapeau ni sa langue dans sa poche. Le cinquantenaire tonique, Anita Armand fait profession de son franc-parler, en animant Radio Pretoria, station que l'extrême-droite afrikaan a lancée, il y a quelques semaines, sans prendre la peine d'obtenir les autorisations nécessaires. Le gouvernement a menacé de couper l'antenne, puis s'est révisé, préférant ne pas se créer un problème supplémentaire.

Entre chaque plage musicale, Anita, ancien officier de l'armée sud-africaine passée au journalisme, remonte la morale des troupes par des bulletins d'information et quelques commentaires bien sentis. On aurait tort de croire qu'Anita s'inquiète de la prochaine arrivée au pouvoir de Nelson Mandela, «qui n'aurait jamais dû quitter la prison avant d'avoir purgé sa peine et renoncé publiquement à la violence». Elle regrette le temps où le pays était ordonné, «cette harmonie où chacun vivait en paix dans son coin tout en respectant la culture et les coutumes de l'autre, où les Noirs n'aspiraient pas à vivre comme les Blancs». «Il y avait alors une réelle joie de vivre», assure-t-elle.

La nouvelle Afrique du Sud, cosmopolite et multiraciale, n'est pas de son goût? Elle rebattra l'ancienne, en plus petit, dans cet «Etat boer» que l'extrême droite revendique et où pourront s'établir «tous les Blancs qui respectent notre drapeau et les valeurs


du christianisme». Quant aux Noirs, ils pourront vivre dans le «Boersassie», mais avec un statut d'étranger, sans droits politiques. «Est-ce que les étrangers votent en France?»

«Nous appartenons au monde moderne, pas au tiers-monde», explique Anita qui ne doute pas qu'en deux ans, tout au plus, le nouvel Etat sera à nouveau riche et puissant, loin devant «l'Afrique», ainsi qu'elle nomme, d'après le nom que lui donnent les nationalistes noirs, cette Afrique du Sud qui n'est déjà plus son pays. «Lorsque nous étions au ban des nations, affirma-t-elle, nous avons réussi, grâce à notre intelligence et à notre volonté, à construire la bombe atomique et à bâtir une industrie d'armement parmi les meilleures du monde.»

Les Afrikaners comme Anita ne croient pas qu'une solution de compromis pourra être trouvée avec le futur majorité noire. «Pour eux, le pouvoir n'a rien à voir avec la compétence, mais avec la couleur de la peau, dit-elle encore, décrivant, sans s'en rendre compte, le principe de l'apartheid. Il faudra être Noir pour accéder aux postes de responsabilité. C'est une question de culture.» Il n'y a donc rien d'autre à faire que d'arracher l'«Etat boer». «Il faudra sans doute se battre les armes à la main, pense Anita, mais la guerre sera rapide. En une semaine tout sera réglé. Pas une seconde, le doute ni à faire ses beaux yeux bleus.

G. M.

IAN McEWAN  
**L'ENFANT VOLÉ**  
roman  
traduit de l'anglais par Josée Strauss  
COLLECTION DU MONDE ENTIER



**PRIX FEMINA ETRANGER**  
GALLIMARD



## AFRIQUE

## LIBYE

## Le Conseil de sécurité de l'ONU durcit les sanctions contre Tripoli

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondante

Alors que les deux Libyens accusés d'être impliqués dans l'explosion, en décembre 1988, au-dessus de Lockerbie en Écosse, d'un Boeing 747 de la compagnie Pan Am (270 morts), ont annoncé leur refus de se rendre à la justice internationale, le Conseil de sécurité a imposé, jeudi 11 novembre, de nouvelles sanctions - économiques - contre Tripoli.

Ces sanctions, qui s'ajoutent à l'embargo aérien et militaire en vigueur depuis le 15 avril 1992, seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> décembre. Onze pays ont voté en faveur de la résolution 883. La Chine, le Maroc, Djibouti et le Pakistan se sont abstenus.

La résolution 883 demande à tous les pays de geler les fonds des entreprises et du gouvernement libyens, tout en précisant que cette mesure ne s'appliquera pas à ceux qui sont « dérivés de la vente du pétrole ou de produits pétroliers, ou de biens et de produits agricoles ». La vente d'équipements de forage ou de transport du pétrole est

interdite. Le Conseil « exige » la fermeture immédiate de tous les bureaux de la compagnie Libyan Arab Airlines.

Afin d'éviter le veto russe, le Conseil affirme que le vote de la résolution 883 n'annule en rien l'obligation de la Libye de respecter « toutes ses obligations relatives au service et au remboursement de sa dette extérieure ». Il se dit prêt à « suspendre immédiatement » les sanctions si Tripoli livre à la justice américaine ou britannique les deux suspects accusés d'être impliqués dans l'affaire de Lockerbie et défère aux demandes des autorités judiciaires françaises s'agissant de l'attentat commis, en septembre 1989, au-dessus du Niger, contre un DC 10 d'UTA (171 morts).

Logique  
de l'escalade

Les diplomates en poste aux Nations unies admettent que la résolution 883 ne va pas assez loin, mais observent qu'il a néanmoins fallu des mois de négociations avant de pouvoir la présenter au vote du Conseil. « Les gens ne

se rendent pas compte qu'il est de plus en plus difficile de faire voter des sanctions », souligne un observateur. La Chine y est de moins en moins disposée, les pays musulmans y sont hostiles. Quant à la Russie, elle s'est livrée à toutes sortes de manœuvres pour empêcher l'adoption de ces mesures. Moscou, qui a sur la Libye une créance de 4 milliards de dollars, espérait, en effet, la récupérer en échange de ce bon procédé.

Les trois pays parrains de la résolution - les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne - jugent, malgré tout, que le message est suffisamment clair. « Nous n'avons pas d'autre choix », explique un diplomate européen. Les Américains n'ont plus vraiment d'intérêts économiques en Libye et ils subissent la forte pression des familles des victimes. Si la Libye refuse de coopérer, il faudra alors lui imposer un embargo pétrolier, ce qui, bien sûr, posera d'énormes problèmes aux Douze. Je crois que M. Kadhafi n'a pas vraiment bien compris qu'il lui échappait belle cette fois.

Cette manne profite surtout aux professeurs égyptiens, les Libyens ne faisant pas confiance aux enseignants locaux. Autre raison pour prendre des leçons particulières : l'apprentissage de l'anglais. Cette langue « impérialiste », qui avait été bannie de l'enseignement en 1986, a été réintroduite deux ans plus tard dans le secondaire, puis aujourd'hui en cours préparatoire.

Cumuls  
interdits

Pour obtenir des licences d'importation, le secteur privé ne doit même pas justifier la provenance des devises étrangères. On trouve donc de tout - hormis l'alcool - dans certains supermarchés qui n'ont rien à envier à ceux d'Europe... même en matière de prix. Des produits hors de portée de la bourse des Libyens à revenu fixe, mais à la disposition des nouveaux riches et des membres de la nomenklatura.

Pour ceux qui n'appartiennent pas à cette classe de privilégiés, un second travail s'impose pour « desservir un peu la ceinture qui a étranglé la colonne vertébrale ». Solution qui leur est interdite, depuis le mois de juin, après l'adoption d'une loi interdisant « à quiconque de cumuler un poste dans la fonction publique avec un autre emploi ». Certains fonctionnaires qui avaient bravé cet interdit ont été licenciés du jour au lendemain.

Cette situation a provoqué une hausse très sensible de la criminalité. La drogue dure commence à faire des ravages au sein de la jeunesse dorée, où elle est d'autant plus prisée qu'elle donne un « style ». La consommation de haschisch s'est à ce point répandue que le colonel Kadhafi a dénoncé cette « arme de destruction massive », accusant implicitement l'Occident et Israël d'être à la source de ces maux. Cambriolages et vols deviennent pratique courante. La police, parent pauvre des services de sécurité politique, ne sait plus où donner de la tête.

Au cours de la séance du Conseil, l'ambassadeur égyptien, Nabil Elaraby, a attiré l'attention sur les effets dangereux que pourraient avoir des troubles politiques, déjà apparents en Libye, pour la « paix et la stabilité » des pays voisins, à savoir l'Égypte et la Tunisie. Reprochant aux trois pays occidentaux leur « intransigeance », l'ambassadeur libyen, Ali Elhouderi, s'est demandé « s'il existait un système juridique qui oblige l'accusé à présenter des preuves de sa culpabilité ».

L'ambassadeur des États-Unis, Madeleine Albright, a défendu le contenu de la résolution 883. « Si la portée des nouvelles sanctions était si faible, a-t-elle remarqué, pourquoi la Libye s'y serait-elle si farouchement opposée ? » Évoquant une « logique d'escalade », l'ambassadeur de France, Jean-Bernard Mérimée, a exprimé, pour sa part, l'espoir que « ce renforcement des sanctions, d'ailleurs modéré, fera comprendre aux autorités de Tripoli que la fermeté de la communauté internationale est sans faille ».

## AFSANÉ BASSIR POUR

Il y a quelques mois, l'État a confisqué les cassettes de films américains, leur reprochant de « porter atteinte à la sécurité de l'État et aux valeurs du peuple libyen ». Parce que donc pour les Libyens de regarder les télévisions étrangères. Les plus pauvres fabriquent une antenne avec un cadre en bois, un bout de fil de fer et quelques bouts de conserve. Ils peuvent ainsi, par temps humide ou chaud, capter les chaînes italiennes et se régaler de films américains et surtout de « Play Day Late Night Show », chaque mercredi et vendredi, après minuit.

Les plus riches installent des antennes paraboliques, qui pousent comme des champignons sur le toit de tous les immeubles résidentiels. Certaines villas en ont même deux. Outre des chaînes italiennes, les bureaux possesseurs de ces antennes passent leurs nuits à visionner les séances de strip-tease, diffusées par la chaîne turque Show TV, et peuvent même s'offrir des films classés X avec M6, voire rentabiliser leur investissement en vendant des enregistrements. Les plus sérieux peuvent suivre les bulletins d'information grâce à MTV (Middle East TV), chaîne commerciale financée par des capitaux privés saoudiens et dont les programmes sont fabriqués à Londres.

Islam  
à la mode bedouine

Contrairement à ce qui se passe en Algérie et en Égypte, le malaise social ne semble pas, pour le moment, avoir profité aux intégristes qui vivent dans la clandestinité. Les signes d'une islamisation de la société sont encore très limités. Le nombre de filles voilées dans une classe est d'une dizaine tout au plus. Les mosquées, à de rares exceptions près, sont sous contrôle de l'État, qui dispose d'un organisme, chargé de l'« extension de la foi ».

Les cheikhs qui nient, de temps à autre, réclamer une islamisation accrue, sont immédiatement rappelés à l'ordre. En réalité, les Libyens sont, pour l'instant, attachés à un islam à la mode bedouine, rigoureux mais sans excès. Le seul danger vient d'Algérie, avec laquelle la Libye partage une très longue frontière, et d'une éventuelle décision du « Guide » d'islamiser sa révolution.

Les Libyens craignent d'ailleurs un durcissement du régime en cas de renforcement des sanctions de l'ONU que l'expansion du phénomène islamiste. « Ils pourraient, du jour au lendemain, interdire les importations privées et confisquer les paraboles », s'alarme un homme d'affaires qui partage son temps entre Malte et l'Italie.

## ALEXANDRE BUCCIANI

MOUNA EL BANNA

## NIGÉRIA

## M. Abiola a reçu le soutien du nouvel ambassadeur américain

LAGOS

de notre correspondante

Ils sont tombés dans les bras l'un de l'autre : l'ambassadeur américain qui retrouvait sa racine africaine, et le milliardaire yorubanda qui trouvait ainsi un appui diplomatique encore inédit. Il y a quelques jours. La grande réception bûvement organisée, jeudi 11 novembre, par Moshood Abiola dans sa résidence d'Ikeja à Lagos - un château fort moderne, flanqué de dizaines de villas pour ses nombreuses épouses et gardé par une police privée habillée à l'américaine - était à la hauteur de l'événement.

Des centaines d'invités ont chanté et dansé lorsque le nouvel envoyé de Washington au Nigéria, Walter Carrington, un Noir américain, a revêtu la robe colorée offerte par son hôte, le vainqueur présumé du scrutin présidentiel du 12 juin, annulé par le président Babangida. Nommé à l'instigation du Black Caucus - le groupe des élus noirs au Congrès américain, dont M. Abiola est depuis longtemps l'un des grands financiers - l'ambassadeur des États-Unis avait présenté dès son arrivée ses lettres de créance au chef de l'État intérimaire, Ernest Shonekan. Mais, chez M. Abiola, M. Carrington a souligné l'engagement de l'administration Clinton pour que « l'économie de la démocratie en Afrique » en particulier « au Nigéria ». Phrase aussitôt interprétée par une assis-

tance enthousiaste comme un soutien au « camp du 12 juin ».

Depuis quelques jours, celui-ci a repris espoir : M. Abiola et son collègue, Babagana Kingibe, se sont trouvés moralement confortés par le verdict d'une cour de Lagos qui a déclaré illégal le gouvernement national intérimaire (GNI) mis en place par le général Babangida juste après son départ (le Monde du 12 novembre). Certains amis de M. Abiola le pressent de former un gouvernement « parallèle », démarche qui pourrait être ressentie dans le Nord comme un premier pas vers la désintégration du pays.

Sans doute une simple décision de justice ne peut-elle modifier le rapport de forces et défaire comme par magie l'alliance des groupes qui s'opposent à l'accession au pouvoir de M. Abiola. Mais l'avis du magistrat et le « coup de pouce » des Américains prennent une autre signification au moment où le GNI doit affronter le mécontentement d'une population ulcérée par la hausse de 600 % des prix des carburants, imposée sans préavis depuis lundi. Après quelques jours de flottement et de manifestations étudiantes sporadiques dans le Sud-Ouest, la puissante centrale syndicale, le Nigerian Labour Congress, a vivement réagi jeudi en donnant au GNI soixante-douze heures pour revenir sur cette hausse des prix.

MICHÈLE MARINGUES

**BURUNDI** : un mort dans des affrontements entre étudiants. - Une élève a été tuée et dix autres étudiants blessés, mercredi 10 novembre, au cours d'affrontements entre élèves hutus et tutsis, dans une école technique de Bujumbura, a-t-on appris de source hospitalière. Par ailleurs, le ministre des relations extérieures et président par intérim du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), Sylvestre Nibantunganya, a estimé jeudi qu'une nouvelle élection présidentielle ne pourrait être organisée « avant au moins une année ».

**COMORES** : heurts et arrestations avant le scrutin législatif. - Dix-huit opposants ont été arrêtés et une vingtaine de personnes blessées dans des heurts

avec les forces de l'ordre, au cours de la campagne électorale pour les élections législatives aux Comores, dont le premier tour doit avoir lieu dimanche 14 novembre, a rapporté la radio Africa 1. - (AFP, Reuters)

**CÔTE-D'IVOIRE** : plus de 3 000 Ghanéens quittent le pays. - L'ambassade du Ghana à Abidjan a estimé à « plus de 3 000 » le nombre de ses ressortissants résidant en Côte-d'Ivoire et ayant demandé à être rapatriés dans leur pays, à la suite des émeutes anti-ghanéennes qui ont fait vingt-trois morts et cent dix-sept blessés au début du mois, selon un bilan officiel. Les opérations de rapatriement ont commencé jeudi 11 novembre. - (AFP)

## REPÈRES

## ITALIE

Carlo De Benedetti  
renmis en liberté

Le président du groupe italien Olivetti, Carlo De Benedetti, placé en résidence surveillée il y a neuf jours, a été remis en liberté, jeudi 11 novembre. Dès la levée de son assignation à résidence, il a participé à une réunion du patronat italien et a remercié les milieux d'affaires pour leur « solidarité ». Le parquet de Rome avait porté de lourdes accusations contre M. De Benedetti, estimant qu'il représentait un « danger social » et qu'il avait été un « corrupteur » actif du système économique italien. De son côté, l'industriel affirmait qu'il était victime du racket de la classe politique et qu'il avait été obligé de payer des dessous de table pour obtenir des contrats dans les Postes italiennes entre 1988 et 1991. - (AFP)

## SOMALIE

Début du retrait français

Les onze cents militaires français engagés dans l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM II) commencent à faire les bagages, pour un départ échelonné qui doit débuter dimanche 14 novembre et s'achever, au plus tard, à la fin décembre. Présents depuis bientôt un an - d'abord avec deux mille cent vingt hommes dans le cadre de l'opération « Rendre l'espoir », puis avec onze cents « casques bleus », les Français passent le relais au contingent indien, qui compte cinq mille hommes. Une petite

présence française sera néanmoins maintenue : cent dix militaires sont arrivés cette semaine de Djibouti pour continuer la formation des Forces auxiliaires de sécurité somaliennes (FASS), la police au cours de reconstruction. L'ONU et de nombreux contingents ont souvent dû regretter le départ des Français, qui contrôlaient une vaste région, d'abord depuis Hodeïda, puis depuis Baldo. Même le général Mohamed Farah Aidid a déploré ce départ, en jugeant leur présence « bénéfique ». - (AFP)

## VENEZUELA

Dégradation  
de la situation  
des droits de l'homme,  
selon Amnesty  
International

Affirmant recevoir « continuellement » des informations sur les « tortures » et « mauvais traitements » pratiqués au Venezuela, Amnesty International a estimé, dans un rapport publié mercredi 10 novembre, que les droits de l'homme sont « de plus en plus menacés » dans ce pays, dont les « forces de sécurité utilisent la violence et les assassinats pour répondre aux troubles sociaux ». Rappelant l'assassinat de Luis Erriquez Diaz en septembre 1992, l'organisation basée à Londres souligne que les étudiants sont particulièrement visés, de même que certains activistes politiques. « Même les enfants et les handicapés font l'objet de mauvais traitements », indique le rapport.

L'embargo  
au quotidien

Suite de la première page

Ces gens « stupides » sont, aujourd'hui, légion, du chauffeur de taxi au professeur d'université, en passant par le fonctionnaire et même le militaire. Ne commence-t-on pas à voir - chose inimaginable il y a encore deux ans - des officiers démissionner de l'armée pour se lancer dans les affaires, avec l'espoir d'améliorer leur niveau ?

Rien d'étonnant quand on sait que les salaires sont gelés depuis 1975 : le dinar local valait alors plus de 3 dollars, 1 dollar au marché noir en 1990 et aujourd'hui un demi-billet vert. Les salaires, eux, n'ont pas bougé : de 45 à 300 dinars. Le mètre carré de terrain, jadis sans valeur faute de propriété privée, dépasse, lui, les 500 dinars, trois ans seulement après la privatisation du logement.

Leçons  
particulières

Les jeunes couples fuient donc Tripoli où le prix d'un trois-pièces varie entre 15 000 et 20 000 dinars, soit huit à onze ans d'un salaire moyen. Si l'on y ajoute les meubles et l'électroménager de base, on atteint l'équivalent de vingt ans de salaire. Quand aux voitures individuelles, dans un pays où les transports publics sont quasi inexistantes à l'exception des taxis collectifs, elles sont inabordable : vingt-cinq ans de salaire pour une Fiat Uno, voire... plus d'une vie pour une « japonaise » de moyenne cylindrée. Le parc automobile a

vieilli et les taxis sont brinquebalants : les pièces de rechange coûtent une petite fortune et le main d'œuvre qualifiée est rare.

Mécontents, les Libyens le sont aussi à cause de la dégradation des services de santé. Faute de moyens et de personnel qualifié, les soins dispensés par les hôpitaux laissent à désirer. Les responsables accusent l'embargo aérien d'être à l'origine de cette situation, qui, selon les observateurs, est surtout due au gel du budget de la santé. En effet, l'embargo n'affecte que l'importation de certains produits pharmaceutiques très vite périmés et le départ des malades dans l'état nécessite des soins urgents à l'étranger. Les « comités populaires » ont trouvé que la meilleure solution à ce problème consistait à laisser faire le secteur privé.

La Libye connaît ainsi un système de santé à deux vitesses : les soins « à nos risques et périls » sont dispensés par les hôpitaux publics et les soins de qualité par les cliniques privées. Même situation dans l'enseignement. Depuis le début de l'année scolaire, des écoles privées ont des frais de scolarité de 750 dinars, qui équivalent à cinq mois de salaire. Quant aux élèves inscrits dans des établissements secondaires de l'État, ils prennent des cours particuliers, car l'entrée à l'université, surtout dans les facultés comme celle de médecine ou d'ingénierie, dépend des notes obtenues au bac.

Une heure de cours particulier vaut la bagatelle de 50 dinars.

## MAROC

## M. Lamrani a formé un gouvernement de techniciens

RABAT

de notre correspondante

Deux jours après avoir été reconduit dans ses fonctions par Hassan II (le Monde du 11 novembre), le premier ministre, Mohamed Karim Lamrani, a formé, jeudi 11 novembre, son nouveau gouvernement. Comme on s'y attendait, il a gardé une bonne partie de son équipe, essentiellement composée de technocrates, à savoir quatorze ministres sur vingt-quatre. C'est ainsi que Abdellatif Filali conserve son poste de ministre des affaires étrangères et Driss Basi celui de ministre de l'Intérieur et de l'information alors que le roi avait annoncé, en mai dernier, lors de l'émission « 7 sur 7 », que cet étrange cumul des fonctions allait « disparaître avec le prochain gouvernement ».

En revanche, le ministre de la justice, Mustapha Belarbi Alaoui, est remplacé par Mohamed Alami

Machichi, criminologue et spécialiste en droit pénal. Quant au successeur du ministre des finances, Mohamed Bernada, ce n'est autre que son directeur de cabinet, Mohamed Saghou. Quatre autres ministres, apparentés à des formations politiques qui s'étaient présentées aux élections législatives du 25 juin dernier, notamment Hassan Abou-Ayoub, ministre du commerce extérieur, et Mohamed Kabbaj, ministre des travaux publics, quittent, eux aussi, le gouvernement.

Le nouveau ministre délégué auprès du premier ministre chargé des droits de l'homme a été confié à Omar Azziman, cofondateur de l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH), dont il démissionna pour protester contre la mainmise, selon lui, de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) sur cette association. Hassan II a indiqué que cette création répondait « à un besoin essentiel de notre pays dans

les plus brefs délais ». C'est un représentant de la communauté juive, Serge Berdugo, un homme d'affaires de Casablanca, président du Rassemblement international des juifs du Maroc, qui s'est vu confier le portefeuille du tourisme.

Le premier Marocain de confession juive à avoir occupé un poste ministériel avait été, au lendemain de l'indépendance, le docteur Benzakem. S'adressant à la nouvelle équipe, Hassan II a insisté sur la nécessité d'« éviter la routine », tout en veillant à ce que le déficit budgétaire ne dépasse pas 1,5 % du PNB, que l'inflation soit contrôlée et que l'emploi soit assuré. Quant à la durée du mandat du gouvernement, elle dépendra des consultations que le roi va poursuivre avec les partis d'opposition pour les amener à accepter de participer à la gestion des affaires du pays dans le cadre de « l'alternance ».

MOUNA EL BANNA



INTERNATIONAL

ASIE

INDE

## La poursuite du siège de la mosquée d'Hazratbal envenime les relations entre New Delhi et Islamabad

Le siège de la mosquée d'Hazratbal, où des séparatistes cachemiris se sont retranchés depuis quatre semaines envenime les relations entre l'Inde et le Pakistan. Au même moment, New Delhi a fort mal pris qu'à Washington on mette en doute sa souveraineté sur le Cachemire.

NEW DELHI

de notre correspondant

Au terme de vingt-sept jours d'un siège marqué par de multiples rebondissements, le feuilleton continue : les autorités indiennes négocient avec la cinquantaine de militants séparatistes retranchés dans la mosquée d'Hazratbal, un sanctuaire construit au pied du lac de Srinagar, capitale d'été du Jammu et Cachemire.

L'armée indienne avait ceinturé la mosquée pour expulser une poignée de moudjahidine cachemiris qui menaçaient, affirment les Indiens, de s'emparer du « pôle du prophète » : cette relique avait déjà momentanément disparu en 1963, déclenchant de violentes émeutes. Au vu de la situation qui prévaut dans ce Cachemire insurgé on des milliers de personnes ont trouvé la mort durant les trois dernières années, la répétition d'un tel incident aurait encore alourdi le climat.

A plusieurs reprises, les négociateurs ont annoncé qu'une solution était en vue. Mais ces promesses n'ont pas été suivies d'effets et l'atmosphère reste tendue. L'administration locale a fait preuve de bonne volonté, mais sans résultats. Elle a également proposé aux militants et de déposer les armes en échange de

leur sécurité après la reddition. Cette dernière promesse ne concerne cependant pas les « étrangers » ou ceux qui auraient des antécédents « criminels » connus.

Quand on sait que des dizaines de moudjahidine afghans, pakistanais, iraniens ou arabes se battent aux côtés de leurs « frères » cachemiris, et que des combattants importants de la rébellion pourraient se trouver à l'intérieur du sanctuaire, les « forcenés du Hazratbal » ont peut-être de bonnes raisons de refuser l'offre des autorités.

### Polémique avec Washington

Cette affaire, qui fait la « une » de la presse depuis le début du siège, pose un sérieux dilemme pour le New-Delhi : donner l'assaut pourrait avoir des conséquences catastrophiques dans ce Cachemire « insurgé », qui entre bientôt dans sa quatrième année de crise. Sans compter les repercussions sur des relations indo-pakistanaises déjà au plus bas.

A l'inverse, laisser une poignée de séparatistes ouvertement défier les autorités semble inacceptable. D'autant que le gouvernement est sous la pression du puissant parti d'opposition hindou, le BJP, qui l'exhorte à utiliser la manière forte contre les musulmans indépendantistes.

Le fait que des élections locales ont lieu tout au long du mois dans six États, ne fait qu'alourdir un peu plus le climat, le Parti du Congrès (I) du premier ministre apparaissant de plus en plus sur la défensive : un échec électoral affaiblirait un peu plus la position

de Narasimha Rao et d'un parti divisé et idéologiquement exsangue. La poursuite de ce siège - qui n'est pas sans rappeler celui du Temple d'or d'Amritsar, la Mecque des Sikhs, dont le siège avait fini par coûter la vie à Indira Gandhi - a, en outre, aggravé un peu plus les tensions entre l'Inde et le Pakistan : Islamabad a profité de l'absence pour donner un maximum de publicité à une question cachemiriste que les Indiens estiment être strictement bilatérale. Dès son arrivée au pouvoir, Benazir Bhutto a abordé cette question lors du « sommet » des pays du Commonwealth à Nicose, tout en acceptant l'offre faite par M. Rao de « discuter des problèmes liés au Cachemire ». Mais, dans l'état actuel des choses, on voit mal ce qui pourrait être négociable.

Le siège de la mosquée d'Hazratbal a également eu des repercussions sur les relations entre les États-Unis et l'Inde. L'administration Clinton semble opter pour une attitude plus ferme sur les violations des droits de l'homme au Cachemire, et une « petite phrase », lâchée par

un haut fonctionnaire du département d'État a déclenché une tempête dans un verre d'eau à New Delhi : pressée de question par des journalistes indiens lors d'une conversation privée à Washington, Robin Raphel avait déclaré en substance que son pays avait des doutes quant à la légitimité des revendications de l'Inde sur le Cachemire.

Faux pas diplomatique ou non, on ne pouvait toucher plus durement le nerf sensible de la susceptibilité indienne. Le chargé d'affaires américain s'est fait verbalement sermonner et la presse s'est déchaînée à coups d'éditoriaux cinglants contre l'« arrogance superpuissance ». L'absurdité de certains commentaires rivalisant en ridicule avec l'hystérie des autres... Comme si le Cachemire était en tête de liste sur l'agenda de Bill Clinton, comme si on en était revenu à ces années de guerre froide quand une Inde pro-soviétique dénonçait la « main de l'étranger » et présentait encore l'oncle Sam comme une sorte de grand satan impérialiste...

BRUNO PHILIP

PAKISTAN

### M<sup>re</sup> Bhutto annonce le gel du programme nucléaire

Le premier ministre pakistanais, Benazir Bhutto, a annoncé, jeudi 11 novembre, que le programme nucléaire national était « gelé ». Elle a assuré que cette décision, impopulaire, avait en réalité été déjà prise par son principal adversaire, l'ex-chef de gouvernement Nawaz Sharif. M<sup>re</sup> Bhutto a précisé que son gouvernement ne reviendrait cependant pas « en arrière », contrairement au souhait de Washington. Un porte-parole de M. Sharif a confirmé que son gouvernement avait laissé le programme « dans l'état où il l'avait trouvé » (lorsque M. Sharif avait succédé, fin 1990, à M<sup>re</sup> Bhutto). Le Pakistan a toujours démenti posséder l'arme atomique, mais il est crédité par les experts de la capacité de construire au moins un engin en un bref laps de temps. Le premier ministre intermédiaire, Moen Qureshi, avait déjà annoncé le gel du programme en septembre ; mais il avait provoqué un tel tollé, en particulier dans les milieux fondamentalistes, qu'il fit machine arrière. Les prévisions de M<sup>re</sup> Bhutto interviennent après la visite au Pakistan de l'envoyé américain Robin Raphel, secrétaire d'État adjoint pour l'Asie du Sud. - (AFP)

SRI-LANKA

### Une offensive tamoule fait au moins 250 morts

Plusieurs centaines de séparatistes tamouls se sont lancés, jeudi 11 novembre, à l'assaut de l'importante base militaire gouvernementale de Pooneryn, au nord du Sri-Lanka. Ils l'ont capturée et ont tué plus de 200 soldats et soldats, selon un responsable de Colombo. Eux-mêmes ont perdu quelque cinquante hommes. Il s'agit de la plus grande victoire des « Tigres » tamouls depuis le début de leur insurrection, il y a dix ans. Le bilan pourrait même atteindre 500 morts, a déclaré le même responsable, qui a requis l'anonymat. L'insurrection tamoule a fait au moins 18 000 morts en une décennie.

COMMÉMORATION : Rassemblement à Paris en mémoire du massacre de Timor oriental. - Un rassemblement sera organisé à Paris, vendredi 12 novembre, de 17 heures à 19 heures, au Parvis des droits de l'homme (Trocadéro), par l'association Agir pour Timor, pour commémorer le deuxième anniversaire du massacre de nombreux civils par l'armée indonésienne, le 12 novembre 1991 à Dili, capitale de l'ancienne colonie portugaise annexée par Djakarta en 1976.

CHINE

### Les autorités encouragent-elles les détournements d'avion sur Taïwan ?

PÉKIN

de notre correspondant

S'il existait encore un doute sur l'origine des détournements d'avion à répétition qui se sont produits sur le continent vers Taïwan, le dernier en date - vendredi 12 novembre, le troisième à se produire en exactement une semaine - l'aura dissipé. Les deux pirates se sont rendus à leur arrivée à Taipei, qui se retrouve à présent sous la menace implicite d'une multiplication de pareils incidents, dont les auteurs bénéficient de toute évidence d'une complaisance officielle sinon d'encouragements actifs du régime de Pékin. Celui-ci cherche à contraindre Taipei, sans endosser publiquement la responsabilité de ces détournements, à instaurer une procédure d'extradition des pirates de l'air qui entamerait un peu plus

encore la politique de refus des contacts directs entre les deux Chines, toujours en vigueur officiellement à Taïwan.

Les militaires taïwanais, pour leur part, estiment, à l'étude des angles d'approche des avions détournés (sept depuis le début de l'année), des heures variées et des dates correspondant à l'occasion à des jours fériés, qu'il y a vraisemblablement, derrière ces affaires, une stratégie destinée pour le continent à étudier les réflexes de la défense aérienne de l'île. En tout état de cause, il pourrait y avoir matière à l'examen du dossier par l'IATA, en raison des questions que ces détournements en série soulèvent sur la sécurité aérienne en Chine, qui est loin de correspondre aux critères internationaux habituels.

F. D.

CORÉE DU NORD : Pyongyang propose de négocier avec Washington sur la question nucléaire. - La Corée du Nord a proposé, jeudi 11 novembre, aux États-Unis une « solution globale » au conflit qui oppose Pyongyang à la communauté internationale sur le contrôle de ses installations nucléaires. Des négociations bilatérales pourraient avoir lieu après que les Américains auront renoncé à leur « politique hostile ». Il faut, selon l'agence de presse nord-coréenne KCNA, que l'on « définisse au moins ce que chaque partie doit faire, et qu'elles le fassent en même temps ».

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde  
RADIO TÉLÉVISION

### Contacts entre Pékin et le CICR sur la visite des prisons chinoises

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) va se mettre en rapport « le plus rapidement possible » avec Pékin après la proposition du ministre des affaires étrangères chinois, Qian Qichen, l'invitant à visiter les prisons, a souligné, jeudi 11 novembre, un porte-parole du CICR (le Monde du 11 novembre). Le CICR, qui a accueilli ces déclarations « avec le plus grand intérêt », veut savoir exactement quel contenu exact peut être leur donné, a-t-il déclaré. Le représentant du CICR à Hongkong était jeudi à Pékin pour participer à un séminaire sur le droit humanitaire organisé par l'armée chinoise. Par ailleurs une délégation de la Croix-Rouge chinoise se trouve actuellement à Genève en voyage d'étude. Les propositions de M. Qian ont également été accueillies favorablement à Washington. - (AFP)

## Nouveaux services vers les USA.

# Paris-New York : plus de choix et plus d'espace.



Honolulu

En classe affaires "Ambassador" vous bénéficiez d'un espace optimum et d'un service à la demande vous êtes assuré d'être assis dans le meilleur ou côté couloir.

TWA dessert une centaine de destinations au départ de New York : autant d'opportunités de voyager dans le meilleur du confort.

Pour plus de renseignements sur nos nouveaux services, contactez votre agence de voyages. TWA au 49 19 20 00 et pour la région de Nice au numéro vert 05 29 19 49. 3615 TWA.

**TWA**

Le meilleur du confort.



## AMÉRIQUES

## GUATEMALA

## La Cour constitutionnelle suspend temporairement le référendum sur la dissolution du Parlement

À l'approche du référendum du 28 novembre qui pourrait acculer à la démission les 116 députés du Parlement guatémalteque, accusés de corruption, ces derniers ont obtenu, jeudi 11 novembre, une victoire provisoire avec la décision de la Cour constitutionnelle de suspendre temporairement le scrutin. Simultanément, un sondage donnait un avantage écrasant au « oui », qui obtiendrait 76 % des suffrages.

## GUATEMALA

de notre envoyé spécial

Après le chantage au coup d'État, qui avait agité les milieux politiques autour du 20 octobre, les députés étaient revenus à de meilleurs sentiments en acceptant avec empressement les bons offices de la hiérarchie catholique pour négocier une vingtaine d'amendements constitutionnels proposés par le gouvernement. Le répit que vient de leur accorder la Cour constitutionnelle a aussitôt provoqué la suspension du dialogue.

Les parlementaires savent pourtant qu'ils n'ont pas encore gagné la bataille et que leur victoire pourrait se retourner contre eux si la Cour constitutionnelle, après s'être prononcée sur le fond, décidait simplement de reporter le référendum de quelques semaines. Un « oui » massif au référendum permettrait au président Ramiro de León d'exiger leur démission et celle des juges de la Cour suprême. C'est pourquoi les députés se sont pliés, au cours des derniers jours, à la plupart des exigences du pouvoir exécutif, notamment sur la réforme du système judiciaire et le fonctionnement de la Cour des comptes.

Ils ont également cédé sur le principe de la réduction de leurs effectifs mais résistent encore sur les chiffres : ils ne veulent pas tomber au-dessous de 90, alors que le gouvernement souhaiterait ramener le nombre de parlementaires à 70, pour une population légèrement supérieure à neuf millions d'habitants. Pour amadouer le président de la République, qui ne manque pas une occasion de dénoncer la

« corruption » rampante au sein du Parlement et de la Cour suprême de justice, les députés laissent entendre qu'ils seraient disposés à créer les conditions nécessaires pour permettre à M. de León de présenter sa candidature à la prochaine élection présidentielle. La Constitution actuelle interdit à un président de la République d'exercer plus d'un mandat, sauf dans l'hypothèse où il aurait exercé ses fonctions pendant moins de deux ans et à condition de démissionner six mois avant le scrutin.

Tout cela suffira-t-il pour convaincre le président de la République d'annuler le référendum ? Les partisans de M. de León semblent le craindre, reprochant au président de souffler le chaud et le froid. Le chef de l'État affirme un jour que le référendum est irréversible et le gouvernement dépense déjà des millions de quetzales (la monnaie nationale équivalant à un franc français) en publicité électorale, écrit l'éditorialiste du quotidien *El Grafico* ; le lendemain, il proclame que la consultation peut être annu-

lée si les députés s'engagent à démissionner. Simultanément, il entame des négociations avec ceux qu'il accuse de n'avoir aucune autorité morale pour réformer la Constitution mais qui l'ont, malgré tout, porté au pouvoir pour mettre fin à la crise provoquée, le 25 mai, par le coup de force du président Jorge Serrano.

## BERTRAND DE LA GRANGE

L'ONU organisera une réunion entre la guérilla et le gouvernement. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros Ghali, a annoncé, jeudi 11 novembre, qu'il convoquerait, « au cours des prochaines semaines », une réunion préparatoire à des négociations de paix entre le gouvernement du Guatemala et l'Union révolutionnaire nationale guatémalteque (URNG). Le but de cette réunion sera de réactiver les pourparlers de paix suspendus en mai et pour lesquels l'ONU n'avait jusqu'à présent qu'un rôle d'observateur. — (AFP)

## PORTO-RICO

## Référendum le 14 novembre sur l'avenir de l'île

Les habitants de Porto-Rico sont appelés dimanche 14 novembre à se prononcer sur l'avenir de leur île. Lors de ce référendum, 2,2 millions d'électeurs doivent indiquer s'ils souhaitent demeurer un État libre associé aux États-Unis, devenir le 51<sup>e</sup> État de l'Union ou se lancer dans l'aventure de l'indépendance. A quelques jours de cette consultation à caractère non contraignant, un sondage révélait un partage des voix quasi égal entre les partisans de l'adhésion aux États-Unis et ceux du statut quo. Les indépendantistes recueillent de leur côté moins de 6 % des intentions de vote.

Conservé le statut d'État associé, acquis il y a quarante et un ans avec l'adoption de la Constitution du 25 juillet 1952, peut faire perdre à beaucoup la nationalité américaine, argumentent les partisans de l'adhésion, dont le chef de file est le gouverneur de l'île, Pedro Rossello. Actuellement, seuls les Portoricains nés sur le continent sont

assurés de rester toute leur vie citoyens des États-Unis, soutient le gouverneur qui, à la tête de son mouvement, le nouveau Parti progressiste, plaide pour que Porto-Rico devienne le 51<sup>e</sup> État de l'Union.

Pour le Parti populaire démocratique, au contraire, la solution idéale reste le statut d'État libre associé, mais celui-ci doit être « renforcé » afin de garantir l'irrévocabilité de la citoyenneté américaine, l'existence d'un « marché commun » et d'une défense commune avec les États-Unis ainsi qu'un régime fiscal particulier.

C'est aussi sur l'identité nationale que s'opposent les indépendantistes, dirigés par le sénateur Ruben Berrios Martinez, président du Parti portoricain pour l'indépendance. La voie de l'indépendance ne paraît cependant pas séduire les habitants de l'île caribéenne, qui bénéficient actuellement d'une exemption de l'impôt sur le revenu et dont la moitié perçoivent des allocations fédérales. — (AFP)

HAÏTI : le médiateur de l'ONU écarte une intervention militaire. — Dante Caputo, médiateur de l'ONU et de l'Organisation des États américains dans la crise haïtienne, a écarté jeudi 11 novembre l'éventualité d'une intervention armée contre les militaires en pouvoir dans ce pays. Il a estimé qu'une attitude ferme de la communauté internationale les contraindrait à retourner à la table des négociations. — (AFP, Reuters)

NICARAGUA : les anti-sandinistes tuent quatre personnes. — Des guérilleros de la Contra (anti-sandiniste), traqués par l'armée dans le nord du Nicaragua, ont tué quatre membres d'une coopérative et enlevé dix-huit autres personnes sur la côte des Caraïbes, a-t-on appris jeudi 11 novembre. Ces contras sont au nombre de quatre-vingt-dix

environ. L'organisation à laquelle ils appartiennent, le Front nord 380, est l'unique mouvement de guérilla à avoir rejeté l'amnistie du gouvernement et refusé de déposer les armes. — (AFP)

SALVADOR : controverse autour des Escadrons de la mort. — Le président du Salvador, Alfredo Cristiani, a vivement critiqué, jeudi 11 novembre, des documents sur les Escadrons de la mort récemment déclassifiés par les autorités américaines. Le quotidien *New York Times* a publié mardi une partie de ces documents liant le vice-président salvadorien Francisco Merina et le candidat présidentiel de l'ARENA (parti au pouvoir), Armando Calderon Sol, aux Escadrons de la mort. Ce dernier a rejeté ces accusations et a affirmé qu'il avait les « mains propres ». — (AFP)

## EUROPE

## La situation dans l'ex-Yougoslavie

## Des responsables de la FORPRONU redoutent une reprise des combats en Croatie

Le général Jean Cot, l'un des responsables de la FORPRONU, a déclaré jeudi 11 novembre qu'il redoutait une reprise des affrontements entre Serbes et Croates en Krajina, après une visite dans cette région de Croatie, sous contrôle des Serbes sécessionnistes. « La reprise des hostilités entre les Croates et les Serbes de Croatie serait une folie. Mais c'est ce que les uns ou les autres sont à l'abri de la folie, je ne suis plus sûr », a déclaré le général français.

M. Cedric Thornberry, le directeur des affaires civiles de la FORPRONU, s'était inquiété jeudi matin d'une « montée de la tension » entre l'armée croate et les forces sécessionnistes serbes en Slavonie occidentale (nord de la Croatie). Les deux parties y procèdent à une « remilitarisation en violation évidente de la résolution 743 du Conseil de sécurité » de l'ONU, a-t-il observé. Cette résolution de février 1992 stipulait que l'ensemble des zones de Croatie protégées par l'ONU devraient être démilitarisées sous le contrôle des « casques bleus ».

De retour de New-York, où il a rencontré le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros Ghali, le général Cot a d'autre part estimé que le moment « approche » où la FORPRONU devra utiliser la force pour assurer le passage de convois humanitaires en Bosnie. Il a indiqué qu'une « directive militaire » établie en liaison étroite avec Nicholas Morris, délégué du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) en ex-Yougoslavie, allait « être mise en œuvre dès que le Secrétaire général décidera la reprise des convois ». Ces derniers ont été suspendus après la mort d'un conducteur danois, le mois dernier, près de Novi-Travnik.

Le général a souligné que « l'usage de la force, c'est aussi

une question de rapport de force, au moins localement », et qu'il manque des « casques bleus » en Bosnie. En cas d'accord politique entre les parties, il faudrait, selon le général Cot, 6 000 hommes supplémentaires pour assurer la seule route allant de Plöce (Croatie) à Tuzla (Bosnie) via Mostar et Sarajevo. Sans accord politique, il en faudrait le double, a-t-il précisé.

Le général Cot a qualifié de « scandale » l'enlèvement par des miliciens serbes, lundi près de Sarajevo, de deux responsables du ministère bosnien de l'Intérieur qui se trouvaient à bord de véhicules blindés du contingent français de la FORPRONU. Mais il a déclaré que la FORPRONU n'aurait pu « envisager l'emploi de la force » que si elle avait disposé d'un « bataillon en réserve dans cette région » et pu envoyer cinquante transports de troupes blindés dans la demi-heure. Les deux hommes ont finalement été libérés jeudi, ce qui a permis la reprise de l'opération d'évacuation de civils serbes de Sarajevo que les autorités bosniennes avaient interrompue depuis l'enlèvement. — (AFP, Reuters)

Tirana met en cause l'armée yougoslave. — Le ministre albanais des affaires étrangères a mis en cause les services secrets de l'ex-armée yougoslave dans l'affaire du trafic d'armes découvert mercredi 10 novembre en Macédoine (le *Monde* du 12 novembre). Dans un communiqué, il affirme qu'il s'agit d'un projet préparé dès 1991, « active » par Belgrade dans le cadre d'une politique visant à l'annexion de la Macédoine par la Serbie. Il demande à la Macédoine « d'interrompre la terreur contre les Albanais et de ne pas tomber dans le piège tendu par Belgrade » et aux Albanais de faire preuve de « retenue ». — (AFP)

ALBANIE : démission du ministre des finances. — Le ministre albanais de l'économie et des finances, Genc Ruli, artisan des réformes de l'après-communisme, a démissionné mardi 9 novembre.

« Je perçois malheureusement autour de moi un mélange de mauvaises intentions et de spéculations », a-t-il déclaré, faisant allusion à une série d'accusations pour corruption qu'il estime dirigées contre le Parti démocratique au pouvoir. — (Reuters)

GÉORGIE : la Russie étend son engagement. — La Russie a annoncé, jeudi 11 novembre, avoir déployé un important contingent de fusiliers marins à Zougidi, le bastion de l'ancien président Zviad Gamsakhourdia, reconnaissant ainsi un élargissement de sa mission en Géorgie, mais déclarant que cela était nécessaire pour aider les forces géorgiennes à contrôler cette ville de l'ouest du pays. La Russie avait initialement affirmé

que sa mission se limitait au contrôle de la liaison ferroviaire stratégique entre le port de Poti et la capitale Tbilissi. — (AFP)

POLOGNE : la Diète accorde sa confiance à M. Pawlak. — Le premier ministre polonais, Waldemar Pawlak, a obtenu, mercredi 10 novembre, la confiance de la Diète (310 voix pour et 83 contre), où la coalition de son Parti paysan et des anciens communistes regroupés dans la SLD dispose d'une large majorité. A cette occasion, le dirigeant de la SLD, Aleksander Kwasniewski, a demandé « pardon » aux Polonais pour les « injustices et les indignités » du régime communiste. Mais il s'est aussi adressé « à tous ceux qui s'étaient sentis rejetés durant ces quatre dernières années » depuis la chute du régime communiste, affirmant que le bilan de la République populaire leur permettait « d'aller la tête haute ». — (AFP)

## ÉTATS-UNIS

## Les républicains auraient « acheté » des abstentions dans le New-Jersey

## WASHINGTON

de notre correspondant

D'habitude, l'argent, dit-on, achète des votes ; dans le New-Jersey, il achète des abstentions. Tel a été du moins l'étonnement avec lequel vient de sa livrer Edward Rollins, le chef de la campagne des républicains lors de l'élection, le 2 novembre, du gouverneur de cet État (le *Monde* du 4 novembre).

Le républicain Christine Whitman l'a emporté de justesse sur le candidat sortant, le démocrate Jim Florio ; il s'en est fallu de 14 000 voix sur près de deux millions et demi de suffrages exprimés. Une des clés de la victoire républicaine a été la faiblesse, inhabituelle de la participation des Noirs, traditionnels électeurs démocrates. Et, à en croire les propos tenus mardi devant la presse par M. Rollins, les républicains ont payé un demi-million de dollars pour que les électeurs noirs restent chez eux ; plus exactement, les républicains ont versé cette somme aux pasteurs noirs de l'État pour que ceux-ci renoucent au traditionnel appel au vote qu'ils

lancent le dimanche précédant le mardi du scrutin. Le marché était le suivant : de l'argent pour vos bonnes œuvres, à condition que vous n'allez pas vos ouailles à aller voter.

M. Rollins, dont les propos sont rapportés par le *New York Times* et le *Washington Post* et ont été enregistrés au magnétophone, a expliqué : « Nous sommes élus dans les églises noires et nous avons dit aux pasteurs : vous êtes pasteur, vous êtes pasteur, vous êtes pasteur, mais, dimanche, ne montez pas en chaire pour appeler à voter Florio. En contrepartie, nous avons fait des donations à leurs bonnes œuvres », a poursuivi M. Rollins, qui, très content de lui, a ajouté : « Nous avons supprimé le vote noir ». La charmante Christine Whitman n'a pas apprécié la franchise de son directeur de campagne. Elle a démenti avoir fait quoi que ce soit d'illégal et déclaré que M. Rollins avait « perdu la tête ». La justice fédérale pourrait ouvrir une enquête.

Al. Fr.

## Le président Clinton refuse un visa à un dirigeant du Sinn Féin

Le président Bill Clinton a justifié le refus de l'administration américaine d'accorder un visa d'entrée aux États-Unis à Gerry Adams en affirmant que le dirigeant du Sinn Féin est « l'un des stratèges de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) au plus haut niveau ».

Dans une lettre au maire sortant de New-York, David Dinkins, qui avait invité Gerry Adams, lettre publiée, jeudi,

par le quotidien de Dublin *Irish Times*, M. Clinton a indiqué que M. Adams, dont le parti passe pour la branche politique de l'IRA, était « impliqué dans des activités terroristes ».

De son côté, M. Adams, qui n'a jamais réussi à obtenir un visa pour les États-Unis, a fermement réagi en accusant le président Clinton de se livrer à une « sale propagande ». — (AFP)

Le Sénat confirme la nomination de Jeffrey Garten comme sous-secrétaire au commerce. — Le Sénat américain a approuvé jeudi 11 novembre la nomination de Jeffrey Garten au poste de sous-secrétaire au commerce, chargé du commerce international. M. Garten était professeur d'économie à l'université Columbia avant sa nomination par le président Bill Clinton. — (AFP)

DEVCOM 93  
4<sup>ème</sup> Salon des Associations  
Le corréleur professionnel du monde associatif  
du 15 au 17 décembre 1993  
Palais des Congrès - PARIS  
THEMATICA  
TEL. (1) 34 24 90 90

du 2 au 20 novembre  
-20%  
sur la Cristallerie  
BACCARAT - DAUM - SAINT-LOUIS  
SEVRES - ROYAL CHAMPAGNE  
chez tous les commerçants  
RUE DE PARADIS 10

(Publicité)  
Titreuse  
790 F  
chez Duriez  
Bande 6 à 18 mm de largeur • 6 tailles de caractères • 3 polices • 220 illustrations • Encodé, souligné, impression verticale et miroir •  
112/132, bd Saint-Germain, Paris 6 • 18, bd Sébastopol, Paris 4 • 3, rue La Boétie, Paris 8 •  
(1) 46-33-20-43

## PALMARES 1993 DES ÉCOLES DE COMMERCE

### LES MEILLEURES NE SONT PAS TOUJOURS CELLES QU'ON CROIT

Pour la première fois, un palmarès n'hésite pas à remettre en cause les hiérarchies traditionnelles des 44 premières écoles de commerce. Les classements se sont modifiés, chez les plus grandes comme pour les ESCAE. De quoi réjouir certains et faire grincer des dents à d'autres.

**Le Monde de l'éducation**  
Numéro de novembre 1993

هكذا من الأهل

INTERNATIONAL

DIPLOMATIE

Jean-Luc Dehaene et Jacques Delors en visite à Moscou

# Les dirigeants de l'Union européenne soutiennent Boris Eltsine

Le président en exercice du Conseil européen, Jean-Luc Dehaene, et le président de la Commission, Jacques Delors, ont apporté, jeudi 11 novembre à Moscou, le soutien sans réserve de l'Union européenne au président Boris Eltsine.

MOSCOU

de notre envoyé spécial  
C'est un soutien complet, sans restriction ni précaution, que l'Union européenne, par les voix de M.M. Dehaene et Delors a apporté jeudi à Boris Eltsine. Le président russe a été invité à venir à Bruxelles le 9 décembre, à la veille du Conseil européen, signer une déclaration sur la conclusion d'un «accord de partenariat» entre la Fédération de Russie et l'Union européenne. Si, comme on peut le penser, la négociation de cet accord est achevée à temps, Boris Eltsine pourrait rencontrer les douze chefs d'Etat et de gouvernement lors d'un dîner le même jour à Bruxelles.

Les quelques nuances qui obscurcissaient les relations entre Moscou et la Communauté auront été alors dissipées. Tel était apparemment l'objectif que les Douze avaient

assigné à cette première rencontre entre l'Union européenne, tout nouvellement sortie des limbes, et la Russie.  
«L'Union européenne apporte son soutien au processus de démocratisation dont le président Eltsine est incontestablement le porteur et le fondateur», a déclaré M. Dehaene au cours d'une conférence de presse conjointe. «La Russie va vivre le 12 décembre [date fixée pour les élections législatives] un grand moment historique et, autour de cette table, personne ne doute du caractère démocratique de ces élections», a renchéri Willy Claes, le ministre belge des affaires étrangères, coupant ainsi court à toute question sur la série d'entorses faites récemment par M. Eltsine et son équipe au jeu normal de la démocratie. Bref, l'Union, pour sa première sortie, ne faisait pas dans la nuance et, dans la salle, au sein même des délégations, la mâle assurance ainsi manifestée pour soutenir Boris Eltsine suscitait quelque étonnement.

«Je crois qu'ici, le 7 novembre, on a été près de la guerre civile et la guerre civile pour l'Europe, ça aurait été la catastrophe...», commentait M. Dehaene. Hans Van den Broek, le commissaire chargé des relations extérieures, voulait

bien faire référence à la répression du coup de force du Parlement, début novembre, mais pour «décanter» le président russe : «Je suis convaincu que les mesures alors prises, qui ont été sévères, ont été décidées avec l'idée que c'était nécessaire pour consolider la Russie démocratique.»

Rien à redire au projet de Constitution

Bref, jeudi, du côté européen, on pardonnait, sans état d'âme, les débordements constatés, en estimant qu'en écartant ses adversaires ainsi que le risque d'un affrontement généralisé, Boris Eltsine avait, en fait, renforcé sa crédibilité et qu'après tout, comme le faisait valoir Jacques Delors, «après soixante-dix ans de communisme, il faut avoir le sens de la transition et du possible». «On pèse le pour et le contre et on considère que le pour l'emporte sur le contre», résumait, philosophe, le président de la Commission, remarquant encore que, selon les experts de l'Union, il n'y avait rien à redire au projet de constitution mis au point par l'équipe Eltsine.

La délégation de Bruxelles ne faisait que refléter la position du Conseil européen, mais elle l'a

exprimée avec une chaleur particulière, comme séduite par Boris Eltsine. Le président russe a promis tout ce que ses interlocuteurs voulaient entendre : non seulement il souhaitait la venue d'observateurs européens pour contrôler le bon déroulement du scrutin, mais il a assuré que toute facilité leur serait accordée pour s'acquitter de leur mission et, notamment, se déplacer jusqu'aux confins les plus retirés de la Fédération...

Les dirigeants de l'Union entendaient dissiper le malaise qui caractérisait les relations avec la Russie depuis le printemps et que M. Delors résume ainsi : Boris Eltsine reproche à l'Union européenne de ne pas traiter la Russie comme une grande puissance ; les Douze, de leur côté, constatent que le président russe a le regard rivé sur les Etats-Unis. Pour satisfaire le besoin de considération ressenti par les Russes, les ministres des affaires étrangères des Douze avaient décidé, lors de leur réunion du 8 novembre, d'assouplir le mandat confié à la Commission pour négocier un «accord de partenariat» avec Moscou.

Les aménagements portent principalement sur les modalités de mise en œuvre des clauses de sauvegarde, ou clauses anti-dumping,

auxquelles l'Union pourra recourir pour protéger son marché contre des exportations à bas prix. Ils devraient permettre de surmonter les dernières difficultés afin que puisse avoir lieu le «sommet» du 9 décembre à Bruxelles.

Dans le même esprit, les deux parties ont évoqué la controverse relative au quota, imposé en juillet par la Communauté, pour limiter les importations d'aluminium à bas prix. «Nous faisons l'objet d'une discrimination», a fait valoir M. Eltsine. Il n'en est rien, mais lorsque l'évolution du commerce met en cause l'équilibre du marché et, par là même, des milliers d'emplois, il faut établir un minimum de discipline, lui ont répondu en substance M.M. Dehaene et Delors.

Ce que vous voulez, c'est un «commerce civilisé», a conclu le président russe, apparemment rassuré. Les dirigeants européens ont profité pour rappeler à leur interlocuteur que l'Union achetait vingt-sept fois plus à la Russie que les Etats-Unis et huit fois plus que le Japon et qu'elle fournissait, de surcroît, plus des deux tiers de l'aide accordée pour le redressement économique du pays.

PHILIPPE LEMAITRE

## L'affaire du Fonds social Le Conseil de l'Europe réclame des sanctions immédiates

Les trente-deux gouvernements membres du Conseil de l'Europe ont demandé, mercredi 10 novembre, au comité de direction du Fonds social de «suspendre d'urgence les personnes mises en cause par l'audit» établi par le cabinet Ernst & Young en octobre 1992. Il s'agit de Roger Vanden Branden, gouverneur du Fonds, mis en cause pour sa gestion, et de quelques-uns de ses proches collaborateurs (le Monde du 10 novembre). Malgré les réticences des délégations allemande, suisse, turque, italienne et espagnole, les représentants des gouvernements ont pris cette décision à l'unanimité, à la demande du secrétaire général du Conseil, Catherine Lalumière.

Selon M<sup>me</sup> Lalumière, la suspension de M. Vanden Branden et des autres personnes sur lesquelles pèsent de «fortes présomptions» va permettre l'ouverture d'une enquête administrative et, si besoin est, de poursuites judiciaires. D'après le secrétaire général, «M. Vanden Branden n'a jamais nié les faits, mais il affirme que ce qui lui est reproché n'était pas interdit par les textes». — (Corresp.)

COMMENTAIRE

## Un appui sans nuance

«PAYS à économie de transition vers l'économie de marché» : voilà donc la nouvelle dénomination que les Douze appliqueront désormais à la Russie lors des négociations commerciales. Alors que Jacques Delors, après Edouard Balladur et avant Helmut Kohl, fait le voyage de Moscou pour soutenir Boris Eltsine, les «Européens» et avec eux, toutes les démocraties occidentales, ne devraient-ils pas désormais étendre le formule à l'ensemble du système politique russe : «Pays à régime politique de transition vers une véritable démocratie» ?

Depuis la décision de dissoudre le Soviet suprême et le bain de sang qui en a résulté, jusqu'au dernier projet de Constitution, en passant par le chasse aux Caucasiens dans les rues de Moscou ou l'annulation d'une élection présidentielle pourtant déjà décrétée, il ne se passe pas un jour sans que Boris Eltsine et son entourage n'en prennent de plus en plus à leur aise avec des règles considérées comme essentielles dans les démocraties occidentales.

La même erreur

Certes, sauf pour qui veut oublier des millions et des millions de morts, des dizaines de pays colonisés de la pire façon, des attentats criminels et permanents contre l'environnement, des économies sacagées par un système absurde et des générations sacrifiées, il est clair que la situation d'aujourd'hui n'est rien à voir avec celle qui prévalait durant les années de sang de la dictature stalinienne et de la «glaciation» brejnévienne. Il est clair aussi que Boris Eltsine a considérablement fait avancer son pays, et sur la bonne voie, ne serait-ce qu'en acceptant de prendre, en janvier 1992, la décision indispensable, mais si combien impopulaire et risquée, de libéraliser les prix, prélude incontournable au changement d'une organisation économique qui avait fait faillite.

En organisant, en avril dernier, un référendum dont le déroulement et les résultats ont montré que les Russes, contrairement à certaines images d'Épinal, pouvaient très bien se comporter en citoyens responsables dès qu'on leur en donnait la possibilité, en décidant aussi de dissoudre l'ancien Parlement, qui empêchait toute véritable avancée, et d'en faire élire un autre, en mettant au point une nouvelle Constitution et en la soumettant à référendum, le président russe a, là encore, fait œuvre utile. Notamment par rapport à Mikhaïl Gorbatchev qui, pris en otage par son entourage et par son incap-

acité à aller plus loin dans les réformes, avait perdu l'initiative dans les dernières années de son règne.

Mais voilà que «le machine Eltsine», elle aussi, se dérègle, que l'homme paraît retrouver tous ses réflexes d'ancien apparatchik, que le premier secrétaire du Parti communiste de Sverdlovsk, même contestataire, refait surface et efface, de plus en plus, le président élu au suffrage universel. Voilà revenu le temps des décisions prises dans le secret du Kremlin. Celui des règlements de comptes personnels. Le temps où, parmi les fidèles d'aujourd'hui, zélateurs obséquieux, on cherche déjà les traîtres de demain.

Les responsables européens, en soutenant sans nuance Boris Eltsine, ne sont-ils pas en train de commettre le même erreur qu'ils avaient faite en portant Mikhaïl Gorbatchev eux-mêmes, en l'absolvant par avance de toutes ses fautes et en vouant eux-mêmes tout opposant ? Quitte même, comme l'avait fait Jean-Pierre Cot, alors président du groupe socialiste du Parlement européen, à faire preuve d'une grave grossièreté à l'égard de l'actuel président russe ?

Dire, comme le font beaucoup d'Occidentaux mais encore plus d'intellectuels russes, que les dérapages de ces dernières semaines ne sont, après tout, qu'un simple retour des choses à une «Russie éternelle», dont le destin reste le souffrance, et dont les gains seraient incompatibles avec la démocratie, en appeler à Pierre le Grand ou à Staline, hommes à poigne s'il en fut, pour justifier les tendances autoritaires de Boris Eltsine, ne suffit pas. En donnant de l'argent à son seul gouvernement, en envoyant sur place des nuées d'«experts» plutôt que de distribuer une aide directe à ceux qui souffrent du passage à l'économie de marché, les pays occidentaux risquent de conforter l'ancienne nomenclature et de ne rien faire pour prévenir les risques d'explosion sociale.

Le passage de la Russie à la démocratie libérale, défi sans précédent, peut très bien échouer. Sans aucune réminiscence de libéral, sans «phères» — Saïcherov est mort et Soljenitsyne se perd dans les marais vandéens — dénué du sens civique le plus élémentaire, le peuple russe peut croire que seule une dictature pourrait lui permettre de survivre. Les dirigeants et les intellectuels occidentaux, qui ont été si complements en fin de compte avec les dictateurs communistes, pourraient, à tout le moins, cesser de soutenir systématiquement les régimes et les hommes en place à Moscou.

JOSÉ-ALAIN FRALON



Europe's culture is forever. Europe's culture is for now. All around the Eiffel Tower, the Coliseum, St Paul's Cathedral, surrounding every landmark of European culture, there is a buzz. The sound of new ideas — music, theatre, film, art, clothes and travel. The exuberant expression of youth and the more reflective voice of Europe's older generations. It is everywhere and you can find it in the Euro section of Europe's newspaper. Every week we review, discuss and inform — our Heritage section is comprehensive. Euro is an invitation to celebrate Europe's vibrant culture. Jump at it! Europe is changing. Are you standing still?

THE EUROPEAN  
THE WEEKLY NEWSPAPER FOR EUROPE

La culture européenne est pour toujours... et pour maintenant. Tour Eiffel, Colisée, Cathédrale Saint-Paul... et en tout le monde, autour de chaque monument culturel, on sent le bruit d'idées nouvelles, de musique, de théâtre, de film, d'art, de vêtements et de voyage. L'expression exubérante de la jeunesse et la voix plus réfléchie des générations d'Europe. Elle est partout et vous pouvez la trouver dans la section Europe de notre journal. Chaque semaine nous examinons, discutons et informons — notre section Héritage est exhaustive. Euro est une invitation à célébrer la culture vibrante de l'Europe. Sautez-y ! L'Europe change. Êtes-vous immobile ?



# Les partis britanniques dans le rouge

Crise économique, baisse du militantisme, rejet de la politique : toutes les formations politiques ont du mal à boucler leur budget

LONDRES

de notre correspondant

TOUTES proportions gardées, le déficit financier du Parti conservateur est plus inquiétant encore que celui du budget de l'Etat. D'un côté, 19,3 millions de livres (1), de l'autre 30 milliards de livres. Sir Norman Fowler, le président tory, et Kenneth Clarke, le chancelier de l'Echiquier, ont recouru à la même méthode classique pour tenter d'assainir la trésorerie dont ils ont la charge : la réduction des dépenses. Lors du congrès conservateur de Blackpool, le mois dernier, Sir Norman a annoncé un plan d'austérité destiné à éviter de nouveaux licenciements parmi les 295 permanents rémunérés par le parti (une cinquantaine d'entre eux ont perdu leur emploi depuis les élections d'avril 1992), et le chancelier s'efforce de faire admettre à ses ministres l'absence de « sacrifices » sur les dépenses, pour éviter une augmentation des impôts.

Les deux déficits sont plus liés qu'il n'y paraît : c'est notamment en raison de leur désaccord avec

certain aspects de la politique gouvernementale que plusieurs bailleurs de fonds traditionnels du Parti conservateur font, depuis quelque temps, des économies. Le montant des donations émanant des entreprises et des riches particuliers a en effet diminué de 61 % cette année (de 20 millions à 7,8 millions de livres), et celui des contributions recueillies par les circonscriptions a baissé de 18 %, pour plafonner à 1,1 million de livres. Le Parti conservateur est d'autant plus dans le rouge qu'à la suite de la crise de l'immobilier le valeur de son siège londonien de Smith Square a perdu 2 millions de livres. Selon un rapport interne, près des trois quarts des dettes du parti au pouvoir, notamment vis-à-vis des banques, ne seraient pas gagées.

## Des mécènes bien récompensés

La bonne volonté des « mécènes » continue pourtant d'être fidèlement récompensée, notamment par l'abolissement : *The Economist* rappelle récemment que depuis 1979 (année du retour au pouvoir des Tories) 18 titres de pair et 82 de chevalier ont été attribués aux

directeurs de 76 entreprises ayant versé un total de 17 millions de livres au Parti conservateur. Celui-ci a bien essayé de créer un club des industriels et financiers « amis » (avec un droit d'entrée de 1 000 livres), mais l'initiative n'a pas été un franc succès : 300 volontaires seulement se sont manifestés. C'est pour cela que Sir Norman s'est résolu à demander à Lady Thatcher (devenue orfèvre dans ce domaine) de prendre son bâton de pèlerin et... sa sébile ; des dîners payants, présidés par la « dame de fer », vont être organisés pour renflouer les caisses du parti.

Différents secteurs expliquent ce fléchissement de la générosité des bailleurs de fonds : celle-ci a été beaucoup sollicitée à l'occasion de la campagne électorale et, depuis un an, les donations privées émanant d'hommes à la réputation parfois douteuse ont bénéficié d'une fâcheuse publicité. Outre Asif Nodir (cet homme d'affaires poursuivi pour fraude qui a fui à Chypre), la presse a longuement évoqué les cas de deux milliardaires de Hongkong (dont le fameux Li Ka-shing), du Grec John Latsis, sans parler d'Octavio Botnar, l'ancien président de Nissan au Royaume-Uni, poursuivi

pour fraude mais réfugié en Suisse. Le Parti travailliste n'a pas échappé à ces investigations et s'est engagé, de son côté, à restituer une somme de 11 000 livres, due de Charitas Costa, homme d'affaires chypriote grec en délicatesse avec la justice britannique.

## Le vieillissement des militants

Le Labour, qui ne peut tabler sur la générosité de la City, est, depuis toujours, financé par les syndicats : jusqu'à 75 % de leur budget en année électorale et environ 50 % en 1993 (4,8 millions sur un total de 8,5 millions de livres). Les syndicats « sponsorisent » tous les responsables du parti, mais offrent aussi bureaux, employés et voitures, tout en se chargeant de l'organisation des réunions électorales. Or ils commencent à rechigner : en annonçant, début novembre, que son syndicat pourrait bien réduire de 38 à 10 le nombre des parlementaires qu'il « sponsorise », Bill Morris, le « patron » du puissant TGWU (transports), s'est demandé : « Est-ce que cela ferait la moindre différence pour nous ? » Bien que dans une situation financière relativement satisfaisante, le

Labour compte quasi exclusivement sur les syndicats et ses militants, à qui il demande une cotisation annuelle de 18 livres.

Mais la crise du militantisme ne cesse de s'aggraver. Les adhérents vieillissent (âge moyen, soixante-trois ans pour les conservateurs et quarante-huit ans pour les travaillistes) et il devient de plus en plus difficile de trouver de nouveaux volontaires. Le Parti conservateur, qui avait 2,5 millions de membres dans les années 50 et encore 1,5 million dans les années 70, en compterait moins de 500 000 aujourd'hui, alors que les travaillistes ont régressé de 800 000 membres à 260 000 au cours de la même période. Les libéraux-démocrates, pour leur part, parviennent à fidéliser à peine 100 000 militants, soit une fraction des effectifs du Parti libéral de Lloyd George, qui était le deuxième grand parti britannique dans les années 20. Bref, la politique ne semble plus faire recette, comme le confirment les sondages : le désenchantement et la méfiance envers la classe politique sont largement répandus en Grande-Bretagne.

Les raisons de cette désaffection sont multiples et incertaines. Tour

à tour, c'est le développement de la télévision - qui a tué l'éloquence et la mobilisation dominicale - qui est mis en avant, celui des loisirs, l'éclatement des communautés professionnelles, enfin le renforcement de la notion de « clientèles électoralement », celles-ci se superposent aux anciennes classifications sociales et « tribales ». Selon une étude de l'université de Sheffield, seulement 7,4 % des Britanniques étaient membres d'un parti en 1990, le chiffre étant sans aucun doute inférieur aujourd'hui. Les responsables des formations politiques comptent beaucoup sur leur congrès annuel pour réchauffer l'ardeur des troupes, même s'il est vrai que ce sont surtout les convains qui se dérangent. D'autant qu'une telle occasion leur permet presque de faire des économies : à Blackpool et Brighton, les deux villes qui, traditionnellement et alternativement, accueillent les congrès conservateur et travailliste, ce sont les municipalités qui prennent à leur charge le coût de la location du centre de conférences.

LAURENT ZECCHINI

(1) 1 livre sterling = environ 8,70 francs.

## BIBLIOGRAPHIE

## « PARIS-BRUXELLES. COMMENT SE FAIT LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE LA FRANCE »

par Christian Lequesne, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 288 pages, 136 francs.

Alors que l'union européenne fait ses premiers pas, ce livre sur les rouages français de la politique européenne arrive à point-nom. Comme l'auteur le souligne en introduction avec un sens certain de la litote, « les débats sur le traité de Maastricht ont en effet montré que la connaissance de la construction européenne demeurait finalement assez limitée en France, dès lors qu'on en abordait les données concrètes ». C'est donc un travail par la main le lecteur qu'il l'entraîne dans les dédales français de la construction européenne.

Chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques - son ouvrage est tiré d'une thèse de doctorat - Christian Lequesne a eu l'écueil de l'analyse fonctionnelle. L'atout de cette publication, outre une écriture plutôt claire, réside dans une enquête auprès du plus de cent vingt acteurs, hommes politiques et fonctionnaires, ayant fait ou faisant la politique européenne de la France.

Christian Lequesne met ainsi en valeur l'émigration d'une sorte de corps français communautaire constitué de hauts fonctionnaires servant parfois des équipes politiques différentes, mais unis par une même culture, une même complicité intellectuelle et souvent par le sentiment d'avoir fait le choix d'une « carrière européenne » à une époque où leurs camarades de promotion ne juraient que par la voie nationale. « Communiquant et négociant régulièrement au sein de (...) réseaux, les hauts fonctionnaires nationaux se sont socialisés, ont développé une identité collective, et, dès lors, se présentent aussi comme les garants de la Communauté européenne au niveau national », écrit-il.

En passant au crible la dernière décennie, Christian Lequesne détaille avec soin les tours et détours de l'élaboration de la politique européenne française : du conflit endémique entre le ministre des affaires étrangères et celui qui a la charge des affaires européennes (Dumas-Cresson) aux contradictions inhérentes à la « propulsion de chaque ministre à défendre la logique de son » secteur, sans oublier les subtilités des périodes de cohabitation.

P. S.

# Chypre presse le pas vers Bruxelles

Les dirigeants grecs de Nicosie pensent que l'adhésion à la Communauté est le meilleur moyen de trouver une solution à la partition de l'île

NICOSIE

de notre envoyé spécial

L'OPTIMISME est de rigueur chez les autorités chypriotes grecques : les instances communautaires leur ont donné de réelles perspectives sur l'adhésion de leur pays à la CEE. La présidence de la République et le gouvernement sont en outre convaincus qu'un aboutissement heureux de ce dossier sera déterminant dans la recherche d'une solution à la partition de l'île.

« Nous sommes satisfaits de la position du conseil des ministres des Douze du 4 octobre dernier qui a estimé que Chypre était éligible à l'adhésion », affirme Glafcos Clérides, président de la République. « Ainsi, précise-t-il, la Communauté nous a rendu justice en considérant que nous ne devions pas être pénalisés par l'intransigence turque sur la question chypriote. »

En réalité, le chef de l'Etat et ses ministres ont une interprétation très large des récentes prises de position des responsables européens. Dans son avis de juin dernier sur la demande d'adhésion de Nicosie formulée en juillet 1990, la Commission de Bruxelles est moins affirmative : « Dès que les perspectives d'un règlement de la question chypriote seront plus assurées, dit ce texte, la Communauté se tiendra prête à engager avec Chypre le processus devant finalement conduire à son adhésion. » Le document de Bruxelles ajoute néanmoins, et c'est ce qui a rassuré les Chypriotes grecs, qu'au cas où une solution n'interviendrait pas dans « un avenir proche », les deux communautés de l'île, l'extensif européen serait amené à « reconsidérer en janvier 1995 la question de l'adhésion de Chypre à la Communauté ».

## L'ouverture des négociations en 1994

De leur côté, les ministres des affaires étrangères des Douze ont demandé à la Commission, lors de leur réunion d'octobre à Luxembourg, d'« entamer dès à présent des discussions substantielles » avec Nicosie. Du coup, les responsables chypriotes, persuadés que les dossiers d'adhésion des pays scandinaves et de l'Autriche seront buchés au printemps prochain, jugent raisonnable l'ouverture des négociations formelles avant même la fin de l'année prochaine et en tout état de cause, explique Alecos Michaelides, ministre des affaires étrangères, « sans attendre la solution à la partition de l'île ».

Le chef de la diplomatie chypriote est d'autant plus convaincu de la justesse de la ligne suivie par son gouvernement que la demande d'adhésion de son pays s'appuie sur « une économie très forte, dans une situation bien meilleure que celle des autres pays candidats ». Son collègue des finances, Phaedros Econo-



La ligne de démarcation entre la partie grecque et la partie turque

mides, est à cet égard un indicateur montrant la bonne santé économique de son pays : taux de chômage limité à 3 %, inflation maîtrisée à 5 % malgré l'introduction de la TVA, déficit budgétaire atteignant 4,7 %, dette publique inférieure à 60 % du produit national brut, revenu par habitant égal à 11 150 dollars, soit plus que celui de la Grèce, du Portugal ou de l'Irlande. Ce qui fait dire au ministre que Chypre n'aura pas de sérieuses difficultés à accepter l'« acquis communautaire ».

Certes, la croissance s'est tassée en 1993 (1 % contre 5 % à 6 % au cours des années précédentes) et le déficit commercial atteint des proportions inquiétantes (plus de 10 milliards de francs), mais les responsables chypriotes ne s'en émeuvent pas. Ils expliquent que le déséquilibre des échanges tient surtout à la volonté du gouvernement de lier la livre chypriote à l'écu tandis que s'est dépréciée la monnaie du Royaume-Uni, principal partenaire commercial de l'île.

## Une sécurité contre l'appétit d'Ankara

D'un autre côté, il est vrai aussi que la balance des paiements est traditionnellement excédentaire (environ 700 millions de francs l'année dernière) grâce surtout aux recettes touristiques : 8,5 milliards de francs pour deux millions de touristes en 1992 et une population inférieure à sept cent mille personnes. Pour les Chypriotes, ce résultat ne dénote pas une fragilité de leur économie. Quoi qu'il en

soit, l'équipe au pouvoir depuis le début de l'année croit opportun à ce stade de mettre les bouchées doubles - la Grèce n'aura-t-elle pas à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain la présidence de la Communauté, même si la victoire des socialistes grecs aux législatives peut consti-

tuer un handicap ? - dans l'affaire de l'adhésion car elle pense que de son appartenance à la CEE viendra le salut. Alexis Galanos, président du parlement chypriote, en est sûr : « C'est une question de sécurité face à l'appétit d'Ankara. » Entrer dans la Communauté signifie pour la

République de Chypre se mettre définitivement à l'abri de l'« impérialisme turc » mais également acquiescer à un statut international que la Turquie ne peut espérer obtenir, « car ce pays, considère M. Galanos, ne pourra jamais adhérer à la CEE même si la question chypriote devait être résolue ».

La position de Nicosie sur les Cérémonies concernant la fin de la coupe du pays est significative de la stratégie des dirigeants de la République chypriote : « La situation n'a jamais été aussi mauvaise qu'en ce moment », Le rejet en septembre dernier par Rafi Denktaş, président des Chypriotes turcs, de « mesures de confiance » - consistant notamment à rouvrir l'aéroport de Nicosie et à placer la ville de Famagouste sous le contrôle des Nations unies - a, semble-t-il, convaincu les responsables chypriotes grecs que rien n'était possible avec l'homme fort d'Ankara de la ligne de démarcation. Sans vraiment y croire, elles attendent les élections qui se dérouleront à la fin du mois du « côté turc » avant d'oser espérer un changement dans l'attitude d'Ankara et de ses alliés locaux.

Les autorités de Nicosie sont à l'évidence lassées par les « otterissements » et les « esquives » de Rafi Denktaş : « Je le connais bien, dit le président de la République, puisque j'ai commencé à négocier avec lui pour la première fois en 1963 lorsqu'il s'est agi d'améliorer la situation des Chypriotes turcs dans les grandes villes du pays. » Ensuite, poursuit-il, j'ai participé aux négociations sur la réunification de l'île jusqu'à ce que soit proclamé l'Etat chypriote turc en 1975. Pour lui, le premier impératif est de « pacifier les esprits », mais rien n'indique qu'on ait fait quelques progrès dans ce sens : peurs des Chypriotes turcs qui craignent un rattachement de toute l'île à la Grèce (l'Enosis) avec le risque de devenir ainsi des citoyens de seconde zone ; peurs des Chypriotes grecs qui croient en l'expansionnisme de la Turquie, forte de près de soixante millions d'habitants et distante de 40 kilomètres seulement.

Selon Alecos Michaelides, le premier ministre turc, Tansu Ciller, aurait dit à un diplomate chypriote grec, en marge du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe (qui s'est tenu les 8 et 9 octobre à Vienne), que la partition du pays était la seule solution pour régler la question chypriote. Si M<sup>me</sup> Ciller a raison, le « pacification des esprits » attendra des jours meilleurs, la priorité pour les Chypriotes grecs, c'est l'adhésion à la Communauté devenue Union européenne ; la réunification, toujours proclamée comme le but ultime, est renvoyée aux calendes grecques.

MARCEL SCOTTO

Les finances



DOCUMENT

# Les financements illégaux des partis italiens

Bettino Craxi met en cause l'ensemble des forces politiques de la Péninsule, y compris l'ex-Parti communiste

Bettino Craxi, un des inculpés vedettes de l'opération « meni pulite », a entamé une contre-offensive devant les juges et dans l'opinion. L'ancien chef du Parti socialiste et ancien président du conseil italien met en cause l'ensemble des partis politiques dans les financements illégaux, y compris et peut-être surtout le Parti communiste (PCI), devenu Parti démocratique de la gauche (PDS), qu'il accuse d'avoir pendant des décennies reçu de l'argent de l'URSS. Nous publions à titre de document le texte de Bettino Craxi, qui, selon la presse italienne, a ajouté des chiffres devant le juge d'instruction.

EN Italie, le financement illégal des partis et des activités politiques n'a pas été l'apanage des années 80, tout comme la corruption dans l'administration publique n'est évidemment pas un phénomène récent.

Toute l'histoire italienne de l'après-guerre comporte un chapitre qui concerne le financement politique et qui contient illégalités, côtés obscurs, et aussi bien souvent corruption et dégradation des mœurs.

Tous les principaux partis italiens, sans exception, ont participé à cette réalité. Mais des partis mineurs, aux exigences financières moindres, ont suivi les traces des grandes formations. L'après de la lutte politique, le choc frontal qui souvent opposait les forces politiques en compétition, les conflits, la rivalité naturelle intrinsèque à la dialectique démocratique, finissaient par justifier aux yeux des dirigeants politiques la recherche de moyens financiers, même par les

méthodes les plus méprisables. Ainsi, en réalité, les partis n'ont jamais vécu grâce aux seules cotisations et souscriptions qu'ils déclaraient officiellement.

## Défense des valeurs et intérêts particuliers

L'industrie d'Etat, le capital privé, le mouvement coopératif, les associations professionnelles, tout le monde a participé au financement de la politique et du personnel politique selon les choix politiques, selon les convenances et les préférences. C'était l'ensemble du système économique, à partir de ses éléments les plus influents et les plus significatifs, qui concourait, par l'utilisation de moyens financiers, et à travers d'autres formes d'aide, au soutien et au développement du système politique. Dans le même temps, un conditionnement s'exerçait tant sur les partis que sur les personnalités politiques, surtout lorsque ces dernières dépendaient de façon décisive de ce financement pour leurs activités et pour leur élection. Les groupes économiques étaient mus par des objectifs multiples. Le premier d'entre eux était de caractère général, orienté vers la défense d'un système de valeurs, d'équilibres politiques et d'équilibre des forces garantissant au minimum la stabilité de ces groupes économiques. D'autres motifs intervenaient aussi, de caractère plus particulier, correspondant à un intérêt spécifique, liés notamment à des décisions législatives, surtout pour leurs effets économiques.

Les forces économiques principales avaient pour le reste leurs propres groupes d'influence sur l'administration publique, organisés dans le but d'en préparer et d'en canaliser les décisions.

Dans le monde politique, leurs interlocuteurs étaient en premier lieu les formations de la majorité

relative et les partis de gouvernement, mais il ne faut nullement négliger les forces d'opposition, selon les cas et selon leurs possibilités d'influence. Cela concernait donc la majeure partie du monde politique, pour cette raison aussi que les majorités se modifiaient selon la réalité d'un pays gouverné par des coalitions différentes d'une région à l'autre.

Quand il s'agissait de décisions qui avaient des conséquences sur l'activité productive, on recherchait aussi l'appui d'interlocuteurs du monde syndical et social.

## Un financement international

An financement de caractère interne est venu s'ajouter, dans différents cas, un financement international. Un financement de caractère composite, car il comprenait des voies et des sources très diversifiées, comme l'étaient les pays d'origine, même s'il s'agissait principalement d'organisations des deux plus grandes puissances, Etats-Unis et URSS, qui se disputaient l'hégémonie mondiale à travers un bras de fer qui a duré des décennies.

De nombreux partis ont bénéficié de ces financements, à diverses époques et sous des formes diverses. Des partis de gouvernement ont bénéficié des financements occidentaux tandis que le financement soviétique profitait au Parti communiste (de sa fondation quasiment jusqu'à nos jours). Le Parti socialiste aussi, dans le passé, reçu des subides de l'extérieur, tant du bloc soviétique jusqu'en 1956, que du bloc occidental, dans la période qui a immédiatement suivi. En matière de financement de l'extérieur, le PCI, devenu par la suite le PDS, avait, à la différence des autres partis, organisé une véritable structure permanente, qui, au cours des

décennies, a garanti des flux de financement représentant une part importante de ses rentrées. Les sommes provenaient directement du PCUS, et étaient inscrites dans le budget du Parti soviétique; elles provenaient d'interventions spécifiques du KGB, et également d'autres organisations et institutions soviétiques, y compris la Croix-Rouge, ou encore des activités d'import-export, directement ou indirectement, par l'intermédiaire de participations et de grands travaux effectués par des entreprises italiennes en URSS et dans les pays du Comecon. Le principal parti d'opposition, en raison de ce soutien extraordinaire provenant du bloc militaire opposé à celui dont faisait partie l'Italie, pouvait compter sur des structures bureaucratiques qui n'avaient leurs égales dans aucun pays du monde démocratique et sur des ressources manifestement supérieures à celles de tout autre parti italien, qu'il soit de gouvernement ou non.

Les lois sur le financement public des partis n'ont pas beaucoup modifié la situation. En effet, si, d'un côté, les partis pouvaient compter sur une contribution annuelle certaine, de l'autre un constat d'une augmentation croissante des engagements et des dépenses. Les contributions publiques distribuées en Italie étaient du reste nettement inférieures à celles distribuées dans d'autres démocraties européennes. D'un autre côté, les dépenses augmentaient au même temps que se développaient la société bureaucratique, l'information, les services, et que se multipliaient les réseaux concernés par la propagande, par le côté « spectaculaire » de la vie politique, par la recherche d'un consensus. La quête de moyens financiers destinés à alimenter les activités politiques dans leurs expressions les plus diverses s'élargissait au lieu de se restreindre.

dre. De la même façon s'élargissait l'espace obscur dans lequel se déployait cette recherche, et dans cet espace obscur finissaient par se multiplier déviations et illégalités.

A l'augmentation des dépenses correspondait de plus une réduction des recettes traditionnelles, et en particulier des rentrées liées aux cotisations et aux souscriptions.

La société du bien-être, de la consommation la plus répandue, des plus grandes libertés, de la vidéo et du spectacle, réduit la valeur et la signification conviviale des structures partisanes. Le militantisme dans des partis politiques perd du terrain, tend à se manifester seulement en période électorale.

## Des censeurs peu soucieux

Les partis italiens ont ainsi, pendant des années, contourné hypocritement la loi sur le financement public. Celle-ci était, d'une part, manifestement inadéquate pour résoudre le problème du financement de la vie politique et elle était, d'autre part, systématiquement violée par tous, au presque tous, sur la base d'un consensus quasi anémique. En l'occurrence, le consensus et la complicité ne venaient pas seulement des responsables et parlementaires des partis politiques, mais de toutes les officines institutionnelles, qui ne pouvaient pas ne pas savoir, qui savaient pas ne pas savoir, qui savaient et qui se sont bien gardées de soulever le problème, de dénoncer l'irrégularité et l'illégalité de la situation, de proposer des remèdes adéquats.

La preuve en est que les partis, tenus par la loi de présenter, par le biais des groupes parlementaires, leur budget au Parlement, bien qu'ils aient fourni pendant des années des bilans ne correspondant pas à la vérité, et donc des bilans

truqués, n'ont jamais fait l'objet de dénonciations pour graves irrégularités, ni les partis de gouvernement de la part de ceux de l'opposition, ni les partis de l'opposition de la part de ceux de gouvernement, à quelques exceptions près, dans des cas particuliers. Les censeurs nommés par les présidents des deux Chambres du Parlement se sont en général bornés à relever quelques broutilles, approuvant en définitive les budgets soumis à leur examen.

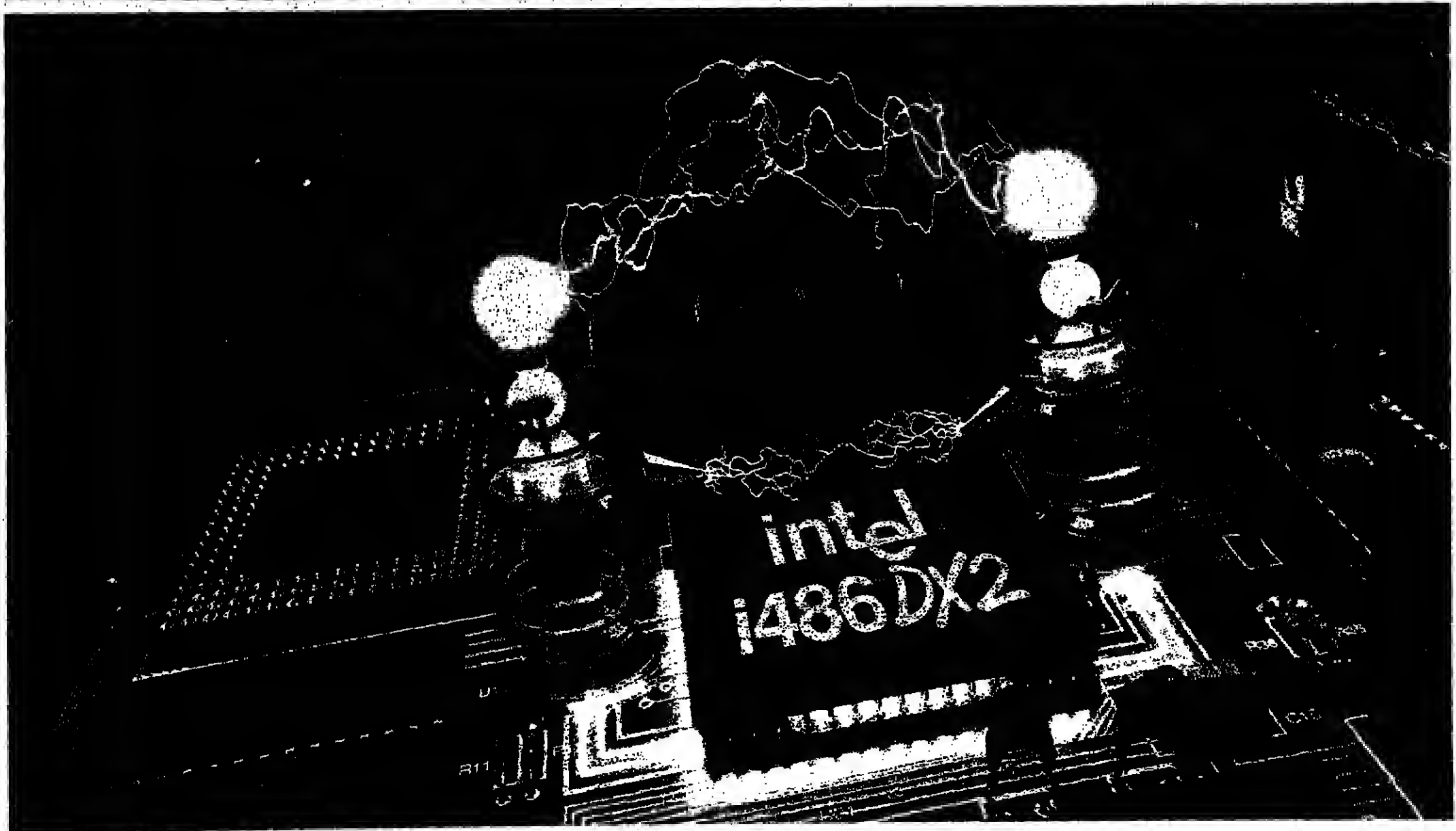
## Bas

### les masques!

Avec cette approbation, c'était la nature même du système de financement des partis et de l'activité politique qui était acceptée, système que tout le monde connaissait parfaitement, ou tout au moins l'immense majorité.

Il n'y aura pas en Italie de véritable muralisation de la vie politique si l'on n'emploie pas sur ce qui s'est passé le langage de la vérité, et si ceux qui doivent faire la lumière sur le partage des responsabilités ne le font pas avec une objectivité et une indépendance absolues. Il n'y aura pas de véritable changement en Italie si nombre d'hommes politiques ne mettent pas bas les masques trompeurs qu'ils continuent à revêtir, ou s'ils ne renoncent pas au singulier rôle d'extra-terrestres qu'ils sont en train d'interpréter, c'est-à-dire le rôle de quelqu'un qui aurait vécu sur la lune pendant les dernières vingt, trente, quarante années, et si - également - beaucoup de membres du monde économique ne cessent pas de se cacher derrière leur petit doigt.

Autrement, ce qui se passe sous nos yeux, dans notre « beau pays », ne sera finalement rien d'autre qu'une nouvelle commedia dell'arte, tragique par certains aspects et comique par d'autres.



Grande puissance, petite dépense: votre PC passe à la vitesse supérieure.



Les logiciels conviviaux sont très gourmands de puissance. Cette puissance, le microprocesseur Intel 486 DX2 est là pour vous la fournir.

Alors que d'autres systèmes s'essouffent quand on veut ouvrir plusieurs fenêtres à la fois, en ordonnanceur équipé d'un microprocesseur Intel 486 DX2 répond avec une facilité

étonnante. Parce que seul Intel vous fait bénéficier de sa technologie inédite de doublement de la vitesse d'horloge.

Bien sûr, la compatibilité totale est garantie, car la plupart des logiciels d'aujourd'hui ont été conçus spécialement pour tourner sur les microprocesseurs Intel.

De plus, le microprocesseur Intel 486 DX2 a assez de

répondant pour les logiciels les plus exigeants de demain.

Performances. Compatibilité. Ouverture sur l'avenir. Trois raisons majeures d'acheter un PC équipé du microprocesseur Intel 486 DX2.

Pour plus d'informations renvoyez-nous le coupon réponse ci-contre.

A: Intel Corporation, Customer Support Centre, P.O. Box 580, Santa Clara, CA 95052, U.S.A.

Non  
Adresse  
Code Postal  
Ville  
Pays

intel



## Bordeaux en panne

Jacques Chaban-Delmas est revenu à la tête de la municipalité mais les dossiers de la ville n'avancent pas

### BORDEAUX

de notre correspondant

«Soyez tranquilles, je veille sur la ville!», lançait Jacques Chaban-Delmas lors de la conférence de presse qu'il avait donnée, le 18 octobre dernier, pour annoncer son retour aux affaires après un congé au cours duquel il avait subi une série d'interventions chirurgicales. Le maire revendiquait une santé éclatante, une disponibilité record et un tonus de rugbyman, mais l'affirmation était trop appuyée pour être convaincante, surtout devant des caméras de télévision, les quelques apparitions suivantes devaient le prouver largement.

Il revenait pour écarter sans ménagement son «dauphin», Jacques Valade, ex-premier adjoint et président du conseil régional, mais aussi les deux autres membres de la «troïka» qui avait assuré son intérim: Hugues Martin, son suppléant aux élections législatives, animateur du RPR en Aquitaine depuis quinze ans, et Simone Noailles, premier adjoint en titre depuis que M. Valade, sénateur de la Gironde, avait dû se mettre en conformité avec la loi sur le cumul des mandats après son élection à la présidence du conseil régional. La confirmation de la mise à l'écart de Jacques Valade n'était pas une surprise. Personne, en revanche, ne s'attendait à voir Hugues Martin et Simone Noailles remplacés comme des employés subalternes, voire maladroits.

Accueilli avec une joie très sincère par tous, y compris par son opposition, M. Chaban-Delmas a très vite déçu ses proches et la ville. Dès le premier jour, il a montré qu'il ne tenait pas la distance. Il a dû écouter un programme de rendez-vous beaucoup trop chargé. Tout de suite, les anecdotes ont commencé à circuler. En conseil privé, il avait demandé qu'il soit le jeune homme qui levait le bras pour avoir la parole. Il s'agissait de Jean-Charles Paris, conseiller municipal, qui en est à son deuxième mandat. A la Communauté urbaine (CUB), les socialistes eux-mêmes, émus et respectueux devant le «vieux lion» blessé, se sont ensuite répandus, en ville, pour affirmer: «Valade et Saint-Marie [vice-pré-

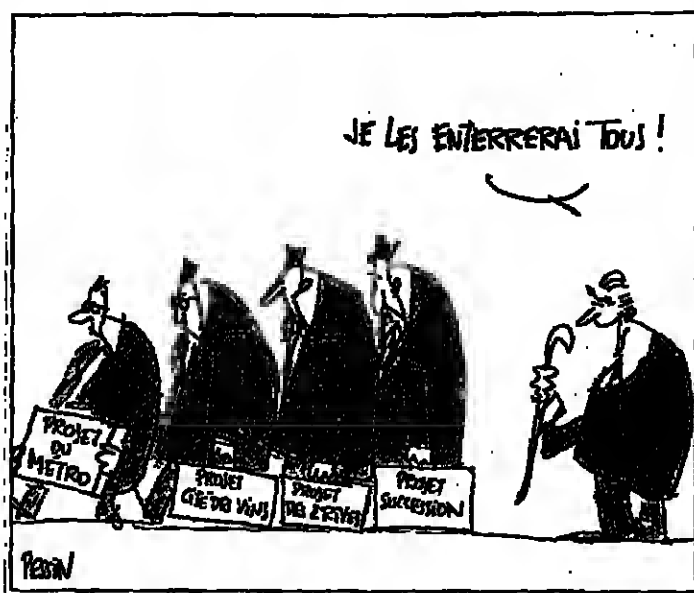
sidents de la CUB] ont dû le soutenir en permanence. Cela ne pourra pas durer jusqu'en 1995».

Cette observation est confirmée en privé par tous les élus de droite, qui ne s'appuient pas seulement sur des rumeurs. Lors de la séance du conseil municipal du 29 octobre, tout le monde a pu voir un «Chaban» pathétique se forcer à sourire chaque fois que passait devant lui l'objectif du photographe et confondre Marie-Claude Noël, jeune élue écologiste, avec Nicole Noël, qui en est à son troisième mandat. Pendant ce temps, M. Valade, assis à la gauche du maire, faisait une tête d'enterrement en essayant de jongler à sa place avec les boutons qui permettent de donner la parole aux orateurs. Comme si, en jouant jusqu'au bout le rôle du fils respectueux, il entendait prouver aux Bordelais que la rupture n'est pas de son fait.

Tout cela s'est en ville, et n'a fait que conforter dans leurs sentiments des Bordelais qui se sentent de plus en plus abandonnés, et qui le disent depuis un certain temps déjà. Les premières manifestations officielles contre le «système Chaban» étaient apparues l'an dernier, début octobre, lors de la semaine de l'entreprise, organisée par l'union patronale. M. Chaban-Delmas y avait été chahuté et n'avait pas apprécié. Il avait cependant réussi un accommodement officiel, juste avant les élections législatives de mars, mais pour devoir affronter, aussitôt, une deuxième contestation, venue cette fois du nouveau président de la chambre de commerce de Bordeaux.

### Des projets en souffrance

Paul Glotin, le fils de l'un de ceux qui lui avaient permis de s'installer à la mairie en 1947, créait une association en faveur d'une agglomération du Grand Bordeaux (le Monde du 5 avril). Les deux hommes se sont réconciliés depuis, mais il est de fait que les exigences de Paul Glotin étaient une critique implicite du «système Chaban» et menaçaient le subtil équilibre que le maire avait réussi



à établir avec les municipalités de gauche de la périphérie bordelaise.

Avec la maladie et la convalescence de M. Chaban-Delmas, sont apparues bien d'autres fragilités, qui font jaser et qui excitent les Bordelais. La «troïka» avait dû faire face à un nombre de dossiers qui avaient pu prendre un retard inquiétant, quand ils n'étaient pas devenus de véritables serpents de mer. Il ne se trouve plus un Bordelais pour croire aux projets d'aménagement des deux rives, que le maire ressort régulièrement depuis dix ans, avec, cette fois, de nouveaux architectes: Ricardo Bofill et Dominique Perrot. Ils savent, surtout, qu'aucun investisseur ne s'est présenté, et que l'on dit partout que Bordeaux, ville paralysée, ville en panne, fait peur aux capitaux.

Les exemples ne manquent pas aux Bordelais. La cité mondiale du vin, audacieux projet pour revivifier le quartier des Chartrons en respectant son passé de quartier du négoce du vin, peine quelque peu depuis la reprise du projet par la Générale des eaux, après la déconfiture de la SARL. Tout le monde dit, à Bordeaux, qu'il aurait suffi de peu de chose pour effacer cette image d'échec, très pénalisante, par exemple un petit «tour de table»

avec toutes les collectivités locales, comme M. Chaban-Delmas savait si bien le faire autrefois.

On aurait trouvé une solution élégante pour louer le tiers des bureaux, qui reste inoccupé. Un projet de 500 millions de francs, entièrement financé sur des fonds privés, méritait bien ce petit coup de pouce. Il n'a pas été donné. Mieux, quand le directeur de la Générale des eaux avait fait le voyage de Bordeaux pour tenter de trouver une solution, au début de l'été, on lui avait généreusement proposé un rendez-vous pour le 31 août.

Une autre occasion manquée est celle du métro, dont on ne voit pas le premier trou, quand celui de Toulouse vient d'être inauguré. Les Bordelais ne savent pas encore s'ils le veulent ou non, puisqu'un vote de la Communauté urbaine, arraché au forcps par M. Chaban-Delmas, est contesté devant le tribunal administratif. En attendant, rien ne bouge, et ce n'est qu'en 1995 que la ville pourra espérer quelques crédits sur le budget de l'Etat en matière de transports publics. Une chose est sûre: le métro, certains en veulent, mais plus personne n'y croit.

Même à l'intérieur du conseil municipal, sur ce dossier et quel-

ques autres, la séduction du prince n'opère plus comme avant. La dernière réunion des adjoints s'est terminée sur un constat de non-conciliation entre parisiens du métro et contestataires de l'aménagement de la place Gambetta. La politique culturelle est également mise en cause. Chacun, maintenant, dit tout haut que le Grand Théâtre ou le Centre d'art plastique contemporain (CAPC) coûtent beaucoup trop cher.

Beaucoup jurent leurs grands dieux qu'ils ne voteront jamais un budget supplémentaire, qu'on devrait bientôt leur soumettre, et qui accorderait une rallonge de 15 millions de francs au Grand Théâtre et de 5 millions de francs au CAPC, quand on vient de saborder la vingt-neuvième édition du festival Sigma, une institution décapante dans une ville confite en dévotion culturelle et dont le déficit ne dépasse pas 3 millions de francs.

### La brouille avec M. Valade

La grogne des élus a un motif simple: on fait comme si «Chaban» était là, mais, en fait, il n'est jamais là, et plus on avance dans les dossiers, plus on sent le pouvoir des directeurs. Autre grief, et il est particulièrement sensible chez ceux qui ont d'autres mandats politiques: il n'est pas un quartier de Bordeaux qui n'ait ses problèmes en attente depuis des années. «Par tout c'est la paralysie décisionnelle, la ville est complètement à l'abandon», déplore, par exemple, un conseiller municipal et conseiller général RPR, Jucé, craché, il ne votera pas la rallonge au budget supplémentaire!

C'est à voir, car les critiques restent anonymes, et si tout le monde dit que tout cela ne peut plus durer, personne, pour l'instant, n'ose brailler l'étendard de la révolte. Pas même M. Valade. Il est vrai qu'en l'écartant, M. Chaban-Delmas lui a sans doute donné sa meilleure chance d'être maire de Bordeaux. En effet, dans une ville où tout le monde, y compris les chabanistes, dit que le système a vécu, que la ville n'en peut plus,

l'ancien ministre délégué à l'enseignement supérieur bénéficie de la belle plate-forme médiatique du conseil régional. Il s'en sert bien et il a beau jeu de jouer les victimes.

Sa brouille avec le maire de Bordeaux a été installée, progressivement, depuis 1985. Dans les salons bordelais, on a d'abord parlé de relations difficiles entre deux hommes d'influence, sinon de pouvoir, Micheline Chaban-Delmas et Tina Valade. Sur le plan politique, il y a eu plus sérieux: M. Valade a sans doute eu du mal à cacher son agacement devant le rôle de «prince consort» qu'on lui faisait jouer. Il est volontiers caustique, et de bonnes âmes se sont souvent chargées de tout répercuter au palais Rohan, siège de la municipalité, au point que M. Chaban-Delmas s'en est, parfois, inquiété.

Il y a eu aussi des actes d'indiscipline caractérisés. Quand M. Valade, président du conseil général, avait refusé, en 1987, le projet de liaison autoroutière Bordeaux-Périgueux, que M. Chaban-Delmas, président du conseil régional, avait accepté, le maire de Bordeaux avait fait comme s'il s'agissait d'une crise d'adolescence, mais quand M. Valade est parti en croisière contre le traité Maastricht, en 1992, il l'a perçu comme une trahison. Les deux hommes ne seraient sans doute jamais allés jusqu'à la rupture officielle s'il n'y avait eu l'épisode de la «troïka». Cette période a été l'occasion de quelques réajustements, qui ont sans doute beaucoup secoué le palais Rohan: un CAPC qui perdait son statut d'association pour devenir régie municipale et éviter, ainsi, le reproche de la gestion de fait; des salaires contractuels (plusieurs dizaines) régulés; des conflits entre des élus qui entendaient assumer leur mandat et une administration officielle ou officieuse brutallement isolée.

Le vote du budget supplémentaire (la date n'est pas encore fixée) paraît de voir si la brouille des hommes est définitive, que le geste du «duc d'Aquitaine». Beaucoup pensent qu'une fois de plus, ils courront l'échec et que, de toute façon, ils ne seront pas assez nombreux à mener la révolte.

PIERRE CHERRIAU

Alors que le parti d'extrême droite prépare son congrès

## La campagne du FN pour un «nouveau protectionnisme» rencontre peu d'écho

Les dirigeants du Front national imputent à la presse le peu d'échos que rencontrent leurs thèmes de propagande, notamment celui du «nouveau protectionnisme» qui devrait, à leurs yeux, faire office de politique économique pour la France. Depuis quatre mois, à ce propos, une campagne qui ne suscite guère l'intérêt de l'opinion.

«La politique de l'édrédon, visant à nous étouffer par absence d'information, tient lieu de cap à suivre», écrit, en octobre dernier, Jean-Marie Le Pen, président du Front national, dans l'éditorial de la «Lettre» bimensuelle de son mouvement. Au début novembre, Bruno Mégret, affirmait, dans la presse léniniste: «Le Front national subit, comme jamais, le boycott des médias. Il en résulte, pour certains, l'impression que notre mouvement n'aurait plus le vent en poupe et pèterait». A s'en tenir aux résultats des élections partielles, l'impression n'est pas dénuée de fondement.

Le moindre attrait que suscite la formation d'extrême droite tient, pour beaucoup, au retour d'une droite omnipotente à l'Assemblée nationale, d'où le Front national est absent. Au surplus, le style du premier ministre exerce, aujourd'hui encore, une certaine fascination jusque dans les rangs des électeurs léninistes.

Il faut dire que leur chef de file lui-même éprouve une certaine fierté à avoir été reçu par Édouard Balladur, à deux reprises, au même titre que les dirigeants des autres formations, à l'Hôtel Matignon. Cette vanité irritée, parfois, dans le parti. Faut-il, pour autant, déceler une pointe de malice dans les propos de M. Mégret dénonçant, en M. Balladur, «le grand anesthésiste» et «le marchand de sable de la société française»?

### Rajustements des instances

Écarté de la représentation parlementaire, le Front national tente de rassurer ses militants en écusant la droite de pratiquer un pillage en règle de son fonds de commerce. Dans son dernier numéro (daté 4-10 novembre), National Hebdo publie, en première page, les photos de Charles Pasqua, Philippe de Villiers, Simone Veil, Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing et... Jean-Pierre Chevènement, sous le titre: «Tous léninistes».

A sa manière, cet hebdomadaire qui, ainsi que le dit un membre du bureau politique, est revenu dans le giron du Front national exprime la difficulté de ce dernier à exister et à se faire entendre, alors que son président met parfois plus de vingt-quatre heures à réagir à tel ou tel fait d'actualité, comme s'il éprouvait un désintérêt pour la gestion du quotidien.

Cette situation, pourtant, n'est pas le résultat exclusif des dernières législatives. Elle est le fruit d'un enchaînement de facteurs qui avait commencé, malgré les dénégations de M. Le Pen, avec les échecs psychologique et politi-

que des régionales et des cantonales de mars 1992, qui a continué avec la campagne du référendum sur la ratification du traité de Maastricht et qui s'est achevée sur l'élection triale des socialistes du pouvoir.

A cette conjoncture externe défavorable s'ajoute une situation interne marquée par la préparation du congrès de février prochain, qui devrait être l'occasion d'un certain rajustement des instances, et par la confection de la liste pour les élections européennes de juin, sur laquelle bon nombre de dirigeants souhaitent figurer en position éligible derrière M. Le Pen.

Dans ces conditions, la campagne pour «un nouveau protectionnisme», lancée par le Front national, fin juin, conserve, jusqu'ici, un caractère quelque peu confidentiel - à l'image du récent colloque organisé à Paris, sur ce thème, par le «conseil scientifique» du Front national - malgré les tournées départementales de M. Mégret.

Devant deux cent cinquante habitués de ces réunions, le 30 octobre dernier, les différents intervenants ont condamné «l'utopie libre-échangiste». Invitant ses auditeurs à participer, le 11 décembre prochain, à une manifestation «pour la défense des emplois des Français et contre le GATT», Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique, s'est prononcé pour le rétablissement du contrôle des changes. Pour sa part, M. Le Pen a dénoncé le GATT et le libre-échange, dont «l'idéologie sous-jacente est, par essence, cosmopolite, apatride et mondialiste».

OLIVIER BIFFAUD

A l'occasion de la réunion de son conseil

## Le Centre national des indépendants tente de redéfinir ses rapports avec la majorité

Le Centre national des indépendants (CNI), que préside Jean-Antoine Giansily depuis quatorze mois, réunit, samedi 13, et dimanche 14 novembre à Paris, son conseil national. Sur le thème «Parlons France», Dominique Baudis, président exécutif du Centre des démocrates sociaux, député (UDF-CDS) de Haute-Garonne et maire de Toulouse, devait être l'invité vedette de la seconde journée de ses travaux. La présence du candidat malheureux à la présidence de l'Assemblée nationale prouve l'éclectisme du CNI, qui, à ses deux précédentes réunions, avait invité Philippe de Villiers, député et président (UDF-PR) du conseil général de Vendée, et Hervé Novelli, devenu député (UDF-PR) d'Inde-et-Loire.

M. Baudis, tout comme la petite formation de M. Giansily, avait pris position en faveur de la ratification du traité de Maastricht, M. de Villiers en étant, au contraire, un farouche adversaire. Par ses thèmes politiques, le second est pourtant plus proche du CNI que le premier.

Ce changement, qui prouve l'ouverture d'esprit du successeur d'Yvon Briant à la tête du CNI, est également la marque de la difficulté que cette formation rencontre à trouver une position - et une utilité - sur l'échiquier politique. Fort de douze mille à quinze mille adhérents, selon son président, et doté de nombreux élus locaux - le CNI revendique aussi six députés et quatre sénateurs dans le cadre du financement des partis -, le mouvement fondé par Antoine Pinay est apparu, ces dernières années, comme la cinquième roue du carrosse de la droite. Durement concurrencé par le Front national, il a été utilisé comme passerelle entre la droite parlementaire et l'extrême droite. «Il ne m'intéresse

pas de présider une passerelle, car c'est un lieu où on ne reste pas», assure M. Giansily, qui veut faire du CNI un partenaire, à part entière, du RPR et de l'UDF.

Pour atteindre cet objectif, le président du CNI, qui n'est pas un adepte de l'utopie, vante les mérites de sa formation, «réellement démocratique, où il est indispensable de remplacer un président local à Paris de Paris». La force de cette formation repose, effectivement, sur l'autonomie de chacun: des centres départementaux, qui font aussi sa faiblesse. Cette structure conduit parfois à des dérapages dans les accords locaux, sur lesquels M. Giansily entend pas transiger. «Ceux qui font ou feront alliance avec le Front national seront exclus», affirme-t-il en pensant aux prochaines consultations locales, cantonales et municipales.

O. B.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur:

**LA POLITIQUE DE LA VILLE**

1. Les enjeux

Envoyer 60 F à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dulac, 75014 Paris, en ajoutant le dossier demandé ou 200 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économies, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

### EN BREF

**PS:** Bernard Poinant nouveau président de la FNESR. - Le bureau exécutif du Parti socialiste a décidé, mercredi 10 novembre, de nommer Bernard Poinant, maire de Quimper, rocardien, à la présidence de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), en remplacement de Jean-Marc Ayrault, député de Loire-Atlantique, maire de Nantes, qui, selon Jean Glavany, porte-parole du PS, souhaitait se consacrer pleinement à ces deux mandats.

**ANARCHISTES:** manifestation à Paris contre le militarisme. - Plusieurs centaines de personnes ont commémoré à leur manière, jeudi 11 novembre, l'armistice de 1918, en participant, à Paris, au rassemblement «contre l'ordre

raciste, nationaliste, capitaliste et militariste» organisé par la Fédération anarchiste avec, notamment, le soutien de l'Alternative libertaire, de l'Union pacifiste de France et du Mouvement des objecteurs de conscience. Parti de la place de la République, un cortège de manifestants s'est rendu à Ménilmontant, où il s'est dispersé sans incident.

**ÉCOLOGISTES:** rectificatif. - Le président de l'Alliance pour l'écologie et la démocratie, issue d'une dissidence de Génération Ecologie, est François Donzel, conseiller régional d'Ile-de-France, et non Bernard Donzelle, comme nous l'avons écrit par erreur dans le tableau des aides de l'Etat aux partis politiques (le Monde du 10 novembre).

Hongkong et les env...

«GRAND JURY»

RTL-1 Le Monde

BERNARD BOSSON

18h30

ANNE D'AMÉRIQUE

OLIVIER WISLA

RTL



## COMMUNICATION

# Hongkong et les envoyés très spéciaux de Pékin

Alors que la colonie britannique va être rétrocédée à la Chine, le régime communiste s'infiltré dans les médias

### HONGKONG

de notre envoyé spécial

La presse de Hongkong n'est sans doute pas un modèle de démocratie mais c'est jusqu'à présent, dans les limites consenties par la situation locale, une presse relativement libre, et peut-être la plus dynamique d'Extrême-Orient si l'on met de côté le cas très spécifique du Japon. A l'approche de la rétrocession de la colonie à la Chine, en 1997, cette liberté, conquise surtout dans les années 80 en dépit d'une situation coloniale accordant des pouvoirs discrétionnaires à l'administration britannique, commence dès à présent à se voir menacée.

Il est tentant, mais aussi dans une bonne mesure pertinent, de se remémorer la façon dont le Victoria avait infiltré dans les rouages de la société sud-vietnamienne, avant la victoire communiste de 1975, une multitude d'agents qui travaillaient en fournissant des renseignements à sa cause. Un phénomène similaire est en train de se produire à Hongkong, non pas tant en prévision d'un grand soir révolutionnaire annonciateur d'une ère collectiviste, mais, plus prosaïquement, dans la perspective de la rétrocession de la colonie britannique à la Chine continentale. Et le phénomène est, comme jadis au Vietnam, particulièrement sensible dans le domaine de la presse, cible privilégiée des capitaux-marxistes de Pékin.

### Fins tacticiens

Ainsi en va-t-il notamment de l'affaire du journaliste Xi Yang, du quotidien *Ming Pao*, qui a été arrêté pour « espionnage » à Pékin. A la faveur des tentatives du journal d'obtenir sa libération par des contacts avec la direction chinoise, on a soudain découvert que le principal responsable de cet organe respecté, de tendance libérale, n'était autre que le fils du deuxième plus haut représentant de la Chine à Hongkong, Zhang Junhong, vice-directeur de la branche locale de l'Agence Chine nouvelle.

Mais, souligne un journaliste indépendant, « cela n'est qu'un exemple. Les communistes ont planté leurs hommes dans un grand nombre de rédactions de presse. Il n'y a pas beaucoup de journaux où ils n'aient pas leurs agents ou leurs amis. Ils sont très bien organisés ».

Il y a quelque temps, la presse de Hongkong a commencé à révé-

ler les ramifications locales secrètes du pouvoir pékinois, où il apparaissait nettement que la presse était un domaine de choix prioritaire pour la pénétration des milieux encore réticents à l'influence chinoise. Dans ce contexte, la Chine, qui disposait déjà à Hongkong, en particulier, de deux journaux en langue chinoise ouvertement à sa solde, le *Ta Kung Pao* et le *Wen Wei Po*, vient de réaliser un rêve qu'elle caressait depuis longtemps : acquérir une voix prédominante au sein du quotidien de langue anglaise *South China Morning Post*.

Le paradoxe veut que ce soit le magnat australo-américain Rupert Murdoch qui ait favorisé la manœuvre en vendant, en septembre, 34,9 % des 50 % de parts qu'il détenait dans le capital de ce journal, imparfait mais réel fleuron d'une conception de la liberté de la presse à l'anglaise en terre chinoise, et en tout état de cause un des plus profitables organes de presse du monde.

Cette partie du capital du *Post* a été cédée à un homme d'affaires chinois de Malaisie, Robert Kuok, connu pour ses sympathies pékinoises. M. Kuok porte, entre autres casquettes, celle de conseiller de Pékin pour les affaires concernant l'avenir de Hongkong. Enrichi dans l'immobilier, il détient aussi des intérêts d'affaires à Pékin et à Shanghai, est très présent dans le domaine audiovisuel et, par l'intermédiaire du *Post*, possède une participation dans le *Bangkok Post* de Thaïlande, autre journal influent dans la région, quoique moins indépendant du pouvoir que son frère hongkongais.

Fins tacticiens, l'homme d'affaires et ses amis pékinois n'ont pas immédiatement imprimé de revirement éditorial dans les pages du *Post*, auquel les représentants de Pékin dans la colonie ont à de nombreuses reprises reproché de « manquer d'objectivité », surtout pour des articles critiques envers le pouvoir chinois. Il s'agit au contraire, pour la Chine, de préserver le lectorat actuel du journal, afin de l'utiliser au moment crucial où elle aura besoin de son influence pour rallier à sa cause des milieux réticents à son influence.

Cependant, au moment même où M. Kuok prenait le contrôle du journal, on a vu s'imprimer un nouveau rapport de forces avec Pékin quand le *Post* a dû s'excuser publiquement, en lettres bien grasses au sommet de sa « une », pour une information exagérée publiée quelques semaines auparavant. L'information concernait les fuites de capitaux et la disparition de banquiers du continent à la

suite des mesures d'austérité adoptées pour freiner l'économie chinoise. Le *Post* faisaient nouvelle alla jusqu'à offrir une somme d'argent importante à une organisation caritative du continent en guise de mea culpa.

De la même façon, mais moins subtilement, par l'intermédiaire d'un autre homme d'affaires à sa dévotion, la Chine populaire s'est acquies une voix hebdomadaire se présentant comme un *news magazine* à l'américaine, *Window*, qui tire régulièrement à boulets rouges sur la presse libre et les milieux libéraux au nom d'un « patriotisme » de circonstance. Le magazine se veut, pour les affaires chinoises, un concurrent à la *Far Eastern Economic Review*, qui appartient au groupe Dow Jones, également propriétaire du *Wall Street Journal* et de son influente édition asiatique, réalisée à Hongkong.

La chute du *Post* dans la zone d'influence chinoise, dans une cité dont la législation actuelle n'interdit en rien les concentrations de médias, s'inscrit dans le cadre d'un vaste redéploiement des intérêts dans le secteur de la communication en Extrême-Orient provoqué par l'irruption massive et désordonnée de la télévision par satellite.

News Corp., la firme de M. Murdoch, s'est dégaît du journal, pour une somme estimée à 349 millions de dollars US, afin de financer sa récente acquisition, pour 525 millions de dollars, d'une majorité dans le capital du réseau télévisé StarTV, le pionnier de la diffusion par satellite qui est en train de réinventer l'Asie. M. Murdoch passe pour vouloir édifier un empire audiovisuel dans la région à partir de ce réseau, qui diffuse, outre des programmes de divertissement, l'excellente chronique asiatique de la chaîne d'informations créée par la BBC. On estimait au début de l'année à douze mil-

lions le nombre de points de réception de StarTV en Asie, mais la progression est fulgurante et, en raison des habitudes communales, ce média atteint un nombre de spectateurs plus élevé qu'en Occident.

### Les nomades et le petit écran

Tous ces mouvements - d'autres projets de télévision sont naitonnés à Taiwan - inquiètent fortement un trône pékinois qui repose fondamentalement sur le monopole de l'information. C'est au vu des menaces pesant sur ce monopole dans le domaine audiovisuel que Pékin a renouvelé avec force publicité une interdiction déjà ancienne faite à la population de se doter d'antennes paraboliques sans autorisation gouvernementale. En fait, les tenants du pouvoir à Pékin ont dans une large mesure échoué à faire respecter l'interdit, à en juger par l'abuse de champignonsnières qu'ont prises les villes et même les bourgades de Chine avec la prolifération des paraboles.

La palme de l'exotisme, dans ce domaine, revient tout de même à la Mongolie : il n'est pas rare d'y voir, au fin fond de la steppe, un groupe de nomades rassemblés pour un soir autour du petit écran branché sur une soncoupe et alimenté par un bloc électrogène. Les rudes hommes et femmes qui bravent une nature éprouvante s'y passionnent, un peu inexplicablement, pour les dernières variations de l'index Hang Seng à la Bourse de Hongkong commentées par une pimpante et fine présentatrice chinoise. Mais la Mongolie est démocratique, l'information n'y fait plus problème, contrairement à la Chine.

FRANCIS DERON

### Les concentrations aux États-Unis

**Bellsouth s'allie à QVC contre Paramount**  
NEW-YORK

de notre correspondant

La principale compagnie régionale de télévision américaine, Bellsouth, a annoncé, jeudi 11 novembre, qu'elle allait apporter 1,5 milliard de dollars (9 milliards de francs) à la société de téléachat QVC pour l'aider dans son OPA hostile sur Paramount, le géant du cinéma et de l'édition (*le Monde* du 11 novembre). Bellsouth devrait ainsi devenir le premier actionnaire de QVC. « Il ne s'agit pas d'un investissement financier », a expliqué le président de Bellsouth, John Clendenin, ajoutant : « Nous allons avoir un rôle très actif auprès de QVC dans son OPA sur Paramount ».

Les nouveaux alliés devraient proposer rapidement une nouvelle offre aux actionnaires de Paramount après la surenchère, samedi 6 novembre, de l'autre prétendant, la société audiovisuelle Viacom. La dernière offre de QVC ne valorise Paramount qu'à 9,5 milliards de dollars, alors que Viacom en propose actuellement 10,1 milliards (60 milliards de francs).

E. I.

### Après une émission contestée

**Nouvelle mise en demeure du CSA à Fun Radio**

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a adressé, mercredi 10 novembre, une nouvelle mise en demeure au directeur général de Fun Radio, pour « incitation à la dégradation d'un bien public » après la diffusion, dans l'après-midi du 12 octobre, d'une « émission au cours de laquelle un animateur de Fun Radio avait invité un jeune auditeur à commettre un acte de vandalisme, en lui demandant avec insistance d'arracher le fil du combiné d'une cabine publique de téléphone ».

Selon Benoît Sillard, directeur général du réseau Fun, il s'agissait d'un « sketch » : un auditeur aurait reproduit pour l'émission « Les délires de Cauter » le bruit d'un combiné qu'on arrache. Fun a sollicité une lettre de cet auditeur pour prouver sa bonne foi. Cette mise en demeure intervient alors que le CSA a pris acte de l'interruption, après un minia d'antenne, du « Dikooloir », une émission diffusée à 21 h 30 sur le même réseau (« le Monde Radio-Télévision » daté 10-11 octobre).

### EN BREF

**GATT** : les distributeurs allemands de films opposés aux quotas de diffusion. - Les distributeurs allemands de films se sont déclarés, lundi 8 novembre, totalement opposés aux quotas de diffusion dans les cinémas et à la télévision. « Les cinémas allemands ne veulent pas être GATTés et obligés de diffuser un quota de films européens », a indiqué dans un manifeste rédigé le 4 novembre la Fédération des cinémas allemands (HDF).

**PRÉCISION** : le renouvellement de la concession de Canal Plus. - Dans l'article consacré au futur statut de Canal Plus (*le Monde* du 12 novembre), un raccourci malentendu laissait entendre que la concession de la chaîne cryptée viendrait à échéance le 6 décembre. Cette date est en réalité celle avant laquelle le gouvernement pourrait éventuellement dénoncer la concession de Canal Plus, concession qui porte sur douze ans

et qui viendra à échéance dans deux ans, le 6 décembre 1995.

**NRJ** : accord avec la SPRE. - La radio NRJ a mis fin au contentieux qui l'opposait depuis 1988 à la SPRE, qui payait les droits des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes en contrepartie de la diffusion de leurs œuvres) en s'acquittant d'une dette de 40 millions de francs, a annoncé, lundi 8 novembre dans un communiqué, la chaîne musicale. Ce règlement devrait clore la « guerre » des encarts publicitaires qui opposait les artistes interprètes et la « plus belle des radios » dans l'attente d'une décision du Conseil d'Etat sur le barème des rémunérations des droits reconnus par la « loi Lang » du 3 juillet 1985 (*le Monde* du 17 avril). Un nouveau barème devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994, au terme de négociations en cours entre les radios et les organismes représentant les artistes et les producteurs.

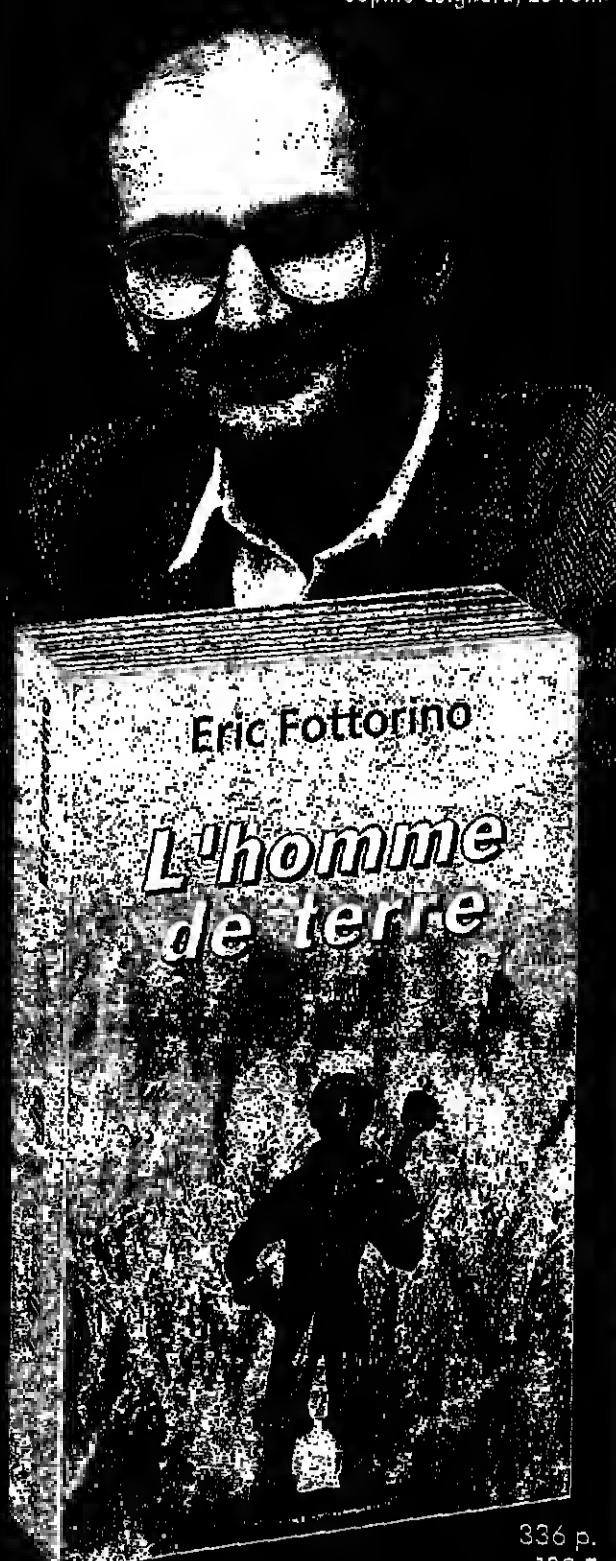
# Eric FOTTORINO

Un livre admirable.

Jean-Claude Guillebaud, *Sud Ouest*

Fottorino réussit à inventer une grammaire pour permettre au paysan et à la société civile de dialoguer. Sans se méfier, se mépriser, se méprendre.

Sophie Coignard, *Le Point*



A quels lecteurs Eric Fottorino destine-t-il son beau livre, à qui en recommander la lecture ? Aux hommes de la terre, sûrement, car chacun ne connaît qu'une parcelle de l'évaluation qui entoure son espèce vers des renouvellements chaque jour recommencés. Aux chercheurs auxquels il fait le reproche implicite de devenir myopes par ultraspécialisation et de devenir indifférents aux synthèses et aux visions qui permettent de comprendre en dominant une grille de lecture. Mais peut-être surtout ce livre est-il destiné à tous ceux que le présent et l'avenir inquiètent. Comment comprendre nos lendemains communs sans connaître ce qui demeure et ce qui change dans la glèbe, dans la génétique, dans les grands équilibres alimentaires ? Tous les étudiants, de quelque discipline qu'ils se réclament, devraient lire ce livre, pour être saisis de passion, pour comprendre, pour savoir comment se situer, comment retrouver l'immuable.

Edgard Pisani, *Le Monde*

**FAYARD**

"GRAND JURY"  
RTL - Le Monde

BERNARD  
BOSSON

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS  
ET DU TOURISME

ANIMÉ PAR  
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC  
ALAIN FAUJAS (LE MONDE)  
ET  
RICHARD ARZT (RTL)

18 H 30  
DIMANCHE  
EN DIRECT  
SUR

**RTL**

DIFFUSION A 20 H SUR LA CHAÎNE CÂBLÉE PARIS-PREMIÈRE



مکان العمل

■ **BILAN.** - Le carambolage qui s'est produit sur l'autoroute A10, mercredi 10 novembre peu avant 20 heures, près de Mirambeau (Charente-Maritime) au nord de Bordeaux, aurait fait dix-sept morts et quarante-neuf blessés. Les chiffres demeurent provisoires tant l'identification des victimes est rendue difficile par l'enchevêtrement et l'incendie des véhicules. Plusieurs blessés sont dans un état grave. Quarante-six véhicules, dont quatre camions et deux camionnettes, sont impliqués dans la collision.

■ **ENQUÊTE.** - Les chauffeurs de deux poids lourds qui seraient à l'origine de la catastrophe ont été placés en garde à vue. Le ministre des transports, Bernard Bosson, a annoncé la création d'une commission d'enquête nationale.

■ **POLEMIQUE.** - Le « carnage » de l'A10 pose, selon le porte-parole de la Fédération des usagers des transports, Jean-Claude Deferus, « le problème du laxisme des autorités à l'égard des conducteurs qui roulent trop vite ». Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, dénonce « le carence » du ministre des transports « et de ses prédécesseurs devant l'invasion des poids lourds ». Michel Barnier, ministre de l'environnement, admet qu'il n'y a « peut-être pas assez d'efforts sur le train ». Ségolène Royal, ancien ministre socialiste de l'environnement, demande « des sanctions sévères contre les entreprises de transport concernées » et réclame « la relance du projet de ferroutage (transports des remorques de camions sur les trains) plutôt que la fuite en avant d'un programme autoroutier qui incite à l'augmentation éternelle du nombre de camions ».

■ **VITESSE.** - Depuis le conflit des routiers en juillet 1992, le permis à points a été réformé, à peine entré en vigueur. Lorsqu'un excès de vitesse est constaté, s'il ne dépasse pas de plus de 20 km/h la vitesse autorisée, un seul point est retiré et le contrevenant peut même éteindre toute action de la justice en s'acquittant sur-le-champ d'une amende forfaitaire. En outre, la vitesse est corrigée, la vitesse « constatée » est réduite et l'on prend en compte une « vitesse retenue » inférieure. Des magistrats dénoncent ces concessions des pouvoirs publics qu'ils accusent, selon les mots de l'un d'eux, « de verser aujourd'hui des larmes de crocodile ».

## L'identification des victimes du carambolage de Mirambeau se révèle difficile

LA ROCHELLE

de notre correspondant

Ils ont encore du mal à imaginer ce qui s'est passé de l'autre côté de la barrière centrale. Eux, ils étaient sur la route du retour, dans l'autre sens. « Je rentrais de Tarbes, raconte l'homme. Il y avait beaucoup de circulation, beaucoup de camions, français et étrangers, qui se bécotaient, sous la pluie : sauf dérogation, ils n'avaient plus le droit de rouler après dix heures du soir. Je suis arrivé à la hauteur de l'accident entre le moment de la catastrophe et celui de l'arrivée des secours. J'ai une CB à bord. Immédiatement, j'ai alerté mes amis par radio. Quand je leur ai dit ce que je voyais à la suite des explosions et des incendies, au bout de quelques minutes, ils m'ont dit d'arrêter, ils ne voulaient plus me croire... »

L'autre, une conductrice qui rentrait de Saint-Céré, parle d'une « circulation folle », poids lourds et voitures de tourisme en très grand nombre. « Tout le monde roulait très vite, sous la pluie, sans visibilité, dans les deux sens. Et puis, cette horreur... »

Ces deux témoins du moos-

trueux carambolage de Mirambeau ont laissé le « kilomètre 481 » aux sauveteurs, aux enquêteurs, aux cent cinquante pompiers mobilisés par le « plan rouge ». Les gendarmes ont passé la journée du jeudi 11 novembre à dégager les épaves que les géodarmes tentent d'identifier. A mesure que la journée avance, le bilan se modifie : quinze ou dix-sept morts. Sur les corps, il est impossible de mettre un nom. Seuls deux d'entre eux auraient été identifiés, des Vendéens. En attendant que les familles soient prévenues, leur identité n'est pas révélée.

### Deux mille six cents appels

Sur les voitures carbonisées, les plaques minéralogiques ont fondu, les moteurs ont explosé. Les données d'identification sont inutilisables. Pour réunir les indices, comme l'a expliqué le procureur du tribunal de Saintes, les véhicules ont été déplacés avec les cadavres à l'intérieur. A la préfecture de La Rochelle, une douzaine d'employés ont passé la nuit de mercredi à jeudi, puis la journée du 11 novembre, à répondre, sans

pouvoir s'appuyer sur des certitudes, aux familles angoissées. Deux mille six cents appels au total.

A quelques mètres du pont sur l'autoroute, le village viticole de Saint-Martial-de-Mirambeau, moins de deux cents habitants, s'est éveillé en plein cauchemar. Il s'est tout de suite mis au travail, se mobilisant pour aider les rescapés, les héberger une nuit, leur offrir un repas, un téléphone. Sur-tout les réconforter et les remettre sur pied après l'énorme choc.

La salle municipale, transformée en chapelle ardente, est restée vide. Les corps ont été transportés vers l'institut médico-légal de Bordeaux où l'on tentera de nouveau les difficiles identifications. Après cette invasion brutale de feu et de mort, le village s'est refermé sur sa tranquillité. Voici quelques années, l'arrivée de l'autoroute A10 près de Mirambeau avait été accueillie avec soulagement par la population du canton. Dans ce secteur, la nationale Saintes-Bordeaux, sinuuse et vallonnée, fréquentée par des hordes de camions, nuit beaucoup.

CLAUDE DUBILLOT

## L'accident de l'autoroute A10

### Trop de camions ou trop de vitesse ?

Suite de la première page

Brice Lalonde a ainsi réclamé que « plus une tonne supplémentaire ne soit transportée par la route ». Cette substitution suppose la construction d'une « autoroute routière » : les Suisses ont décidé de faire monter sur des trains les semi-remorques qui voudraient traverser leur pays, mais la France ne sait pas comment financer les 70 ou 80 milliards de francs que coûterait une voie ferrée nouvelle entre Lille et Avignon. Il ne faut pas oublier non plus que la Commission de Bruxelles veille scrupuleusement à ce que, sous couvert de sécurité routière, les gouvernements n'avantagent pas leurs chemins de fer au détriment des transporteurs routiers, qui n'apprécient guère de faire prendre le train à leurs camions ! Mais il y a beaucoup de démagogie dans la recherche d'un bouc émissaire parmi les poids lourds, car la catastrophe de Mirambeau - jusqu'à plus ample informé - est imputable à une cause beaucoup plus simple et qui interpelle la totalité des conducteurs : la vitesse.

Sur autoroute, les usagers se sentent en sécurité au point de rouler à plus de 130 km/h par temps de pluie (la vitesse limite est alors de 110 km/h) à dix mètres les uns des autres. Ce comportement est suicidaire, car il suffit alors de la moindre interruption du trafic - et qu'importe si elle est due à un camion, à une voiture ou à une moto - pour que les vé-

hicules s'encastrent les uns dans les autres. On a beau jeu alors de mettre en cause le brouillard ou la pluie, mais la responsabilité des empilements de voitures faisant plusieurs dizaines de morts survenus en France, en Espagne ou en Californie au cours des dernières années doit être imputée au comportement des conducteurs eux-mêmes.

Le gouvernement serait bien inspiré de ne pas balayer sa garde, comme il le fait trop souvent parce que les statistiques de l'hécatombe routière s'émoussent de quelques centaines de vies épargnées, parce qu'il n'y a plus de crédit pour des campagnes de communication audiovisuelle, parce que les forces de l'ordre n'aiment pas s'occuper de police de la route ou parce qu'il est impopulaire de sévir contre les contrevenants. Les pouvoirs publics doivent marteler les exigences d'une conduite enfin apaisée. Car l'expérience prouve que le relâchement est immédiat : quelques semaines ministérielles sur la sécurité routière, l'espoir qu'une élection présidentielle annonce une amnistie et les infractions repartent de plus belle ! Faut-il rappeler que les conducteurs français sont parmi les plus indisciplinés du monde et que 42 % d'entre eux ne respectent pas les limitations de vitesse prévues par le code de la route ?

ALAIN FAUJAS

### M. Bosson annonce la mise en place d'une commission d'enquête nationale

BORDEAUX

de notre correspondant

Le ministre des transports, Bernard Bosson, a annoncé, jeudi 11 novembre, une réunion de travail regroupant, à la mairie de Jonzac (Charente-Maritime), les principaux acteurs de l'organisation des secours.

« Je suis venu, au nom du gouvernement, témoigner notre émotion et notre solidarité », a déclaré M. Bosson avant de confirmer le fait qu'aucun produit dangereux ne semblait être en cause, mais plutôt la pluie, le manque de visibilité et la vitesse. « Toute la lumière sera faite le plus vite possible. Une commission d'enquête nationale va se mettre en place immédiatement et travailler avec les enquêteurs sur place et la justice », a-t-il annoncé avant de conclure par un appel à une prise de conscience nationale : « Nous perdons 25 personnes par jour sur les routes et dans l'indifférence la plus totale. Une personne toutes les 50 minutes, jour et nuit, 365 jours sur 365. Si au moins cet accident pouvait nous sensibiliser à ce problème national. Nous sommes le peuple qui tue le plus sur la route. A chacun de réfléchir sur la manière dont il se conduit ».

Prévu fin octobre mais reporté à cause de la crise à Air France, le prochain comité interministériel de sécurité routière devrait se réunir avant la fin du mois.

P. C.

### CLÉS

■ **Poids lourds : des horaires stricts.** - La réglementation impose à la circulation des poids lourds des restrictions horaires très précises sur toutes les routes et autoroutes de France.

1) Transport de marchandises ordinaires pour les camions de plus de 7,5 tonnes : interdit du samedi à 22 heures au dimanche à 22 heures et de la veille à 22 heures au jour férié à 22 heures.

2) Transport de produits dangereux (sans limitation de tonnage) : interdit du samedi midi au dimanche minuit, et de la veille à midi au jour férié à minuit.

3) Transport d'hydrocarbures et de gaz liquéfiés : interdit du samedi à 20 heures au dimanche à minuit et de la veille à 20 heures au jour férié à minuit.

Il existe aussi une réglementation spéciale pour la région parisienne, afin de réduire, notamment, les encombrements du week-end : elle concerne les autoroutes A-6, A-10, A-12 et A-13 jusqu'à environ 30 km des portes de la capitale.

■ **Quatre à cinq fois moins d'accidents mortels sur les autoroutes.** - Selon l'Union routière de France (URF, qui rassemble les professions de la route), le nombre des accidents mortels enregistrés sur les autoroutes « reste quatre à cinq fois plus faible, en moyenne, que sur les routes ordinaires, à cause de l'absence de carrefours et de la séparation des sens de la circulation ». L'URF estime qu'en raison de l'existence de 8 000 km d'autoroutes en France, ce sont près de 2 000 vies qui sont épargnées chaque année.

■ **Une mortalité réduite de 16 % avec une vitesse de 115 km/h.** - La vitesse moyenne des voitures de tourisme (sur les autoroutes françaises) est actuellement de 120 km/h, inclue l'Union des sociétés d'autoroutes françaises à péage. Son président, Gérard Morencet, souligne qu'une vitesse moyenne ramenée à 115 km/h réduirait de 16 % par en la mortalité automobile.



Quand Rhod...  
améliore le conf...  
est bien pour la...  
est bien pour

Bienvenue dans le...



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Une proposition de nomination discutée

## Les mésaventures du procureur Monique Guemann

Le ministère de la justice, qui devait pourvoir un poste d'avocat général à Paris, vient de décider de retenir le nom de Monique Guemann, actuel procureur général de la cour d'appel de Nîmes. Cette proposition est loin d'être une promotion : les deux postes sont de même niveau hiérarchique mais le procureur général de Nîmes dispose incontestablement de responsabilités plus importantes qu'un avocat général de Paris. « Le gouvernement souhaite, pour des raisons qu'il n'a pas à expliquer, qu'il y ait un nouveau procureur général à Nîmes, explique-t-on à la chancellerie. Aucune faute n'a été commise, il ne s'agit pas d'une mesure disciplinaire, mais ces emplois sont à la discrétion du gouvernement. Il est dans la logique du système que les procureurs généraux puissent être changés. »

« Je ne suis pas candidate »

Or M<sup>me</sup> Guemann n'est pas tout à fait un magistrat comme les autres : ancienne vice-présidente du Syndicat de la magistrature, cette femme de tempérament n'a jamais caché ses convictions de gauche. En 1977, alors qu'Alain Peyrefitte était garde des sceaux,

elle avait été suspendue provisoirement de ses fonctions, puis mutée d'office avec abaissement d'échelon au tribunal de Nanterre parce qu'elle avait fait état, au cours d'une audience, de son « inquiétude » après l'extradition, par la France, de l'avocat ouest-allemand Klaus Croissant. Au cours de la crise du Syndicat de la magistrature (SM), dans les années 1989-1990, M<sup>me</sup> Guemann s'était rangée aux côtés de ceux qui souhaitaient que le SM soit plus offensif à l'égard du gouvernement socialiste.

Rapée récemment par le directeur de cabinet de Pierre Méhaignerie, M<sup>me</sup> Guemann dit avoir clairement refusé le poste d'avocat général qui lui était proposé. « Je ne suis pas candidate », commente-t-elle fermement aujourd'hui. Certes, les magistrats du parquet, qui, aux termes du statut de la magistrature de 1958, sont « placés sous la direction et le contrôle de leurs chefs hiérarchiques et sous l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice », ne bénéficient pas de l'immobilité garantie aux magistrats du siège.

Mais les nominations « politiques » qui suivent les changements de majorité n'en sont pas

moins discutables et toujours mal acceptées. Au lendemain de sa nomination pleca Vandôme, M. Méhaignerie avait d'ailleurs promis de ne pas se lancer dans une chasse aux sorcières. « Les ministres doivent pouvoir choisir leurs collaborateurs directs, sur des critères de compétence et de loyauté », notait Pierre Méhaignerie dans un entretien accordé peu après sa nomination (la Monde daté 2-3 mai). Cela peut entraîner quelques mutations. La situation est tout autre pour les juridictions. Les magistrats régulièrement nommés par les autorités légittimes qui en avaient le pouvoir restent bien évidemment en place, et je n'ai jamais mené de chasse aux sorcières. »

La nomination de Monique Guemann, qui serait le premier démenti de ces engagements, reste cependant à l'état de projet. Instituée par la réforme du statut de la magistrature engagée par Henri Nallet en 1992, la Commission consultative du parquet, présidée par le procureur général de la Cour de cassation, Pierre Truche, devrait se réunir dans les semaines qui viennent afin de rendre son avis.

ANNE CHEMIN

Les réactions au projet de loi visant à instituer une peine perpétuelle

## Une pétition au nom de la Convention européenne des droits de l'homme

Au lendemain de l'adoption par le conseil des ministres du projet de loi sur la peine perpétuelle présenté par le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, une pétition dénonce une « peine plus inhumaine encore que ne l'était naguère la déportation aux travaux forcés » et dont le vote par les parlementaires serait « une terrible régression ». En voici le texte complet :

« Cent trente-sept députés de droite ont signé une proposition de loi tendant au rétablissement de la peine de mort, par des voies chimiques ou médicales. Comme en écho, le garde des sceaux a soumis au conseil des ministres un projet de loi visant à instituer une véritable peine de mort lente, par incarcération perpétuelle et incompressible. Mort propre ou mort lente, tel est le débat qui occupe aujourd'hui une partie de la droite. Nous voulons rappeler au garde des sceaux et aux signataires de la proposition de loi Nungesser que la France a accepté et ratifié le protocole n° 6 de la Convention européenne de sau-

vegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui dispose que « la peine de mort est abolie. Nul ne peut être condamné à une telle peine ni exécuté ».

« La France a accepté et ratifié cette convention, qui dispose dans son article 3 que « nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou mauvais traitements inhumains ou dégradants ». Ces dispositions ont une force supérieure à celle des lois, en vertu de l'article 55 de la Constitution, et s'appliquent directement dans notre ordre juridique. Le gouvernement se propose aujourd'hui en réalité, malgré l'opposition générale des organisations professionnelles, de rétablir un équivalent de la peine de mort, sous le couvert insidieux d'une peine perpétuelle plus inhumaine encore que ne l'était naguère la déportation aux travaux forcés.

« L'accepter serait une terrible régression. Les conventions des Nations unies prévoient que l'incarcération doit aider à la réinsertion des coadjuvés et on les priver de toute humanité. Nous demandons aux parlementaires, quel que soit leur groupe politique, parce que c'est une question de conscience individuelle, de refuser de voter ces projets, contraires à la dignité humaine et aux engagements internationaux de la France. »

Premiers signataires :

Christian Bachman, sociologue; Yves Baudouin, avocat; Delphine Batho, vice-présidente de SOS-Racisme; Caliste Beyala, écrivain; Jean-Louis Bianco, ancien ministre; Emmanuel Gijena, avocat; Jules Borker, avocat; Gérard Boulanger, avocat; Pierre Bourdieu, professeur au Collège de France; Jean-Denis Bredin, avocat; Pascal Bruckner, écrivain; Jean-Christophe Cambadélis, ancien député de Paris; Philippe Caminchi, président de l'UNEF-ID; Enrico Castaldi, avocat; Robert Castel, directeur de recherche EHESS; Yves Cochet, porte-parole des Verts; François Cotta, avocat; Jean-Louis Debré, ancien président de SOS-Racisme; Julien Dray, député; André Dumas; Laurent Favre, avocat; Simon Foreman, avocat; Thierry Fournot, avocat; Jean-Claude Gaudin, éditeur; Gisèle Halimi, avocat; Marc Halter, écrivain; Jean-Paul Huchon; Pascale Lalère, avocat; Malik Larbi, ancien vice-président de l'UNEF-ID; Henri Leclerc, avocat; Véronique Lenoir, avocat; Anicet Le Pors, ancien ministre; Philippe Lette, avocat; Marie-Noëlle Liénemann, ancien ministre; Alain Llopès, directeur de recherche CNRS; Frédérique Mattani, enseignante à l'ENS; Arnaud de Montebourg, avocat; Olivier Mongin, directeur de la revue Esprit; Pierre Moscovici; Alexis Munnier, avocat; Bernard Pignatelli; Jacques Riès, président de Droit et Démocratie; Joël Roman, directeur revue Esprit; Daniel Soulez Larivière, avocat; Benjamin Stora, enseignant Paris-VIII; Frédéric Sylva, président de SOS-Racisme; Jean Terquem, conseiller d'Etat honoraire; Francis Terquem, avocat; Alain Touraïn, sociologue; Dominique Tricaud, avocat; Manuel Valls; Laurence Villetta, rédactrice en chef de la revue ARCAT SIDA; Eva Weil, psychanalyste; Michel Yvernaut; Jean-Claude Zylberstein, éditeur.

### RELIGIONS

Dans une chute

#### Le pape se fracture l'épaule droite

Recevant en audience, jeudi 11 novembre au Vatican, une délégation de la vingt-septième conférence générale de la FAO, conduite par son nouveau directeur général, Jacques Diouf, le pape, au moment de se lever pour bénir ses hôtes, a trébuché sur une marche à cause d'un épais tapis. Il est tombé sur la côté droit en heurtant la visière et le bras contre la sol, et il est resté à terre pendant deux à trois minutes. Aidé à se relever par ses collaborateurs sous les applaudissements des personnalités présentes, Jean-Paul II a salué de la main gauche les délégués de l'organisation internationale, avant d'être transféré à la polyclinique Gemelli de Rome. C'est dans ce même hôpital qu'il avait été transporté après l'attentat du 13 mai 1981 et opéré le 17 juillet 1982 d'une tumeur bénigne à l'intestin.

Le pape souffre d'une fracture à l'épaule droite, qu'il devra garder immobilisée dans un bandage souple pendant quatre semaines, a indiqué, jeudi soir 11 novembre, un bulletin du docteur Emilio Trisatti, directeur de la polyclinique. Un communiqué publié par la porte-parole du Vatican, Joaquina Navarro-Valls, précise qu'il s'agit d'une « luxation traumatique antérieure à l'épaule droite, avec une fracture de la glénoïde ».

Jean-Paul II a dû subir une légère intervention pour réduire la fracture nécessitant une anesthésie de quinze minutes. C'est à cause de cette anesthésie que les médecins ont décidé de garder le pape pour une nuit à l'hôpital. Vendredi matin, il devait regagner le Vatican, où il devra, pendant quatre semaines, réduire son activité. - (AFP)

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde  
RADIO TÉLÉVISION

#### La protestation des aumôniers de prison

Les aumôniers de prison protestent également contre le projet Méhaignerie sur la peine perpétuelle. Le pasteur Werner Burkli, aumônier général, responsable de la commission Justice de la Fédération protestante de France, écrit : « La peine perpétuelle de privation de liberté est une peine qui entraîne un désespoir. Elle n'est pas la solution. Elle est contraire à la souffrance des familles des victimes, c'est aussi avoir le courage de leur dire qu'il est légitime que l'auteur du drame qui les a meurtris voie son acte sanctionné. Mais avec ces familles, et pour elles, dans l'espérance du changement qui peut s'opérer en choquant les humains, nous voulons dire et croire à un avenir qui ne soit pas basé sur la vengeance irréversible. La volonté qui nous mobilise est de dire et de redire qu'il existe une espérance. La prison doit être utilisée dans les situations les plus urgentes. Le retour à la vie sociale doit rester une préoccupation constante. »

Du côté catholique, le Père Jacques Thierry, aumônier de prison à Caen, écrit que « la réponse gouvernementale ne résout en rien le difficile problème posé par les criminels sexuels, car il ne propose que l'allongement de la peine ». « Déjà il nous est proposé d'employer largement la peine de sûreté de trente ans, ajoute-t-il. Mais quel sera le comportement de ceux qui n'auront plus rien à perdre ? Comment vont réagir les personnels de la prison ? Dans dix ans - et les responsables de la pénitencière le savent et le disent, - les prisons de longues peines seront ingérables dans notre pays, vu le nombre de détenus qui y seront pour des peines toujours plus longues ? »

Le bâtonnier des avocats à la cour de Paris hostile à la perpétuelle « réelle ». - Lors d'une rencontre avec la presse, mercredi 10 novembre, Georges Flécheux, bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour de Paris, s'est déclaré opposé au projet de perpétuité « réelle » présenté par Pierre Méhaignerie. « Nous comprenons la douleur des familles mais il n'est pas bon de légiférer sous le coup de l'émotion, a-t-il souligné. Nous orons protesté auprès du garde des sceaux contre cette sanction qui ne laisse aucune place à l'espoir. »

# Quand Rhône-Poulenc

## améliore le confort et la sécurité,

### c'est bien pour la qualité de la vie,

### c'est bien pour les actionnaires.

Contribuer à améliorer la qualité de la vie quotidienne est l'une des missions de Rhône-Poulenc.

En étroite partenariat avec ses clients industriels, la chimie de Rhône-Poulenc innove sans cesse pour fournir des produits toujours plus performants, présents dans notre vie de tous les jours : la maison, l'habillement, les transports et les loisirs.

Le Groupe participe à la sécurité, au confort et à la qualité de la vie en offrant par exemple ses silices pour des pneus plus sûrs et plus économes, ses fils industriels pour les airbags, ses additifs antipollution pour le diesel, ses silicones qui remplacent l'étain dans les peintures pour bateau, ses mousses pour le confort des sièges, ses fibres pour tissus et moquettes, ses terres rares pour les écrans de télévision.

Etre actionnaire de Rhône-Poulenc, c'est participer à une belle entreprise humaine et à une grande réussite économique.

### Bienvenue dans le capital de Rhône-Poulenc

Pour toute information, téléphonez au N° vert : 05 10 50 50

 RHÔNE-POULENC



Les suites de l'opération de police dans les milieux islamistes

## Trois personnes proches du FIS sont toujours en garde à vue

Trois des quatre-vingt-huit personnes interpellées, mardi 9 novembre, dans le cadre de l'opération menée par la police française dans les milieux islamistes (le Monde du 10 novembre) étaient toujours en garde à vue, vendredi 12 novembre en fin de matinée : Moussah Kraouche et Djaffar El-Houtari, deux responsables de la Fraternité algérienne en France — une association considérée comme un « relais » du Front islamique du salut (FIS) —, et Abdelhak Boudjaadar, interpellé à Orléans et qui pourrait être un correspondant du FIS en France.

Leur garde à vue avait été prolongée de quarante-huit heures dans le cadre de la législation antiterroriste. Les enquêteurs souhaitent savoir si les ravisseurs de trois Français à Alger le 24 octobre avaient pu bénéficier d'un quelcon-

que soutien sur le territoire français. La police a saisi chez Moussah Kraouche de la documentation et une copie de la lettre remise par ses ravisseurs à Michèle Thévenot, l'une des trois personnes enlevées en Algérie. Au cours de diverses autres perquisitions, les enquêteurs ont saisi de nombreux documents, des ordinateurs, ainsi qu'une liste de personnalités connues pour leur opposition au FIS.

Interrogé, jeudi 11 novembre, sur France 2, le président de l'instance exécutive du FIS à l'étranger, Rabah Kébir, a appelé la France à prendre « parti pour la démocratie (en Algérie) et non pas pour la dictature et le régime militaire ». Commentant les opérations de police du 9 novembre, il a déclaré que « les provocations comme celles-ci pouvaient ouvrir les portes face à tous les dangers ».

Création d'un Groupe d'amitié islamico-chrétienne et d'une Union des familles musulmanes

## Deux initiatives pour favoriser l'intégration de la communauté musulmane en France

Deux initiatives viennent d'être prises en vue de faciliter l'intégration de la communauté musulmane en France : il s'agit de la création d'un Groupe d'amitié islamico-chrétienne et d'une Union des familles musulmanes, qui souhaitent se fédérer à l'Union nationale des associations familiales.

Parler d'amitié islamico-chrétienne, dans le contexte actuel de peur de l'immigration et de renforcement des intégrismes, révèle sans doute une bonne dose d'ineoscience. Le pari avait pourtant été lancé à la fin des années 80 par un certain nombre de personnalités de la Mosquée de Paris, de l'Eglise catholique et de la Fédération protestante de France. L'Association de dialogue islamico-chrétien (ADIC), co-présidée par Tedjini Haddam, alors recteur algérien de la Grande Mosquée, et l'ambassadeur Fernand Rouillon, a organisé deux colloques, en 1990 à Strasbourg, en pleine crise du Golfe, et en 1992 à Rouen. Mais le rappel à Alger de M. Haddam, devenu membre du Haut Comité d'Etat, a provoqué une rupture au sein de l'ADIC, qui a pratiquement cessé toute activité en France.

Les minoritaires évincés de l'ADIC viennent de créer un Groupe d'amitié islamico-chrétienne (1) qui a réuni au Sénat, lundi 8 novembre, 250 personnalités catholiques (des prêtres comme Michel Lelong, Michel Serain, Michel Jondot), protestantes (pasteur Boukhebbem), musulmanes, militants d'associations ou fédérations d'associations, universitaires (Azeddine Guelouze) ou hommes de terrain (Père Christian Delorme), en présence de représentants du Quai d'Orsay, du ministère de l'Intérieur, de la Ligue arabe, des ambassades du Maroc, de Tunisie, du Soudan, etc.

Ce Groupe d'amitié islamico-chrétienne se définit comme « un laboratoire de recherche et de réflexion » pour tout ce qui touche aux relations entre les deux confessions. Son objectif est de dépasser les peurs, d'éliminer les stéréotypes, d'approfondir la connaissance mutuelle des communautés, d'étudier les Ecritures, l'Evangile et le Coran, « pour mieux comprendre ce qui nous sépare et ce qui nous unit », comme dit le Père Michel Lelong, coprésident.

Les limites d'un tel dialogue

**IMMIGRATION** : le maire de Carcassonne veut inciter les étrangers à « s'installer » à la campagne. — Raymond Chessa, maire (RPR) de Carcassonne et député européen, propose d'« inciter les populations immigrées à s'installer en milieu rural pour aider leur insertion et favoriser un nouvel équilibre social et démographique du territoire ». Dans une lettre adressée récemment à Charles Pasqua, M. Chessa

islamo-chrétien sont l'intégrisme et le prosélytisme. « Parler de quelque chose de valeurs religieuses, ce n'est pas tenter de le convertir », rappelle Soheib Bencheikh. Ce même théologien a mis en garde les chrétiens qui, par souci de tolérance, « font preuve de laxisme quand ils veulent dialoguer avec toutes les tendances islamiques, y compris les plus fanatiques... Ne légitime pas ce que nous sommes en train de refuser ».

Une laïcité « outrancière »

La menace intégriste retarde le libre accès des musulmans vivant en France à l'exercice normal de leur culte (mosquées insuffisantes, écoles privées inexistantes, etc.) et maintient en l'état une laïcité « outrancière », dont l'ambassadeur Gilbert Pérol, président d'honneur de ce Groupe d'amitié islamico-chrétienne, a rappelé qu'elle restait une « exception française ». « L'aptitude de la société en France à tolérer le fait culturel et spirituel hétérogène a regagné de manière alarmante », s'est inquiété de son côté Mustapha Cherif.

Par ailleurs, l'Union des familles musulmanes-Islam de France vient de déposer ses statuts à la préfecture du Rhône, à Lyon (2). L'UFM estime, selon son président, Charles Djoudi, que « l'approche familiale constitue un contre-feu à l'islamisme extrémiste ». Cette association laïque entend concilier les droits et les devoirs des musulmans résidant en France, la culture arabe et le code civil français. Elle a reçu le soutien de plusieurs associations laïques, catholiques et protestantes, ainsi que de personnalités comme Pierre-Patrick Kaltenbach, président des Associations familiales protestantes, Jacques de Bourbon-Busset, académicien, France Quéry, membre du comité national d'éthique, etc.

H. T.

(1) Le Groupe d'amitié islamico-chrétienne est coprésidé par le Père Michel Lelong, ancien secrétaire du secrétariat pour les relations de l'Eglise de France avec l'Islam (SRI), et Mustapha Cherif, universitaire au Mirail (Toulouse), ancien ministre algérien de l'Éducation. Son siège est au 9 bis, rue Danicourt, 92240 Malakoff.

(2) L'Union des familles musulmanes-Islam de France a son siège au 30, rue de Fleury, 75006 Paris.

établit un parallèle entre « la surpopulation de nos banlieues » et « la désertification des campagnes ». Le maire estime qu'il y aurait un bon sens évident à inciter certaines familles à sortir des cités HLM et à s'installer, de façon diffuse, dans les villages et dans les bourgs environnants, afin de contribuer à un rééquilibre social et démographique du territoire français.

Controverse sur une carte d'identité délivrée dans l'Isère

## Signes particuliers : « musulman très pratiquant »

Une jeune femme française convertie à l'islam, qui avait demandé à figurer la tête voilée sur la photographie de sa carte d'identité, affirme s'être vu délivrer, au mois de mars, par le sous-préfet de La Tour-du-Pin (Isère), une carte portant, au titre des « signes particuliers », le mention « musulman très pratiquant ».

« On ne peut exclure que, sur les centaines de milliers de documents délivrés dans l'Isère, un fonctionnaire ait pris une initiative maladroite sans en référer à sa hiérarchie », a déclaré au Monde, vendredi 12 novembre dans la matinée, Frédéric Pierret, sous-préfet de l'Isère à La Tour-du-Pin. L'initiative maladroite dont il s'agit consiste en la délivrance, le 15 mars, d'une carte d'identité avec la photographie de sa titulaire, Nadia Dufau, épouse Bensta, vingt ans, portant le voile islamique et revêtue de la mention « signes particuliers : musulman très pratiquant ».

M. Bensta, affirme qu'elle a fourni à la mairie de Villefontaine (Isère) où elle réside, des photos d'identité sur lesquelles elle portait un foulard dissimulant ses cheveux, son cou et une partie de son front, mais ne cachant rien de son visage. Après discussions, le personnel de la mairie aurait accepté ces photos. Quel-

que temps après, elle aurait reçu du formulaire à remplir et à retourner qu'elle était de confession musulmane.

La jeune femme, née à Bayona (Pyrénées-Atlantiques), d'une famille française, affirme s'être convertie à la religion musulmane il y a un peu plus de deux ans, avant de rencontrer son futur mari, un Français d'origine tunisienne qu'elle a épousé en mars. Elle a choisi de porter le foulard « par conviction personnelle » et a souhaité figurer avec ce foulard sur une photo d'identité. Pendant plusieurs mois, elle ne s'est pas préoccupée de la mention qui lui paraissait « inhabituelle ». Mais, au mois d'août, à l'occasion d'un contrôle routier de routine, près d'Annecy, elle affirme qu'à la vue de sa carte, un gendarme a manifesté un certain étonnement, qu'il aurait à son tour interrogé.

Une mention « impensable »

Récemment, son mari a informé l'Union des jeunes musulmans (UJM) de Lyon, dont les responsables ont décidé de diffuser un communiqué au lendemain du coup de filet policier contre les militants islamistes algériens. L'association, qui milite cependant pour que les jeunes musulmans puissent figurer avec leur voile sur leurs documents d'identité, « exprime sa vive préoccupation et son inquiétude face à l'attitude ségrégationniste des autorités du pays envers la communauté musulmane française ».

L'UJM, qui gère une librairie

musulmane dans le schéma aménagement de Lyon, exige « un traitement égalitaire de tous les citoyens du pays, où devrait régner, en principe, la liberté d'opinion et de culte, dans le cadre d'une laïcité bien comprise ».

La mairie de Villefontaine a bien enregistré la délivrance, le 20 mars, de la carte d'identité litigieuse. A la sous-préfecture de La Tour-du-Pin, le double du dossier comprend bien une photographie de la jeune femme portant le voile islamique. Mais le sous-préfet ne dispose d'aucune copie du document délivré. « Je n'ai pas vu cette carte d'identité, car l'intéressée n'a, à aucun moment, protesté », déclare Frédéric Pierret. Si elle considère que la sous-préfecture lui a délivré ce document, qu'elle s'adresse à nous, M. Pierret assure qu'il s'agit d'un « seul titre d'identité avec voile que la sous-préfecture ait eu à traiter », et qu'une enquête administrative est en cours.

Au ministère de l'Intérieur, on précise que le port d'une coiffure n'est pas autorisée sur une photo d'identité officielle. Quant à la rubrique des signes particuliers, elle est, selon le ministère, exclusivement destinée à signaler des particularités physiques visibles, telles qu'une cicatrice ou un grain de beauté, le mention d'une appartenance religieuse étant « impensable ».

ROBERT BELLERET et PHILIPPE BERNARD

## MÉDECINE

Les suites de l'affaire du sang contaminé en Europe

## Le ministère roumain de la santé avait autorisé l'exportation vers l'Allemagne de plasma infecté

BUCAREST

de notre correspondant

Le ministère roumain de la santé a reconnu, jeudi 11 novembre, avoir autorisé l'exportation vers l'Allemagne de 1 550 litres de plasma infecté par le virus de l'hépatite B et C. Ces produits ont été expédiés par UB Plasma-Rom, filiale à 60 % de la société de Coblence, UB Plasma, qui fait actuellement l'objet d'une enquête judiciaire en Allemagne pour avoir mis en circulation des produits sanguins contaminés par le virus du sida.

Quelques mois après avoir donné son feu vert pour l'exportation du plasma, le ministre roumain de la santé, Iulian Mincu, ancien médecin de la famille Ceausescu, nie toute négligence de la part de ses services. Le plasma contaminé, explique-t-il en sub-

stance, ayant été destiné à la préparation de médicaments, les virus devaient être détruits lors du processus industriel. Par ailleurs, un communiqué du ministère roumain de la santé précise que « le contrôle des antigènes revenait en exclusivité à la partie allemande, qui porte donc toute la responsabilité ».

Malgré ces assurances, l'affaire est embarrassante pour les autorités sanitaires roumaines, d'autant qu'un certain nombre d'éléments pouvaient laisser présager du scandale. Le précédent gouvernement avait en effet bloqué pendant plusieurs mois le lot de plasma aujourd'hui incriminé et suspendu l'activité d'UB Plasma-Rom. Le ministre de la santé de l'époque venait alors de constater que la société fonctionnait illégalement, sans l'autorisation — obligatoire — de son ministère. Par ailleurs, cette

société, fondée en 1991 et détenue à 60 % par les Allemands, n'offrait visiblement pas toutes les garanties. Après avoir un moment affirmé le contraire, la direction d'UB Plasma-Rom vient d'admettre qu'elle ne disposait pas des équipements nécessaires pour dépister la présence des virus du sida et de l'hépatite dans les produits qu'elle fabriquait.

M. Mincu semble, aujourd'hui, s'être rangé derrière les mêmes arguments que son prédécesseur. Il vient en effet de décider de suspendre, une nouvelle fois, les activités d'UB Plasma-Rom jusqu'à ce que celle-ci « remplisse les normes techniques nécessaires à son fonctionnement en toute sécurité ». Mais cette fermeté arrive peut-être un peu tard.

CHRISTOPHE CHATELOT

## ENFANCE

7 millions de francs pour dix-huit établissements

## La France accorde une aide à des orphelinats roumains et albanais

Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, et Lucette Michaux-Chervy, ministre déléguée à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, ont décidé d'accorder 7 millions de francs à l'amélioration d'établissements d'accueil pour les enfants abandonnés en Roumanie et en Albanie.

Il y a trois ans, le monde découvrait l'horreur des orphelinats roumains créés sous le régime de Ceausescu. Images insupportables d'enfants nus, maintenus des journées entières dans des lits à barreaux, sans jouets et sans affection. « Grâce à un important programme communautaire européen et bilatéral, un effort considérable a été accompli : 500 des 530 établissements existants sont à présent dans un état acceptable. Mais il en reste tout de même trente autres dont il faut s'occuper d'urgence », a expliqué, mercredi 10 novembre, lors d'une conférence de presse, Alain Lamassoure. La France se propose d'attribuer 6 millions de francs à la rénovation et à la formation du personnel de dix-huit de ces trente établissements, la Communauté européenne prenant en charge les

autres. Les fonds seront attribués par l'ambassade de France à quatre organisations non gouvernementales : Société humanitaire, Solidarité, Equilibre et Enfants de Roumanie, chargées de mener à bien les travaux et d'assurer la formation du personnel d'encadrement.

Les mesures à prendre dans ces établissements sont d'autant plus urgentes que la Roumanie continue à avoir un fort taux d'abandon d'enfants. Beaucoup arrivent dans un état de dénutrition alarmant. Malgré la libéralisation des lois sur la contraception et l'avortement, l'information sur la régulation des naissances reste nettement insuffisante, les contraceptifs difficilement accessibles. En Albanie, la situation des enfants handicapés est également préoccupante, essentiellement à cause de la pauvreté qui règne dans le pays. Le ministre délégué aux affaires européennes a décidé d'attribuer 1 million de francs pour la réfection de trois centres situés à Korça, Berat et Shkodër. Ce sont les associations Terre des hommes et Action Nord-Sud qui s'occupent de ces travaux.

Ch. Ch.

## EN BREF

**POLLUTION** : arrêt partiel de la circulation automobile à Rome. — La circulation automobile a été partiellement arrêtée à Rome de 15 heures à 19 heures, jeudi 11 et vendredi 12 novembre, en raison d'un niveau anormal de la pollution atmosphérique. Une sensible augmentation du taux de monoxyde de carbone, mardi et mercredi, a contraint la municipalité à prendre cette mesure.

**TUNNEL DU SOMPORT** : une précision de la SEPANSO. — Alain Arrau, président de la SEPANSO (Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest), nous demande de préciser que son association est opposée à l'ensemble du projet de construction du tunnel du Somport (Pyrénées-Atlantiques), et non pas seulement à l'autoroute d'accès prévue (le Monde du 22 octobre).

**RUGBY** : les Australiens s'imposent contre les Barbarians français. — Pour le dernier match de sa tournée en France, l'équipe d'Australie a battu la sélection des Barbarians français (43-26), jeudi 11 novembre à Clermont-Ferrand. Les Australiens ont marqué trois essais, par Les, Catchpole et Campese, dont deux ont été transformés par Roebuck et Little, et huit pénalités par Roebuck. Les Français ont inscrit deux essais, par Saint-André et Dal Maso.

## REPÈRES

## AVALANCHE

Six alpinistes français portés disparus en Equateur

Les sauveteurs partis à la recherche de six Français, un Suisse et deux guides équatoriens emportés, mercredi 10 novembre, par une avalanche à quelques centaines de mètres du sommet du volcan Chimborazo, le plus haute montagne de l'Equateur (6370 mètres), ont interrompu leurs recherches jeudi. Une deuxième avalanche aurait enseveli les corps des disparus sous une couche de 15 à 20 mètres de neige. Les disparus faisaient partie de trois cordées de dix-huit alpinistes partis à l'assaut du sommet. Plusieurs Français figurent au nombre des rescapés qui ont pu être ramenés à Quito, où l'ambassade de France se refuse à en faire état, à communiquer la liste des disparus tant que celle-ci ne serait pas connue avec certitude.

## CHIRURGIE

Décès de la fillette « multigréffée »

La petite Britannique Laura Davies, âgée de cinq ans, qui avait subi une greffe de sept organes (le Monde du 19-20 septembre), est morte jeudi 11 novembre dans un hôpital de Pittsburgh, en Pennsylvanie, aux Etats-Unis. Originaire de Manchester, elle souffrait depuis sa naissance d'une maladie empêchant son organisme d'assimiler les aliments. Elle avait subi à la mi-septembre, au cours d'une opération ayant duré une quinzaine d'heures, une greffe du foie, de l'estomac, du pancréas, du gros intestin, de l'intestin grêle et des deux reins. Son état de santé s'était gravement détérioré, ses parents et les médecins ont décidé de débrancher les machines qui la maintenaient en vie. — (AFP)

## MÉDECINE

Un praticien grenoblois suspendu pour s'être « immiscé dans les affaires de famille »

Le docteur Bernard Mathès, quarante-deux ans, installé à Voreppe (Isère), dans le banlieue de Grenoble, vient de se voir infliger une interdiction d'exercer pendant deux mois, après avoir comparu, le 10 octobre, devant le conseil régional Rhône-Alpes de l'ordre des médecins. Il était poursuivi par deux familles l'accusant d'avoir indûment incité deux adolescents à se rendre en Suisse, dans un centre de cure proche du siège du mouvement spiritueliste Metempsyché, près de Berne. Le conseil de l'ordre a jugé que ce mouvement « entoure ses activités d'une certaine opacité et anime ses nouveaux adeptes à se couper de l'essentiel du monde extérieur ». « En orientant, ainsi, estime-t-il, le docteur Mathès a outrepassé le devoir d'objectivité morale et s'est immiscé dans les affaires de famille » en violation des articles 9 et 46 du code de déontologie. « Le conseil de l'ordre de l'Isère s'est montré à bon droit préoccupé par des ordonnances qui mélangent la prescription de médicaments associés à des conseils de lecture discutables », conclut-il. — (Bureau régional.)



Le Monde  
la grande malade

05 03 11 36







هك امر العمل

DANSE

LUCINDA CHILDS au Théâtre de la Ville

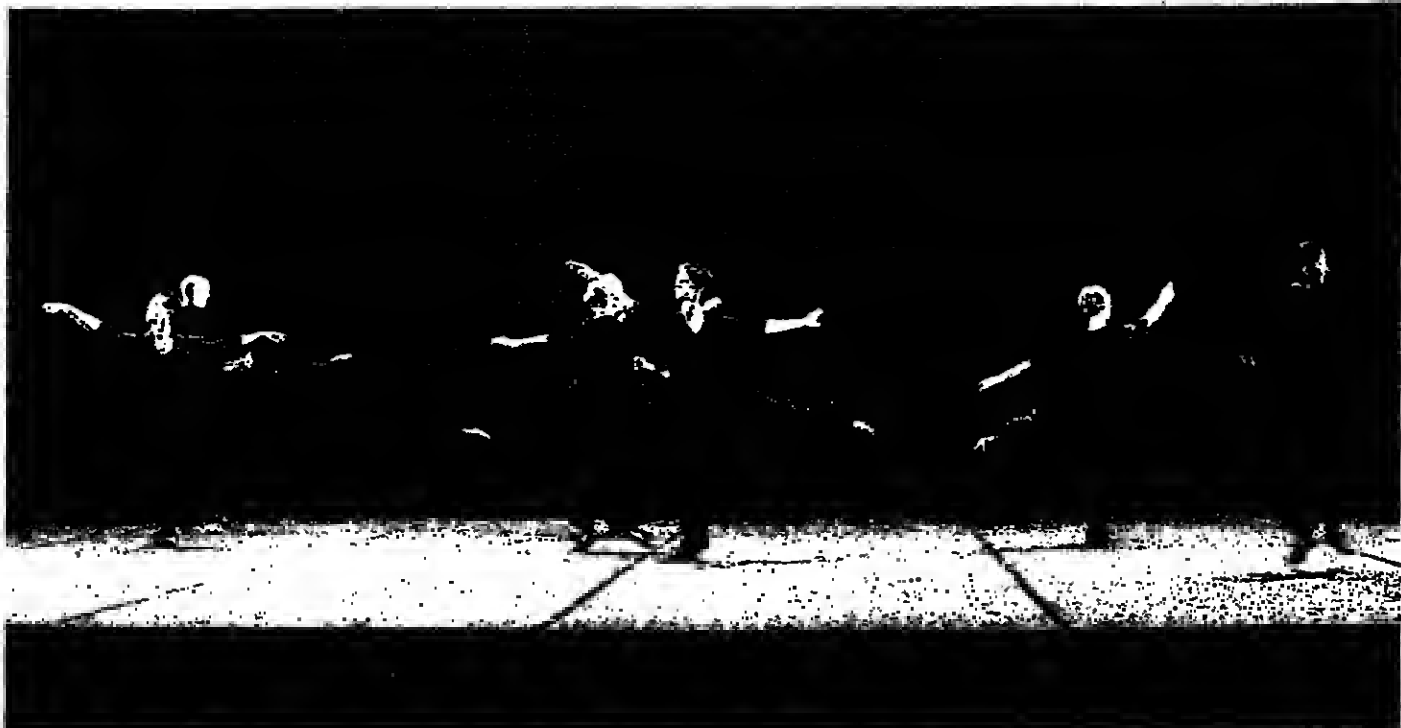
L'adieu au minimalisme

En trois pièces, dont deux créations, Lucinda Childs affirme, avec une maîtrise absolue, l'étendue de son talent : *One and one* (création à Paris), dialogue quasi platonicien avec la musique de Iannis Xenakis et les lumières de Nan Hoover; *Concerto* (création mondiale), neuf minutes sur le *Concerto pour clavier et cordes* de Gorecki, énonce une sorte de manifeste du style Lucinda Childs. *Available Light*, pièce de 1983, venait en contrepoint montrer le chemin parcouru par la chorégraphie new-yorkaise.

Pas de monochromie ni de musique répétitive dans *One and One*, mais une multitude de sons et de couleurs en fusion, au bord de l'implosion. Devant un rideau écarlate, les danseurs sont en noir chinois. Les variations de lumière projettent leurs ombres dansées ou bien découpent les silhouettes des musiciens placés derrière le rideau. Les mains haut levées d'Elisabeth Chojnacka au clavier, les mailles de Sylvio Guada aux percussions.

Les partitions de Iannis Xenakis, *Ophi* et *Naama*, primales, hautes, écrites tout exprès pour la chorégraphie, imposent à la chorégraphie un poids terrien et des figures chaotiques tout à fait inhabituelles. Lucinda Childs s'expose. Elle laisse la musique s'emparer de sa danse, en bouleversant le bel ordonnancement, comme pour mieux savourer le moment où, souveraine, elle recomposera ses lignes et ses diagonales, défilant ainsi le corps de ses danseurs de sortilèges musicaux.

Les éclairages de Nan Hoover, variations sur le rouge et le jaune, coupés parfois de noir, diffus, embués, étouffants, fonctionnent comme des pièges. Ils transforment les danseurs en ombres. Ils trompent la perception des mouvements et des sons. Dans ce labyrinthe



« Concerto », une création, de Lucinda Childs

artificiel, le mythe de la caverne se recompose. C'est la première fois qu'on sent chez Lucinda Childs un tel plaisir à jouer la déesse *ex machina*.

Par deux fois, elle arrive en scène, longue, droite, sur un plateau qui monte des entrailles du théâtre, pour danser avec son ombre. Lucinda et son double. Un peu à la manière d'un boxeur, un peu à la Chariot, mais toujours élégante, la jambe allongée, les bras qui dirigent le mouvement. Elle disparaît lentement par la trappe d'où elle a surgi, jeteuse de sorts

nocturnes, dont le visage impassible masque le rire inquiet.

Sur le *Concerto pour clavier et cordes* du Polonais Henryk Gorecki, la nouvelle coqueluche post-moderne (voir le Monde daté du 21 septembre 1993), Lucinda Childs s'en donne à cœur joie, profitant des sautes d'intensité de la partition, de ses mélodies parfois proches du baroque. Les danseurs sont en noir sur fond gris. Neuf minutes de rigueur absolue, une sorte de petit chef-d'œuvre à inscrire dans les annales chorégraphiques du vingtième siècle, mêlé par

des interprètes hors pair. *Available Light* clôturait la soirée. Créée en 1983 à Los Angeles, dans un décor *in situ* d'échafaudages de Frank Gehry réduit aujourd'hui à un gâlage de fond, la pièce est entièrement sous l'empire des années 70.

Les costumes aux allures d'habits de moine et la musique planante de John Adams dans la chorégraphie, Lucinda Childs, en pleine effervescence « yuppie », décidait ainsi d'affirmer sa fidélité à ses idéaux de beauté et de paix. On préfère cependant la Lucinda Childs de *One and One* et de

*Concerto*, moins attachée au minimalisme, c'est la liberté esthétique qu'elle a conquise qui nous séduit tant aujourd'hui.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Jusqu'au 13 novembre, 20 h 30, Théâtre de la Ville, Paris. Tél. : 42-74-22-77, 40 et 90 F.

► Tournée : la Femme du Balcon, à Marnes-la-Vallée, le 16; Nîmes, Théâtre municipal, le 23; Cannes, Festival de danse, le 27; Grenoble, le 28, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre; Dieppe, Centre Jean-Renoir, le 4; Orléans, le Carré Saint-Vincent, le 7.

VARIÉTÉS

PATRICIA KAAS en tournée

Chanteuse frontalière

HAMBOURG

de notre envoyée spéciale

Avant de passer l'épreuve du feu au Zénith à Paris, Patricia Kaas, la plus populaire des chanteuses françaises si l'on en croit les chiffres - quatre millions et demi d'exemplaires de ses deux premiers albums ont été vendus à travers le monde, - a rodé son spectacle en Allemagne. Un soir d'octobre à Hambourg, un soir brumeux, la jeune Lorraine (vingt-sept ans) chantait au Center Congress Hall, une salle de 3 000 places du centre-ville.

L'Allemagne est pour elle une terre d'élection. Je te dis vous, son nouvel album paru fin mai, y rencontre un franc succès : 230 000 disques vendus, pour 600 000 en France, 30 000 au Japon et 20 000 aux États-Unis - un beau score. La critique la cajole, les salles sont pleines : un concert programmé pour mars 1994 à Stuttgart vient d'être déplacé d'une salle de 2 000 personnes vers la Schleyerhalle, qui en contient 7 000.

Son bilinguisme et sa double ascendance (père français, mère allemande) n'expliquent pas tout. Lors de la sortie de *Je te dis vous* outre-Rhin, les critiques les plus acerbes portaient justement sur *Ganz und Gar*, de Marius Weyers-Westenhausen, interprète allemand et jupe « bien en deà de ses capacités artistiques ». A Hambourg, où le rock anglo-saxon tient d'ordinaire le haut du pavé, l'extrême attention portée par les spectateurs au répertoire et au style de Patricia Kaas témoignait de leur désir de voir une chanteuse francophone et française. Artiste frontalière, née entre la Sarre et la Lorraine, elle porte auprès des publics d'Europe du Nord l'image d'une France populaire, à la fois charmante et passionnée.

Pourtant, huit ans après son premier 45 tours (*Jalousie*, en 1985, produit par Gérard Depardieu), alors qu'elle a fondé son succès sur son authenticité de fille du peuple, elle se vaudrait

plus ambiguë. Sur scène, elle chante *Reste sur moi*, de Marc Lavolé, dans une version hard, en robe noire transparente, enveloppée dans un immense filet à grosses mailles. L'effet est réussi et la musique est bonne.

Le spectacle tourne autour des rencontres amoureuses : un homme pris au hasard dans les premiers rangs est invité à danser un slow tendre (*Une semaine à New-York*), un Cupidon de plâtre descend du plafond (*It's a Man's World*), un garçon en T-shirt fait mine de la déshabiller (sur le standard américain *I Wanna Be Loved by You*).

Entre Plaf et Joe Cocker

Pour marquer la coupure entre ce qui est et ce qui a été, Patricia Kaas et ses musiciens ont concocté des arrangements rock pour ses anciennes chansons : *Mademoiselle chante le blues* est passé au rubot électrique, *Regarde les riches* marche au deux-temps. En accumulant les allers et retours entre hier et aujourd'hui, le concert pêche parfois par maladresse. Mais Patricia Kaas a bien des talents, bien du charme et une énorme présence, acquise du temps où elle était chanteuse de bal.

A la sortie du concert, attablée devant un plat de pâtes dans un restaurant italien de la Davidstrasse, au cœur du quartier chaud de Hambourg, elle se souvient de cette expérience : « Je dois aussi donner ce que mon public demande : une chansonnette à fredonner à la sortie du concert. J'aime à la fois les grandes chanteuses françaises à textes, comme Plaf, et le genre Joe Cocker. »

Au rayon des nouveautés, on retient encore cette très belle interprétation de *It's a Man's World*, qu'elle a inscrite à son répertoire : « James Brown l'a écrite en 1966, l'année de ma naissance. Je n'ai pas vécu la génération Beatles, etc. J'ai découvert James Brown et Otis

VENTES

Chez Sotheby's et Christie's

L'art contemporain se vend mieux

NEW-YORK

de notre correspondant

La fébrilité dans les salles des ventes new-yorkaises de Christie's et de Sotheby's, comme les prix records atteints par certains artistes, le confirment : après trois années de déclin, le marché de l'art contemporain semble redémarrer. Selon les responsables des deux maisons, les ventes de cet automne - impressionnistes, modernes et contemporaines - ont été marquées par deux mouvements positifs : l'arrivée de nouveaux acheteurs, et le retour de la confiance parmi les collectionneurs privés, notamment américains.

Alors que les Européens étaient eux aussi très présents, les Américains se montraient en revanche discrets. Pour la première fois depuis 1990, les recettes ont dépassé les estimations éconômiques. Sotheby's a vendu pour 115 millions de dollars (680 millions de francs) en quinze jours, avec notamment la vente de 88 œuvres de Picasso (*Le Monde* du 6 novembre).

Le marché s'est cependant montré très sélectif. Principaux gagnants : les impressionnistes et la peinture américaine des années 60. Les enchères ont atteint des niveaux élevés pour des œuvres de Renoir (5 millions de dollars) ou de Matisse (*Le Yé*, 13,8 millions), mais aussi de Cy Twombly (1,7 million de dollars pour un grand format de 1969) ou Sam Francis.

En revanche, un quart environ des œuvres proposées durant ces deux semaines n'ont pas trouvé preneur aux prix demandés par les vendeurs. Et de nombreux artistes restent très en-dessous des niveaux qu'ils avaient atteints dans les années 80. C'est le cas notamment d'Arman, d'Aylan, de Vassarely ou de Tom Wesselman.

ERIK IZRAELEWICZ

**PHILATÉLISTES**

Avant de passer l'épreuve du feu au Zénith à Paris, Patricia Kaas, la plus populaire des chanteuses françaises si l'on en croit les chiffres - quatre millions et demi d'exemplaires de ses deux premiers albums ont été vendus à travers le monde, - a rodé son spectacle en Allemagne. Un soir d'octobre à Hambourg, un soir brumeux, la jeune Lorraine (vingt-sept ans) chantait au Center Congress Hall, une salle de 3 000 places du centre-ville.

L'Allemagne est pour elle une terre d'élection. Je te dis vous, son nouvel album paru fin mai, y rencontre un franc succès : 230 000 disques vendus, pour 600 000 en France, 30 000 au Japon et 20 000 aux États-Unis - un beau score. La critique la cajole, les salles sont pleines : un concert programmé pour mars 1994 à Stuttgart vient d'être déplacé d'une salle de 2 000 personnes vers la Schleyerhalle, qui en contient 7 000.

Son bilinguisme et sa double ascendance (père français, mère allemande) n'expliquent pas tout. Lors de la sortie de *Je te dis vous* outre-Rhin, les critiques les plus acerbes portaient justement sur *Ganz und Gar*, de Marius Weyers-Westenhausen, interprète allemand et jupe « bien en deà de ses capacités artistiques ». A Hambourg, où le rock anglo-saxon tient d'ordinaire le haut du pavé, l'extrême attention portée par les spectateurs au répertoire et au style de Patricia Kaas témoignait de leur désir de voir une chanteuse francophone et française. Artiste frontalière, née entre la Sarre et la Lorraine, elle porte auprès des publics d'Europe du Nord l'image d'une France populaire, à la fois charmante et passionnée.

Pourtant, huit ans après son premier 45 tours (*Jalousie*, en 1985, produit par Gérard Depardieu), alors qu'elle a fondé son succès sur son authenticité de fille du peuple, elle se vaudrait

**LES DINO TIMBRES**

Novembre. En vente en kiosque

**BON DE COMMANDE DU N° 479 DU « MONDE DES PHILATÉLISTES »**

NOM : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_

France métropolitaine seulement : 30 F (port inclus)

Nombre d'exemplaires : \_\_\_\_\_ x 30 F = \_\_\_\_\_ F

(Les virements ne sont pas acceptés.)

Commande à faire parvenir avec votre règlement à

**LE MONDE, service vente au numéro, 15, rue Falguière, 75501 PARIS CEDEX 15**

Pour être servi, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque bancaire ou postal

**NOYER LE**

**BUNDE THEATRE**

**MOURIA**

**ACHA**

**REDOUANE**

**JAZZ**



CULTURE

CINÉMA

SOLEIL LEVANT, de Philip Kaufman

Noyer le sushi

Le puissant trust Nakamoto inaugure son gratte-ciel californien : petits fours et sushis, pince-fesses entre les amoureux du business et les politiciens américains, histoire de pucer yankees convoitées par les avides Japonais. Et cadavre d'une call-girl découverte dans la salle de conférence. La police enquête, le fils noir à la redresse c'est Wesley Snipes, le fils blanc pour qui l'ikebana et l'origami n'ont pas de secret, c'est Sean Connery.

Les deux limiers ont un problème : découvrir qui a tué, malgré l'opacité des mœurs nipponnes, et les réseaux d'intérêts occultes dissimulés sous le fait divers. Le réalisateur aussi a un problème : il s'est mis dans un mauvais cas (mais personne ne l'obligeait) en adaptant

le roman homonyme de Michael Crichton, auteur de *Jurassic Park* - le livre - et grand spécialiste de l'enquête journalistique enrobée de fiction. Un double problème, même. D'abord le livre contient une quantité de données factuelles qui en faussent le principal intérêt : comme Spielberg, Kaufman choisit de tout mettre au panier. Ensuite, le livre est ouvertement raciste.

Kaufman va consacrer l'essentiel de son énergie à essayer de raffiner ce dépliant accroc. Il aggrave plutôt son cas en croyant noyer le poisson avec un héros black et une vertu dans les quartiers déshérités de Los Angeles, en s'évertuant laborieusement à accrocher à chaque second rôle un label personnaliste : le « très japonais mais pas

mauvais bougre », le « semi-occidental en plein trauma culturel », la honte sumotori, sans noblesse le policier américain dépravé jusqu'à la moelle - Harvey Keitel, aboué à l'emploi. Kaufman parvient ainsi à l'amusement résolu d'ajouter les clichés sur l'Amérique au racisme anti-japonais.

Tout à ses manœuvres, il abandonne son intrigue à elle-même. Sur sa lancée, celle-ci rebondit de scènes-gadgets sur les messages de l'image électronique en scènes d'action prévisibles. Et se résoudra, semble-t-il, mais dans une indifférence partagée par les personnages, le réalisateur, et les spectateurs.

JEAN-MICHEL FRODON

L'ennemi indifférent

TOKYO

de notre correspondant

Quelques jours après sa sortie à Tokyo, vendredi 5 novembre, *Rising Sun* ne remplit pas en soirée que la moitié de l'une des salles du quartier de Ginza où il est présenté. Il ne suscite guère en fin de séance que sourires et moues. Déjà refusé par le Festival de Tokyo en septembre dernier pour ses dialogues jugés « discriminatoires », le film de Philip Kaufman est perçu par les Japonais comme une nouvelle expression des stéréotypes véhiculés à leur égard par les Américains. Mais il ne semble pas devoir susciter le levée de boucliers qu'il provoque au sein des communautés asiatiques aux États-Unis. Le dérivé comme « médiocre », le correspondant à New-York de l'Asahi se contente de noter : « Ce film est révélateur de la superficialité de la compréhension du Japon par les Américains. »

Du moins *Soleil levant* confirme que le thème du « complot japonais », après avoir fait recette dans les médias et donné lieu à des livres à succès, est désormais entré dans le domaine du spectacle. Après les Allemands et les Soviétiques, Hollywood tient ses nouveaux « vilains ». Le succès d'ouvrages « para-journalistiques » tels que la rumeur de Michael Crichton, ou la livre de Jack Anderson *The Japan Conspiracy* témoignent du goût du public américain pour cette littérature à l'intrigue sommairement ficelée sur l'ennemi nippon.

Ph. P.

REQUIEM POUR UN BEAU SANS CŒUR, de Robert Morin

Les policiers à casquette plate qui rentrent dans une pièce en poussant la porte du pied, les truands qui filent en Cadillac. L'habitude de les entendre parler en américain est si profondément ancrée, que l'on passe un bon moment, au début de *Requiem pour un beau sans cœur*, à épouser le charme exotique du jargon comme langage policier.

Il faut en profiter, car le reste du film, premier long métrage d'un vidéaste, tourne à vide. L'idée était

de présenter plusieurs fois de suite l'histoire cavale d'un truand désemparé, à travers les yeux de son complice, de sa mère, de sa malheureuse, d'un policier. Pour mener ce projet à bien, il aurait fallu que les personnages soient intéressants, que le réalisateur ait au moins autant d'idées de mise en scène que de personnages narrateurs. Tel quel, le film ressemble à un épisode de série policière dont les scénaristes ont tiré à la rigueur.

T. S.

LES MARMOTTES d'Elie Chouraqui

Les marmottes d'Elie Chouraqui connaissent un paroxysme reproducteur entre Noël et le jour de l'An. Ces rongeurs (comme dans « il se range les sangs ») forment une vaste tribu issue de Leo Klein (Daniel Gélin), qui se réunit à la montagne pour les fêtes de fin d'année. Voilà donc le spectateur enfermé dans une statin de sports d'hiver en compagnie d'un échantillon représentatif des divers stades d'évolution du couple hétérosexuel.

De l'instance de divorce acrimonieuse (Gérard Lanvin et Christine Boisson) au coïtage bien de chez nous (André Dussolier et Jacqueline Bisset), en passant par les amours névrotiques et bobémiques (Jean-Hugues Anglade et Marie Trintignant) et les retours de flamme (Daniel Gélin et Annik Aïme), le scénario de Danièle Thompson et Elie Chouraqui ne néglige aucun cas de figure. L'énumération - des couples on des moutons - ayant les effets que l'on sait, c'est dans la salle qu'on finit par retrouver les marmottes.

T. S.

STAND DE TIR ET VIDEO BLUES d'Arpad Sopsits

Si elle permet d'entrer de plein-pied dans un univers, la découverte simultanée de deux films d'un même cinéaste peut aussi rendre plus évidents certains défauts, accentuer le système des partis pris, comme dans le cas de ces deux films hongrois, réalisés respectivement en 1989 et 1992.

*Stand de tir*, le premier long-métrage d'Arpad Sopsits, compose le portrait éclaté d'un adolescent paria. Les souvenirs du meurtrier, provoqués par l'interrogatoire de police, éclairent sa personnalité et restituent l'enchaînement des faits qui ont conduit à son geste. L'image paternelle est omniprésente, étouffante. Le meurtre, dont l'évocation donne lieu à quelques scènes fortes, est ainsi perçu comme l'aboutissement logique, la seule possibilité d'expression d'une enfance saccagée.

Surprésence des images, toujours, et question de famille, encore, dans *Video Blues* : après plusieurs années de silence, un émigré fait parvenir à son frère, demeuré en Hongrie, une cassette vidéo, pour lui montrer son existence en France. Les deux frères vont ainsi communiquer par la vidéo, qui leur permet de traverser la réalité d'aujourd'hui et celle de leur passé commun.

Comme dans *Stand de tir*, les souvenirs nébuleux déterminent les êtres, et la question de la paternité est au centre de leurs relations. Une réflexion intéressante, conduite avec un certain brio, avant que le film ne se perde dans les méandres de la rivalité qui oppose les deux frères. Mais le nom d'Arpad Sopsits devrait compter, si le cinéma hongrois parvient à renaitre.

P. M.

THÉÂTRE

LE BALADIN DU MONDE OCCIDENTAL à la Comédie de Genève

Un héros irlandais

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Pendant un séjour aux îles d'Arran, aux alentours de 1900, John Millington Synge entendit raconter l'histoire d'un homme du Connacht qui, dans une crise de rage, avait tué son père d'un coup de bêche. Au lieu de le livrer à la police en tant que récompense, les insulaires avaient organisé sa fuite en Amérique, l'estimant suffisamment puni par le remords. De ce fait-divers, le dramaturge a tiré *le Baladin du monde occidental*, et le criminel est devenu le plus célèbre (après Leopold Bloom) des héros irlandais.

Le sort de ce Christie Mahon diverge sensiblement, à vrai dire, de celui du parricide dont Synge a repris l'aventure. Comme son modèle, il se réfugie bien dans un village pour y confesser son forfait, mais les réactions des habitants n'ont pas la générosité escomptée. Ils ne se contentent pas d'absoudre le crime : ils le portent eux-mêmes comme le plus bel acte de courage jamais commis dans la région.

Exalté par ce succès, Christie commence à raconter son exploit avec une complaisance grandissante. De garçon timide, inhibé par la tyrannie paternelle, il se transforme hientôt en coq de village, décrochant les cœurs et les trophées de mâts de cocagne. Son bonheur serait à jamais assuré si le père, seulement assommé, n'avait la mauvaise idée de se présenter à son tour.

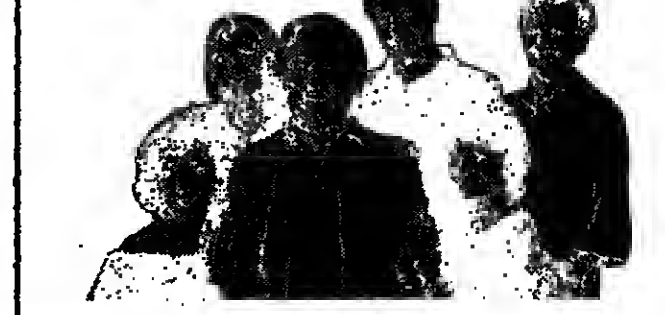
Claude Stratz a été séduit par cette chronique irlandaise. Il y a

D. H.

Ecoutez voir



**DURANT AVEC UN T**  
Cent minutes d'attention soutenue  
... sourires constants  
... rires fréquents  
Vous sortirez satisfaits d'avoir assisté à une comédie satirique de qualité.



THEATRE EDOUARD VII  
LOC : 47 42 59 92  
"Salle Climatisée"

vu beaucoup plus qu'un « document social » : une fiction poétique trépidante. Aussi n'a-t-il pas cherché, dans sa mise en scène, à privilégier la couleur locale. Même si les costumes évoquent une snéité campagnarde au début du siècle, l'extravagance des comportements, les débordements lyriques ou violents, accentués par les acteurs, soulignent bien l'antiréalisme de la pièce.

Un parti pris d'outrance

Brigitte Bémol, Laurent Sandoz, Michel Cassagne et Valentin Rossier interprètent sans retenue des figures savoureuses : la première prête son ardeur à Pegen Mike, jeune fille « arrogante et emportée » prête à sacrifier une vie bourgeoise pour quelques fleurs de rhétorique ; les trois autres chargent les ennemis du frane huveur épique, du père resseulé et du parricide visconnaire. Le décor d'Exio Toffolatti exprime le même parti pris d'outrance poétique. Pour représenter le eoharet, sanetuaire des échanges villageois, le scénographe a imaginé de hauts murs rouges et de vertigineux étagement de chopes, équivalents visuels d'une parole outrancière. Un minable défilé de bière de contrebande devient ainsi temple du Verbe, où chacun rend le culte au plus beau parler de la contrée.

« Beau parler », le texte français de François Regnault le montre tel dans une traduction qui surmonte les difficultés de la langue de Synge - un anglais intégrant les tournures gaéliques de la côte irlandaise, drues et fleuries, patoisantes avec précision. On peut regretter qu'il ait conservé l'expression « baladin du monde occidental » pour traduire *The Playboy of the Western World*. François Regnault s'en justifie en notant que cette traduction, inexacte au mot à mot, « s'avère l'exact équivalent poétique et mythique du titre anglo-irlandais ».

Mais l'expressivité sonne mal dans les dialogues. Le seul véritable intérêt du nom de « baladin » est d'évoquer des textes de poètes : Apollinaire, qui fut impressionné par le « *Playboy* » et le « *rire tragique si nouveau* » de Synge... et Villan, un des lointains inspirateurs de cette ballade irlandaise.

BERNADETTE BOST

Comédie de Genève, 8, rue des Philosophes, Genève. Mardi, vendredi et samedi à 20 heures ; mercredi et jeudi à 19 heures ; supplémentaire le 13 à 15 heures. Tél. : (1) 19-41-22-32-50-00. Jusqu'au 20 novembre. Le texte français de François Regnault (éd. Zoé) sera disponible en France dans quelques semaines.

(Publicité)

ALLEN GINSBERG à PARIS

A l'occasion de son passage à Paris, Allen Ginsberg signera ses livres « Howl » et « Kaddish » réédités par Christian Bourgois, le lundi 15 novembre entre 18 h et 20 h à la galerie du Jour Agnès B. 6 rue du Jour 75001 Paris Tél : 42 33 40 40



JAZZ TRIBUNE, LE MEILLEUR DU JAZZ CLASSIQUE.

Retrouvez JAZZ TRIBUNE en écoutant Michel Pacaud sur Europe 1 Samedi à 23 heures et gagnez 2 collections intégrales.

Glenn MILLER And His Orchestra "The Swinging Mr Miller" est l'une des 10 nouvelles parutions JAZZ TRIBUNE disponibles en doubles CD Mid Price.

"On a l'impression que l'on ne verra jamais le bout de la richesse de cette musique..." Enzo Enzo

DISQUE



ÉTRANGER

Dans un rapport consacré à la déréglementation

## Les Japonais débattent de l'ouverture de leur marché

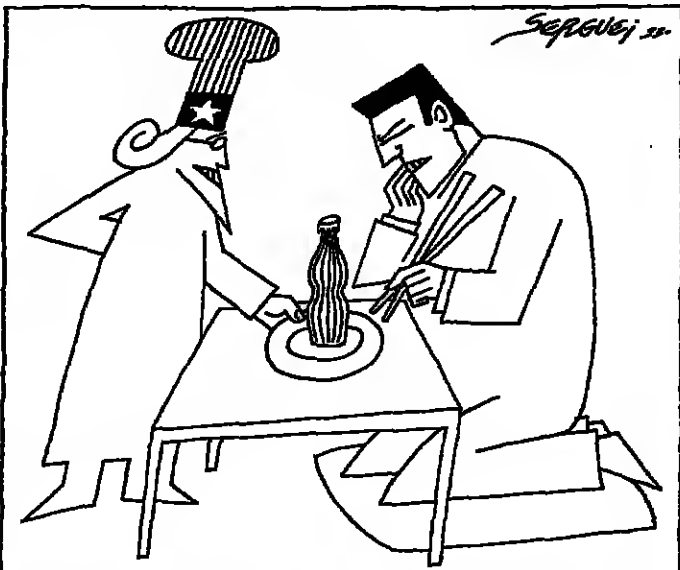
Dans un rapport intérimaire, remis lundi 8 novembre au premier ministre M. Hosokawa, la commission d'études de la restructuration économique, présidée par le dirigeant de la fédération des organisations patronales (Keidenren), Gaishi Hiraiwa, souligne la nécessité d'un assouplissement, voire de l'abolition de la plupart des règlements qui contraignent les activités économiques.

TOKYO

de notre correspondant

« Les réglementations qui ont contribué dans le passé au développement des industries et à la stabilité de la vie de la population sont aujourd'hui des facteurs de rigidité et entravent les mutations structurelles de l'économie », écrivent les auteurs du rapport. La déréglementation ne présente, à leurs yeux, que des avantages. Elle doit bénéficier aux consommateurs, contribuer à réduire l'écart des prix entre le Japon et les marchés étrangers et rendre plus transparentes les pratiques commerciales japonaises. Les auteurs préconisent de « réduire au maximum » les mesures ayant des implications sociales (sécurité civile, protection de l'environnement).

Serpent de mer de l'agenda poli-



tique, la déréglementation est l'une des tâches auxquelles s'est attaqué le gouvernement Hosokawa. Le travail de la commission de quinze membres mis en place en septembre est comparé à celui de la commission qui présida, au milieu des années 80, Haruo Mookawa. En réponse aux critiques étrangères sur l'accumulation des excédents commerciaux japonais, le rapport Maekawa avait été alors à l'origine d'une réorientation de la crois-

sance vers la demande intérieure et de changements structurels parmi lesquels figuraient les privatisations.

Les propositions de la commission Hiraiwa auront-elles un effet analogue ? Dans un éditorial sceptique sur la portée d'une réforme qui ne lui semble « pas assez audacieuse », le quotidien économique *Nihon Keizai* écrit qu'« il ne faut pas faire de la déréglementation une mode ». La commission pour

la restructuration économique demande au gouvernement d'arrêter, avant la fin décembre, un certain nombre de mesures prioritaires et de préparer, pour la fin de l'année budgétaire 1994 (mars 1995), un programme à réaliser dans les cinq ans à venir. Un organisme de surveillance devra être mis en place dont les structures comme les pouvoirs ne sont pas encore définis.

### Fortes résistances

La commission affirme le principe de « liberté des activités économiques » tout en admettant que des « réglementations exceptionnelles » peuvent exister dans certains domaines comme la production énergétique ou les tarifs aériens. Les restrictions à l'importation doivent être éliminées et la déréglementation en matière bancaire et boursière, ainsi que dans le domaine des assurances, accélérée. Ces recommandations comportent en annexe une liste de quatre cent soixante-quinze lois et règlements qui doivent faire l'objet d'un assouplissement. Si la question de l'ouverture du marché du riz est mentionnée, la commission n'a pas pris position en faveur d'un changement. Autre sujet épineux : la loi sur les grandes surfaces.

Repris plusieurs fois à la demande de M. Hiraiwa, ce rapport « appelle des améliorations », écrit *Yasahi*. Il sera en tout cas présenté comme un geste de volonté réformatrice de Tokyo lors des entretiens qu'aura le premier ministre Hosokawa avec le président Clinton à Seattle le 19 novembre. Les États-Unis rendent les réglementations responsables de leur faible pénétration du marché nippon.

L'une des lacunes importantes du rapport tient à l'absence de précision sur les moyens à mettre en œuvre pour les concrétiser. Remettant en cause des intérêts acquis, s'attaquant à des « sanctuaires » protégés par une évidente collusion entre l'administration et les industries, la déréglementation se heurte d'entrée de jeu à de fortes résistances. Et on peut se demander si un gouvernement aussi fragile que celui de M. Hosokawa pourra les surmonter.

Seul quotidien à évoquer les limites du libéralisme prôné par le rapport, le *Tokyo Shimbun* souligne les implications sociales négatives d'une déréglementation trop poussée en matière, par exemple, de protection de l'environnement.

PHILIPPE PONS

## Une culture protectionniste

« Le niveau moyen des droits de douane applicables aux produits industriels est plus bas au Japon qu'aux États-Unis ou dans la CEE. Les barrières non tarifaires frappant les importations de biens manufacturés sont plus faibles que dans la plupart des économies de l'OCDE. » Surprenante conclusion d'une étude sur le Japon réalisée en 1992 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), puisque le marché japonais apparaît comme une forteresse impénétrable. La contradiction pourrait alors s'expliquer par des barrières d'ordre structurel qui entravent le jeu de la libre concurrence et limitent les importations.

Américains et Européens reprochent d'abord au Japon d'avoir une économie très réglementée (lire l'article de Philippe Pons). Cela va de l'interdiction an-

des mis à l'entrée des produits et services tels que les dépôts de brevets, les licences, les homologations...

Le Japon a pourtant fait un pas vers plus de transparence. Si autrefois bon nombre de directives administratives étaient orales, gênant ainsi les acteurs extérieurs au système, elles doivent être aujourd'hui appliquées par voie écrite et rendues publiques.

Certains secteurs sont aussi très protégés. Ce fut le cas jusqu'à récemment de la construction at des marchés publics, où seules les entreprises agréées (toujours nationales) pouvaient participer aux appels d'offres. Mais l'exemple le plus caractéristique reste le marché du riz sur lequel les importations restent exceptionnelles.

Les partenaires du Japon accusent également les *keiretsu*, ou conglomérats, d'être une entrave

aux échanges. Il en existe deux types. Les *keiretsu* horizontaux, ou groupes d'entreprises liées entre elles par des participations croisées, et les *keiretsu* verticaux qui réunissent une grande entreprise et ses sous-traitants ou un producteur et ses distributeurs. Les Japonais privilégient ainsi les échanges entre entreprises d'un même *keiretsu* plutôt que de recourir à des importations. Et en matière de distribution, les grossistes refusent de s'approvisionner auprès d'une société non membre d'un *keiretsu*.

La mentalité nationaliste des Japonais joue, enfin, un rôle important dans la structure des échanges. Selon un sondage réalisé en 1991 par le Jetro, l'organisation japonaise du commerce extérieur, un tiers d'entre eux préfère acheter japonais. Difficile dans ce cas pour les entreprises étrangères de lutter à armes égales.

A. P.

### TRANSPORTS

Mise en service prévue en 2002

## Le projet de train rapide entre Londres et Douvres est retardé

LONDRES

de notre correspondant

A tort ou à raison, certains verront dans le nouveau retard pris par le projet de liaison ferroviaire rapide entre Londres et Douvres le symbole des réticences européennes de la Grande-Bretagne. John MacGregor, ministre britannique des transports, a annoncé, jeudi 11 novembre, que la construction de cette ligne ferroviaire de 109 kilomètres entre le tunnel sous la Manche et la capitale britannique, dont le coût est estimé à près de 3 milliards de livres (environ 26 milliards de francs), ne peut être envisagée qu'avec l'apport du secteur privé. Cette décision repousse la mise en service du TGV sur ce parcours à l'année 2002 (soit huit ans après l'ouverture du tunnel). Ce projet est la première victime des contraintes budgétaires du gouvernement de John Major, le déficit public devant atteindre quelque 50 milliards de livres en fin d'année.

Contrairement à Union Railways, chargée de la mise en œuvre de la liaison, qui souhaitait une clarification préalable

des incertitudes politiques, le ministre des transports estime nécessaire que le secteur privé se manifeste avant que l'examen du projet de loi par le Parlement, ce qui ne peut guère s'envisager avant 1995. La procédure législative s'échelonne probablement sur une vingtaine de mois et les travaux se poursuivront pendant au moins cinq ans. Or, rien n'indique que les entreprises privées intéressées soient très nombreuses, notamment en raison de l'incertitude sur les risques financiers pris respectivement par l'État et ses partenaires privés.

### Vives critiques

Ce nouveau retard a provoqué de vives critiques, tant de la part de Sir Keith Speed, le parlementaire conservateur de la région d'Ashford (où doit être construit un terminal international), que de Frank Dobson, le « ministre des transports » du « cabinet fantôme » travailliste.

Le premier a souligné les conséquences désastreuses que ce nouveau retard provoque pour les riverains du tracé envisagé

(mais non confirmé), et le second a souligné : « Les marchandises et les passagers en provenance de toute la Grande-Bretagne devraient être dirigés à toute vitesse vers le tunnel. Or ce qui les attend, c'est un goulot d'étranglement de dix ans. Le premier train en provenance de Paris roulera vers Calais à 290 km/h, à 136 km/h dans le tunnel, et à 75 km/h de Douvres à Waterloo ».

En soulignant le 18 mai, que le TGV roulera à grande vitesse en France et « sortira du tunnel à toute petite allure pour visiter la belle campagne du Kent », François Mitterrand n'avait pas tort.

LAURENT ZECCHINI

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde  
RADIO TÉLÉVISION

### INDUSTRIE

Face au mécontentement de ses actionnaires

## Volvo souhaite renégocier sa fusion avec Renault

Pour la première fois, un haut dirigeant de Volvo a évoqué officiellement, mercredi 10 novembre, une éventuelle renégociation de l'accord de fusion conclu le 6 septembre avec Renault (le Monde du 12 novembre). Les pouvoirs publics français ne peuvent plus ignorer les démêlés du constructeur suédois avec ses actionnaires.

La balle est renvoyée dans le camp français. Et c'est Soeren Gyll, c'est-à-dire le directeur général de Volvo lui-même, qui s'est chargé de monter à la voûte. A la télévision suédoise, mercredi 10 novembre dans la soirée, le patron opérationnel du groupe suédois a pour la première fois de façon manifeste évoqué la possibilité d'une renégociation du projet de fusion Renault-Volvo contesté depuis plusieurs semaines par les actionnaires du constructeur suédois. « Telles que les choses se présentent actuellement, les actionnaires de Volvo sont contre la solution trouvée et nous devons respecter cet avis », a-t-il indiqué. Ainsi, pour M. Gyll, « de nouvelles négociations sur l'accord Renault-Volvo peuvent être nécessaires ».

Quelques heures plus tard, à nouveau interrogé par l'agence de presse suédoise TT, ce même dirigeant excluait que Volvo dispose d'une solution en cas d'échec à la fusion avec Renault... tout en refusant de commenter les informations - qui seront publiées le jeudi 11 novembre, par le journal économique suédois *Dagens Industri* - laissant entendre qu'en cas d'abandon du projet avec Renault, Volvo aurait envisagé une solution de repli prévoyant une possible augmentation de capital. Une ambiguïté suffisamment entretenue pour alarmer Paris.

Les propos du haut responsable suédois sollicitent, en tout cas, officiellement un geste côté français, dix jours après que le conseil d'administration de la firme de Göteborg a décidé de reporter l'assemblée générale extraordinaire à laquelle devait être soumis l'accord de fusion. Initialement prévue pour le 9 novembre, la réunion a été fixée au 7 décembre.

Volvo s'est ainsi donné un mois supplémentaire face à la fronde de ses actionnaires. Une opposition qui va du rejet pur et simple d'une fusion perçue comme la mainmise d'un groupe public français sur un des fleurons de l'industrie suédoise (les intérêts hexagonaux doivent, selon le schéma du projet, détenir directement et indirectement 65 % du nouvel ensemble contre 35 % pour les Suédois) à la demande, tout à la fois, d'engagements plus précis sur la date de privatisation de Renault et d'annulation de la « golden share ». Cette action spécifique qu'entend conserver le gouvernement français, une fois Renault transférée au privé ne permet pas à Volvo d'espérer détenir plus de 20 % de la nouvelle entité.

D'abord limitée à la Fédération

suédoise des actionnaires, association de petits porteurs, résolument hostile à la fusion mais qui pèse peu en termes de vote, l'opposition s'est élargie, depuis le début du mois de novembre, à des groupes d'actionnaires plus importants parmi lesquels les assureurs Skandia et Wasa. Relayée par une partie de la presse et les syndicats, la contestation monte.

Jusqu'à présent, Paris a plutôt fait, du moins officiellement, la sourde oreille. « C'est un problème suédo-suédois », affirmait-on récemment au ministère de l'Industrie. « A Volvo de tirer parti du délai supplémentaire pour fournir à ses actionnaires les explications nécessaires. » Une attitude non interventionniste commandée par le souci de ne pas compliquer la situation par des initiatives pouvant être mal perçues en Suède. Et par un refus de renégocier l'accord. Régissant jeudi 11 novembre aux propos de Soeren Gyll, le ministère de l'Industrie est resté sur cette ligne. Les déclarations du numéro 2 de Volvo n'appellent « aucune réaction particulière », commentait un porte-parole, soulignant que l'accord de fusion avait été accepté par le conseil d'administration de Volvo. « Les choses poursuivent leur cours », concluait-il.

### Des ouvertures françaises

Reste que, derrière cette indifférence polie de façade, Paris semble de moins en moins en mesure d'ignorer les pressions auxquelles la France est soumise. Dès la semaine dernière, Gérard Longuet avait envisagé d'inclure Renault sur la deuxième liste des entreprises à privatiser en priorité. Le décret pourrait ainsi être pris avant le 7 décembre, comme gage de bonne foi, même si l'opération qui doit suivre et non précéder la fusion - Renault et les pouvoirs publics français sont catégoriques là-dessus - ne peut être effective avant le second semestre 1994.

Quant à l'action spécifique, c'est Louis Schweitzer, son PDG, qui a ouvert la première brèche en soulignant, ce même jeudi 11 novembre dans le bulletin interne de Volvo (lire notre encadré), la nécessité de trouver une solution.

Tout cela ressemble bel et bien à des réaménagements virtuels. Pour le moment, simples déclarations destinées à rassurer les actionnaires suédois, ces ouvertures pourraient-elles déboucher sur une modification plus substantielle de l'accord conclu le 6 septembre entre Renault et Volvo ? Personne, du côté français, n'ose parler de renégociation. Il y a quelques jours encore, le ministère de l'Industrie affirmait ne pas être en pourparlers avec la Suède. « Des discussions ? Il faudrait pour cela avoir été saisi d'une demande de renégociation. Volvo ne nous en a pas fait part. » Grâce à M. Gyll, voilà qui est désormais chose faite.

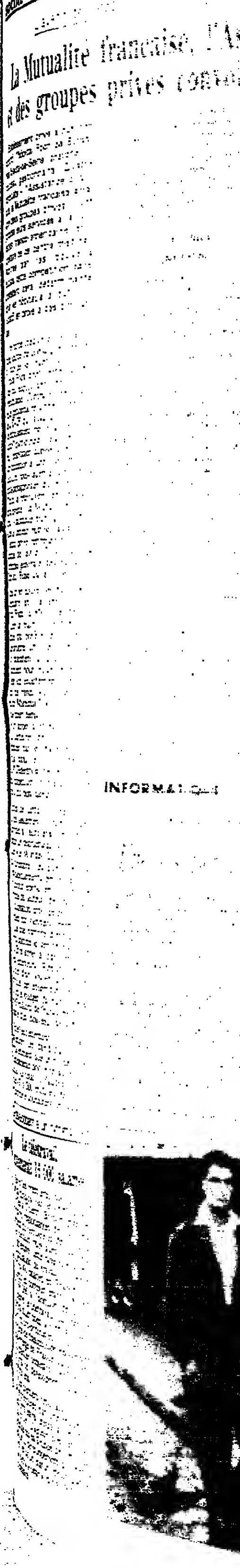
## M. Schweitzer veut « dissiper les malentendus »

Face à l'opposition grandissante des actionnaires suédois à la fusion de Renault et de Volvo, le président de la Régie, Louis Schweitzer, estime qu'il faut dissiper les malentendus. Imaginez, selon lui, que l'État puisse renoncer à la privatisation de Renault s'apparente à « un faux débat », a souligné M. Schweitzer, jeudi 11 novembre, dans la revue interne du groupe suédois, *Volvo Nv*, avant d'ajouter : « La privatisation [de Renault] n'est pas un problème sérieux. La fusion avec Volvo doit être réalisée avant la privatisation. On ne peut pas vendre des actions pour des milliards sans que les acheteurs sachent ce qu'ils achètent. »

Le président de Renault laisse toutefois ouverte la possibilité, pour la partie française, de donner des assurances supplémentaires sur la privatisation de Renault : « Des preuves supplémentaires sur la volonté de l'État français de privatiser

ser Renault doivent peut-être être apportées. Nous allons étudier cela de plus près. »

La question, très controversée en Suède, sur la clause de l'action spécifique de l'État français - contenue dans le texte de l'accord entre Renault et Volvo - « est un problème qu'il faut résoudre », indique encore M. Schweitzer. Cette disposition, souligne-t-il, ne peut s'appliquer qu'en cas de dissolution de RVC (la holding de contrôle du futur ensemble), c'est-à-dire pas avant au moins huit ans. « Cela peut apparaître comme une prise de contrôle de Volvo [par l'État français]. En réalité, même dans ce cas de figure, Volvo resterait le plus important actionnaire avec 20 % des voix », affirme M. Schweitzer. « Cette question de l'action spécifique n'est pas la plus importante en l'état actuel, mais il faut trouver une solution. Laquelle, je ne sais pas encore. »





ECONOMIE

SOCIAL

L'avenir de l'établissement à but non lucratif de Suresnes

La Mutualité française, l'Assistance publique et des groupes privés convoitent l'hôpital Foch

Etablissement privé à but non lucratif, l'hôpital Foch de Suresnes (Hauts-de-Seine) cherche un nouveau gestionnaire. Quatre candidats - l'Assistance publique, la Mutualité française ainsi que deux groupes privés - ont proposé leurs services à la fondation franco-américaine propriétaire de ce centre médical.

Après avoir assuré pendant quatre-vingt ans la gestion de l'hôpital Foch, la SNCF a décidé de passer la main. L'entreprise nationale, qui préfère se recentrer sur ses propres activités, ne veut plus se maintenir à la tête d'un établissement pour lequel elle doit supporter un endettement de 110 millions de francs. Aussi, la Fondation du Maréchal-Foch, propriétaire des murs depuis 1937, a-t-elle lancé un appel d'offres tout en posant certaines conditions, à commencer par le maintien de l'hôpital dans le giron de la FEHAP (Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés à but non lucratif).

L'enjeu de cette compétition n'est pas seulement symbolique. Confrontés à l'accélération de la politique de restructuration hospitalière (« le Miroir-Economie » du 9 novembre), les quelque six cents établissements privés à but non lucratif éprouvent, comme l'ensemble du secteur, des difficultés d'adaptation croissantes. Dans les années qui viennent, personne ne doute que nombre d'entre eux devront, comme le centre médical Foch, faire appel à des gestionnaires extérieurs. Réputé mais souffrant d'un sous-équipement chronique, cet ensemble de 890 lits dont le budget devrait atteindre 830 millions de francs en 1993 a besoin d'un nouveau départ.

Outre l'endettement, qu'il faudra épuiser, les candidats à la reprise estiment que le niveau des investissements doit être au moins doublé. Au total, il faudrait réinjecter 150 à 200 millions de francs et, comme le souhaitent les autori-

tés de tutelle, supprimer certains lits, le taux d'occupation ne dépassant pas 70 %. Se pose également le problème des sureffectifs. Évalués à quelque 300 personnes sur 1 900 salariés n'appartenant pas au corps médical (celui-ci compte 250 représentants), ils pourraient être résorbés « en douceur » sur plusieurs années.

Un choix politique

La Fédération nationale de la Mutualité française (FNMF), veut constituer un « réseau complet de soins » dont l'hôpital Foch serait le « navire-amiral ». En liaison avec la Mutualité fonction publique, elle entend valoriser l'expérience acquise grâce à ses quarante-six hôpitaux à but non lucratif (5 300 lits) et considère qu'elle assure la continuité de l'établissement. L'arrivée du secteur privé, estiment les mutualistes, constituerait un précédent dangereux en offrant à un groupe privé une « tête de pont ». Un avis partagé par la FEHAP qui soutient le projet par la FNMF. « Les choses doivent être claires. L'arrivée d'un gestionnaire privé amorcerait un glissement imperceptible vers un secteur non lucratif. D'autre part, je ne suis pas favorable à une reprise par l'Assistance publique qui aboutirait à une « publicisation » et créerait des complexités, notamment au regard du statut du personnel », assure Daniel Frachon, directeur de la FEHAP. Celui-ci souhaite toutefois que la Mutualité « fasse équipe avec d'autres établissements parisiens à but non lucratif ».

Soucieuse d'éviter que le débat se focalise sur un thème trop politique, la Générale de santé (soixante cliniques en France et vingt-cinq en Angleterre) garantit le maintien du statut de l'hôpital Foch. Elle se propose de constituer un tandem de gestionnaires avec d'autres partenaires, notamment le conseil général des Hauts-de-Seine,

présidé par Charles Pasqua, et se défend de chercher à sous-traiter en priorité certaines activités (restauration, blanchissage) à d'autres filiales de la Générale des eaux. Pour la Générale de santé, il s'agit de jouer un rôle d'aiguillon dans un secteur à la recherche d'une plus grande rationalité économique. L'objectif est également d'acquiescer une légitimité au travers d'une « vitrine » de son savoir-faire. A terme, la Générale de santé ne désespère pas de se voir confier la gestion d'hôpitaux publics. Pour sa part, Clininvest (propriétaire de treize cliniques) paraît surtout préoccupé de faire acte de présence.

L'Assistance publique (AP) parie sur l'échec des trois autres candidatures. Le porte-drapeau du secteur public, qui considère ses concurrents avec une certaine condescendance, n'a pas jugé bon de participer aux auditions organisées la semaine dernière par la Fondation, tout en confirmant son intérêt pour l'hôpital Foch. L'AP dispose néanmoins de sérieux atouts. La présence au sein de l'hôpital de professeurs des universités-praticiens hospitaliers (PU-PH), indispensables à la réputation des services, dépend de son bon vouloir et elle peut reclasser les personnels en sureffectif.

Très sollicitée, la Fondation du Maréchal-Foch est bien décidée à prendre son temps (le mandat de la SNCF devrait s'achever en 1995) et à se déterminer en fonction de propositions exhaustives. Reste que le dernier mot reviendra au gouvernement, qui a confié à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) une mission dont chacun admet que ses conclusions détermineront le choix final, attendu courant 1994. Une décision qui sera aussi un choix politique.

JEAN-MICHEL NORMAND

FINANCES

Sur fond de poursuite des grandes manœuvres

Les assureurs français opèrent un lent redressement

Les compagnies d'assurances françaises opèrent un lent redressement sur fond de poursuite des grandes manœuvres. L'UAP entre en force en Allemagne en prenant le contrôle de Colonie et se pose en grand rival d'Allianz, le numéro un en Europe. AXA effiche sa réussite américaine et le redressement de sa filiale Equitable, sans faire mystère de ses ambitions en France et en Asie. Le GAN rentre dans le rang et cherche, en privilégiant la rentabilité, à s'acheter une conduite. La monnaie mutualiste s'interroge sur son avenir à la lumière de la situation inquiétante de la GMF. Mais la conjoncture reste difficile et la rentabilité des compagnies faible.

Si l'on juge à partir des performances au premier semestre des quatre premiers assureurs français (UAP, AXA, AGF, GAN), 1993 ne s'annonce pas beaucoup mieux que 1992. Les bénéfices consolidés de l'UAP, tombés à un niveau très faible l'an dernier, ont augmenté de 15 %, à 1,09 milliard, ceux d'AXA progressent de 2,2 %, à 831 millions, ceux d'AGF restent quasiment inchangés (+0,6 %), à 1,4 milliard et ceux du GAN diminuent de 23,6 %, à 372 millions de francs. La stabilisation des résultats à un niveau faible montre tout au plus que le point bas du cycle a sans doute été atteint.

L'activité dommages demeure le sujet le plus préoccupant. Le redressement des primes, pour faire face à la montée des sinistres dans l'automobile et aux risques industriels, ne se traduit dans les comptes que très progressivement. Il n'en est pas moins réel puisque, selon les statistiques de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), le chiffre d'affaires dommages de l'ensemble des assureurs a progressé de 6,2 % au pre-

mier semestre. C'est, dans une période de récession, la traduction des augmentations de tarifs, très sensibles dans le risque industriel où les primes ont augmenté de plus de 11 %.

« Une compagnie d'assurances, c'est un tanker », explique Jean-Louis Meunier, directeur général de l'UAP-France. « Vous décidez d'augmenter les tarifs et vous en mesurez les effets de longs mois après : entre-temps l'environnement a d'ailleurs changé », ajoute-t-il. Les hausses de primes, difficiles à faire passer auprès des réseaux et des clients, ont de plus été absorbées en grande partie par la hausse du coût de la réassurance.

Médiocres performances

« Les AGF et AXA sont un peu en avance sur le cycle en matière d'assurance-dommages et ont commencé à réviser leurs tarifs à la hausse un peu avant les autres », explique Jean-Louis Gauchet de la banque NSM. « L'UAP est en phase avec le cycle, ce qui est logique compte tenu de sa taille, et le GAN est en retard après avoir cherché avant tout lors des dernières années à gagner des parts de marché », ajoute-t-il. Du coup, l'UAP affiche en six mois 860 millions de francs de perte d'exploitation en dommages. Le GAN enregistre un déficit de 1,1 milliard. Les AGF perdent 280 millions et seul AXA affiche un très léger bénéfice de 54 millions de francs.

Ces performances très médiocres ont toutefois été compensées depuis le début de l'année par le redressement des activités internationales. Les filiales étrangères des AGF et du GAN sortent du rouge, avec respectivement 239 millions et 33,9 millions de francs de profits. A l'UAP les bénéfices engrangés à l'étranger dépassent les 600 millions et Equitable a rapporté 350 millions de francs à AXA.

Du côté de l'assurance-vie, devenue l'an dernier le premier place-

ment financier des Français, la croissance se poursuit toujours à un rythme très soutenu. Elle est portée à la fois par les avantages fiscaux du produit, par l'augmentation du taux d'épargne des Français, corollaire d'une diminution de la consommation, et plus encore par les inquiétudes sur la montée du chômage et l'avenir du système de retraite. Selon la FFSA, le chiffre d'affaires en assurance-vie a encore augmenté de 36,5 % pour la première partie de l'année et devrait progresser d'au moins 15 % sur l'ensemble de l'année.

L'essentiel de cette performance provient de nouveaux réseaux bancaires. La concurrence féroce entre assureurs et banquiers pèse d'ailleurs maintenant clairement sur la rentabilité de l'assurance-vie. Les compagnies d'assurances traditionnelles, qui ne cessent de perdre de la baisse des taux d'intérêt pour retrouver une plus grande compétitivité.

Il faudra attendre 1994 pour en juger. Une année importante avec, péta-mètre, les privatisations de l'UAP et sans doute des AGF, l'apparition en France des fameux fonds de pension et l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet de la troisième directive européenne qui mettra un terme à la déréglementation et rendra encore plus forte la concurrence. Dans cette perspective, l'avenir à terme des compagnies de taille moyenne et des mutuelles semble aux yeux d'un certain nombre d'experts incertain.

Les difficultés de la GMF, liées avant tout à des diversifications hasardeuses, poussent tout de même le monde mutualiste à chercher des moyens techniques nouveaux pour renforcer ses fonds propres. Des compagnies classiques de taille moyenne comme Victoire ou Athéna (du groupe Worms et C<sup>o</sup>) pourraient être amenées à rechercher des alliances avec des groupes plus importants.

ÉRIC LESER

INFORMATIQUE

Pacific Telesis va investir 16 milliards de dollars sur sept ans

Une « super-autoroute » de l'information en Californie

Les Baby Bells américaines, ces compagnies de téléphone qui gèrent les communications locales aux États-Unis depuis le démantèlement du monopole d'ATT, n'en finissent plus dans la surenchère.

Après la prise de participation de US West dans Time Warner, le projet de fusion historique entre Bell Atlantic et TCI, c'est au tour de Pacific Bell de se lancer dans une course au multimédia qui égrène désormais tout le secteur des télécommunications américaines (« le Monde-Economie » du 9 novembre).

La société californienne, filiale

de Pacific Telesis, a ainsi annoncé jeudi 11 novembre qu'elle investira 16 milliards de dollars (environ 90 milliards de francs) sur sept ans pour construire une « super-autoroute » pour la transmission de données en Californie.

5 millions de foyers desservis en l'an 2000

Le projet débute en 1994 et permettra de desservir 1,5 million de foyers en 1995 et 5 millions de foyers d'ici à l'an 2000 au moyen d'une seule ligne en fibre optique transmettant à la fois le télé-

phone, la vidéo et les services informatiques. American Telephone and Telegraph fournira les équipements et les câbles pour le projet, soit un contrat estimé à 5 milliards de dollars, le plus gros contrat jamais passé par une compagnie de téléphone.

Les zones de San Francisco, Los Angeles, Orange-County et San-Diego seront les premières à bénéficier des nouvelles technologies. Pacific Telesis a réalisé l'an dernier un bénéfice net de 1,14 milliard de dollars pour un chiffre d'affaires de 9,8 milliards.

INDICATEURS

ESPAGNE

■ Chômage : + 3,8 % en octobre. - Le nombre des chômeurs a augmenté de 3,8 % en octobre par rapport à septembre, atteignant 2 628 095 soit une progression de 96 969 en un mois. Le taux de chômage s'établit à 17,2 % de la population active. En un an, l'aggravation de la situation de l'emploi est importante : il y avait 2 272 100 en octobre 1992 (16 % de la population active) soit 355 995 chômeurs de moins qu'en octobre dernier. Les chiffres publiés chaque mois par le ministère du travail, qui sont ceux de l'agence nationale pour l'emploi, sont très inférieurs aux données publiées trimestriellement par l'institut national de la statistique : ceux-ci s'établissent pour le deuxième trimestre 1993 à 22,2 % de la population active.

UNION EUROPÉENNE

■ Prix agricoles : - 5,5 % au deuxième trimestre. - Les prix à la production des produits agricoles (végétaux et animaux) ont chuté de 5,5 % en termes réels dans la Communauté au deuxième trimestre 1993 par rapport à 1992, a annoncé jeudi 11 novembre l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat). Cette baisse est toutefois moins prononcée que celle de 9,6 % enregistrée pour le premier trimestre. Les plus fortes baisses ont été enregistrées pour le pays-Bas (- 14,2 %), en Allemagne (- 13,9 %), en Belgique (- 12,3 %), au Danemark (- 11,8 %) et en France (- 9,1 %). De légères hausses ont été constatées au Royaume-Uni (+ 7,8 %), en Irlande (+ 4,1 %) et en Italie (+ 1,6 %).

Se développant à un rythme lent

Le télétravail concernerait 16 000 salariés

Selon les premières conclusions de la mission sur le télétravail, confiée à Thierry Breton par les ministres responsables de l'aménagement du territoire et de l'industrie, rendues publiques mercredi 10 novembre, cette nouvelle forme d'organisation du travail concernerait 16 000 salariés en France. On pourrait en compter entre 300 000 et 500 000 à l'horizon de 2005. Toutefois, le télétravail, qui permet de travailler chez soi en utilisant des micro-ordinateurs et des moyens de transmission modernes, n'a émergé en France qu'à partir du premier semestre 1993 et ne pourra se développer qu'à un rythme lent.

Ces premiers résultats doivent être complétés par une étude sur les liens entre télétravail et délocalisation. L'auteur conclut qu'il n'existe pas en France de frein juridique au développement du télétravail et qu'un statut spécifique en « télétravailleur » n'est donc pas nécessaire.



JACQUES CHIRAC qu'avez-vous fait de vos 20 ans ?

en marge de la politique, un portrait inattendu, le parfum d'une époque et les leçons d'un parcours.

« Passions de Jeunesse »

de Christine OCKRENT sur

France

Vendredi 12 Novembre

3

à 23 h 15







## BOURSE DE PARIS DU 12 NOVEMBRE

**Cours relevés à 13 h 30**  
**CAC 40 : -0,39 % (2079,24)**

**Sicav** (sélection) **10 novembre**

**Matif** (Marché à terme international de France)[illegible]



## DEFENSE

Demandant la reconnaissance officielle du néerlandais  
La Belgique menace  
de ne plus participer à l'Eurocorps

La Belgique a menacé, mercredi 10 novembre, de ne plus participer à l'Eurocorps formé avec la France et l'Allemagne si la langue néerlandaise n'y était pas reconnue officiellement, aux côtés du français et de l'allemand. Le ministre belge de la Défense, Léo Delcroix (social-chrétien flamand), a annoncé au Parlement qu'il allait écrire une lettre à ce sujet au commandement de l'Eurocorps. Selon lui, la Belgique n'apportera pas son soutien financier au projet si elle n'obtient pas une réponse d'ici à la fin de l'année.

Le général allemand Helmut Willmann, premier chef de l'Eurocorps, a souligné, lors de l'installation de son PC à Strasbourg, à la fin de la semaine dernière, que trois langues étaient déjà pratiquées entre les militaires de son unité (allemand, français, anglais pour les relations avec l'OTAN) et qu'il lui serait difficile d'accepter une quatrième.

D'autre part, selon le ministre espagnol de la Défense, le conseil des ministres espagnol, réuni vendredi 12 novembre à Madrid, examinera la question de savoir si l'Espagne décide d'intégrer

l'Eurocorps. A l'heure actuelle, l'Espagne a détaché au PC de Strasbourg une mission de liaison. Selon le quotidien *El País*, qui précise que la participation espagnole serait un bataillon aéroporté de mille hommes, la décision de l'Espagne pourrait être communiquée à François Mitterrand lors du sommet franco-espagnol des 19 et 20 novembre à Tolède.

**CONTRATS D'ARMEMENT :** Taiwan veut renégocier avec Paris et Washington. Selon des sources parlementaires à Taipei, le gouvernement taiwanais s'apprêterait à demander la renégociation de ses commandes, signées il y a un an, de cent cinquante avions F-16 aux Etats-Unis et de soixante Mirage 2000-5 en France, soit respectivement la somme de 33,6 milliards de francs et de 22 milliards de francs. Taiwan voudrait obtenir de ses fournisseurs qu'ils consentent un rabais équivalent à 33 % par le biais d'une coopération industrielle. Le paiement des deux contrats a commencé. Taiwan a menacé de l'interrompre si ses interlocuteurs refusaient.

RESTAURATION  
DE MEUBLES ANCIENS

Depuis 120 ans, la maison STROSSER et son atelier sont voués aux meubles régionaux anciens et aux belles copies traditionnelles. L'atelier remet en état vos meubles anciens en respectant leur passé par l'utilisation de vieux bois pour l'ébénisterie et les finitions sont créées ou vernies au tampon dans les règles de l'art.

**A voir, l'atelier**

Maison STROSSER. Atelier et exposition  
85, av. Ledru-Rollin, 75012 PARIS  
Tél : 43-43-28-76 - PARKING

A LA RECHERCHE  
DE L'EMPLOI PERDULe Monde  
HORS-SÉRIE

Une analyse de la dégradation  
du marché du travail.  
Les remèdes proposés  
sont-ils efficaces ?

Le point complet sur la crise  
du marché de l'emploi.

En vente chez votre marchand de journaux 28 F

Le Monde  
IMMOBILIERappartements  
ventes

16<sup>e</sup> arrdt  
PASSY, KENNEDY

7/8 p., P. de T. somptueux  
KHS-SELECT 42-15-04-57

PRINX INTERSANT

M<sup>e</sup> JASMIN 98 m<sup>2</sup>

Pierre de taillé et cl. comm.  
liv. dble, 3 chbres, bains,  
à rénover, 11, rue René-Bazin.  
Samedi, dimanche, 14 à 17h.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services 43-55-17-50

locations  
non meublées  
demandes

Paris

Collaborateur Le Monde  
cherche, pour sa fille,  
dernière année de médecine,  
STUDIO

(14<sup>e</sup> 15<sup>e</sup> ou Vincennes)  
Tél. : 34-43-31-03

maisons  
individuelles

ILE DE RÉ

SAINT-MARTIN

Urgent, cause départ, à louer  
maison de villa rénovée  
140 m<sup>2</sup> + dépendances + situ-  
ation indépendante aménagée  
20 m<sup>2</sup>, jardin paysager.

Excellent état, Chasse,  
5 mn du port. Prix à débattre.  
Part. (1) 43-60-32-22 (M.B.)  
(1) 47-51-19-98 (après 20 h).

## CARNET

## Naissances

Alice et Pierre-Yves NICOLAS  
ont la joie d'annoncer la naissance de

Marie,

le dimanche 31 octobre 1993.  
4, place Frédéric-Sauvage,  
76310 Sotteville-les-Roches.

Marie-Karguelen

annonce son arrivée, le 7 novembre  
1993, chez ses parents,

Ariel FUCHS et Stéphanie,  
née Galinet,

12, rue du Chemin-Vert,  
93100 Montreuil.

## Décès

Le Castellet.

Marie-Anne Bouchard,  
Charlotte, Perrine et Virginie,  
leur famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Paul, François BLANC,

survenu le 8 novembre 1993, au sein  
de sa quarante-deuxième année.

Ses inhumations au lieu le  
9 novembre, dans la plus stricte in-  
timité.

M<sup>me</sup> Françoise Bourlière,  
son épouse,

Jacques et Françoise Bourlière,  
Charlotte, Perrine et Virginie,  
Catherine et Philippe Lacour-Gayet,  
Julien et Marie,

Marc et Brigitte Bourlière,  
Olivier, Thomas et Sophie,  
ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

François BOURLIÈRE,  
professeur honoraire  
à la faculté de médecine Paris-V,  
officier de la Légion d'honneur,  
rédacteur en chef  
de la revue *la Terre et la Vie*,  
commandeur du Royal Order  
of the Golden Ark (FR).

survenu à Boulogne, le 10 novembre  
1993, dans sa quarante-deuxième année.

Les obsèques auront lieu le  
15 novembre, à 8 h 45, en l'église  
Saint-François-Xavier, place du Pré-  
sident-Mithouard, Paris-7<sup>e</sup>, suivies  
de l'inhumation au cimetière de Montpar-  
nasse, dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à la  
Sémaine de la bonté, 4, place Saint-  
Germain-des-Près, Paris-6<sup>e</sup>.

15, avenue de Tourville,  
75007 Paris.  
56, rue de Lisboane,  
75008 Paris.

62, rue de Rennes,  
75006 Paris.  
32, rue Perlet,  
13007 Marseille.

Jacques Frémontier,  
son fils,  
Et Geneviève Brun.

Ainsi que ses beaux-frères, belles-  
sœurs, cousins et neveux,  
ont la douleur de faire part du décès de

Marthe FRÉMONTIER,  
née Kahn,

survenu le 7 novembre 1993, dans sa  
quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière  
parisien de Bagneux, dans l'intimité  
familiale.

10, villa de Progrès,  
75019 Paris.

Nos abonnés et nos lecteurs,  
N'oubliez pas d'envoyer un mot de  
sympathie à nos amis et de leur  
communiquer leur numéro de référence.

REPRODUCTION INTERDITE

## ASSOCIATIONS

## Formations

L'ASSOCIATION  
DE GÉRONTOLOGIE du XIX<sup>e</sup>  
organise pour  
les professionnels une journée  
de formation :

« LA SEXUALITÉ  
L'APPÉTITIVITÉ  
ET L'ÂGE ».

le mardi 23 novembre 1993,  
11, rue Pissarro,  
75013 Paris.

Coût d'inscription : 300 F.  
Tél. : 45-80-15-25.

ANGLAIS pour  
professionnels PRESSE-ÉDITION

STAGE INTERVIEW  
75 ou 150 heures  
du 22-11 au 24-12  
P. 12 rue COPERNIC,  
tél. : 40-40-45-01

COMMUNICATION-JOURNALISME  
RESSOURCES HUMAINES

du bac au 3<sup>e</sup> cycle  
cours et stages  
Tél. : 42-48-47-47

## Livres

MOBILISATION CONTRE  
LE CHOMAGE

Sorte de la crise est  
possible en passant la  
politique à l'économie  
sociale : réorientation par  
un type révolutionnaire de cré-  
dit d'investissement public.

L'ÉCONOMIE  
« SOCIÉTALE »  
POUR VAINCRE  
LE CHOMAGE

232 pages 99 F. Idem 9 F. sur  
base de chèque. L'ouvrage  
s'achète séparément, car chaque  
dépôt permet d'acheter un  
ouvrage non couvert  
par le CLUS-FOURMIL 10 m<sup>2</sup> :  
100 F. C'est la différence  
à verser CLUS-FOURMIL. Livre  
réponse n° 147 275 Paris Cedex 03.

Son frère, Raphaël Khoury-Haddad,  
et son épouse Chantal,  
Son fils, le docteur Gabriel S. Saab,  
et son épouse Jacqueline,  
Sa fille, Andréa,  
et son époux, le professeur Louis Chedid,  
Ses petits-enfants,  
Michèle,  
et son époux Jean-Luc Koltz,  
Louis Chedid,  
Rita et Selim Saab,  
Ses arrière-petits-enfants,  
ont l'honneur de faire part du  
décès de

Alice GODEL,  
médaille de la France libre,  
MBE (Grande-Bretagne),

née en 1899, épouse du

docteur Roger GODEL,  
décédé en 1961.

Une messe sera célébrée en l'église  
orthodoxe, 7, rue Georges-Bizet,  
Paris-16<sup>e</sup>, le lundi 15 novembre 1993, à  
10 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de

Lucien HÉRARD,  
professeur honoraire d'école normale,  
militant du mouvement ouvrier  
dans la première moitié du siècle,

survenu à Monaco le 4 novembre 1993,  
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

De la part de

M<sup>me</sup> Marguerite Paz,  
sa fille,  
Ses petits-enfants et arrière-petits-  
enfants,  
Françoise Collin,  
sa compagne,  
Tous ses amis.

Obsèques civiles et inhumation dans  
l'intimité de la famille.

1, avenue de Cazen,  
14810 Merville-Franceville,  
16, quai Nicolas-Rollet,  
21000 Dijon.

**Avis de messes**

La Caisse nationale du Crédit  
agricole.

La Fédération nationale du Crédit  
agricole.

La Fédération du Crédit agricole  
Pays de France,  
vous invitent à participer à la messe  
qui sera célébrée le mercredi  
17 novembre 1993, à 10 h 30, en  
l'église Saint-Louis des Invalides, à la  
mémoire de

M. Jacques LALLEMENT,  
décédé le 18 octobre.

**Communications diverses**

Journées interdiocésaines et  
d'amitiés (75-92-93-94), pour aider les  
personnes malades et âgées ainsi que le  
service d'entraide des prêtres, les vendredi  
19 et samedi 20 octobre, de 10 h 30 à  
18 h 30, le dimanche 21 novembre, de  
11 heures à 17 heures. Repas les  
samedi et dimanche : 8, rue de la Ville-  
l'Évêque, Paris-8<sup>e</sup>.

**Soutenances de thèses**

« Les habitats perchés dans la  
boucle du fleuve Niger (Mali) », par  
Jean-Christophe Huez, sous la direction  
de Jean Guillemin, le 16 novembre 1993,  
à 14 h 30, à la Sorbonne, salle des  
Actes, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5<sup>e</sup>.

M. Jacques LALLEMENT,  
décédé le 18 octobre.

**Communications diverses**

Journées interdiocésaines et  
d'amitiés (75-92-93-94), pour aider les  
personnes malades et âgées ainsi que le  
service d'entraide des prêtres, les vendredi  
19 et samedi 20 octobre, de 10 h 30 à  
18 h 30, le dimanche 21 novembre, de  
11 heures à 17 heures. Repas les  
samedi et dimanche : 8, rue de la Ville-  
l'Évêque, Paris-8<sup>e</sup>.

**Soutenances de thèses**

« Les habitats perchés dans la  
boucle du fleuve Niger (Mali) », par  
Jean-Christophe Huez, sous la direction  
de Jean Guillemin, le 16 novembre 1993,  
à 14 h 30, à la Sorbonne, salle des  
Actes, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5<sup>e</sup>.

M. Jacques LALLEMENT,  
décédé le 18 octobre.

**Communications diverses**

Journées interdiocésaines et  
d'amitiés (75-92-93-94), pour aider les  
personnes malades et âgées ainsi que le  
service d'entraide des prêtres, les vendredi  
19 et samedi 20 octobre, de 10 h 30 à  
18 h 30, le dimanche 21 novembre, de  
11 heures à 17 heures. Repas les  
samedi et dimanche : 8, rue de la Ville-  
l'Évêque, Paris-8<sup>e</sup>.

**Soutenances de thèses**

« Les habitats perchés dans la  
boucle du fleuve Niger (Mali) », par  
Jean-Christophe Huez, sous la direction  
de Jean Guillemin, le 16 novembre 1993,  
à 14 h 30, à la Sorbonne, salle des  
Actes, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5<sup>e</sup>.

M. Jacques LALLEMENT,  
décédé le 18 octobre.

**Communications diverses**

Journées interdiocésaines et  
d'amitiés (75-92-93-94), pour aider les  
personnes malades et âgées ainsi que le  
service d'entraide des prêtres, les vendredi  
19 et samedi 20 octobre, de 10 h 30 à  
18 h 30, le dimanche 21 novembre, de  
11 heures à 17 heures. Repas les  
samedi et dimanche : 8, rue de la Ville-  
l'Évêque, Paris-8<sup>e</sup>.

**Soutenances de thèses**

« Les habitats perchés dans la  
boucle du fleuve Niger (Mali) », par  
Jean-Christophe Huez, sous la direction  
de Jean Guillemin, le 16 novembre 1993,  
à 14 h 30, à la Sorbonne, salle des  
Actes, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5<sup>e</sup>.

M. Jacques LALLEMENT,  
décédé le 18 octobre.

**Communications diverses**

Journées interdiocésaines et  
d'amitiés (75-92-93-94), pour aider les  
personnes malades et âgées ainsi que le  
service d'entraide des prêtres, les vendredi  
19 et samedi 20 octobre, de 10 h 30 à  
18 h 30, le dimanche 21 novembre, de  
11 heures à 17 heures. Repas les  
samedi et dimanche : 8, rue de la Ville-  
l'Évêque, Paris-8<sup>e</sup>.

**Soutenances de thèses**

« Les habitats perchés dans la  
boucle du fleuve Niger (Mali) », par  
Jean-Christophe Huez, sous la direction  
de Jean Guillemin, le 16 novembre 1993,  
à 14 h 30, à la Sorbonne, salle des  
Actes, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5<sup>e</sup>.

M. Jacques LALLEMENT,  
décédé le 18 octobre.

**Communications diverses**

Journées interdiocésaines et  
d'amitiés (75-92-93-94), pour aider les  
personnes malades et âgées ainsi que le  
service d'entraide des prêtres, les vendredi  
19 et samedi 20 octobre, de 10 h 30 à  
18 h 30, le dimanche 21 novembre, de  
11 heures à 17 heures. Repas les  
samedi et dimanche : 8, rue de la Ville-  
l'Évêque, Paris-8<sup>e</sup>.

**Soutenances de thèses**

« Les habitats perchés dans la  
boucle du fleuve Niger (Mali) », par  
Jean-Christophe Huez, sous la direction  
de Jean Guillemin, le 16 novembre 1993,  
à 14 h 30, à la Sorbonne, salle des  
Actes, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5<sup>e</sup>.

M. Jacques LALLEMENT,  
décédé le 18 octobre.

**Communications diverses**

Journées interdiocésaines et  
d'amitiés (75-92-93-94), pour aider les  
personnes malades et âgées ainsi que le  
service d'entraide des prêtres, les vendredi  
19 et samedi 20 octobre, de 10 h 30 à  
18 h 30, le dimanche 21 novembre, de  
11 heures à 17 heures. Repas les  
samedi et dimanche : 8, rue de la Ville-  
l'Évêque, Paris-8<sup>e</sup>.

**Soutenances de thèses**

« Les habitats perchés dans la  
boucle du fleuve Niger (Mali) », par  
Jean-Christophe Huez, sous la direction  
de Jean Guillemin, le 16 novembre 1993,  
à 14 h 30, à la Sorbonne, salle des  
Actes, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5<sup>e</sup>.

M. Jacques LALLEMENT,  
décédé le 18 octobre.

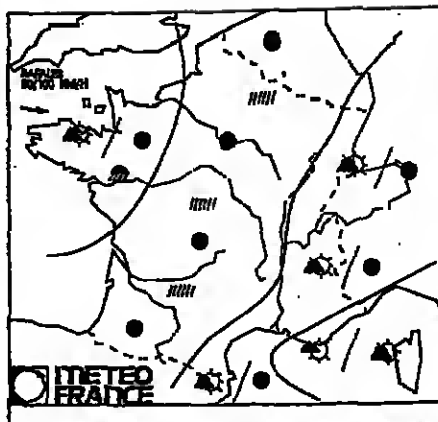
**Communications diverses**

Journées interdiocésaines et  
d'amitiés (75-92-93-94), pour aider les  
personnes malades et âgées ainsi que le  
service d'entraide des prêtres, les vendredi  
19 et samedi 20 octobre, de 10 h 30 à  
18 h 30, le dimanche 21 novembre, de  
11 heures à 17 heures. Repas les  
samedi et dimanche : 8, rue de la Ville-  
l'Évêque, Paris-8<sup>e</sup>.

**Soutenances de thèses**

« Les habitats perchés dans la  
boucle du fleuve Niger (Mali) », par  
Jean-Christophe Huez, sous la direction  
de Jean Guillemin, le 16 novembre 1993,  
à 14 h 30, à la Sorbonne, salle des  
Actes, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5<sup>e</sup>.

## MÉTÉOROLOGIE



TEMPS PRÉVU LE SAMEDI 13 NOVEMBRE 1993 VERS MIDI

LEGÈRE

PLUIE

NEIGE

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID

GRAND FROID



**VENDREDI 12 NOVEMBRE**

15.30 Feuilletin : La Clinique de la Forêt-Noire.  
16.15 Jeu : Une famille en vacances.  
18.40 Clair Dorothea wecam.  
18.50 Série : Premiers baisers.  
19.20 Série : Mésange et les garçons.  
18.50 Magazine :  
Coscou, c'est nous !  
Invité : Julien Clerc.  
19.50 Divertissement :  
La Bédoule Show (à 3 h 30).  
20.00 Journal et Métho.  
20.45 Magazine : Mystères.  
Présenté par Alexandre Bédoule.  
22.45 Magazine : Ubanu.  
A Madagascar (1<sup>re</sup> partie).  
King Cobra : Résonance d'un jour.  
Les Ambrangers : Les Ambrangers.  
23.50 Sport : Motocyclisme.  
Xt : Supercross de Paris-Bory.  
0.40 Journal et Métho.  
0.50 Série : Passions.

**SAMEDI • 13H25**

**Géopolis**

**KURDES VERS LA  
RECONNAISSANCE ?**

**2** France

**TF 1**

6.00 Série : Mézaventures  
6.30 Télé mini Zig-Zag.  
7.20 Club nuit.  
8.10 Télé-shopping.  
8.40 Club Dorothée.  
9.20 Téléviriana.  
10.43 Météo (et à 11.43).  
10.45 Magazine :  
Ca me dit, et vous ?  
11.45 Les 100 ans de la fortune.  
12.20 Jeu : Le Justo Prix.  
12.50 Magazine : A vrai dire.  
12.55 Météo et Journal.  
13.15 Magazine : Reportages.  
Séropositifs, marmosa avant  
le jour de sa Leure Debrueil et  
Gérard David.  
13.55 Jeu : Millionnaire.  
14.15 Divertissement :  
Ciné geste (et à 17.25).  
14.20 La Une est à vous.  
17.30 Magazine :  
Les millions d'amis.  
18.00 Divertissement :  
Les Roucesseries.  
18.30 Divertissement : Vidéo gag.  
Série : Beverly Hills.  
20.00 Journal, Tiercé et Météo.  
20.45 Divertissement :  
Les Superes Titres.  
Présenté par Philippe Soudard.  
Avec Enrico Macias, Philippe  
Castell, Sim, Olivier de Kar-  
sac, Jacques Belhain, Guy  
Montagné, Evelyn Leclercq,  
Jackie Sardou.  
22.40 Téléfilm : Ultime trahison.  
D'Haut Chert.  
0.20 Météo : Météo. Supercrocs de  
Berry.  
0.55 Sport : Voile.  
La Route du café ; Récit de la  
course : Les aéronauts et les  
réparateurs. Les positions  
respectives des bateaux.  
1.10 Journal et Météo.  
1.15 Magazine :  
Le Club de l'enjeu.  
1.46 TF 1 nuit  
(et à 2.20, 4.00, 4.35).  
2.25 Documentaire : L'Odyssée  
sous-marine  
du commandant Cousteau.  
Du grand large aux grands  
focs.  
4.05 Documentaire :  
Histoires naturelles.  
4.45 Documentaire :  
Histoires de la vie.  
5.10 Documentaire :  
Histoires de la vie.

- 6.05 Documentaire : Couteau, à la redécouverte du monde. Mékong. 2. Vietnam et Cambodge, le riz et les fusils (redif.).
- 8.50 Dessin animé.
- 7.00 Debout les petits bouts.
- 8.05 Hanna Barbera Dingue Dong.
- 9.05 Magazine : Grands galops Avec, à 9.25, Sur les pas de Pierrette Brée.
- 9.30 Magazine : Samedi aventure.

**FRANCE 3**

**15.15** Série : Capitaine Furillo.  
**18.10** Magazine :  
La Fière de l'après-midi.  
Invitée : Sylvie Vartan.  
**17.45** Magazine :  
Une pêche d'enfer.  
En direct de Marseille.  
**18.25** Jeu : Questions

19.00 Le Yanni de L'Ecotiss.  
Le 19-20 de l'information.  
Du 19-20 à 19.31, le Journal  
de la région.

20.05 Divertissement :  
La Grande Classe.

20.30 Le Journal des sports.  
20.45 INC.

20.50 Magazine : Thelassia.  
Présenté par Georges Par-  
naud, Les Princesses de la barre,  
de Philippe Boudin et Patrick  
Séguin.  
Gust-N'dor, le quartier de  
pêcheurs à Saint-Louis-du-Sé-  
négal.

21.50 Magazine : Faut pas rêver.  
Présenté par Sylvain Auger.  
Invité : Alex Mitzayer. Venez-  
ueles ; Banos, Ilanero ; Ecce-  
lesis ; Cap Canaveral ; France ;  
Le 19-20 de la mort des frères  
Varanne.

22.50 Journal et Météo.

23.15 Magazine :  
Passions de jeunesse.  
Invité : Jacques Chénier.  
Court métrage : Libra court.  
Jean-Claude Tilleschal garde le  
moral, de Gilles Alvarez et

**CANAL FLOU**

**15.40** Le Journal du cinéma  
du mercredi (redif.).

**18.05** Surprises.

**18.15** Cinéma :  
L'Ombre d'Emma, ■  
Film danois de Soeren Kragh-  
Jacobsen (1987).

**17.45** Surprises.

**18.00** Caneille pokuche.

— En clair jusqu'à 20.35 —

**18.30** **Ca cartoon.**  
**18.45** **Magazine :**  
**Nulle part ailleurs.**  
Présenté par Philippe Gildes et  
Annie de Cumes. Invités :  
Patrick Dupont.  
**20.30** **La Journal du cinéma.**  
**20.35** **► Téléfilm :**  
**Le cœur qui tape.**  
De Didier Grousset.  
**22.05** **Spectacle : L'Homme**  
**le plus fort du monde.**  
**22.55** **Fleash d'Informations.**  
**23.00** **Cinéma : Backdraft.**  
Film américain de Ron Howard  
(1991).  
**1.10** **Cinéma : Par l'épée.**  
Film américain de Jeremy Paul  
Kagan (1991) (V.O.).  
Affrontement à huis clos de  
deux esclaves.

— Sur le câble jusqu'à 19.00 —

**17.00** Documentaire : Histoire périlleuse (redif.).

**17.55** Documentaire : Stan Getz. People l'âme de Jean-Pierre Jarrier (redif.).

**19.00** Série : Hale and Pace.

**19.35** Documentaire : Cantata murée.  
De Jacques Deschamps.  
Souvenirs de la guerre en 1917 en Italie. Les tranchées, les sculptures déchaînées par les bombardements de la Gypsothèque de Possano.

De Robert Cahen.  
Comment le sculpteur en est  
venu à la figuration morcelée  
du corps humain.

**20.30** 8 1/2 Journal.

**20.40** ► Série : Algérie.  
Des années déchirées, téléfilm  
de Rachid Bouchareb, avec  
Jean-Claude Adelin, Hammou  
Griaï.

**22.00** Documentaire :  
Désastres de la Méditerranée.

**Les interventions à la radio**  
France-Inter, 19 h 20 : « Horizon 2 000 : quelles menaces, quelles réponses? », avec François Léotard (« Objections »).

23.05 *Cinéma : Raining in the Mountain.* 山雨 Film chinois de King Hu (1978) (v.o.)

**14.05** Magazine :  
Le Vie à plains tubes.  
Vidéotex : Téléphone.

**17.05** Variétés : Multitop.  
**18.00** Série : "Escale noir."  
**19.00** Série : "Code Quantum."  
**19.00** Série : Deux fois à Miami.  
**19.54** Six minutes d'informations.  
Météo.

**20.00** Série : Papa bricole.  
**20.35** Magazine : Capital.  
Le troisième Montgrose.

**20.45** Téléfilm :  
Terreur sur la ville.  
Da Stoven Gethers.  
**21.00** Série : Mission impossible.  
**23.35** Les Enquêtes de Capital.  
Présenté par Emmanuel Châin.  
Mais comment font-ils ?  
Enquêtes sur la vie quotidienne  
des Russes.

**0.05** Magazine : Sexy Zap.  
La course : La nuit des éros :  
Vidéo mateur : Le transit.  
**0.35** Séries : Les quatre heures.  
**0.45** Musique : Culture rock.  
La saga de 1977.  
**2.10** Rediffusions.

20.30 **Radio archives.**  
Spécial Henri Pichette (1).

21.32 **Musique : Black and Blue.**  
Henry Allen Junior. Avec  
Christian Bellest, trompettiste  
et arrangeur.

22.40 **Les Nuits magnétiques.**  
A fleur de peau, étoffes, cuir,  
accessoires [4].

0.05 **Du jour au lendemain.**  
Dans la bibliothèque de...  
A VENIR

0.50 **Musique : Coda.**

**20.05** Concert *Jan direct de Dresde!* : Symphonie n° 8 en fa majeur op. 93, de Beethoven; Concerto pour piano et orchestre en sol majeur, de Ravel; Symphonie n° 6 en mi mineur, de Vaughan-Williams, par la Staatskapelle de Dresde, dir. Colin Davis; Alice de Larroche, piano.

**23.09** Jazz club.

Moskwa nr400nr4 nur Box

**FRANCE 3**

**7.30 Magazine :** L'Heure du golf.  
La magazine : Le golf de  
Moliets : La compétition :  
retour sur la Ryder's Cup.

**8.00 Magazine :**  
**Espace entreprises.**  
Découverte d'une entreprise ;  
L'Homme du jour.

**9.00 Magazine :**

9.30 Magazine olympique.  
De Michel Orthey. L'actualité sportive.

10.00 Magazine :  
Rencontres à XV.  
Présenté par Jean Abeilhou,  
Jean-Paul Cazenave et Marc  
Guillaume.

10.30 Magazine : Mascaraïnes.  
Présenté par Gladys Says.

11.00 Magazine :

12.05 Télévision régionale.  
12.45 Journal.  
13.00 Samedi chez vous  
14.50, 16.45.  
14.00  
Série :  
Les Mystères de l'Ouest.  
Magazine : Montagne.  
17.40  
Rencontre avec Georges  
Métastat. Reportage : Gardien  
de caribou, du Vic Pelletier et  
Serge Dunn.  
18.25  
Jeu : Questions  
pour un champion.  
Animé par Julien Lepars.  
20.00  
Un livre, un jour.  
Émission présentée par Olivier  
Basset. Le Pétrole de Paris, de  
Léon-Paul Fergus.  
19.00  
La 19-20 et l'information.  
De 19.09 à 19.31, le journal  
de la région.  
20.05 Divertissement : Yacapa.  
20.30 Le Journal des sports.  
20.50  
Série : La Guerre blanche.  
La Brigade des snups, de  
Alain Pautin.  
22.20  
Journal et Météo.  
Jamais sans mon livre.

La plus belle et la plus  
vaste collection de  
**costumes "longlife"**  
**aux 2 pantalons**  
à un prix jamais vu !  
**2490f**  
**DAVID SHIFF**  
*Le luxe sans le payer*  
13 RUE ROYALE PARIS 8<sup>e</sup>

**23.40** **Magazine :**  
Musique sans frontières.  
Baltic Express. Regard sur la  
musique des pays baltes et du  
Festival international de Yur-  
male.

**0.30** **Centrafentes Club.**  
Meilleurs moments de la  
semaine.

**CANAL PLUS**

**7.00** CBS Evening News.  
**7.25** Les Superstars du catch.  
**8.15** Canaille peluche.  
**8.24** Surprises.  
**8.35** ► **Téléfilm :**  
Les Épées de diamant.  
De Darryl de La Perrière.  
**10.07** Surprises.  
**10.15** Le Journal du cinéma.  
**10.20** Cinéma : Hamlet. ■  
Film américain de Franco Zeffirelli (1990).

12.35 Magazine : 24 heures.  
Présenté par Erik Gilbert.  
Presse bitume.

13.30 Magazine :  
L'Œil du cyclone.

14.00 Téléfilm :  
Nom de code, Requiem.  
De Robert Iscove, avec Stacy  
Keach, Richard Thomas.

15.35 Sport : Volley-ball.  
France-Slovenie, en différé du  
stade Pierre-de-Coubertin.

17.05 Sport : Football américain.  
Match de championnat de la  
NFL : New-York Giants/Dallas  
Cow-Boys.

- 18.55 Série animée :  
Chipie & Clyde.
- 19.05 Dessin animé :  
Les Simpson.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Magazine :  
Le Plein de super.  
Présenté par Vian Le Bolloch  
et Bruno Solo. Invité : Aerosmith.
- 20.30 Téléfilm :  
La Belle et le Cesse-cou.  
De Bradford May.
- 22.00 Documentaire :  
National Geographic n° 1.

23.00 **Cinéma :**  
Le Bal de l'honneur 4. □  
Film canadien de Clay Borris  
[1991].

DANIEL SCHNEIDERMAN

**P**ATRICIA KAAS filait de New-York à Berlin, pistée par la caméra d'« Envoyé spécial ». Et ce n'était pas une chanteuse que nous suivions, hypnotisés. C'était un petit soldat. Un petit poulu de Lorraine de rien du tout, arraché à la tranchée, et jeté dans l'épouvante, en dentelles noires Azzedine Alaïa.

Un jour pleuré l'infin de deesse-  
poir, espérée d'évance par un  
destin vorace, espérée par sa  
guerre mondiale contre l'Amé-  
rique, l'Allemagne et le Japon  
réunifié qui guettaient la petite  
Française, comme le balcon, la  
café-thé, et l'orchestre qui s'en-  
tendaient ou toutant, puisqu'il  
fallait, disait-elle essouffée,  
*« leur en foutre plein la gueule  
jusqu'au bout »*. Et surtout con-  
tre elle-même, qui se faisait  
souffrir comme une maratho-  
nienne, étante de ces très rares,  
on le sentait, on l'entendait,  
pour qui chanter et survivre est  
tout un.

Il y e trente ans, on l'appelée une môme. Comme Piaf ou comme celle de Ferré, toute nue sous son pull, qui rendait le feu maboule. Meleis comment, aujourd'hui, appeler Patricia Kaas ?

Elle parlait lutte, bataille. Elle répétait que ce métier était dur. Or le paradis dans un taxi ou un avion, on la retrouvait dans une loge ou une chambre d'hôtel. Jamais le vie de tournée n'avait tant ressemblé à la vie de gerrisson. Des valises, des portes, des ciels étrangers, et la nuit, et la route, et encore une nouvelle scène, une nouvelle salle indifférente à com-

better et à terrasser. Plein la  
queue jusqu'au bout.

Pour arme, pour seule arme, sa voix, chargée d'un très calme désespoir, d'un désespoir en apparence apaisé, le genre de désespoir qui vous reconforte la nuit, vous serre contre lui après l'aube, petit soldat si frère en Alets, avant un soir de vous sauter à la gorge, sans prévenir. Tout le reste n'était que l'habillage de ce désespoir. Son corps, par exemple.

Elle avait beau l'hébiller de choses transparentes élaguées par des couturiers parisiens, lui gueuler des ordres comme à la manoeuvre, le faire danser jusqu'à crever, comme une menueuse de ravue, *on sentait* bien qu'il ne servirait jamais qu'à porter la voix vers toutes les salles du monde. Et encore ses mots, au repos, quand elle répondait aux questions : que savent-ils faire d'autre que reposer sa voix, lui accorder une pause quand elle avait bien craché ?

A la suivre ainsi, à deviner que sa mequilleuse et son manager lui consacrerait plus tard des best-sellers, que les Druker de l'an 2050 lui dédiceraient des rétrospectives mouillées, qu'elle deviendrait une légende, on tenteit de déchiffrer ce pacte de Kaas avec la gloire. *Saleté de pactel Jurez, chanteuse, jurez de donner votre voix, rien que votre voix, toute votre voix. Et votre vie, toute votre vie. Reculer? Retourner à la tranchée? Trop tard, petit soldat, tu es signé.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◄ Film à voir ; ■■ On peut voir ; ■■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

© 2006 The Authors  
Journal compilation © 2006 Blackwell Publishing Ltd

**Drugstore Cowboy.** ■■  
Film américain de Gus Van  
San (1989) (v.o.).  
L'étrange intensité de mari-  
naux à la vie décadente.

**2.10 Le Journal du hard.**

**2.15 Cinéma : Instinct Animal.**  
Film américain, classé X, de  
John Leslie (1992).

**3.50 Cinéma : Quand les étoiles  
étaient rouges.** ■■  
Film franco-slovaque de  
Dusan Trencik (1991) (v.o.).

**5.15 Cinéma : Traces  
d'une vie amoureuse.** ■  
Film italien de Pater del Monte  
(1989).

**5.54 Survoies.**

— Sur le câble jusqu'à 19.00 —

**17.00 Documentaire :**  
Dans le vallée de la Wupper.  
D'Amos Gitz (redif.).

**18.00 Magazine :**  
Megamix (redif.).

**19.00 Magazine :** Via Regio.  
La pauvreté au quotidien.  
Dublin, Catalogne, Tirana.

**19.25 Chronique :**  
Le Dessous des cartes.  
Face aux crises.

**19.35 Documentaire :**  
Histoire parallèle.

**20.30** 8 1/2 Journal.

**20.40** Documentaire :  
Vaclav Havel.  
Un conte de Bohême, de Ivan  
Filipec.  
Portrait intimiste de l'ex-dissident  
et dramaturge Vaclav  
Havel, devenu président de la  
République tchèque.  
Séquences réelles et scènes  
de fiction.

**22.05** Téléfilm :  
Martha Jellneck.  
De Kay Wessel, avec Heide-  
marie Matheny, Dominique  
Horwitz.

de son demi-frère, mort au front. Elle décide de faire la lumière sur cette « affaire » ... Un téléfilm allemand plusieurs fois primé.

**23.25 Cinéma d'animation :**  
**Snark.**  
Lupo the Butcher, de Danny Aronucci ; Conquête de la forme, de William Leshman ; Un coq, de Patrick Louchère ; Qu'est-ce que c'est ? de Raphaël Montezem Oziz.

**0.05 Documentaire :**  
**Jazz in the Night.**  
Joe Louis Walker and the Boogie Woogie Trio.

6.30 Musique :  
Boulevard des clips  
(et à 1.20).  
8.00 M 6 Kid.

- 10.00 M8 boutique. Télé-achat.
- 10.30 Infoconsommation.
- 10.35 Variétés : Multitop.
- 11.50 Série : Les Années coup de cœur.
- 12.20 Série : Ma sorcière bien-aimée.
- 12.55 La Saga des séries. Présentée par Laurent Weil invitée : Mylène Demongeot.
- 13.00 Série : Brigade de nuit.
- 13.55 Série : Tonnerre mécanique.
- 15.05 Série : Covington Cross.
- 16.10 Série : Département S.
- 17.15 Série : L'Aventurier.
- 17.45 Série : Le Saint.

**19.15** Magazine : Turbo.  
Présenté par Dominique Cha-  
pette. Spécial Nissan : Histori-  
que et installations au Japon.

**19.54** Six minutes d'informations,  
Météo.

**20.00** Série : Classe marnesquin.

**20.35** Magazine :  
Stars et couronnes  
(jet à 1.15). Présenté par Éléo-  
nore de Galard.

**20.50** Téléfilm  
: L'Enquête impossible.  
De Jerry London, avec Charl-  
ton Heston, Keith Carradine.

**0.10** *Etats-Unis.*  
**Série :**  
**Soko**, brigade des stupés.  
Un témoin de trop.

**1.05** **Informations :**  
Six minutes première heure

**2.20** **Rediffusions.**

---

**FRANCE-CULTURE**

**20.30** **Photo-portrait.**  
Dominique Gautier, libraire et éditeur.

**20.45** **Dramatiques.**  
On s'entendait si bien, d'On vieux Dutellis.

0.05 *Clair de nuit.*  
Rencontre avec Joel Leick  
artiste peintre.

---

**FRANCE-MUSIQUE**

20.00 *Solrèe lyrique* (donnée le  
27 avril à la Scala de Milan)  
Fedora, opéra en trois actes  
de Giordano, par le Chœur et  
l'Orchestre du Théâtre de la  
Scala de Milan; sol.: Mirella  
Freni, soprano, Plácido  
Domingo, ténor.

23.00 *Maestro.*

0.05 *Les Fanciulli du romantisme*

**Les interventions à la radio**  
France-Inter, 9 heures :  
« Quand le bâtiment ne va pas... »  
 (« Rue des entrepreneurs »).



## AU JOUR LE JOUR

## Moitié

Le pape Jean-Paul II s'est pris, jeudi 11 novembre, les augustes mules dans le tapis du palais apostolique. Trébuchant sur les marches de son trône, le souverain pontife est tombé sur le côté droit. Le spectacle des grande de ce monde à terre a toujours quelque chose de pathétique. Révérence gardée, on se souvient de l'émotion émue par Gerald Ford lorsque, président des États-Unis, il avait glissé au pied de la passerelle d'un avion. Comme si le symbole

atteignait la fonction autant que l'homme. Dans sa chute, le pape s'est consolé en pensant à un illustre prédécesseur. Montant au calvaire, le Christ avait, par trois fois, touché le sol du visage. Mais il est vrai qu'une Véronique compatissante lui avait alors donné du courage et manifesté du respect. Jeudi, dans la salle des Bénédiction, Jean-Paul II a dû angler qu'il manquait une moitié du monde pour l'aider à se relever.

PROCYON

## L'ESSENTIEL

## AU COURRIER DU MONDE

Les lettres de nos lecteurs. Un livre : « La Cercla des savoirs reconnus », de Claire et Marc Hébar-Suffrin (page 2).

## INTERNATIONAL

## Guatemala : le référendum en suspens

Une consultation populaire, la 28 novembre, pourrait provoquer la démission des 116 membres du parlement guatémaltèque accusés de corruption. Mais les députés se rabatent, le Cour constitutionnel temporise et le président tergiverse (page 6).

## L'Europe derrière Boris Eltsine

En visite à Moscou, les dirigeants de l'Union européenne, dans un concert de louanges, ont apporté leur soutien au président russe. Sans réserves ni états d'âme (page 7).

## POLITIQUE

## Front national : haro sur le GATT

Quelque peu anesthésié par le retour de la droite au pouvoir, le Front national tanta de se mobiliser. Avec comme cheval de bataille un « nouveau protectionnisme » (page 10).

## COMMUNICATION

## Les envoyés « très spéciaux » de Pékin

Attaché au sacro-saint monopole de l'information, la Chine, dans la perspective de la rétrocession de la colonie en 1997, étend son influence sur la presse de Hongkong, rachetant en sous-main les journaux et infiltrant les rédactions (page 11).

## SOCIÉTÉ

## Signes particuliers : musulman

Lors du renouvellement de la carte d'identité d'une jeune femme française, un fonctionnaire de l'Isère aurait stipulé dans les « signes particuliers » : « musulman très pratiquant ». Une mention incongrue et, surtout, illégale (page 14).

## CULTURE

## Patricia Kaas séduit aussi l'Allemagne

La chanteuse lorraine connaît un franc succès outre-Rhin. Peut-être parce que la petite fille du peuple devenue femme sensuelle représente auprès des publics étrangers une certaine idée de la France (pages 16 et 23).

## ÉCONOMIE

## Les bonnes intentions de Tokyo

Un rapport remis au premier ministre Hosokawa préconise une dérégulation de l'économie japonaise et l'élimination des restrictions à l'importation. Le document vient à point calmer la grogne des porteurs d'intérêts du Japon (page 18).

## Hôpital à vendre

L'Assistance publique, la Mutualité française et un groupe privé ont répondu à l'appel d'offres pour reprendre la gestion de l'hôpital Foch, à Suresnes, confronté à des difficultés financières. Une première qui pourrait prendre une tournure politique (page 19).

## Services

Abonnements.....	33
annonces classées.....	22
Cartes.....	22
Jeux.....	35
Marchés financiers.....	20-21
Météorologie.....	22
Radio-télévision.....	23
La télématique du Monde :	
3615 LMDOC	
et 35-29-04-56	

Ce numéro comporte un cahier « Temps libre » folioté 25 à 36

## Demain

## Heures locales

Le retour des saisons en ville. Un climat spécial s'est créé à l'intérieur des agglomérations : plus chaud, plus sec et fort pollué. Les de cet éternel printemps, les citadins plaident pour la retour des saisons en ville. Également : les paquebots de l'histoire à Wissembourg.

La numéro du « Monde » daté vendredi 12 novembre 1993 a été tiré à 395 136 exemplaires

## Au cours d'un débat au Bundestag

## Le chancelier Kohl réaffirme que l'Allemagne « a besoin d'une union politique » européenne

## BONN

## de notre envoyé spécial

Le chancelier Helmut Kohl a réaffirmé, jeudi 11 novembre à Bonn devant le Bundestag, l'attachement de l'Allemagne à la construction européenne. « Il faut maintenir le rythme et le cap, l'Allemagne a besoin d'une union politique », a-t-il notamment souligné dans sa déclaration gouvernementale, même si personne ne sait encore très bien aujourd'hui quelle forme celle-ci prendra exactement. Il est clair, en tout cas pour le chancelier, qu'une vaste zone de libre-échange ne suffit pas, et à ceux qui mettent en garde contre une uniformisation excessive de l'Europe, il a répondu : « Personne ne veut d'un grand État européen unique, mais nous ne voulons pas non plus revenir aux conceptions des États-nations du dix-neuvième siècle et de la première moitié du vingtième ». M. Kohl a, une fois de plus, insisté avec force sur le fait que l'unité allemande et l'unité européenne étaient les deux faces de la même médaille et qu'il n'y avait pas d'autre voie pour son pays : « L'Allemagne est notre patrie, l'Europe est notre avenir ».

Il a également estimé que les

critiques portant sur la toute-puissance du bureaucratisme bruxellois ou le manque de transparence dans la prise de décisions devaient être sérieusement examinées, que l'Union européenne ne devait pas devenir un « club exclusif » et qu'elle devait d'ores et déjà réfléchir aux conditions dans lesquelles elle pourrait s'élargir à l'Est.

Le discours du chancelier Kohl, qui se voulait dans la ligne politique de Konrad Adenauer, avait pour objectif – il y a fait allusion dans son intervention – de rassurer ceux qui à l'étranger doutent toujours de la sincérité de l'engagement de l'Allemagne pour l'Europe et qui notent que de plus en plus d'Allemands, selon les sondages, ne sont pas enthousiasmés par l'union européenne. Il est clair aussi que le chancelier voulait répliquer – mais il ne l'a jamais nommé – au ministre-président de Bavière, le chrétien-social Edmund Stoiber (CSU), qui s'était récemment prononcé pour une politique « différente », puis qu'elle impliquerait un ralentissement de l'intégration et la priorité donnée à l'élargissement de la Communauté (aux Nordiques, à l'Autriche et aux pays de l'Est).

Ces arguments, M. Stoiber les a de nouveau énoncés, jeudi au Bundestag, en affirmant qu'à ses yeux l'union européenne ne pouvait être « décidée » arbitrairement, par des mesures trop rapides, mais qu'il fallait lui donner « le temps de grandir ».

En déclarant que l'idée d'un État fédéral européen relevait du « rêve irréaliste », Edmund Stoiber ne s'est pas fait que des amis des idées fédérales. Certains n'hésitent pas à le qualifier de « traître », et les sociaux-démocrates du SPD reprochent au parti bavarois, membre de la coalition au pouvoir à Bonn, de véhiculer, non sans danger, les mêmes thèses nationalistes et anti-européennes que l'extrême droite. M. Stoiber s'en défend mais, à quelques mois des élections régionales, il « force » sans doute un peu son discours – « la Bavière d'abord » – justement pour tenter d'endiguer la progression des Républicains et d'autres formations d'extrême droite dans le Land, qui menacent la CSU. « Soyez rassurés, lui a lancé le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, les Bavarois, aussi, pourront rester Bavarois » [dans l'Union européenne].

ALAIN DEBOVE

## Selon l'expérience de cinq experts parisiens

## La délivrance de méthadone à des toxicomanes devrait être développée dans des structures spécialisées

Dans une communication présentée, mardi 9 novembre, à l'Académie nationale de médecine, cinq praticiens de l'hôpital Sainte-Anne à Paris ont fait part de leur expérience de délivrance de méthadone à des toxicomanes. Ils préconisent la développement contrôlé des programmes de substitution en France, qui « devraient se développer dans des structures spécialisées en toxicomanie, où ils représenteraient un élément parmi les autres possibilités thérapeutiques ».

Bernard Kouchnier avait appelé, dans ses colonnes, à la création rapide de cinq mille places de méthadone dans le pays (le Monde daté 3-4 octobre). Le plan de lutte contre la toxicomanie, présenté le 21 septembre par Edouard Balladur, prévoit que, fin 1993, neuf programmes méthadone pourront prendre en charge 269 toxicomanes. M. Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, a précisé qu'ils seraient un millier fin 1994. M<sup>me</sup> Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, s'est pour sa part inquiétée de la difficulté à trouver des équipes médicales pour encadrer ces programmes.

À l'heure actuelle, cinquante-deux places de méthadone sont réparties dans trois centres parisiens agréés par le ministère de la santé (l'hôpital Sainte-Anne, l'hôpital Fernand-Widal et le centre Pierre-Nicole) (1). Dans ce contexte, et bien que le gouvernement ait conditionné « le développement maîtrisé d'un programme de substitution » aux résultats d'une évaluation en cours, la proposition des cinq praticiens de l'hôpital Sainte-Anne (2) marque une étape importante dans le processus de mise en place de cette thérapeutique.

L'expertise ne va pas manquer de relancer la polémique sur la délivrance de méthadone, notamment dans le milieu des intervenants en toxicomanie, dont certains sont plutôt disposés à batailler pour obtenir des lits de postcure ou des crédits supplémentaires. Cependant, en sollicitant le réseau des centres d'accueil et de soins spécialisés en toxicomanie pour accueillir ces programmes, les médecins parisiens vont, selon le docteur Alain Morel, président de l'Association nationale des intervenants en toxicomanie (ANIT), satisfaire

« la grande majorité » des intervenants qui, précise-t-il, « n'opposent pas une réticence particulière aux programmes méthadone ».

Selon lui, près de deux cent structures spécialisées ont « fait des démarches » pour associer la méthadone à leur dispositif thérapeutique, dont plus d'une vingtaine travailleraient actuellement sur le sujet. Restent la question des moyens, celle de la formation des personnels, et celle, non moins cruciale, de la pertinence de l'administration de méthadone dans la prise en charge des toxicomanes infectés par le virus du sida.

## « Des oppositions passionnelles »

La communication présentée le 9 novembre à l'Académie nationale de médecine rappelle utilement la spécificité de l'expérience française d'utilisation de méthadone, entamée en 1973 dans le cadre d'un protocole établi par la Direction générale de la santé et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, et revu en 1987.

Les praticiens de l'hôpital Sainte-Anne rappellent que « les traitements par la méthadone ont rencontré dans notre pays des oppositions passionnelles ». Deux débats – le premier, d'ordre éthique, sur la prescription d'un produit entraînant une nouvelle dépendance chez le toxicomane; le second concernant la pertinence des cures de substitution à la méthadone en regard des échecs constatés aux États-Unis dans les années 70 – furent, selon eux, « légitimement » suscités.

Aujourd'hui, ils ont acquis quelques certitudes : la délivrance de méthadone est une hypothèse thérapeutique parmi d'autres, dont les indications doivent être précisément limitées. La méthadone s'adresse à des toxicomanes dépendants depuis plus de cinq ans, ou dont les prises en charge antérieures ont échoué. Les patients dont la toxicomanie est sous-tendue par un trouble grave de la personnalité (évolution psychotique, névrose, état dépressif) ou nécessitant une prise en charge institutionnelle du fait de troubles du comportement secondaires aux pathologies dépressives de l'adolescence sont également concernés par la substitution. L'absence de motivation, les toxicomanes de moins de deux ans et les personnalités instables de type psychopathe

ou pervers constituent autant de contre-indications.

Parmi les cinquante patients suivis dans l'unité Moreau-Tours de l'hôpital Sainte-Anne en 1991, vingt-neuf soit 60 %, ont arrêté la prise de drogues. Un succès mitigé qui tiendrait notamment, selon les auteurs, à des doses de méthadone trop faibles « protégeant incomplètement le toxicomane des dérangements biologiques révéls à l'arrêt de l'intoxication ». Des études récentes montrent en effet que des posologies moyennes plus élevées semblent plus efficaces (3). Les auteurs souhaitent à cet égard la mise en œuvre, en France, d'une étude comparative sur la question du dosage.

Dans le cadre de la prévention de l'épidémie de sida chez les toxicomanes utilisant la voie intraveineuse, les experts indiquent que « les traitements de substitution permettent une ouverture vers la prise en charge médicale », mais, expliquent-ils, « vouloir prévenir la pathologie HIV en distribuant de façon non contrôlée de la méthadone constituerait un danger supplémentaire en facilitant l'accès à un produit toxico-managère, susceptible d'aggraver la dépendance et de majorer secondairement le risque HIV ».

« La méthadone est un traitement utile au cours de certaines dépendances dans la mesure où elle est utilisée dans un contexte spécifique. En dehors de celui-ci, elle perd son caractère thérapeutique », concluent les auteurs. Ceux-ci s'opposent, en conséquence, à « une délivrance massive et incontrôlée (de méthadone), source de chronicisation de la dépendance », mais souhaitent aussi éviter « une vision restrictive et moralisatrice, qui ne tient pas compte de certaines réalités cliniques des toxicomanes ».

LAURENCE FOLLÉA

(1) La méthadone est un opioïde synthétique utilisé dans des programmes de soins pour la réduction des risques sanitaires et sociaux (désocialisation, indigence, délinquance) liés à la toxicomanie. Administrée une fois par jour, sa durée d'action est d'environ vingt-quatre heures. Ses effets hypnotiques et euphorisants sont faibles, mais elle entraîne des phénomènes de tolérance et de dépendance.

(2) Henri Loo, Xavier Laquenne, Pascal Rémi, Franck Bayle et Jean-Pierre Ollé.

(3) G. Bertschy, A. Calanca « Choix de la dose de méthadone : la souplesse reste d'actualité », Médecine et Hygiène 51, 2238-2241, 1993.

## Les prix de détail en France ont augmenté de 0,2 % en octobre

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,2 % en octobre par rapport à septembre, l'indice calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1990 étant inscrite à 109,5 contre 109,3 un mois plus tôt. En un an (octobre 1993 comparé à octobre 1992), la hausse est de 2,2 %.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,4 % en un mois (du fait des légumes frais), mais baissé de 0,2 % en un an. La hausse des prix des produits manufacturés du secteur privé est de 0,2 % en un mois et de 1,2 % en un an. Quant aux services du secteur privé, la hausse est de 0,3 % en un mois et de 3,7 % en un an.

Les prix des produits pétroliers sont restés complètement stables en octobre mais augmentent de 6,6 % par rapport à octobre 1992 du fait des hausses de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers).

## M. Balladur : « Nous pouvons envisager la reprise pour 1994 »

Edouard Balladur s'est rendu, jeudi 11 novembre, à Rethondes, près de Compiègne (Oise), pour participer à la commémoration de l'armistice de 1918.

Accueilli à Compiègne par une centaine de manifestants rassemblés à l'appel de la CGT pour protester contre la politique sociale du gouvernement, M. Balladur a participé à une réunion publique, au cours de laquelle il a déclaré que plusieurs indices « laissent espérer que le ralentissement de l'activité est maintenant derrière nous ». « Nous pouvons avec confiance envisager la reprise pour 1994 », a-t-il ajouté. Elle permettra, dit-il, de poursuivre, dès les prochains mois, la politique de réformes dont notre pays a besoin.

## La semaine de quatre jours chez Volkswagen ?

La direction du constructeur automobile allemand Volkswagen et le syndicat IG-Métall se sont parvenus, jeudi 11 novembre, à un accord de principe sur la semaine de quatre jours sans pour autant en définir les modalités. Celles-ci doivent faire l'objet de négociations qui reprendront le 16 novembre et doivent permettre de porter de 38 à 28,8 le nombre d'heures de travail hebdomadaire afin de sauver 30 000 emplois sur un effectif total de 103 000 salariés.

Alors que la direction de Volkswagen estime que cette réduction des horaires doit s'accompagner d'une baisse de 20 % des salaires, IG-Métall reconnaît qu'une telle mesure ne peut être « gratuite » ni pour l'entreprise ni pour le personnel, mais il considère qu'une perte de 20 % est excessive, surtout pour les bas salaires.

## Italie : les assassins du juge Falcone ont été identifiés

Le clan Corleone, le plus sanguinaire au sein de la Mafia, est responsable de la mort du juge Giovanni Falcone, tué avec sa femme et ses trois gardes du corps dans un attentat à la bombe commis en mai 1992 près de Palerme, affirme, vendredi 12 novembre, la radio nationale italienne GR-2. Le magistrat chargé du dossier a dit à la radio que dix-huit mandats d'arrêt avaient été lancés contre les assassins, dont la plupart sont déjà derrière les barreaux pour d'autres chefs d'accusation. La liste des suspects devait être rendue publique par le juge lors d'une conférence de presse, vendredi, en Sicile.

Le juge Giovanni Tinebra a toutefois souligné que si les exécuteurs étaient connus, ce n'était pas le cas des commanditaires, il a en particulier signalé que la « parrain des parrains » Salvatore « Totò » Riina, arrêté le 15 janvier dernier, n'était pas actuellement impliqué dans cet attentat. (Reuters)



Maison de



Lire aussi

La ville

Métro

Métro

Métro

Métro

Métro

Métro

Métro

Métro

Métro

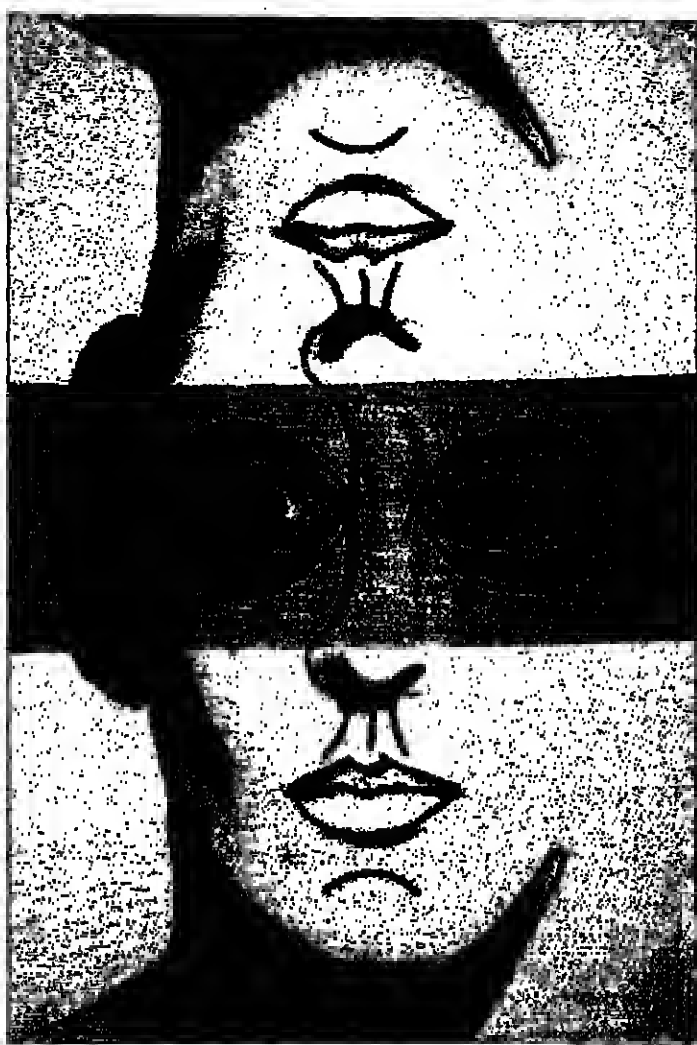
Métro

Oman



Le Monde

# temps libre



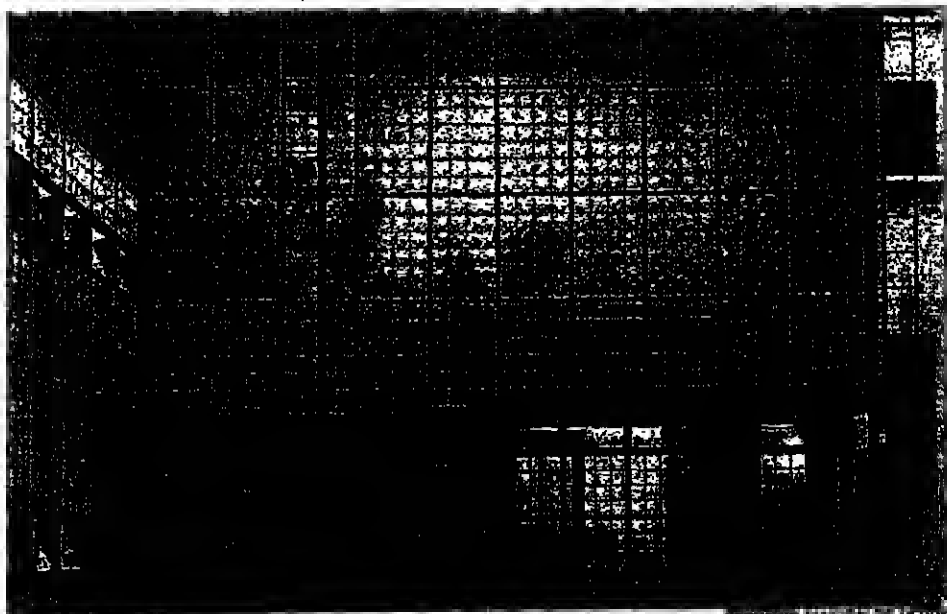
EXTÉRIEUR

## Vidéo plus

Si les techniques de prises de vues cinématographiques n'ont évolué que lentement depuis leur création, il en va tout autrement de la vidéo, boîte à malice et à sorcellerie avec laquelle les amateurs se sont mis aujourd'hui à jouer. Souvent trop savants et trop performants pour la « caméscopeur » de base, les appareils qui sont proposés sur le marché conviennent, en revanche, parfaitement aux esprits curieux qui décideraient de sortir du champ de vision banal pour se lancer dans la recherche et la création. A eux, toutes les audaces et toutes les permissions. Les variations de gammes sont immenses, à la mesure de ce nouveau clavier d'images dont personne ne peut encore au juste fixer les frontières. (Lire page 33.)

FORMES

## Maison de verre



A Paris, la Maison de verre, construite en 1928, est un lieu de pèlerinage pour les architectes du monde entier. On ne la visite pas mais, on peut voir, au Centre Georges-Pompidou, la première grande exposition consacrée à son auteur, Pierre Chareau. Celle qui contribua au regain d'intérêt pour les années 30, André Putman, nous donna son avis sur l'évolution du goût. (Lire page 29.)

ARCHIVES MAISON DE VERRE

Lire aussi

**En ville**  
A Rome, via Veneto.  
(Page 27.)

**Chapeaux**  
Les hommes hésitent...  
(Page 28.)

**Table**  
Patrimoine bourguignon.  
(Page 34.)

**Rencontre**  
Un moissonneur de ciels.  
(Page 36.)

**L'œil**  
de Claude Sarraute  
(Page 34.)

VOYAGE

## Oman paisible

Pays gouverné avec doigté, le sultanat d'Oman offre aux voyageurs les meilleures garanties d'un séjour sans heurt ni crainte, mais tout au contraire l'assurance d'y trouver un accueil franc dans des sites et des paysages que personne n'a jamais cherché à transformer. Corne de l'Arabie Heureuse. (Lire pages 30 et 31.)



VOYAGE

INTÉRIEUR

Notre société est le lieu d'une mutation symbolique aussi étonnante que récente. Un imaginaire élaboré pendant des siècles est en train de s'abolir, qui assignait au chat un rôle utilitaire mais en faisait aussi un animal d'autant plus ambivalent qu'il était à la lisière de l'état domestique et de l'état sauvage.

De fait, ce pluriséculaire chasseur de rats se trouve entièrement dissocié de sa fonction initiale et utilitaire de prédateur. Il est devenu urbain, dans tous les sens du terme. Le chat des villes a éclipsé le chat des champs, ainsi que l'exhibent les représentations les plus répandues. Tout au plus peut-on entendre, vanter l'aptitude à la chasse d'un animal que l'on s'étonnerait presque de voir ramper entre les herbes pour prendre l'affût d'une fauvette ou d'un mulot.

Les colonies de chats errants, qui ont toujours peuplé les villes, n'intéressent guère que les associations ou les ethnologues, enquêtant sur les dévouements de ceux, et surtout celles, qui alimentent ces sans-grade. En revanche, la société occidentale a vu apparaître le chat majuscule. La publicité atteste la sophistication croissante des nourritures qui lui sont proposées, non sans jouer sur l'imaginaire qui lui a fait, depuis toujours, associer la femme, l'amour et la lune. Le livre le met aussi à l'honneur, en faisant les portraits de ses maîtres les plus prestigieux. L'importance des enjeux économiques joue certainement un rôle dans la constitution d'une certaine image du chat sur le terrain médiatique. Mais le marché que constitue, de façon générale, l'animal familier dans les foyers, ne suffit pas à rendre compte du phénomène.

**Le chat, animal emblématique d'un détachement par rapport au pouvoir.**

## « L'objecteur



## de conscience »

La sociologie confirme cette nouvelle image : Françoise Héran(1) montre que les possesseurs de chats se recrutent chez les intellectuels, les artistes et les travailleurs sociaux ; du côté des chiens, à la fonction utilitaire plus marquée, le monde de l'entreprise, du commerce et de l'artisanat, les défenseurs du patrimoine économique et de l'ordre. Il souligne avec pertinence cette opposition structurale, qui revient à faire du chat, contre le chien, une sorte d'« objecteur de conscience » et l'animal emblématique d'un détachement par rapport au pouvoir.

De fait, une complicité immédiate unit les détenteurs de chat, complicité sans équivalent chez les possesseurs de chiens. On sent bien, à cela, qu'elle tire sa force de l'affirmation de valeurs ou de refus communs, comme si la possession d'un chat témoignait à elle seule d'un esprit de fronde. L'indépendance du chat est la première vertu à lui avoir été conférée dès qu'il a trouvé des défenseurs en même temps que des laudateurs. Fût-elle illusoire, cette indépendance est aujourd'hui encore une des clefs de sa célébration.

Mais en fin de compte, c'est bien à un nouveau rapport à l'animal que renvoie la place du chat dans notre société. On peut certes voir dans l'animal de compagnie, un substitut d'enfant, le moyen d'assouvir des désirs pédagogiques ou de compenser le stress lié à la vie urbaine. Mais on peut aussi, comme le fait J.-P. Digard (2), considérer, dans son ensemble, notre système. Et dire que, luxueux et inutiles, nos chats n'ont été soustraits au monde animal que pour masquer l'usage intensif que nous faisons de ce dernier.

Laurence Bobis

(1) *Comme chiens et chats*, de Françoise Héran, *Ethnologie française*, XVIII, 1988, 4.

(2) *L'homme et les animaux domestiques, anthropologie d'une passion*, de Jean-Pierre Digard, Fayard, 1990.

► Historienne de formation, Laurence Bobis, conservateur des bibliothèques, est l'auteur des *Neuf vies du chat*, collection « Découvertes », Gallimard, 1991.

(Lire nos articles page 32.)







مكتبة الأهل

# Via Veneto

Quelques jours après la mort de Federico Fellini, les Romains se sont demandé s'ils n'allaient pas donner son nom à la via Veneto ou même la baptiser « Dolce Vita ». Ce n'était que pur moment d'émotion.

C'est l'histoire du Pirée - qui, comme chacun sait, n'est pas un homme - mais cette fois, dans l'autre sens : Vittorio Veneto est bien le nom d'une commune de Venétie qui prit en 1866 celui du roi Victor-Emmanuel. Elle est torse, cette avenue, et montueuse : issue de l'agitation populéuse et sonore de la piazza Barberini, célébrée par une double rangée de platanes ancestraux, elle s'inflecte à deux reprises pour se jeter dans les allées de la Villa Borghese.

Elle peut être, selon les heures frénétique ou assoupie, mais c'est de trois apogées romains qu'elle témoigne. Latin d'abord, puisque la porta Finciana qui s'ouvre sur la Villa e vu passer Justinien ; « résurgent » ensuite, car le quartier Ludovisi qu'elle parcourt symbolise Rome capitale d'une Italie affranchie de l'Antriche ; cinématographique enfin, quod, aux rigueurs du néoréalisme, succède vers 1960 Cinecittà et les paparazzi, lorsque Audrey Hepburn et Gregory Peck convolent à l'issue de *Vacances romaines*, et que Federico Fellini surtout inscrit en noir et blanc les audaces folatées de la *Dolce Vita*.

Bienôt 9 heures. Entre la fontaine des Abeilles et l'une de ces mini-stations-service comme il n'en est qu'à Rome, les scooters exécutent les pions qui espèrent un autobus, de toute façon déjà bondé, pour remonter la rue.

Ville du Sud à l'évidence : placettes, escaliers, palmiers flanquent l'avenue, recrois d'ombre et de silence pour tout à l'heure, quand le soleil sera haut. Après l'ambassade des Etats-Unis - bien plus que Paris ou même Londres, Rome est une tête de pont américaine en Europe -, passés les virines de façade et les bureaux de fond de cour, franchis la rampe et le double virage qui démarquent le monde de



Moravia n'est plus, les boîtes « crazy » ont disparu, la vie s'est faite plus lourde.

l'office, la via Veneto recouvre le plan rectiligne.

Il est 11 heures. Aux terrasses de café, l'Italie offensive de Benetton et de Berlusconi : les cadres impeccables en bras de chemise bleu cru (nous sommes fin septembre) et cravate recherchée, les femmes de décision, jambes bronzées, corsage blanc, quelques grammes d'or savamment disposées, s'entretenant en complices à la terrasse du Doney ou du Café de Paris. Sur les tables, café ou *cappuccino*, verre d'eau et deux journaux au moins : *la Repubblica* le plus souvent et les pages roses d'un quotidien sportif. Nul doute qu'en début de semaine on fera au moins allusion à la dernière levée du calcio et aux espérances toujours déçues des clubs romains, la Roma et le Lazio. Le téléphone portable, omniprésent.

Voici 13 h 30 et que tout ralentit. Effet du soleil lourd, de la coupure au trafic automobile de la partie haute de la rue ? Les rideaux de fer s'abaissent, le tumulte s'apaise, les Romains disparaissent. Seuls les étrangers cheminant, s'arrêtent

devant les kiosques baroques de tous les titres du monde. Policiers et carabinieri, fort jolies souvent, isolent la via Veneto du reste de Rome, en font un déambulatoire ralenti et morose. Bien davantage qu'à toute heure de la nuit, en cet instant l'Italie s'assoupit.

La renaissance, deux bonnes heures plus tard, est progressive, comme un étirement prolongé. Dans une Mercedes blindée garée à l'ombre des hauts murs d'une villa dissimulée par ses jardins suspendus, le chauffeur a levé un cil. Un portail s'entrouvre, deux silhouettes se glissent dans la voiture grise, qui démarre. Vingt mètres plus loin, Madame en descend et s'enfonce chez un chauffeur. Escarpins de veau velours, mocassins en lézard, prix vertigineux qui frisent les sept chiffres et n'effraient pas cette élégante de Manille, de Singapour ou de Bangkok : elle essaie paire après paire et même un véritable spectacle improvisé. Ils sont nombreux, devant la vitrine, à commenter le ballet.

Au fronton d'angle de l'Excelsior, les lettres vertes qui couronnent l'hôtel viennent de s'allu-

mer. Revendra-t-il avec la brume, le temps de l'excès et de la jeunesse ? Moravia n'est plus, les boîtes « crazy » ont disparu, la vie s'est faite plus lourde, même pour le cinéma italien, perfusé par le télé-vision. C'est que, comme tout passé encore à portée de mémoire, l'insouciance tellement années 60 de la via Veneto reste présente. Ils relâchaient là, stationnés en troisième file, les spiders Alfa et les coupés Lancia de la scintillante nuit romaine, et leurs propriétaires cueillaient les filles à même les terrasses d'hôtel et les tabourets du Harry's Bar. Devant Anita, qui o'écaraillait les yeux ? Mais les plus clairvoyants pressentaient qu'Anouk, ses lunettes défilées, n'était pas mal non plus.

« Ça-gît rien. » Rien, vraiment ? Cette inscription sur une pierre tombale, dans l'église de l'Immaculée-Conception, est-ce un vœu pieu ou un désaveu austère ? Et le modèle de cette piété du palais Barberini, n'était-elle pas la maîtresse de Raphaël ? Le temps a aussi eu raison de la chair, via Veneto, de la vie douce, sinon des œuvres. Comme

partout en Italie, le jadis de l'Antiquité apparaît plus souvent que le naguère d'il y a trente ans. Rosée, la muraille aurélienne couronne le passage, et les légumes aux états et dans les estaminets, champignons, pois chiches, fèves et olives, les Romains du Forum les appréciaient déjà. Rien ne changerait alors ?

Il fait sombre à présent, mais le ciel tarde à noircir. A l'orée des jardins de la Villa Borghese, les bouquinistes se sont résolus à fermer leurs éventails, les bancs ne sont plus le refuge que des adolescents. Sous la lumière blanche des lampadaires espacés, un petit train de promeneurs pèrera à abandonné jusqu'aux premières heures, celles que préférerait Marcello pour revenir à la vie vraie. « O Rome my country, city of my soul », écrivait Byron, dont la statue de marbre blanc gouverne les allées. Les plus parasols oscillent faiblement au-dessus d'une sculpture acéphale, enserrée dans un petit arc. Le masque antique qu'elle tient à la main, c'est celui de la comédie. *Tutto bene così*.

De notre envoyé spécial  
Olivier Barrot

## RIVERAIN

### Les mémoires de Walter

De la via Veneto, Walter Ferrari sait tout, c'est son métier, et ne dit rien, c'est son honneur. Presque rien : avec un tel petronyme, à une tenue toute britannique précède la *vista* italienne per excellence, notre homme confesse avoir rêvé dès l'enfance à ce gotha, à ces VIP séjournant à l'Excelsior qui ont fait de lui leur confident. Politiciens, actrices, footballeurs, industriels, il les a tous accompagnés d'abord, quand en 1969 il débutait comme groom, puis écoutés ensuite, conseillés enfin, à présent qu'il arbore au revers de son habit les clefs d'or du suprême échelon.

« Là, j'ai tout vu. » Le geste presta, l'œil en éveil, il ne perd ni n'oublie rien. Arrivé via Veneto après les dernières fenêtres de la *Dolce Vita*, il regrette la toute récente décision de la municipalité romaine de fermer le haut de l'artère au trafic automobile l'après-midi. Les piétons ne font pas la rue, à Rome, et le silence non plus. Et puis, que ne l'illumine-t-on proprement, « comme une femme » ? Et que n'autorise-t-on l'ouverture des megalins après 19 h 30 ?

Aujourd'hui, le police surveille, tandis qu'autrefois... On se gerait n'importe où, les gens souriaient d'aventure, saisis par cet air fraîle qui vous enveloppe par bouffées de la ville Borghese. Le vendeur du *Daily American* arpentait la rue pour épulser son stock : à présent, les Américains vont au kiosque. Ce soir, Walter Ferrari rentre chez lui, dans les Castelli Romani, près de Castelgondolfo. Peut-être évoquera-t-il une fois encore cette fameuse douceur de vivre avec sa voisine, qui n'est autre qu'Anita Ekberg.

## PIGNON SUR RUE

### 67 L'église de l'Immaculée-Conception

Elle recèle 22 sur sa droite un invraisemblable « cimetière monumental des capucins » : dans une crypte, six salles d'édifice décorées avec les ossements de quatre mille moines disparus entre 1528 et 1870. Une jubilation macabre à la mexicaine entrelace tibias et vertèbres, maxillaires et clavicules.

### 81 L'INA

L'immeuble d'angle de l'Institut national de l'audiovisuel évoque la proue d'un navire en partance, et abrite logiquement la compagnie aérienne d'Argentine, où s'installèrent tant d'Italiens.

### 60 et 157 Le Café de Paris et le Doney

Les deux établissements se font face inégalement : le deuxième est installé sur le seul côté où le soleil soit présent toute la journée. La qualité du café, amer et concentré, est parfaite, et son prix à la terrasse inférieure à celui de Paris. Beaucoup d'étrangers, sauf le matin, où les hommes d'affaires élégants s'y attendent en parcourant la presse, s'élèvent de poche à portée de main. Les célébrités qui séjournent à l'Excelsior tout proche (n° 125), le palacio-mémoire de la via Veneto, ne dédaignent pas d'y petit-déjeuner.

### 106, 110 et 157 Boutiques

Dans cette ville coquette, dans cette artère luxueuse, certains articles demeurent pourtant accessibles. The Glove Shop, Roxy et Landman proposent ainsi des cravates en pure soie à des prix raisonnables, à partir



de 20 000 lire (80 F). C'est que la matière première provient de la région.

### A proximité

Dans les jardins de la Villa, il faut visiter le Musée Borghèse, bien à tort négligé. Sa situation agreste et ses collections méritent l'attention. Trois sculptures parmi tant d'autres pièces : *Apollon et Daphné*, pour laquelle Bernini accomplit le miracle de représenter bel et bien par le marbre la transformation de la nymphe en laurier ; *Pauline Borghèse Bonaparte*,

de Canova, toute de moelleuse sensualité ; un gnome à bonnet ricanant, du deuxième siècle après Jésus-Christ.

### Via Emilia (n° 60)

Le restaurant Peppone (60, via Emilia, tél. : 48-39-76, 48-39-94) dispose de huit tables sur une rue calme et propose des pâtes mémorables (tagliolini, spaghetti, tortellini) comme ces « tagliatelle verde alla Peppone » (pâtes aux épinards avec lardons, petits pois, champignons : 10 000 lire seulement).

## Réalisez vos rêves avec Aeromexico.

### Séjour de 8 jours au Mexique

A Mexico	4 880 F
Hôtel Casablanca	
A Acapulco	5 340 F
Hôtel Acapulco Plaza	
A Cancun	5 380 F
Hôtel Cancun Playa	

Prix « à partir de » comprenant : Les vols avec Aeromexico Paris/Cancun/Paris (ou Acapulco ou Mexico) et 6 nuits en hôtel 4 étoiles en chambre double.

Contactez nous à :  
Voyageurs Au Mexique  
5, Place André Malraux  
75001 Paris  
Tél. : 42 86 17 40  
Fax : 42 86 10 15

VOYAGEURS AU MEXIQUE





هنا من العمل

# L'homme au chapeau

Si le chapeau ne tient plus la place qu'il occupait dans la garde-robe masculine, il n'est pourtant pas complètement sorti des tentations de l'usage. Serait-il encore un objet de convoitise ?

Au début de l'année 1976, l'un des peintres les plus troublants de notre époque, Gasiorowski, disparaît. Ou plutôt, il s'efface. Pour quelques mois. Son patronyme érotisé - Worosis Kiga - fournit l'en-tête d'une académie (l'AWK) dirigée par son double, sa fiction, le rigide professeur Arne Hammer. Ses « élèves », qui tous appartiennent au Gotha de la cote, sont censés suivre un cursus de quatre ans. Leur liste, alphabétique, est l'exact décalque des grandes expositions internationales, reflétant la domination des galeries américaines et les goûts des commissaires européens. Les plus grands noms, les plus souvent cités, les plus aisément reconnaissables, d'Aronci à Warhol, d'Arakawa à Zurro, et des Becher à Wegman doivent affronter un unique objet d'étude : un chapeau.

Quatre cents peintures de chapeaux réalisées par Gasiorowski et signées par lui du nom de ses « élèves », « fragments épars d'une œuvre partiellement dérobée », sortent de l'institution. « L'académie cristallise, chapeaute (si l'on peut dire) toutes les régressions élaborées à partir de 1973. C'est ainsi leur point final », écrit le peintre qui n'a de cesse de conduire l'AWK à sa perte. Comme dernier exercice (et salut aux « amateurs » ?), le professeur Hammer devra trente-six mille fois son feutre d'une main, et se recouvrira trente-six mille fois de l'autre. « Le but, l'ultime but était de jeter le chapeau et de découvrir la peinture », commentera froidement Gasiorowski, qui précisait : « Le chapeau est un leurre, une « couverture », seule existe la peinture, et derrière elle, contre, dessus, écarté, l'individu qui l'exprime, le peintre ou le sujet, réel. »

Curieusement, trente ans auparavant, dans une gouache tirée les *Salués*, un autre peintre, Hélio, semblait avoir fixé par avance la performance du maître. Les feutres soulevés et reposés par ses personnages ne témoignaient pas seulement de leur rencontre, mais signaient l'engagement nouveau de l'auteur envers eux, son salut à la figuration. Dès la fin des années 30, alors qu'il peignait ses grandes figures abstraites, l'un des premiers éléments vaguement identifiables à en émerger avaient été des chapeaux. Dans un glissement perceptible, l'objet était venu recouvrir en 1939, de sa géométrie en arcs de cercle quasi inchange, à peine modelée, ses premiers portraits, ses *Emile*, ses *Edouard* et ses *Charles*. Le chapeau avait assuré le passage en douceur d'un monde à un autre. Un transfert.

Rien de fortuit dans cet enlèvement du chapeau comme garant de la continuité de nos représentations. Et lorsque celles-ci explosent, lorsque le changement devient compulsif, et pas seulement comme conséquence d'une logique de marché, l'affleurement de la peinture à la suivre ou à le précéder conduit à la saturation comme expérience, à la multiplication des

tentatives d'épuisement du sujet. A cette fin, le feutre de Gasiorowski devenait un moyen. Son exposé. A cela près que le franchissement d'une limite, même trente-six mille fois répété, n'affole plus que les oiseaux. Le *Thérapeute* de Magritte l'aurait rappelé : sans chapeau, pas d'épouvantail, et l'épouvantail peint. Il est la peinture.

Venu du temps des rapins, où il accompagnait la lavallière, la pipe et le carton sous le bras, le chapeau continue de coiffer l'imagerie naïve du peintre. Il fonde une convention de l'artiste, l'une de celles qu'il ne pourra pas ne pas rencontrer, suivre ou affronter un jour. Voyez Antonio Seguí, dans la suite des cent quinze tableaux de son *Paris-journal*. Les innombrables silhouettes (masculines - mais c'est une autre histoire), toutes dotées d'un couvre-chef, ne rendent pas désuète ou sud-américaine la ville, mais affirment son appropriation par les semblables du peintre. L'observateur peut aller jusqu'au don de son corps à ce Paris de cartes postales détournées, qui ne conservera que sa tête, dûment chapeautée, sur un piédestal posé à même la chaussée.

Le chapeau désigne l'homme, et en quelques signes infimes suggère l'artiste. Inlassable acteur de toutes les mythologies, il sait les travestissements qui font le prince ou le paysan, ceux qui grandissent ou qui enlaidissent. Il peut rendre à sa convenance visible ou invisible, élever au firmament, faire planer puis englober à jamais et, parfois, ressusciter. Ainsi de Beuys (dont le professeur Hammer pourrait être un avatar) fixé dans la rigidité feutrée d'un éternel survivant à toutes les guerres, celle des hommes comme celles des arts. Un témoin en tenue. La preuve que, lorsqu'une personne fait ainsi corps avec son chapeau, celui-ci révèle, exhibe. Le feutre de l'artiste le met à nu. Il devient chair.

Car il est - il était - une autre manière de porter le chapeau, qui, à l'opposé, habillait. L'oter, et l'on prenait le risque de la privauté. Mis bas, ce rempart de feutre un de soi

évoquait trop l'enchaînement des actes à venir. Le dévoilement d'un crâne suggérait l'ignominie de pensées fortement coupables. Le chapeau assurait aux hommes ce que le corset garantissait aux dames. Au premier le maintien des esprits, au second la contrainte des corps. Laisser entrevoir l'intérieur de la chose à l'autre sexe touchait à la licence, sauf s'il l'on s'appelait Swann et qu'on l'avait fait doubler d'un inattendu cuir vert, sauf si elle était duchesse de Guermantes. Mais que dire quand un se reconnaissait le Bauvard d'un Pécuchet, découvrant le nom de l'autre au fond de son couvre-chef, sinon se répéter, non sans sourire, qu'« alors, ils se considèrent » ?

Pièce respectabilité que celle qui peut être mise à bas au premier vice de forme ! L'affaire amusera et agitera grandement les surréalistes. L'ébrouissement collectif qui les saisit en voyant entrer pour la première fois une femme « en cheveux » dans une brasserie de Montparnasse donne la mesure du sort qu'ils réservent au chapeau. Buñuel et Dali n'ont rien d'autre à prouver : la liberté ou l'amour for-

cement décoiffent. Dans *L'affaire est dans le sac* (1932), les frères Prévert organisent une véritable chasse au chapeau, dont l'initiateur n'est autre que le chapelier lui-même. Comme dans l'*Age d'or*, les artisans des plus grands désordres sont les garants de l'ordre. Le chapeau symbolise l'appât d'une bourgeoisie pour qui la propriété des humbles est un vol, et qui entend réduire leurs personnes à des silhouettes aussi interchangeables que leurs couvre-chefs. Izara adoptera une tout autre démarche, il est vrai quelques années plus tard. Fortement troublé par le goût des dames pour des feutres d'apparence masculine, l'auteur de *L'homme approximatif* examine et découvre, sur des photographies de Man Ray, l'ambivalence de l'objet, décrit et en mesure la masochiste (la feute supérieure) avec toute l'obscurité dans le détail que peut déployer le second degré.

Outre-Alpes, pas plus que chez leurs amis futuristes, l'inconscient n'était le fort des fascistes italiens. Dans les années 20, Mussolini n'en tenait que pour la *bombetta* - notre melon. Avec la canne et

l'huile de ricin il formera l'uni-forme des bastonniers en chemin vers Rome, où leur chef continuera à enrichir sa collection de *bombette* de toutes les couleurs. A la même époque, un gosse nommé Federico Fellini n'a d'yeux que pour un autre melon : celui d'un petit homme qui s'élance, « avec la grâce d'un chaton », contre les tyrannies montantes : Chariot. En Angleterre, le populaire, avec plus de discernement que le *duce*, avait depuis longtemps surnommé le *bowler* (du nom de l'inventeur, en 1850, du melon) « *billycock* », expression d'une richesse cavallière qui associe son premier client, William (Billy) Coke, à ce *cock* qui désigne le sexe masculin et peut signifier à la fois dresser le petit doigt et incliner un chapeau sur l'oreille.

Le mâle glissement de la coiffure sur le côté surviendra largement à l'abandon du melon. Sous leur chapeau abusivement dit « mou », les durs, les Cagney, les Mitchum ou les Gabin, déplacèrent à peine le geste en découvrant subitement leur front en une invite sans détour à la femme, comme en une préparation de l'affrontement avec l'ennemi. Cette véritable parade aura été le dernier désordre signe du triste protecteur de la *Chienne* (Renoir, 1931) lorsque les policiers viendront l'arrêter. Les boulevards regagnaient alors de ses semblables, persuadés que « le chapeau sur l'œil » assure « le reste à l'aveugle », comme le chantera pour l'éternité Ferré. Mais jamais les *Rupins* ne porteront la calotte de leurs feutres à une hauteur qui en faisait le verlan du vrai chic d'une époque où, à l'exception des reporters-photographes, l'on ne mettait guère les casquettes à l'envers.

Apparent allié des bas-fonds et de la nuit, le feutre dissimule largement les traits, mais comme pour mieux affirmer les siens propres. La manière dont il est rabattu sur l'œil, ce fronton appuyé et sensuel sur le bord, imprime une signature, dévoile une identité que Bogart sera le dernier à faire oublier. Donner un chapeau au visage est s'engager à donner un visage au chapeau, à le façonner. Fred Astaire, le plus bondissant des dandys, ira chercher les siens aux meilleures sources londoniennes, mais ne les portera qu'après les avoir jetés contre les murs pour les vieillir. Banquiers ou hommes du monde, truands ou hommes politiques rejoindront les artistes dans le souci de lui céder un peu de leur humanité. Au point d'en devenir inséparables jusque dans la mort : derrière son cercueil, un enfant portera le feutre de Gaston Defferre.

Jean-Louis Perrier



Le chapeau assurait aux hommes ce que le corset garantissait aux femmes.

## DOULOS

### Les classiques

Motchi, maison fondée en 1887. Reprise il y a deux ans par Hennes, la boutique du 42, avenue George V pratique toujours le sur-mesure et offre une vingtaine de modèles de feutres de 1 100 F à 2 000 F. Chez Madelios, 23, bd de la Madeleine, les chapeaux proviennent de chez Fléchet, de l'américain Stetson ou des britanniques Christy's, Lock et Herbert Johnson de 425 F à 1 450 F (selon qu'ils sont de feutre de laine ou de poil - les « vrais »). On trouvera des Borsalino chez Old England, 12, bd des Capucines, qui propose de 300 F à 750 F pour la laine et de 750 F à 1 000 F pour le poil, les classiques de chez Lock, Christy's et Herbert Johnson - notamment un « voyageur » (990 F) qui se pèle dans la poche.

### Les modernes

Avec Anthony Polo, 12, rue Jean-Jacques Rousseau, on plonge dans la couleur du bleu ciel au bleu nuit, du noir profond au blanc uni ou moucheté. Couvre-chefs de toutes formes puisés en Angleterre ou produits en France, de 520 F à 1 000 F. Olivier Chanon propose des feutres classiques de 750 F à 1 200 F et fabrique sur mesure un rare et luxueux tampe supérieurement (2 500 F) et des Garibaldi de joyeuse fantaisie.

### Musées d'Europe

France : une fabrique de feutre existait à Chazelles-sur-Lyon dès le seizième siècle. La mécanisation provoque son essor, et au début du vingtième, on compte vingt-huit usines et deux mille cinq cents ouvriers dans la cité. Un musée retrace notamment les différentes étapes de transformation des poils de lapin ou de lièvre en feutre : soufflage, tissage, semoussage, foulage, teinture et finitions (ras, flamard ou tampe). Musée du chapeau, 16, rue Saint-Galmier (tél. : 77-94-23-29).

Italie : la firme Borsalino fut fondée en 1857 à Alessandria. Vingt ans après, elle produisait soixante modèles. En 1909, elle lance le feutre bleu (pour le théâtre et le restaurant) et impose dans les années 20 la haute calotte et les larges bords qui lui vaudront sa renommée. Un musée en conserve le souvenir et présente une histoire du chapeau. Corso Centre-Cannoni à Alessandria (tél. : (09-39) 132-51-021).

Allemagne : à la fin du dix-septième siècle, les paysans de l'Allgäu se mettent à produire des chapeaux de paille pour améliorer leurs revenus. Guillaume II décide de les faire porter à l'équipage de son yacht, le *Hohenzollern*. Puis à sa marine de guerre. Le Musée du chapeau de Lindenberg-im-Allgäu, Hirschstrasse, 5 A, en présente l'histoire (tél. : (09-49) 83-51-30-11).

## CHAPELIER

### Sous le feutre

« Otez votre chapeau, ordonna le Roi au Chapelier. - Il n'est pas à moi, protesta l'interpellé. » Lewis Carroll, *Alice au pays des merveilles*

On ne s'improvise pas chapelier, insiste Philippe Molins-Martin, chapelier chez Motsch à Paris et styliste pour le cinéma (l'Amant, Germinal). Il y a vingt-cinq ans, j'étais au rayon chemises chez Gélot et je voyais passer des personnes tellement exceptionnelles au rayon chapeaux que j'ai voulu apprendre. Des personnes qu'on ne peut pas imaginer tête nue. Aragon dépassait tellement son feutre qu'on ne le voyait pas. Alors que le chapeau peut être un frère ennemi. Un demi-centimètre de calotte en trop et on rate l'objet. C'est un travail rigoureux, qui n'a rien à voir avec celui d'un modiste, qui pourra toujours rajouter un bouquet de fleurs. Le chapeau pour homme doit faire corps avec la personne. Tout rigide et sévère qu'il soit, vous devez rester vous-même. On doit pouvoir vous reconnaître sans que vous ayez l'air déguisé. Il ne doit pas se voir, mais rendre élégant et sympathique.

Il y a vingt ans, un homme de soixante n'aurait pu imaginer une vie sans chapeau. On portait sur la tête le signe de sa caste. Des bords roulés étaient chics, des bords trop baissés, d'un voyou. Un banquier ne pouvait porter qu'un chapeau rigide. C'était le dernier vestige de l'éducation du siècle dernier, le dernier bastion des bonnes manières. L'homme chapeauté devenait respectable, même lorsqu'il était une canaille. On ne peut pas tutoyer quelqu'un qui porte un chapeau. Aucun de nos présidents n'aurait pu s'en passer. Souvenons-nous d'Auriol, de Coty. De Gaulle l'a abandonné après guerre pour ne pas offrir de lui une image trop figée, pour être plus près du peuple.

La haute-de-forme, le huit-reflets de soie, reste le seul chapeau habillé, mais le feutre est le chapeau par excellence. Il offre l'autorité avec un soupçon d'arrogance. Sa grande période court de la fin du dix-neuvième siècle jusqu'à la guerre. Si vous regardez une photo de foule dans les années 30, vous ne voyez que des chapeaux. Mais, étrangement, on s'est aperçu que lorsqu'on reconstituait la scène au cinéma, il était impossible de faire porter des chapeaux aux figurants. Car cela paraissait faux.

La nouvelle génération l'identifie souvent à un acteur, elle découvre la chapeauté comme un objet hors du temps, celui de tel ou tel musicien de jazz. Il reflète les problèmes d'identification de la jeunesse. Nous demandons parfois : A qui voulez-vous ressembler ? Avant de casser le bord, de le chahuter pour lui donner une allure un peu portée. Mais il ne faut pas créer un personnage avec le chapeau, et mon expérience au cinéma me permet d'éviter cela. En déposant le cercle du chapeau sur leur tête, nous les voyons découvrir le bonheur de vivre avec, car ils vont vivre plusieurs années avec lui. Parfois, on les rassure : Vous êtes encore vous-même. Ils ont la crainte d'un chapeau qui les ferait ressembler à leur père. Et pourtant, un enfant qui met le chapeau de son grand-père ne sera jamais ridicule, alors qu'un chapeau de femme vieillit très vite. »

J.-L.P.

# Chareau

Association au Centre  
Chapeau-Pompe d'ou  
Chapelier  
Chapeaux et  
Chapeaux des  
années 20 et 30. Pierre  
Chapelier, l'auteur de  
Chapeau de verre à  
Chapeaux Pomman.  
Chapeaux  
Chapeau au retour en  
Chapeau de style nous  
Chapeaux elle voit  
Chapeaux 30.

## Le Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel :

3617 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax. Paiement par carte bancaire.



سكان من الدول

temps libre

Le Monde • Samedi 13 novembre 1993 29

FORMES

eau

# Chareau années 30

**Consécration au Centre Georges-Pompidou d'un créateur de meubles et d'architectures des années 20 et 30, Pierre Chareau, l'auteur de la Maison de verre à Paris. Andrée Putman, qui a vivement contribué au retour en grâce de ce style nous dit comment elle voit les années 90.**

La maison existe, les meubles existent. Elle intrigue, ils fascinent. Le nom de leur auteur est connu ; pourtant, l'exposition qui vient d'ouvrir au Centre Georges-Pompidou est comme le résultat d'une filature, d'une enquête de détectives de l'histoire de l'architecture et de l'art modernes : outre la soixantaine de pièces de mobilier rassemblées ici pour la première fois, cent cinquante dessins inédits, des lettres, des bons de commande, des dates, des collaborations, éclairent mieux la personnalité, les amitiés et le travail d'un des plus mystérieux créateurs de formes de la première moitié du vingtième siècle : l'architecte-meublier français Pierre Chareau, né à Bordeaux dans l'autre siècle (1883), mort et enterré à East Hampton, près de New-York, en 1950, alors qu'il cherchait à revenir en France après dix années d'exil.

Une carrière brève et intense, brillante et originale, entre chance et malchance. Malchance d'être né dans un siècle agité et de subir directement les conséquences de deux guerres : la première que Chareau assume comme architecte pendant cinq années et qui ne lui fera commencer qu'à l'âge de trente-six ans une œuvre personnelle ; la seconde qui le conduira, en 1940, à quitter la France pour les États-Unis, après avoir tenté de rejoindre le général de Gaulle.

Chance pourtant d'avoir vécu la période fertile du Paris de l'entre-deux-guerres, entre Braque et Juan Gris, entre Jean Lurçat et Mallet-Stevens. Et d'avoir eu l'occasion de réaliser pour des amateurs éclairés une œuvre d'avant-garde qui, se tenant à l'écart des rigidités de la mode comme des rigidités doctrinaires, garde la marque d'un véritable créateur. Malchance face à la crise, à l'exil, à l'oubli : Chareau « perdu » ne sera « retrouvé » que dans les années 70, vingt ans après sa disparition. Chance rare, enfin, que l'essentiel — la Maison de verre de la rue Saint-Guillaume — ait pu être conservé dans la famille Dalsace (1), et que les idées qui y ont été expérimentées — meubles et immeuble — soient

## Livres

L'ouvrage collectif, sous la direction d'Olivier Cinquandre, édité par le Centre Georges-Pompidou dans la collection « Monographies » (240 p., 325 ill., 350 F.), comporte divers témoignages, analyses et notices d'œuvres ainsi que la reproduction des documents découverts à l'occasion de l'exposition.

Marc Vellay, Kenneth Frampton, Pierre Chareau, architecte meublier, Ed. du Regard, 1994.

La revue *Architecture d'aujourd'hui* publie dans son n° 289 (octobre 1993) une analyse de l'œuvre ainsi que les articles de Pierre Vago, Paul Nelson et Julius Posener qui avaient commenté la construction de la Maison de verre, il y a soixante ans.

encore là pour parler au nom de leur auteur et de ceux qui, lui commandant ce travail, furent sans doute pour beaucoup dans sa parfaite réussite.

« J'ai voulu tendre un voile entre l'occupant et le monde extérieur, comme la toile d'une tente, où il n'y aurait plus qu'à placer la table et le lit nécessaires. » a indiqué Pierre Chareau, plutôt avare de commentaires et de théories sur son travail. A celui qui entre dans la cour du 31, rue Saint-Guillaume, la façade entièrement pavée de briques de verre, plane et ouïe, avec ses échelles de fer qui supportent des projecteurs, semble un manifeste, une provocation. Sur le côté, elle est percée de fenêtres, mais devant, rien, pas une ouverture. Tout se passe à l'intérieur où le jour diffuse une lumière d'opale (la nuit, les projecteurs prolongent l'effet), fluide, estompée sur le grand volume du salon, la haute bibliothèque, les mezzanines et leurs étagères de métal perforé, les

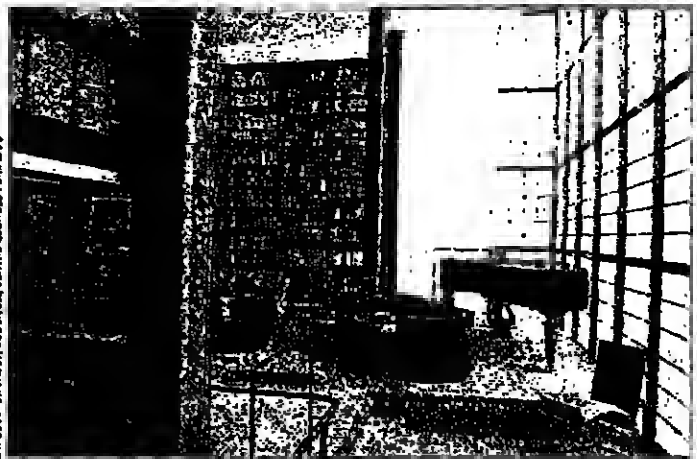
charpentes d'acier apparent, l'escalier suspendu, les parois conissantes, et le mobilier gracieux, formes courbes, canapés en virgule, petites tables en éventail, chaise pliante en fer et rotin, qui répondent aux pivots, rotules, coulis, glissières, disposés jusque dans les chambres, les salles de bains, les armoires.

L'esprit d'une maison japonaise, traduit dans des matériaux modernes et pourtant sans dureté : le métal est doux au toucher, le bois n'est jamais loin, l'espace lumineux est proportionné pour un déplacement harmonieux : ce n'est pas la froide « machine à habiter » définie par Le Corbusier ; plutôt, une machine « habitée ».

Pas d'archives, pas d'agence, pas d'héritiers... Le départ de Pierre Chareau à l'étranger complique la tâche des historiens-détectives. Si des fonds de dessins et de correspondance ont pu être retrouvés par Olivier Cinquandre,

commissaire de l'exposition et le comité scientifique, on sait aussi que Chareau n'est pas entré aux Beaux-Arts en 1900 à Bordeaux comme il l'espérait et qu'il a travaillé dès 1904 dans une agence d'ameublement à Paris.

C'est la rencontre avec le docteur Jean Dalsace et son épouse Anote Bernheim, la commande qui lui est passée d'aménager leur premier appartement boulevard Saint-Germain en 1919, jusqu'au chantier de la rue Saint-Guillaume dix ans plus tard, ainsi que les aménagements et constructions qu'il réalisera pour leurs amis, relations et parenté qui seront à l'origine de la plupart des travaux de Chareau. Entre-temps, il fera partie de l'Union des artistes modernes, participera à l'Exposition des arts décoratifs de 1925 avec le « bureau pour une ambassade » (qui était entreposé dans les caves du pavillon de Marsan et qui a été remonté au Centre Pom-



Intérieur de la Maison de verre (1928-1931).

pidou), puis recevra quelques commandes d'Etat ainsi que l'aménagement du Grand Hôtel de Tours. Mais tout cela a disparu (même l'ensemble de treize-deux éléments commandé par le Quai d'Orsay demeure introuvable).

Restent les meubles, qui depuis quelque temps affolent les coehères dans les ventes publiques, et dont l'originalité se lit à travers une évolution qui épouse celle de son époque, des

massives pièces d'ébénisterie proches de celles d'un Ruhlmann aux géométries de bois et de métal à tablettes pivotantes et à structure minimaliste du bureau qu'il crée pour lui-même ou pour Mallet-Stevens. En liberté par rapport aux dogmes, élève d'une rigoureuse école buissonnière, celle de sa fantaisie toujours mesurée à l'aune des matériaux, Chareau se reconnaît au mouvement : avec lui, les meubles ne sont jamais immobiles, figés.

En « créant des volumes dans un espace donné », comme le maquetiste d'un journal met la page en perspective, il se fait le graphiste de l'espace habitable. Dans les trois dimensions. Précision du mouvement humain, présence du corps humain, refus de l'abstraction... Le résultat est là, tangible, de l'espace jusqu'au mobilier, qui se refuse ni les bois exotiques ou étranges, ni le métal, ni les courbes, les sphères, les obliques. Tactile, tendre au regard, en animation... Même fixes, comme la fameuse série de luminaires — notamment « la Religieuse » et sa corvette — faits de triangles d'albâtre accrochés ensemble par le complice de Chareau, le ferronnier Louis Dalbet, ils évoquent le mouvement.

En donnant à voir canapés, psychés, bureaux à tablettes pivotantes, tables ou éventail, lampadaires à crémaillère, sofas avec desserte pour fumeur, et le fameux meuble à linge avec miroir inclinable, l'exposition mise en scène par Alain Guibaud offre la possibilité de s'en approcher, et la tentation est forte de les manipuler, mais une sonnerie alarme vite les imprudents.

Les meubles ont été disposés sur de grandes dalles de glace éclairées par-dessous, contribution d'une filiale bordelaise de Saint-Gobain à l'hommage à la Maison de verre. Le sol opalin devient cimetière, autorisant l'observation presque clinique et, ce même temps, une perception de la continuité créatrice ; même ainsi, les meubles vivent. Chareau perdu et retrouvé.

Michèle Champenois

(1) Lieu de pèlerinage pour les architectes du monde entier, la Maison de verre ne peut se visiter car elle est habitée par la famille qui la fit construire. Une restauration, toujours délicate quand il s'agit de matériaux modernes, est en cours, sous la direction de Bernard Baudet.

## Expositions

Jusqu'au 17 janvier, au Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, tous les jours sauf mardi (entrée : 20 F, tél. : 44-78-12-33). L'exposition a été réalisée par le Musée national d'art moderne-CCI, en coproduction avec l'Association des amis de la Maison de verre, créée en 1976 pour faire connaître l'œuvre de Pierre Chareau et organiser la recherche à son sujet (31, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris).

Une conférence est organisée salle Jean-Prouvé (rez-de-chaussée), le lundi 29 novembre à 18 h 30.

D'autre part, la galerie Jacques de Vos, 7, rue Bonaparte, 75006 Paris (tél. : 43-29-88-94) présente, jusqu'au 15 décembre, des luminaires, meubles, tables de jeux de Pierre Chareau.

Câblez vous juste ! Avec le nouveau supplément radio-télé du Monde

## MORALE

### Les colères d'Andrée Putman

Était-ce l'époque ? Ou, justement, cette note mélancolique dans l'époque, un peu de finesse dans un monde de brutes, comme dit le pub ? La preuve, par le rétrospectif Pierre Chareau à Beaubourg, que l'harmonie avait été de ce siècle, ou tout ce qui démontrait qu'elle n'en était plus ? Andrée Putman, en tout cas, avait la colère tonique, l'esprit critique à vif, confortée, peut-être, par son cher Chareau, accablée par les années 80, inquiète de celles qui viennent. Comme tant d'autres, bien sûr, mais son champ d'observation — notre art de vivre — touche directement nos intimités, nos lieux de repli, nos réduits de liberté. Et ses mots étaient sans ambages, épurés, comme l'architecture intérieure pronée, défendue bec et ongles, par celle qu'on nomme « la Madone » du design, terriblement simples, comme les lampes-projecteurs de Mariano Fortuny, dessinées en 1907, et retrouvées par cette archéologue des années 30.

Nous étions venus la voir par un sale lundi matin d'automne, et même la show-room d'Écart international, la société qu'elle anime, paraissait gagnée par les brumes de la crise. Il devait n'être question que de son bonheur de l'œuvre de Chareau, d'un temps où quelques créateurs semblaient s'être donné des ailes. Des objets, des meubles de grands précurseurs, comme Eileen Gray, qu'Andrée Putman a libérés des bastilles de l'oubli. Puis, la brume, la crise, l'époque avaient vite pris le dessus. « Je vis ces temps comme une punition », lâchait-elle. Trop de mauvais goût. Un trop-plein de vulgarité ambiante. « Les années 80 ont été une course maladroite au triomphe, au succès par l'argent. Il fallait écraser l'autre par le spectacle de sa force. Il fallait absolument des musts, ce mot terrible, pour exister, pour signifier son appartenance au clan. »

A quels meilleurs égarés songait-elle ? A tous ceux qui, durant dix ans, avaient pu, avaient dû s'offrir les musts du snobisme. Tous ces meubles, ces objets, une façade, une surface enviable. Ces contraintes : une mode après l'autre. Les grands consommateurs du luxe. Ceux qu'Andrée Putman nomme « la forteresse vide », les mas-tu-vu de l'art nouveau, les gavés de design, de « déco in », en loft et en piscine fluo. « Il y avait une vraie névrose, à Paris comme à New-York : avait-on la



Andrée Putman vue par Alice Springs en 1980.

bonne télé, la bonne cuisine ? C'était à vous dégouter de concevoir des objets ou des espaces. »

En écoutant Andrée Putman, ce terna lundi matin de novembre, un avait l'impression de se trouver quelque part, à Paris comme à New-York, près d'immenses décharges d'objets inanimés où des nantis d'hier, en perte d'identité, venaient déposer leurs anciens et inutilisés vœux d'or successifs. Écrasés par leurs parures. Allégés, souvent déposés, mais toujours ignorants de ce que Pierre Chareau avait dû se désespérer d'expliquer : « La France est victime d'un terrible handicap : son passéisme. Sa peur physique de la faute de goût. Le rêve français reste Versailles ! » L'antassament par errements répétés. Le tapage à l'œil par vide de soi. La démonstration tatonnante.

« Si les objets ne nous racontent pas une histoire affective, expliquait Andrée Putman, c'est qu'ils ne sont pas là pour de bonnes raisons. C'est pourquoi, surtout en ces temps d'incertitude, il faut accepter l'éclectisme, rassembler autour

prendre comme nous sommes, dépareillés, en bribes, « insatisfaisants et imparfaits ». Pour celle qui a rendu aux dernières décennies tant de meubles et d'objets du début du siècle, redonné les chaises de Mallet-Stevens, les tapis d'Eileen Gray, rendu non délabrés des œuvres délaissées par les snobismes d'hier, l'éclectisme est une morale. Le droit de se réapproprier ses contradictions, ses bons et ses mauvais souvenirs. Sa mémoire. Donc, mélanger les meubles de toutes les époques de sa vie. Pardonnez à ceux qui nous ont fait souffrir, s'ils sont encore de nos greniers. En finir avec les purgatoires. Bref, refuser toute mode qui ne soit pas de son propre agglomérat.

Duras encore. Les objets de Duras. La maison de Duras, récemment consacrée dans *Écrits*, son dernier livre, et ses endroits successifs de méditation, au gré des strates d'une vie en œuvre. Duras, et, pour Andrée Putman, le réconfort d'avoir vu, un samedi soir, des jeunes gens penchés sur les piles d'*Écrits* chez Virgin.

Des bonnes nouvelles, même infimes, des films qui aident à vivre. Robert Wilson et Isabelle Huppert dans *Orlando*. « Tout ce qui peut contribuer à apporter une alternative au conformisme ambiant. Tout ce qui nous aide à lutter contre l'intimidation. » De l'architecture intérieure, nous étions passés à la vie, pour revenir à nos déurs. Parce que c'était la même chose.

Comme si les psychologies allaient devoir s'appuyer un peu plus, dans les temps à venir, sur la force apaisante des objets, comme si les formes de bois, de métal, pourquoi pas de plastique, allaient nous servir un peu plus de balise dans la nuit.

Andrée Putman allait continuer sa croisade pour l'épure. Pour l'église Saint-Jacques de Lyon, pour le Musée des beaux-arts de Rouen, le futur Sheraton de Roissy, pour le service de gérontologie d'un hôpital de Lons-le-Saunier... Elle espérait simplement que ses contemporains du désert optent, chacun pour soi, pour la défense de leur goût. De leur seul goût. Pour la force de compassion contenue dans chaque objet de leur environnement familial, et qui pouvait, peut-être, leur rendre un peu de la leur. « Même si tout fout le camp. »

Philippe Boggio

Le Monde PUBLICITÉ ÉVASION Renseignements : 46-62-73-22



حكاية الرحيل

# Oman, l'oasis sur terre

**Mer, oasis, montagnes, sable, désert, la variété des paysages que l'on rencontre en voyageant dans le sultanat d'Oman pourrait largement suffire à la joie du visiteur. Il faudra aussi cependant compter avec le ferme et délicat accueil d'un peuple resté libre de propos comme de caractère.**

Le véhicule climatisé glisse sans heurts sur la route lisse. L'événement émerge de la nuit entre deux bandes de gazon, ruban vert tenant en lisière le sable pâle. Les réverbères tirent parfois de l'obscurité des blocs blancs. Architecture moderne, riche. Tout est propre. Serait-ce ici la Suisse de l'Orient ? En apparence, oui. Mais les fenêtres en arc ogival, les galeries voûtées pour garder la fraîcheur, les murs crénelés, tous ces arrous dans des formes cubiques, témoignent d'un art purement islamique.

Déjà, sur cette large voie reliant l'aéroport à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, naît une impression d'espace, mais aussi de recherche : large avenue à deux voies, en sens unique, arbres taillés en boule sur les pelouses constamment arrosées qui la bordent. De temps à autre, une grosse pierre met en valeur une plante grasse. Sur d'autres routes, on verra des représentations d'objets du patrimoine culturel (cafétière à long bec, jarres vernissées), de la faune (oiseaux, canards), en sculptures sur un piédestal, en bas-relief ajouré, sous une marquise au centre des carrefours ou simplement posée sur les rochers, tels ces oryx au front muni de deux longues cornes blanches - espèce rare renaissée par voie de repeuplement. Sont-elles purement décoratives, ou didactiques, desti-

nées à renforcer le sentiment de fierté nationale des Omanais, à donner aux étrangers un aperçu de quelques éléments emblématiques d'une culture respectée ?

Les montagnes, qui accompagnent tout voyage en Oman de leur austère beauté, font à Mascate une protection rapprochée, complétée par les deux forts de Mirani et de Jalali, construits au seizième siècle à l'extrémité de la chaîne. Surveillant aussi bien la terre que la mer, ils complètent le dispositif. Le port de Matrah nourrit la capitale de l'abondance de son marché et lui donne un pittoresque de bon aloi : eau bleue scintillante, barques de pêche, maisons blanches à fin balcon et moucharabieh. Au bord de la crique, le souk : cuvettes de dattes, plateaux d'ail, cageots de citrons, navets, blancs et fuselés, sur une toile de jute, poissons frais allongés sur le carreau ou la queue en l'air dans les sacs en plastique des acheteurs. Patience orientale des hommes en tunique blanche où s'arrount parfois un ventre, des femmes longuement voilées, mais le visage à découvert.

Le réseau routier omanais est un balcon d'où l'on contemple les montagnes couleur de poterie. Les lignes de crête, plus au moins hérissées, se superposent. Au premier plan, la première chaîne de montagnes, sombre ou noire, se

détache avec netteté sur la suivante, plus claire, et ainsi de suite, jusqu'à la dernière, noyée de brume. Parfois, l'une d'elles se rapproche, présentant ses strates, horizontales ou verticales, ses affleurements, ses éclatements, qui n'intéressent pas que le géologue. Du nord au sud, Oman est ainsi, fascinant par la diversité et l'apreté de ses montagnes. Quand la route n'en rencontre pas, elle file sur des étendues désolées.

Au matin, la mer est devenue silencieuse. La mer, qui battait si fort pendant la nuit, agitée par la lune, s'est tue. Sur le point d'être abandonnée par l'astre déclinant, elle attend le soleil. Nappe d'argent au pied de la montagne sombre. La courbe, la plage rocheuse est sans relief. Les étoiles ont disparu, la leur rose s'éteint, le ciel pâlit et se fond dans le gris très doux de la mer. Le bouillonnement d'argent se poursuit à l'est, où l'on attend celui dont dépend toute chose. La clarté s'accroît, le jour se lève, en nappes de lumière continues. La montagne a pris sa teinte brune. Des touffes vertes apparaissent sur la plage rocheuse. A la naissance du ciel, une clarté soudaine, si douce, si rose. Un disque d'un rouge de feu sort de la mer et monte à la verticale dans l'azur.

Mintirib est une petite ville traditionnelle en sursis. Maisons en terre, en pierre ou en brique, toits de branches de palmiers. Les tours de guet sont fortifiées, les portes omanaises en bois sculpté. Les eaux d'infiltration descendues des montagnes coulent dans les *falaj* (canaux d'irrigation), sous les palmiers. C'est le chef du village qui règle leur utilisation pour que chaque famille, à son tour, ait son champ irrigué. Des femmes voilées viennent puiser leur eau au canne qui fait office de fontaine. Elles saisissent le bord à deux mains, le posent sur leur tête et s'éloignent

avec grâce, le dos très droit. Sur la route qui va d'El Darib à Qabil-Yat-Bousaid, première vision des chameaux, tout en jambes et en cou, que l'on part entraîner pour la course.

Le chameau est un animal flegmatique. Il faut le regarder de face, quand il vient vers vous, la moue distinguée, vous observant de ses yeux globuleux, un peu endormis. De profil, il aime se présenter en frise. Il marche avec souplesse, sur ses hautes pattes aux articulations nonnenses, et avance en allongeant le cou, dans un curieux basculement d'avant en arrière.

Repas traditionnel dans un chemin de terre d'El Mondaybi, sur une natte étendue à l'ombre : un grand plateau, des tranches de melon d'eau, des dattes. Assis contre le mur, un genou replié, de vénérables Omanais au teint très foncé, en tunique ocre, invitent les promeneurs à partager leur repas. A l'arrivée d'un dignitaire, tout le monde se lève : « *Salam aleikoun* (La paix soit sur vous) ! » - « *Maha salam* (Et sur vous soit la paix) ! » Un vieillard verse le café à la cardamome dans des bols de porcelaine. Ses gestes sont lents, dignes. Tout à l'heure, pour dire au revoir, il fera un léger signe de la main.

Les oasis de montagne de l'ouest (1) Bani-Khaled donnent une idée de félicité totale. Près du lit caillouteux, on trouve tout ce qu'il faudrait pour vivre sobrement : des sources, des dattes encore jaunes, qui mûrissent sur la roche, des *falaj* sous les bouquets de palmiers, les cultures en terrasses et un petit lac d'eau verte au creux de la roche blanche. Une jeune bergère, le visage grave sous ses voiles, veille sur son troupeau de chèvres noires. Des gamins chargés de jolis ânes gris aux yeux cernés de blanc, étrangement semblables à ceux des statues assyriennes en basalte. Variations du même tableau dans le djebel chams (la montagne soleil), massif du djebel Akhdar (la montagne verte). Sur un rocher, une petite mosquée, cuite gris sous un simple toit de lune. Elle garde l'entrée du canyon long, profond et sinueux qui conserve de grosses flaques reliées par un mince filet d'eau. Mais gare à la crue imprévisible qui emporte bêtes et hommes qui ont le malheur de se trouver là ! L'heure, heureusement, est sereine, et un vieillard s'en va, filant la laine de ses moutons, sa quenouille à la main.



O. BLAISEGUM

Le Dhofar est toujours réputé pour ses dattes.

Manab est une ville morte. Comme Mintirib, comme tant d'autres, elle ressuscite un peu plus loin. Les habitants (les derniers sont partis l'an dernier) résident dans la ville jumelle, et les voyageurs visitent, désolés, l'ancienne, traditionnelle et authentique, qui s'écroule un peu plus à chaque pluie. Ils sont les seuls à entrer dans les maisons en pisé aux murs épais, à enfiler les étroits passages, à monter les hautes marches de terre pour contempler les jupes laissées dans les niches du mur, les traces du foyer éteint. Le toit en terrasse se trouve. La paille, mélangée à la terre, pointe des murs, montrant l'anatomie de cet art de construire primitif et beau, parfaitement adapté au climat et d'un entretien

minime. Village perché dont l'oasis descend le flanc de la montagne, Misfah est une joie pour l'oeil, car il reste fidèle à ses maisons en pisé. Des fillettes en uniforme relient de l'école, semant des rires. Une femme s'envole dans un escalier, son voile gonflé derrière elle. Femmes farouches qui ne veulent pas être photographiées. La rue se tord et se retord, toute en grosses marches glissantes. Deux autres sont suspendues dans une ouverture étroite par laquelle l'air circule : c'est le réfrigérateur. Sous la dernière maison commence l'oasis en terrasses, vaillamment accrochée à la montagne. L'eau dont cette terre a soif coule dans les *falaj*, baignant le verger : palmiers, grenadiers, citronniers, dont les fruits verts, si rafraîchissants au

## AVENTURE

### Wilfred Thesiger le bédouin

Wilfred Thesiger, né en 1910 à Addis-Abeba, vécut une existence tumultueuse, refait des scènes primitives dont il fut le témoin au cours de son enfance sur les hauts plateaux abyssins. Dans les années 1945-1950, il parcourut à plusieurs reprises le Rub-el-Khali, en la seule compagnie de bédouins. Une expérience qu'il relate dans le *Désert des déserts* (Plon, « Terre humaine », à la fois « tribut à ces compagnons » et « hommage à un mode de vie disparu à jamais ») (la Vie que j'ai choisie, Plon, p. 455).

Wilfred Thesiger vit désormais au Kenya, dans une maison en pisé, revenant chaque année pendant quelques mois à Londres. Il a bien voulu répondre par écrit à nos questions.

« J'ai toujours été mu par le désir irrésistible d'aller là où d'autres n'étaient jamais allés », écrivez-vous dans la Vie que j'ai choisie. Où iriez-vous aujourd'hui ?

« Il ne reste plus de tels endroits si ce n'est le pôle Sud, et encore n'est-il pas habité ? Or la présence des hommes m'est indispensable. »

« Dans le désert des Déserts, vous affirmez : « Nul homme, après avoir connu cette vie, ne peut demeurer le même. » Qu'a été pour vous « l'empreinte du désert » ?

« Beauté des sables, beauté des dunes, silence, pureté : tout cela n'aurait eu aucun sens sans la présence à mes côtés des bédouins de la tribu des Rachid. »

« Qu'est-ce qui vous a poussé à vous couper du monde occidental pour suivre le chemin du désert ?

« Depuis ma jeunesse, j'ai toujours désiré voyager dans des régions virtuellement inconnues et vivre parmi des populations qui n'étaient pas de contact avec la

Photographie prise par Wilfred Thesiger dans les années 50.



civilisation occidentale. Ce que j'ai trouvé dans le désert.

« Si c'était à refaire... »

« Je serais assurément heureux de re-vivre ma vie, mais dans le contexte du passé. »

« Peut-on vraiment connaître le désert dans les conditions de transport modernes ? Vos conseils aux jeunes voyageurs ? »

« On ne peut connaître véritablement le désert si l'on se déplace en voiture. La vitesse ne permet pas de l'apprécier et les distances ne veulent plus rien dire. C'est pourquoi je leur conseillerais, si leur seul objectif est une expérience personnelle, de voyager avec des chameaux. »

« Que pensez-vous de l'occidentalisation du mode de vie des bédouins ? »

« C'est tragique. L'introduction des voitures a entièrement détruit le concept même de mode de vie traditionnel. »

« Comment préserver les valeurs des sociétés traditionnelles de l'ingérence de l'Occident ? »

« En l'ignorant. Bien que, concrètement, cela ne soit pas possible. »

« Pourquoi vivez-vous au Kenya et non en Oman, par exemple ? »

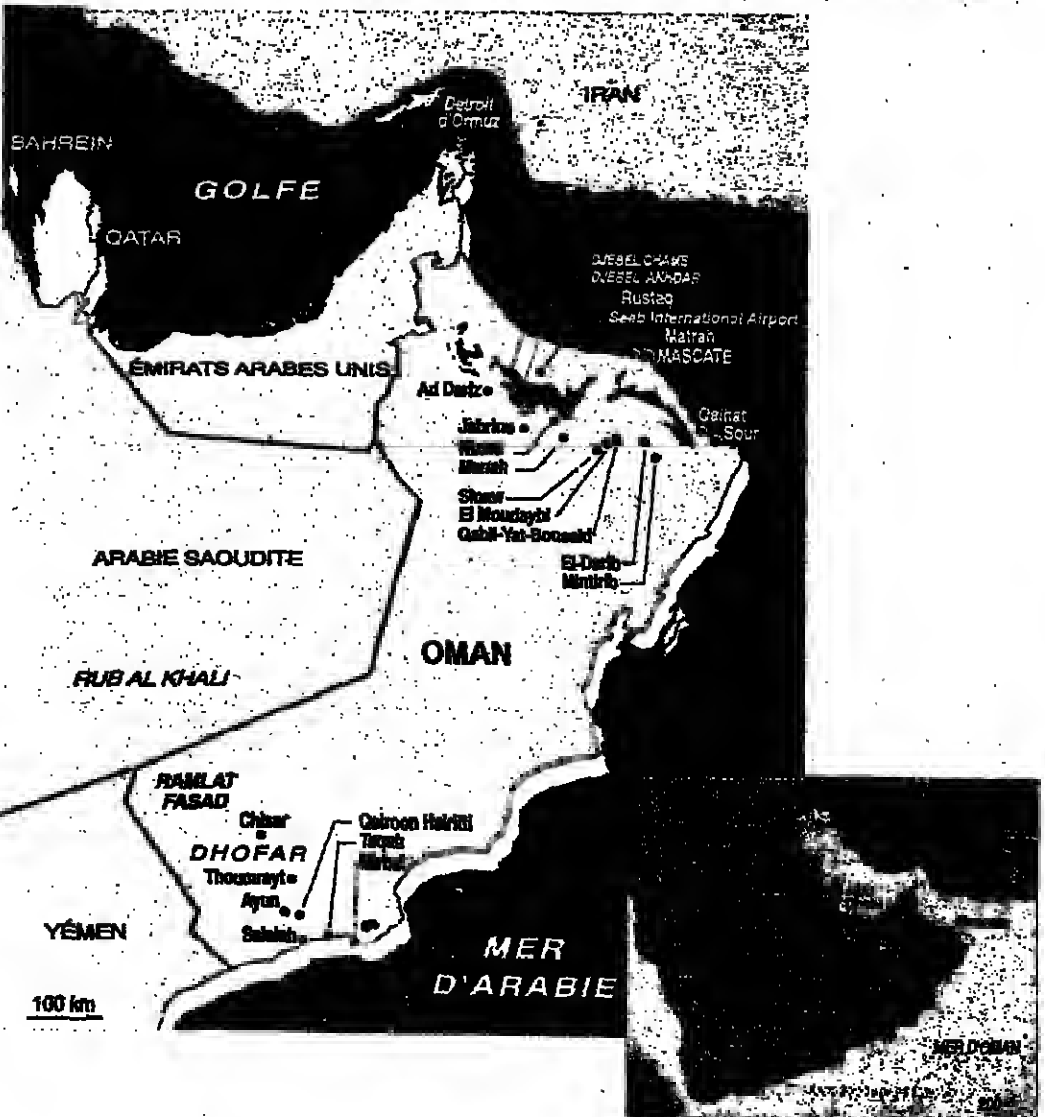
« Je n'ai pas choisi : je suis allé au Kenya et j'y suis resté presque par hasard. »

« Qu'est-ce qui vous a empêché de vous convertir à l'islam, ce qui eût été la conclusion logique de votre vie anticonformiste ? »

« La fierté de mes ancêtres, non des convictions religieuses. Ma famille était chrétienne. »

« Ne sommes-nous pas tous en exil ? »

« J'ai éprouvé ce sentiment face à l'impossibilité de retourner vivre avec les Rachid. Mais, depuis, je me suis réconcilié avec la vie que je mène. »



Carte  
Oman  
Muscat  
Dhofar  
Rub'al-Khali  
Arabie Saoudite  
Emirate Arabes Unies  
Qatar  
Bahrain  
Golfe Persique  
Mer d'Arabie  
Yemen  
Ras al-Fasad  
Dhofar  
Muscat  
100 km



سكان الأهل

temps libre  
VOYAGE

# Oman, l'is sur terre



La nudité de ses arbres à encens.

palais, jonchent le sol. Venant en sens inverse, des promeneurs marchent eux aussi sur l'étré muret du *falaj*. « *Salam aleykum!* », grands sourires et serremments de mains. Le soleil, filtrant à travers les feuilles brillantes, projette des taches claires sur le sol. On n'imaginait pas, en traversant ces étendues desséchées, que la montagne cachait de si verts paradis.

Salalah, chef-lieu du Dhofar, est la ville natale du sultan Qabus, et, comme telle, a droit à des égards particuliers. L'avenue qui conduit de l'aéroport à la ville est encore plus fleurie qu'à Mascate. Mêmes pelouses, diligemment arrosées, en bordure du désert. Notes éclatantes des cocodiers, des flamboyants et des bougainvilliers en fleurs. Les

bâtiments gouvernementaux arborent la même architecture islamique - cubes blancs agrémentés d'arcs en plein cintre. Pas de gratte-ciel. D'après une loi islamique ancienne, les maisons ne doivent pas être plus élevées que les mosquées. Ce qui explique l'harmonie architecturale qui règne en Oman, hôtels compris. Comme au Bhoutan bouddhiste, le souverain protège l'identité nationale, islamique ici.

On aborde, en ces terres du Sud omanais, une particularité unique dans la péninsule Arabique : le Dhofar reçoit la mousson en juillet et en août. Il devient vert et fertile quelques mois, puis l'herbe jaunit. C'est ainsi que l'on a la surprise de trouver des vaches dans de grasses prairies, des fermes blanches à

auvents rouges au-dessus des fenêtres et des toits en tôle ondulée peinte en rouge également, « pour faire joli », par ordre du gouvernement. Cette originalité climatique explique les contrastes du Dhofar. Les nuages noient dans une brume toute écaillée des montagnes qui se nivellement peu à peu en plateaux désertiques, lesquels cèdent à leur tour la place aux dunes de sable. Même schéma pour les torrents qui ruissellent des montagnes et se fraient un cours qui va s'élargissant jusqu'au désert.

L'oued Ayoum (« source », « yeux ») mérite son nom : au fond d'un canyon, une guelta et des joncs. La source, d'abord souterraine, resurgit là, flaque verte au creux de la pierre blonde. Dans un site monumental, une beauté fragile. D'autres failles entaillent ce plateau désertique où poussent des arbres à encens.

L'un des Bédouins a lancé l'appel à la prière. La nature entend mieux que les Européens. Maintenant, accroupis au sommet du djebel Samhan, enveloppés dans un grand châl, ils regardent, pèlerins d'un autre âge, le soleil se lever sur la plaine. Des bancs de nuages approchent, aveuglants de blancheur, s'élèvent, entrent dans les intracosités de la falaise, puis se retirent, révélant le dessin des ocreux qui simulent au creux des pentes. Des arbres s'accrochent, profitant sans doute d'une poignée de terre fertile. L'oued descend en formant des méandres qui s'élargissent quand la pente décroît, s'écoule et prend ses aises pour abriter ces immenses étendues caillouteuses, cernées de dunes du désert. Des contreforts adoucissent la chute de la falaise. D'un côté, des rangées de cimes effilées, de l'autre, la courbe de la côte, et Mirbat, à l'extrémité. Ici, un petit oued se sépare en plusieurs filets, se donne des airs de fleuve, grossit jusqu'à former une large coulée qui se ramifie à nouveau, mais avec plus d'ampleur, selon ce que lui permettent les rochers qui dirigent son cours. Le soleil, maintenant haut, et dissous les dernières vapeurs laiteuses ainsi que l'humidité qui, pour la première fois cette nuit, imprégnait toute chose. Il recommence à brûler la terre. Le jour est lancé, un cycle nouveau reprend. Le décor est figé jusqu'au soir, prêt pour une nouvelle mise en scène.

Une piste en zigzag relie la côte. La végétation s'épaissit puis se raréfie sous le souffle venu de la mer. La poésie mais dangereuse

emporte est omniprésente. Parmi les fleurs qui poussent dans les prés, on remarque une originale : l'*Adenium obesum*, une racine de baobab et des fleurs fragiles au bout de bâtons. Assis à l'ombre d'un arbre, le poignard à la ceinture, un vieillard en keffiyeh garde une centaine de chameaux qui défilent avec délectation les arbres du Dhofar. Leurs frères, sur la plage, sont au régime.

Un étouffant cimetière précède Mirbat. Les plus anciennes pierres tombales datent de plusieurs siècles. Elles sont taillées et gravées à la main. Les plus récentes sont de simples éclats de rocher entourés de parpaings. Ce cimetière jointe la mosquée-tombe de Ben Ali El Alawi, un saint homme venu de l'Hadramaut au quatorzième siècle. C'est le type même de la tombe à bulbes courante dans le Dhofar et l'Hadramaut. Dans sa blancheur et sa simplicité, elle supporte trois cônes : deux entourés d'une balustrade à motifs de losanges relevés aux angles, et un plus petit, au-dessus du bassin d'ablutions.

Par une côte longeant une mer d'un bleu intense, on parvient à Mirbat. Sur la plage criblée des petits cônes soulevés par les bernard-l'hermine sèchent les sardines qui nourrissent vaches et chameaux à la saison sèche. Ces plages recèlent des bras et des marais d'eau douce venue de la montagne, sanctuaire de milliers d'oiseaux - hérons cendrés, ibis, flamants roses.

Comment s'étonner si, loin de ce pays accueillant, des bruits familiers s'élèvent dans la mémoire. Des bruits que l'on n'entend nulle part ailleurs : le missement léger de l'eau dans les *falaj* ; le chœur à plusieurs voix des chameaux blottant de concert, le clapotement étrange de leur lèvre inférieure, toute molle, après qu'ils se soient désaltérés ; les petits coups de marteau sur la coque des *dhows*, aux chantiers navals de Sour ; les rafales de vent dans le silence des nuits de bivouac ; les envois d'oiseaux qui s'élèvent en criant au-dessus de la mer. Des voiles chatoyantes, des femmes masquées de noir, passent alors devant les yeux, mais on ne retient qu'un geste : la main tendue des Omanais qui s'approchent et saluent : « *Salam aleykum!* »

De notre envoyée spéciale  
Danielle Tramard

(1) Wadi dans la transcription anglaise.

## DÉSERT

### Virée dans « les Sables »

Ils ont posé leur fusil - une vieille pétrole anglaise, non chargée - sous les pieds des passagers de la banquette arrière. Ainsi paré, on peut filer vers l'un des plus prestigieux déserts du sud arabe : la Rob-el-Khali.

Les bédouins l'abandonnent par Cairoun-Hairiti pour y prendre de l'eau de source, Thourmayt pour y faire des provisions, Chisar pour montrer les ruines encore très fragmentaires de l'antique Ubar, et Fasad, dernier point d'eau avant le désert. Elle est sulfureuse, d'où son nom de Fasad (« pollué », « vicieux »). La villa, qui donne son nom au désert du Ramlat-Fasad, est double. L'ancienne sera abandonnée le 18 novembre, jour de la fête nationale, quand on inaugurera la nouvelle. Il y a de l'eau, donc il y a une palmeraie et un abreuvoir pour les chameaux qui viennent y tendre leur cou.

Le désert s'affine au fur et à mesure que l'on y pénètre. Les champs caillouteux s'affaiblissent devant des étendues de sable blanc, la reg devient erg, jusqu'à ce que l'on parvienne aux hautes dunes de sable, aux franges de la mer qui fut autrefois la Rob-el-Khali. Rob, le quart de la péninsule Arabique, *khali*, vide. Les bédouins disent simplement « les Sables ». Un sable d'une extrême finesse qui coule entre les doigts, y laissant une traînée poudreuse. Effleure-t-on une crête, on déclenche aussitôt le glissement de la couche supérieure.

Les 4 x 4, conduites avec maestria par les bédouins - une hésitation et c'est l'enlisement - s'élancent entre des inselbergs, des entonnoirs renversés, des champs de cratères, des croissants de lune régulièrement ordonnés et des dunes élançantes qui défilent comme des lames. Mais rien de tout cela ne doit faire illusion.

On peut mourir en montant une dune. Elle est là, forme parfaite que le vent ramodèle sans fin. On est venu de loin pour la voir. On va grimper, se mesurer à cette harmonie et, de là-haut, contempler le désert. Oui, mais ici c'est le soleil qui commande. Et la sable qui s'insinue partout, et le vent qui se lève vers la nuit. Alors, venir, lever les yeux, bivouaquer et repartir ? Le désert sur un plateau, avec ganta blancs. En Toyota climatisée. A quand l'ascenseur ? Ce n'est pas ce que nous voulons. Certes, les années Thesiger sont révolues. Les bédouins ont dû lever leur camp. Mais « les Sables » restent à jamais rebelles. Aussi doit-il être possible d'éprouver la caresse, ou la morsure, du désert.

Dans un premier temps, baisser la vitre et recevoir la vague étouffante, la gifle sèche qui oblige à cligner des yeux. A l'étape, faire que coûte, seul, emportant le minimum (un carnet, un appareil photo dans un sac en plastique attaché à la ceinture), les mains libres. A genoux a'il le faut, des larmes de rage dans les yeux, les sandales à la main, pieds nus sur le sable brûlant il faut choisir : 1 kilogramme à chaque pied, car le sable s'engouffre au travers des sandales, ou la plante des pieds sur un grill, écroulé à chaque pas quand ce n'est pas à quatre pattes pour se reténir, car ça ça a n'a m'béa déclenche une avalanche qui vous entraîne vers le bas. Un



Femme en bivouac à camp Salem.

éblouissement oblige à s'assoier, à baisser les yeux pour se mettre à l'écoute de soi, avant de regarder en bas ce « quart vide » qui aurait le dernier mot en cas de défaillance. Quand on relève la tête, il faut résister à l'attraction d'autres dunes, invisibles d'un bas, qui se chevauchent sans fin. Et renoncer. Ce sera facile car la corps ne suit pas.

L'exaltation que l'on doit éprouver là-haut, peu importe désormais : il y a la soif qui épuise, la vent qui envoi ses jets de sable, et le sentiment que tout cela est vain, qu'il n'y a plus qu'à redescendre. En grandes glissades mesurées pour causa de genoux trébuchants. « Tes joues sont bien rouges ! - Oh, la chaleur... »

Le bivouac au pied des dunes en baranques (en croissant), attendra deux appels suivis de la prière rituelle : les deux jeunes bédouins se prosternent. Un peu plus tard, devant le feu qui pétille, ils montreront leur humeur : « Pourquoi ces fusils ? - Pour les animaux, pour d'autres choses. - Quelles autres choses ? - Des mouches, des moustiques... » Leur maison est vaste et la nuit profonde. Le moindre bruit semblera infiniment proche dans cette formidable caisse de résonance : un pas à 100 mètres semblera venir droit sur vous. Le vent tombe avec la nuit, sur un silence absolu.

Les bédouins savent qu'il faut partir tôt, quand le sable est encore froid et compact. Plus tard, il sera chaud et mou. Avec ses petites dunes onduleuses comme des vagues, le désert est une mer où l'on croirait les navigateurs solitaires qui sont les chameaux. Impression renforcée par la présence, dans les dépressions, de petites plaques blanches aemblables à des dépôts de sel. Mer faussement étala, à l'immobilité trompeuse pulque toujours en mouvement. Paysage écrasé, où se dressa parfois une petite butte.

Les pistes qui ramènent du désert vers la montagne sont exécrables et l'on roule très lentement. La végétation se modifie. On voudrait suivre son évolution : elle a fait à imperceptiblement qu'on ne la remarque pas. On passe des arbrisseaux secs et épineux aux grands arbres feuillus. Du désert à la luxuriance du Dhofar. Ramontant par des oueds au lit immense et caillouteux jusqu'au djebel Samhan. La nuit tombe vers 18 h 30, quand les bédouins lancent l'avant-dernier appel à la prière du soir.

D. T.

## CARNET DE ROUTE

### Situation

L'histoire d'Oman peut se résumer en un mot : indépendance. Relations privilégiées avec le Royaume-Uni. Une région nord, très chaude en été ; au sud, le Dhofar, arrosé par la mousson et où pousse l'arbre à encens. Un souverain modeste et apparemment très aimé, le sultan Qabus II. Un peuple accueillant qui pratique un islam fervent et tolérant l'ibadisme. Les Djahalis du Dhofar habitent des villages en dur dans la montagne à la saison sèche, sous la tente à la saison des pluies, quand ils se déplacent avec leurs troupeaux. La population compte 2 millions environ d'Omanais, dont 500 000 immigrés, indiens et pakistanais principalement.

### L'ami du bédouin

Des dromadaires dépendait la vie du bédouin dans le désert (transport, lait, viande séchée). Aujourd'hui subsiste l'attachement fidèle du bédouin et l'élevage d'animaux de course, très prisé en Oman, dans le Golfe et en Arabie saoudite. Leur prix est tombé de 3 000-4 000 rials (1 ryal = 15 F) à 400-500 rials aujourd'hui ; une chamelle bonne productrice de lait coûte 1 000 rials, un chameau de course, 30 000 rials.

### Coutumes

Les femmes sont vêtues d'un *sarwal*, un pantalon étroit, ressemblant à la cheville, et d'une *kumma*, une chemise sous le genou, noire ou de couleur vive, comme le voile. La *gawra* - robe à train et deux voiles - est la tenue de

fête. Les hommes portent la *dishdasha*, une tunique droite, blanche la plus souvent, mais ils affectent aussi le mauve pâle, ou tout autre couleur. Autour de la tête, un keffiyeh enroulé à l'omanais, les pointes sortant sur la nuque. Si on, ils enroulent sur leur crâne la *kumma*, un turban à motifs géométriques ou fleurs stylisées en fil blanc ou de couleur. A la ceinture un poignard recourbé, le *khujjar*.

### Avions

La compagnie Gulf Air (23, rue Vernet, 75008 Paris, tél. : 47-23-48-49) relie Paris à Mascate, via Bahrein, Abou-Dhabi ou Doha. Plusieurs vols directs par semaine, à partir de 4 600 F A/R.

### Monuments

A Mascate, le Musée franco-omanais et le palais du sultan. Sour et ses chantiers navals, où l'on construit les *dhows* en bois de teck. Le fort de Jabrin, construit entre 1640 et 1670, habité jusqu'en 1920 et parfaitement restauré. Le fort de Nizwa. Salalah et le centre culturel du ministère du patrimoine et de la culture (Musée ethnographique et exposition de photos de Wilfred Thesiger). Mirbat et la mosquée de Ben Ali. La plage de Khor-Roum et le site de Soumbouran (l'antique Moscha, port du trafic de l'encens).

### Hôtels

Plusieurs grands hôtels à Mascate, face à la mer d'Oman, dont le fameux Bustan Palace. A Salalah, l'agréable

Holiday Inn, au bord de la mer d'Arabie. Les restaurants indiens voisinent avec les *food stalls* où l'on peut acheter bouteilles d'eau et provisions pour le bivouac.

### Voyagistes

Explorer (16, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél. : 42-66-66-24), qui se rend en Oman depuis 1978, a mis son savoir-faire et sa connaissance de l'arabe au service de cet itinéraire, condensé d'une expédition de quinze jours à travers les sites majeurs du pays (18 600 F). Version de dix jours (13 600 F). D'autres voyagistes proposent Oman : Allibert (tél. : 48-06-16-61), Assimier (45-44-45-87), Nouvelles Frontières (41-41-58-58), Peuples du monde (42-72-50-36) et Terres d'aventure (43-29-94-50).

### Bibliographie

Ouvrage de référence : un album, *Oman and its Renaissance*, de Sir Donald Hawley, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Oman, publié par Stacy International (128 Kensington Church Street, London W8 4BH). On le trouve à l'aéroport de Mascate et dans les Family Bookshops. Un guide succinct : *Oman*, d'Alain Chenevère (Éditions Peuples du monde). De Wilfred Thesiger (Pon) : *Le Désert des déserts ; la Vie que j'ai choisie* (quelques pages denses sur le désert). Un album de ses photographies : *The Thesiger Collection* (Motivate Publishing, 26-40 Kensington High Street, London W8 4FF) ; les *Omanis*,

nouveaux gardiens du Golfe, de Liess Graz, une journaliste suisse (Albin Michel, 1981) ; *Un conseil de France à Mascate en 1902*, de Xavier Béguin (Bibliothèque (250 F) qui présente les photographies prises par l'épouse du consul, sa grand-mère : un album à commander à l'auteur (5, rue de l'Assomption, 75016 Paris).

► Renseignements et visas : ambassade d'Oman, 59, avenue d'Iéna, 75116 Paris, tél. : 47-23-01-63.

**Prix givré pour un Noël en Laponie Finlandaise**

**SAGALAND**

En hôtel ou en cottage, avec ski de fond, promenade en traîneau, safari motoneige, animation "carnet de l'époque" pour les enfants, menu de Noël dans un village lapon.

Séjour 7 jours, val régulier A/R, hébergement, nourriture et animation ski compris à partir de :

**6690F**

Agence VO et chez toutes les agences de voyages et agences AFAP et VOYAGERS. Brochure SAGALAND sur simple demande.

**VO**

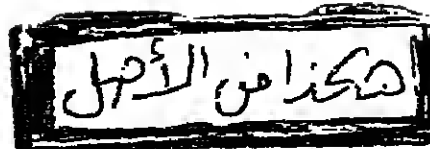
Tél. : 40 53 07 11

181 Bd. Pereire - 75017 Paris









# Caméscopeurs sans peur

Nous sommes tous des « vidéastes », il suffit pour cela de posséder un caméscope. La famille, ses fêtes, ses vacances et ses anniversaires suffisent le plus souvent à nourrir l'appareil. Pourtant...

Entre la caméra des frères Lumière et les caméras que les cinéastes amateurs et professionnels utilisent aujourd'hui, il y a eu de nombreux progrès. On ne tourne plus la main, c'est tout. L'entraînement de la pellicule devant l'objectif s'est motorisé, puis on a amélioré un peu le roulement du moteur, mais rien de plus. Pas de fonctions supplémentaires. Tourner au cinéma, depuis un siècle, c'est accomplir les mêmes gestes : on cadre, on fait le point, on règle l'ouverture du diaphragme. Comme quand on prend une photographie. Sauf que la photographie, là, dure un peu plus de temps. Capture plus de temps. Vingt-quatre images par seconde, le cinéma, c'est de la photographie qui bouge, ou le sait.

Avec la vidéo, tout change, tout se complique. La caméra vidéo, ce n'est pas seulement une caméra, c'est une usine. Ce n'est pas un appareil photographique amélioré, c'est une station de télévision. Depuis que les caméras électroniques existent, elles n'ont cessé d'intégrer des fonctions de régulation vidéo. Surtout les caméras offertes aux amateurs. Plus ces caméras se miniaturisent, plus on y ajoute des boutons. Le vidéaste amateur doit être un homme-orchestre.

Avec sa caméra, le vidéaste peut non seulement filmer des images, mais aussi les monter. Les monter au tournage. Il relie ce qu'il vient d'enregistrer, il revient en arrière, il cale une coupe, il passe au plan suivant en fondu enchaîné. Il stocke des « images arrêtées » dans une petite mémoire, il les fait revenir à loisir en surimpression. Il solarise, il incruste, mélange une image non pas seulement à mais dans une autre, ajoute un titre, fait défiler un

sous-titre, colorie, fonde au noir. Autant d'opérations qui, chez les professionnels, exigent des machines différentes. Quant au son, il est enregistré numériquement et en stéréo. Dans certains cas, vous pouvez séparer les pistes. Les traiter après coup, en garder une et mettre sur l'autre de la musique, ou un commentaire, ou les deux.

Qui se sert de tout ce bazar ? Qui possède assez de doigts pour pianoter sur toutes ces touches ? Quels sont les vidéastes qui font plus que du cinéma du dimanche et pétrir de la chair à pâté pour un quelconque et affligeant « Vidéo-gag » (tous les samedis sur TF1 - vous avez vu ce charcutage ?)

Il faut avoir quelque chose à dire pour user de tous ces boutons, car ce qu'ils proposent, ce n'est, au fond, rien de moins qu'un vocabulaire, les rudiments d'une langue. *Do you speak video ?* La vidéo, ça s'apprend. Les artistes vidéo apprennent à parler vidéo en regardant les œuvres de leurs aînés (Paik, Vasilika, etc.), qui eux, ont surtout regardé, quand ils étaient pionniers, comment fonctionnait la télé. L'intérieur de la télé, tout l'intérieur, plein ou vide : ses tripes électroniques, son squelette de programmes, sa peau cuirante. Les vidéastes amateurs, eux, s'aiment pas trop les dictionnaires. Ils en ont pas-dessus la tête de lire des modes d'emploi de plus en plus épais. Vite ils branchent une batterie et découvrent le moyen d'expression qu'ils ont entre les mains au fil de leurs expériences.

Au début ils se contentent de faire du cinéma comme papa. Comme papa Lumière, qui laissait les trains venir à lui et les bébés et le vent dans les branches et les passants dans les rues et les ouvriers sortant de leurs usines. C'est le réflexe du propriétaire. Le « réel » appartient. Chel même pas clac, voilà le réel en train de filer directement dans la boîte. Il est à moi, je le tiens. Regardez comme c'était beau, le monde, hier, avant-hier, l'été dernier. Bravo ! Encore. On regarde une fois, deux fois, pas trois. Trop long.

Puis un jour on s'aperçoit qu'on tourne, qu'on tourne, et qu'on n'a plus envie, plus le temps, plus la force, de se retaper tout ça. Vraiment trop long. Il faudrait couper, faire un résumé, un montage. Avec quoi ? On achète (ou on se fait prêter) une autre caméra. On relie les deux. Rien de plus simple. Monter, c'est couper-coller. Au cinéma, on coupe avec des ciseaux, on colle



Matériel : la frontière est mince entre le professionnel et l'aficionado.

avec de la colle. En vidéo, on copie A puis B puis C, etc. Allons y. Ah ! mais ça ne va pas, A+B+C ne font pas un film. Il aurait fallu tourner autrement. Pas tout dans le même axe, pas avec le même focale, pas tout le même jour ni en

même endroit. Recommencez. Passe-moi ta caméra, papa ! Les enfants grandissent, les vidéastes aussi. Il y en a qui apprennent vite. Tellement vite que parfois ils rejoignent et même dépassent en fantaisie les profes-

sionnels, ceux qui font ça exprès, pour se faire remarquer, pour devenir célèbres, les artistes quoi. On trouve chez les amateurs le même genre d'illuminés, d'accros, que dans l'art vidéo. Il y a les accros de la boucle (ils répètent inlassable-

ment un même fragment isolé à la trame près) ; les accros du feedback (ils mettent en court-circuit l'image, ce braquant la caméra sur son écran de contrôle et ça donne des soleils abstraits, des croix flasques, des roues dentées) ; les accros du flou (ils solarisent par surexposition, bicolorent les filtres) ; les accros de la macro (ils filment tout à 2 centimètres : les mouches, les chiens, les fleurs, les miettes sur la table, les bulles dans la bière, les trous dans le gruyère et d'autres choses encore) ; les accros du mot (ils écrivent à la main et filment leurs poèmes en faisant bouger le papier transparent sur des écrans de télévision ou toute sorte de fond : aquarium, hublot d'avion, ombres chinoises - ils réinventent l'incrustation) ; les accros du ralenti (ils foncent dans le décor, jettent leur caméra en l'air, la rattrapent à deux doigts du sol, déviche-tourneent avec elle, la collent au pare-brise, multiplient les zigzags, ça donne au ralenti des flous fulgurants, des oannes de couleurs cruellement douces, de la dentelle d'arbres, du ketchup de visages, des nuages bombons) ; les accros de l'arrêt (ils tonroent beaucoup, mais ils montrent peu, ils photographient 1 % de ce qu'ils mettent en boîte à vitesse normale, parfois, plutôt que de filmer la vie comme elle va, ils préfèrent braquer leur téléviseur, le hold-up rapporte gros - gros titres, gros plans, gros seins, grosses trames). Ces entomologistes sont les vrais photographes de demain. Et puis il y a quand même aussi des accros du plan-séquence.

Règle numéro un : on ne monte que ce que l'on a tourné. Rien ne sert de pourrir, il faut cadrer à point. On s'entraîne à retoucher sans trembler, à plier les genoux sans trembler, à cerner un espace de plusieurs points de vue sans couper le ronron, à zoomer en douceur ou alors très vite, plusieurs fois, comme on place trois points d'exclamation à la fin d'une énorme phrase. On est le spectateur direct d'un monde évident, bourré de spectacles, truffé de sons qui ne s'écoulent bien qu'avec les yeux. Zyeuée ainsi, la vie devient un énorme tam-tam. Règle numéro deux : on filme aussi avec ses oreilles. La stéréo, c'est pas fait pour les chiens.

La vidéo est un jeu d'enfant. Et, vu tout ce qu'on offre aux amateurs aujourd'hui, un jeu d'enfant gâté. Jamais la frontière entre matériel professionnel et matériel *aficionado* n'a été aussi mince. Et constamment franchie. On ne compte plus les images, sur les chaînes de télévision, qui sont réalisées avec des caméras miniatures. Ni les professionnels de tout bord (cinéastes, chorégraphes, peintres, architectes, romanciers, théâtres) qui cotisent aux clubs des caméscopeurs. Sans peur et sans reproche.

Mais cela est une autre histoire.

Jean-Paul Fargier

## Portrait

### Chasseur de trames

Il est photographe et il ne conçoit plus de faire une photographie qui ne soit pas une image d'écran vidéo. De vidéo Hi 8. Que ce soit des bijoux pour une publicité ou ses amis pour leur anniversaire, le sujet est d'abord saisi en vidéo. Leur image est alors travaillée par des manipulations en direct de la couleur ou de la stabilité, par une incrustation ou l'utilisation du multicadre, un arrêt aléatoire ou un effet macro.

Denis Guéguin a compté qu'il y avait près de cent boutons sur sa Hi 8 Sony semi-professionnelle (environ 18 000 F) et il veut

leur trouver un rôle à tous. Il a beaucoup lu le mode d'emploi, qu'il trouve mal rédigé.

L'expérience lui a révélé de nombreux effets non décrits par la notice. C'est surtout dans la combinaison de plusieurs fonctions (par exemple, le « fondu » et le « multi ») qu'il trouve son bonheur. L'image une fois traitée par la caméra, il la réceptionne sur son écran télé, où il opère de nouvelles modifications : objets collés sur l'écran se superposent au sujet filmé, dessins au feutre sur la vitre soulignent les traits d'un visage, le remaquillant. Il se dit et se vit volontiers comme un

maquilleur d'images. Un chasseur de trames.

Il a observé que le langage vidéo donne des résultats beaucoup plus intéressants si on cliché l'écran dans le sens de la hauteur. C'est pourquoi ses compositions (natures mortes ou portraits, illustrations ou publicités) se présentent verticalement. Ce qui suppose au préalable qu'il faut capter le sujet avec une caméra penchée sur le côté.

Et l'on en revient une fois de plus à la caméra vidéo Hi 8 et à ses innombrables ressources.

J.-P. F.

## MATÉRIEL

### Hitachi VM-H57E

Une Hi 8 d'un maniement très simple. Le zoom optique 8x passe à 16x numériquement (on zoome alors dans l'image elle-même). Tous les automatismes habituels : mise au point, focale, balance des blancs. Trois modes de fondu. Environ 7 000 F.

### Sony TR 805 E

Compacte, agrandie en main. Zoom 10. Stabilisateur optique (plus de secousses ni de tremblements). Surimpression. Colorisation. Mais un viseur manquant de visibilité. Environ 9 500 F.

### Canon UC 5 HI

Compacte. Zoom optique 12, porté à 24 numériquement. Stabilisateur optique. Passage possible au format 16/9. Son en hi-fi stéréo avec micro zoom débrayable. 12 000 F.

### Sony 3 CCD VX 1

Le top de la sophistication. Tous les avantages d'une caméra professionnelle. Time code. Réducteur de bruit vidéo. 18 000 F.

### Caméscope Viewcam

Grande nouveauté, un produit Sharp. Avec un écran de visée enfin plus grand que l'objectif. On filme en tenant l'image dans sa main. On voit ce qu'on fait avec ses deux yeux. Et les commandes se trouvent juste au-dessous de l'écran. Mais attention, c'est du 8, pas du Hi 8. 7 500 F.

### Revue

Une nouvelle publication : Réponses vidéo, bimensuelle. Premier numéro octobre-novembre.

**Le Monde**  
Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principales associées de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourme, gérant.  
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.  
Le Monde sur CD-ROM : (1) 43-37-88-11 Microfilms : (1) 40-65-29-33  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Imprimerie de « Le Monde » 12, r. M.-Gustave 94852 IVRY Cedex

**Le Monde**  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Télécopieur : 206.806 F  
Président directeur général : Jacques Lesourme  
Directeur général : Jacques Lesourme  
Membres du comité de direction : Jacques Orlu, Isabelle Tardieu  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-42-72-72  
Tél. MONDIPUB 634 128 F  
Télécopieur : 40-42-95-73 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Média et Régie Lemaire 34  
**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composant 36-15 - Tappe LEMONDE  
Le Monde - Documentation 36-17 LMDOC ou 36-22 04-55  
**Le Monde**  
ABONNEMENTS PAR MINITEL  
36-15 - Tappe LEMONDE  
code d'accès ABO

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Télécopieur : 261.311 F  
**ABONNEMENTS**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-99  
(de 8 heures à 17 h 30)  

Tarif	FRANCE	SUS-RELG. LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS non Membre CEE
3 mois	536 F	572 F	798 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 996 F	2 096 F	2 940 F

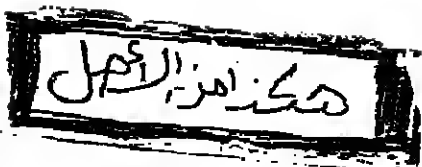
**ÉTRANGER :** par voie aérienne l'un sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.  
301 MON 01 PP Paris RP

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
**DURÉE CHOISIE**  
3 mois ☐  
6 mois ☐  
1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.  
301 MON 01 PP Paris RP

Envie d'ailleurs ?  
A partir de 8870 F la semaine tout compris.  
Contactez-nous dès maintenant  
LA MAISON DES MALIVIVES  
Tél. : (1) 40 69 99 33

**VOYAG'AIR**  
**BALAD'AIR**  
Vols aller/retour  
Prix par personne en partance de Paris  
**MARRAKECH 1190°**  
**TENERIFE 1390°**  
**MIAMI 2590°**  
**LES ANTILLES 2690°**  
Tél. : 42 62 45 45  
ou dans votre agence de voyages





L'ŒIL DE CLAUDE SARRAUTE

## L'addition est pour moi

Inviter un mec à dîner au restaurant, ça ne déjeune jamais - à mes frais, attention ! -, entre nous, je déteste. Il n'y a rien de plus vexant. Mais bon, de loin en loin, j'ai ma part de la main et je me traîne, bien obligé, une politesse à rendre, un renseignement à aiguiser, au rendez-vous fixé dans un bon bistro. Faut ce qu'il faut !

C'est là que je me suis retrouvée, l'autre soir, pas sur le benquette, sur le trottoir, on est arrivé en même temps, avec un cadre très supérieur, un rondouillard plutôt remuant, serviette peau de porc et manteau poil de chameau. Je vais pour entrer le premier, il m'a bousculé, me passe sous la nez, et devant mon air surpris, se croit obligé de me repeller, avec un brin d'ironie, les règles du savoir-vivre. Un homme doit toujours précéder une femme dans ce qui est trop souvent resté, alors là, d'accord, un repaire de brigands.

On nous conduit à notre table - Oui, j'ai réservé ! -, un guéridon minuscule, coincé entre la porte à battants des cuisines et une desserte où s'étalent plats et couverts sales. Je proteste. Le maître d'hôtel, agacé, me désigne d'un geste large une salle aux trois quarts vide. Désolé, tout est pris. J'insiste. Et au lieu de m'appuyer ou de la boucler - le puissance invitante, en l'occurrence, c'est qui ? - Peudeporc tranche, souverain : Aucune importance, ça ira très bien.

Après 7 Ja commanda un kir. Lui précise : royel ! Et distribution des cartes. On me tend, comme si on m'indiquait le chemin des toilettes, celle réservée aux dames. Les prix n'y figurent pas. Je suis censée les ignorer. Je voudrais bien ! Mais bon, là, je préférerais savoir où je vais : Permettez qu'on échange ? Peudeporc s'exécute, gougeonard, et, du coup, me refait la liste des vins que lui a soumise, d'autorité, le sommelier.

Là, j'ai beau m'accrocher, mon œil dérape de gauche à droite - 400 ballas un bouzy rouge, franchement c'est du vol ! - et glisse lentement, irrésistiblement, vers un gaillard en cerise. Justement inquiet, Peudeporc me suggère, montrez voir, un bourgogne 1992, très goulévant, j'ai sûr que ça vous plaira. On ne me le demandera pas. Ce sera à lui de le goûter pour savoir s'il me convient !

Je m'empresse néanmoins : C'est-ce que vous prenez ? Seulement mariné et gigot haricots verts ? Tiens, ben, moi pareil. Sauf que ça ne sera pas, pareil ! Vous auriez vu sa part de gigot à ce gros lard ! La douille de la mienne. Non, je ne suis pas paranoïa ! A la prochaine occasion, observez, vous verrez : sous prétexte que les nanas ont toutes des problèmes de poids, l'assiette la mieux servie ira automatiquement à leur vis-à-vis. Même s'il pèse 120 kilos. Avant d'élucider l'addition, on allège les portions. A commencer par la nôtre. Et ça, l'éternelle affaire que je suis à du mal à avaler.

Surtout quand l'addition, c'est moi qui me la tape !

## Bourgogne toujours

Poursuivant son inventaire du patrimoine gastronomique de la France, le Conseil national des arts culinaires vient de publier son quatrième volume. Il est consacré à la Bourgogne.

Un jour de grandes manœuvres, un groupe de soldats perdus dans un creux de carrière attendait l'arrivée improbable de la viande. Les légumes réglementaires d'une poêle mijotaient « tristement au maigre » depuis trois heures déjà. Arrive enfin la viande, « qu'il eût été folie de cuire dans ce médicinal bouillon aux herbes », rapporte Louis Dumoulin (1). Il empoigne la viande, la coupe en morceaux, et, dans une casserole graissée « à l'aide d'un morceau de lard retrouvé dans une cartouche », la fait sauter rapidement avec ail et oignons puis y ajoute le vin de quelques bidons ; moins d'une heure après, « nous mangions une manière de bœuf bourguignon, qui fut déclarée excellente ». La recette de la pièce de bœuf à la bourguignonne requiert habituellement plus de solennité. Mais l'improvisation est aussi un don des Muses !

On trouvera dans l'excellente nomenclature des « produits du terroir et recettes traditionnelles » de Bourgogne (2) que vient de publier l'Inventaire du patrimoine culinaire de la France, une recette plus conforme à l'usage bourgeois, dont ce plat est un des fleurons. La cuisine au vin, ce n'est guère étonnant en cette région, tient une place importante dans l'Inventaire. La soupe au vin, d'abord, n'est parfois qu'un vin - rouge naturellement - chaud et épicé, versé sur des tranches de pain ; on l'appelle alors « trempée au vin ». Persiste encore le souvenir d'une autre soupe avec oignons et lardons dans laquelle on fait pocher des boulettes de pomme de terre crue râpée et mêlée d'œufs battus.

Mais la grande tradition bourguignonne de la cuisine au vin sont la *pochouse* et la *meurette* ; soit deux matelotes, l'une au vin blanc, l'autre au vin rouge. La plus célèbre pochouse est celle de Verdun-sur-le-Doubs que prépare toujours l'Hostellerie bourguignonne, dont la recette se trouve déjà dans les archives de l'hôpital de Chalon-sur-Saône au XVIII<sup>e</sup> siècle. C'était le plat favori des



convoyeurs de bois sur le Doubs, qui conservaient leurs prises dans une poche, avant de porter les poissons - perches, tanches, anguilles, barbeaux et brochets - à défaut de lotte de rivière, disparue - à vive ébullition avec une bonne bouteille d'aligot. Thym et gousses d'ail entières donnaient la dimension aromatique, avant qu'un roux blanc et la crème épaisse n'assurent à la préparation sa puissance onctueuse.

La meurette est une sauce dont la liaison - sans farine ! - est obtenue par lente réduction d'un rouge tannique et de bouillon de volaille très concentré, sur un « fond » d'échalotes et lard de poitrine maigre débarrassé de sa couenne. Elle accompagne les œufs - dits alors « en meurette » - souvent pochés dans une autre préparation de vin et de vinaigre, plus « longue », mais aussi des poissons d'eau douce, telle autrefois la truite au vin de la Tille, ou bien la cervelle de veau. L'entrecôte bazeuil n'est pas d'origine nippone ! C'est le « bas rosi » - en patois bazeuilais - des pics des vignes lorsqu'ils foulaient la vendange à pieds nus.

Une tradition illustrée chaque année lors de la fête des vendanges, à Dijon, lorsque les jeunes filles en bas blancs foulaient, à leur tour, des grappes de raisins rouges en faisant un vœu d'amour. L'emploi du vin blanc, en revanche, perdure avec les écrevisses et l'andouillette au chablis, le jambonneau au mûron ou les langues de mouton à la nivernaise.

Cet Inventaire de la Bourgogne gourmande est d'abord un livre de recettes régionales, mais présente aussi les interprétations qu'en proposent les chefs étoilés de la région, Jean-Pierre Billoux (à Dijon), Jacques Lancelotti (à Chagny), les Lorain - Michel et Jean-Michel - (à Joigny), Marc Meneau (à Saint-Père-sous-Vézelay) et Bernard Loiseau (à Côte d'Or ; à Saulieu) dont l'ouvrage donne sa recette de « sauté de bœuf au vin rouge » que n'auraient pas dédaigné nos hommes en campagne : ceux de la « classe 12 », « poilus » pour sept... Recettes « réinventées », nous disent les auteurs. Bigre ! Passe pour l'invention, mais la « réinvention » est une tout autre affaire ! Ainsi les « raviolis d'escargots de Bourgogne dans leur bouillon d'ail doux » qui figurent dans cet ouvrage et aussi sur la carte de l'excellent Jacques Lameloise sont, plus probablement, une variation très libre sur le *dim-sum* de la table chinoise, qu'une « réinvention » d'un plat régional. Le résultat est d'ailleurs intéressant, mais j'ai préféré chez lui une incomparable compote de queue de bœuf, à la truffe et purée de pommes de terre, sans doute plus authentiquement bourguignonne. Elle ne figure pas, hélas, dans l'Inventaire - mais ne chicanons pas !

L'autre utilité de cette édition quasi scientifique, patronnée notamment par les ministères de la culture et de l'agriculture, réunit au sein du Conseil national des arts culinaires que préside Alain Sandrens, est de garder la trace de produits, de savoir-faire et de tout un

patrimoine gustatif. La moutarde tient une place importante dans cet ouvrage, naturellement. Et l'on songe au fameux conte cruel de Pierre Mac Orlan, *Le Passe-Boules*, lorsque sont évoquées les graines d'ans de l'abbaye de Flavigny. Le « passe-boules », c'est Frogg, le cul-de-jatte, qui avale sans broncher les boules qu'on lui jette dans la bouche. Et devant l'étonnement des joueurs, de conter son histoire : « Il ne faut pas croire qu'on avale des boules d'un kilogramme en venant au monde. Non ! J'ai commencé par avaler des plombs de chasse pendant un an ; puis... des petits pois ». Il aurait pu tout aussi bien avaler l'ais de Flavigny - c'est été meilleur ! - composé d'ans vert, de sirop de sucre et d'arômes naturels, sous forme de petites boules rondes, blanches et lisses.

Frogg aurait, en Bourgogne, nécessairement poursuivi son entraînement avec les baies de casis, le noir de Bourgogne ou le Royal de Naples, les deux variétés utilisées en confiserie pour la préparation des liqueurs. En passant à un diamètre supérieur, le cul-de-jatte de l'histoire aurait pu ingurgiter le délicieux « coco de Chén », de couleur rouge à la cuisson, avec des saucisses ou bien du petit sauté, en potée ; avant de passer au grand module, avec la truffe de Bourgogne d'abord, puis l'oignon d'Auxonne, au goût puissant et acide, souverain dans l'oignonnade auxonnaise, une tarte à la confiture d'oignons.

Qui sait si Frogg, poursuivant son exercice, n'aurait pas un jour

fini par avaler tout rond le *claquebistouille*, fromage au lait de chèvre de la région de Beaune et du Mâconnais, le pierre-qui-vire ou le soumaintrain, avant de conclure le jeu par quelques caramels dits « Négus » - caramels qui commencent durs et finissent mous, une merveille de caramel historique lancé lors de la visite en France du Négus, justement - un peu de nougatine de Noyers et le célèbre « cacou », un clafoutis aux cerises noires, non dénoyautés. Nourri aux meilleurs produits bourguignons, notre Passe-Boules, « ouvrant la bouche de telle façon que son nez lui remonte sur le crâne, à la manière d'une pointe de casque prussien », s'en serait allé en rasant d'un « tap-tap » significatif, « en homme qui a conscience de sa valeur ».

Jean-Claude Ribaut

(1) « Le livre d'or de la bonne cuisine française avant 1914 », réédité par Philippe Sosa, Paris, 1984.

(2) « Bourgogne », quatrième volume de l'Inventaire du patrimoine culinaire de la France. Édité par le Conseil national des arts culinaires et Alain Billoux, Paris, 1993. 327 p., 120 F.

## ► Les restaurants :

- *L'Hostellerie bourguignonne*, avenue du Président-Borget, 71350 Verdun-sur-le-Doubs. Tél. : 85-91-61-45. Pochouse tous les jours, sauf mardi soir et mercredi, pour 130 F à la carte et dans le menu à 200 F.

- *Lameloise*, 36, place des Armes, 71150 Chagny. Tél. : 85-97-08-85. Fermé mercredi et jeudi à déjeuner.

## TOQUES EN POINTE

## Au Coq de la Maison Blanche

On y revient toujours. Mais cette fois, pour le bon d'huîtres, nouveau et épatant ! Normandes de Saint-Vaast, spéciales Gildardeau (six n° 1 pour 120 francs), maraîches, belons et claires sont de meilleure provenance. Grosses langoustines, clams, oursins, palourdes permettent, avec le tourteau - voire le homard - de composer l'un des plus alléchants plateaux de fruits de mer de la saison.

Et toujours, le mercredi, la tête de veau en tortue, parmi d'excellentes préparations de gibiers ou de poissons. Qu'exécute le chef Gamon.

Comptez de 200 à 300 francs.

► Saint-Ouen, 37, boulevard Jean-Jaures (93400). Tél. : 40-11-01-23. Fermé le dimanche.

## Thoumieux

Menu du jour : terrine ou carottes râpées, boudin aux châtignes et pommes-frites, saint-paulin et crème caramel, pour 57 francs. Un prix décidément imbattable ! On se régale d'escargots, mais aussi d'huîtres, de trilles à la mode de Caen, de cassoulet même, et de plats de ménage plus sages. Le décor de grand bistrot, le service affable, les serveurs, ne changent (presque) pas. C'est réconfortant en ces temps de restaurants à « formule » et à succursales multiples. Beaux vins de Loire.

► Paris, 79, rue Saint-Dominique (7<sup>e</sup>). Tél. : 47-05-49-75. Tous les jours.

## ECHOS GOURMANDS

## Tableau des vins d'Alsace

Une approche multidisciplinaire - l'histoire et la commercialisation des vins ne sont-elles pas aussi déterminantes que le terroir ? - une grande et abondante documentation historique et photographique font de cet ouvrage un judicieux tableau d'une région, de ses vins, de sa table. A mettre entre toutes les mains.

► *Le Grand Livre des vins d'Alsace*, par Guy Jacquemont et Sue Style. Éditions du Chêne. 500 ill., 192 p., 380 F.

## Papilles

L'excellente revue *Papilles*, éditée par l'Association des bibliothèques gourmandes, et dont le numéro 2 comportait un savoureux entretien avec Jean-Louis Flandrin, donne sa troisième livraison (n° 3-4). On saura tout de la « méthode pour assaisonner les huîtres » depuis cinq siècles et sur « les menus remarquables de Georges Perec ». Bernard Marrey livre un décapant « La cafétéria de la bibliothèque système Dewey ». Bibliographie, notes de lecture et actualités gourmandes.

► Sur abonnement (quatre numéros 170 F). Éditions Le Temps qui fait, 31, rue de Segonzac, 16100 Cognac.

## Evolution

DEGRIFTOUR  
LIC 136317  
PARIS DAKAR, PARIS - 7 nuits  
Hôtel club 2<sup>e</sup> supérieure  
en pension complète  
4 850 FF  
Vol aller-retour PARIS-MEXICO  
3 300 FF  
PARIS-TÉNÉRIFE-PARIS, 14 nuits  
Hôtel 4\* avec petits déjeuners  
4 050 FF  
3615 DT

## PARIS

SORBONNE  
HOTEL DIANA \*\*  
73, rue Saint-Jacques, 5<sup>e</sup>  
Chambre avec bain, w.c., 152 couleurs  
Tél. direct, De 300 F à 450 F  
Tél. 43-34-92-55 - Fax 46-34-24-30

## Htes-ALPES

HTES-ALPES - STATION VILLAGE  
A 5 km de Saint-Véran  
HOTEL LE CHAMOIS \*\*  
LOCS DE FRANCE  
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
Soleil, calme, toutes randonnées  
dans le parc régional du QUEYRAS  
Tél. : 92-45-83-71 - Fax : 92-45-80-58

## VOIE - ÉVASION

HOBIE CAT  
15 ans dans le monde  
Broch. : 116 46-38-33-34/Fx 0659

## Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
Chaque mercredi  
(éditions données jeudi)  
46-62-75-13

## Gastronomie

## LE PETIT BEDON

Ouvert tous les samedis soir

La Poule au Pot  
tous les samedis

Le Pot au Feu  
tous les jours

Menu à 150 F TTC compris

38, rue Pergolèse 75016 Paris

Tél. : 45-00-23-66

## DODIN-BOUFFANT

Son bon rapport qualité/prix.

Menu à 195 F

Poissons, Crustacés, cuisine du marché

Service : 12 h 30 à 14 h 30, 20 h à 23 h

25, rue Frédéric-Saunders - 43-25-25-14

Ouv. 11h - F. sam. dim. - Parking, Livraison

## RELAIS BELLMAN

12 h 30 F. sam. dim.

RAVIOLES DU ROYAN

FILET A L'ESTRAGON

MENUS 160 F et 220 F

37, rue François-I<sup>er</sup>, 8 - 47-23-54-42

## Le Petit Bourbon

15, rue du Roule, Paris 1<sup>er</sup>, M. Louvre

Propose un Menu-carte à 175 francs

« à l'ail », tout, tout d'un grand restaurant

« Figure-Magique »

Accueil, décor, qualité, service

Réservez 48-24-40-81. Fermé les samedis

à midi, dimanche et lundi.

## Le Nez Grog

Dans un décor turquoise et or, avec

huitres vendéennes ; d'œufs à la Reine,

Robert et Pierrette DAULIAN vous accueillent

avec le plaisir de l'hospitalité et de la cuisine

Accès sous le pont de Clémence à Anvers

Tél. : 47-91-05-10. FAX 47-93-00-93.

Parking, volaitier.

## CHAMPAGNE

PESSNET-HÉGENBERGER

Faites votre réserve de

champagne chez le récoltant à

1 h 15 de Paris. Excellent

champagne 68 F TTC départ.

Tél. : (16) 26-58-32-10.

LES GRANDES MARCHES  
Place de la Bastille

Huîtres toute l'année. Poissons -  
Plats traditionnels. Décor "Brasserie  
de luxe". Terrasse ensoleillée.  
Tous les jours de 11h30 à 1h30  
du matin. Tél. : 43-42-90-32







هنا من النمل

# Moissonneur de ciels

« Bien sûr, dit Pierre Léna, l'astronomie fait rêver, elle donne à voir, elle procure un sentiment esthétique et ses prédictions sont spectaculaires. Tout cela peut expliquer son succès... »

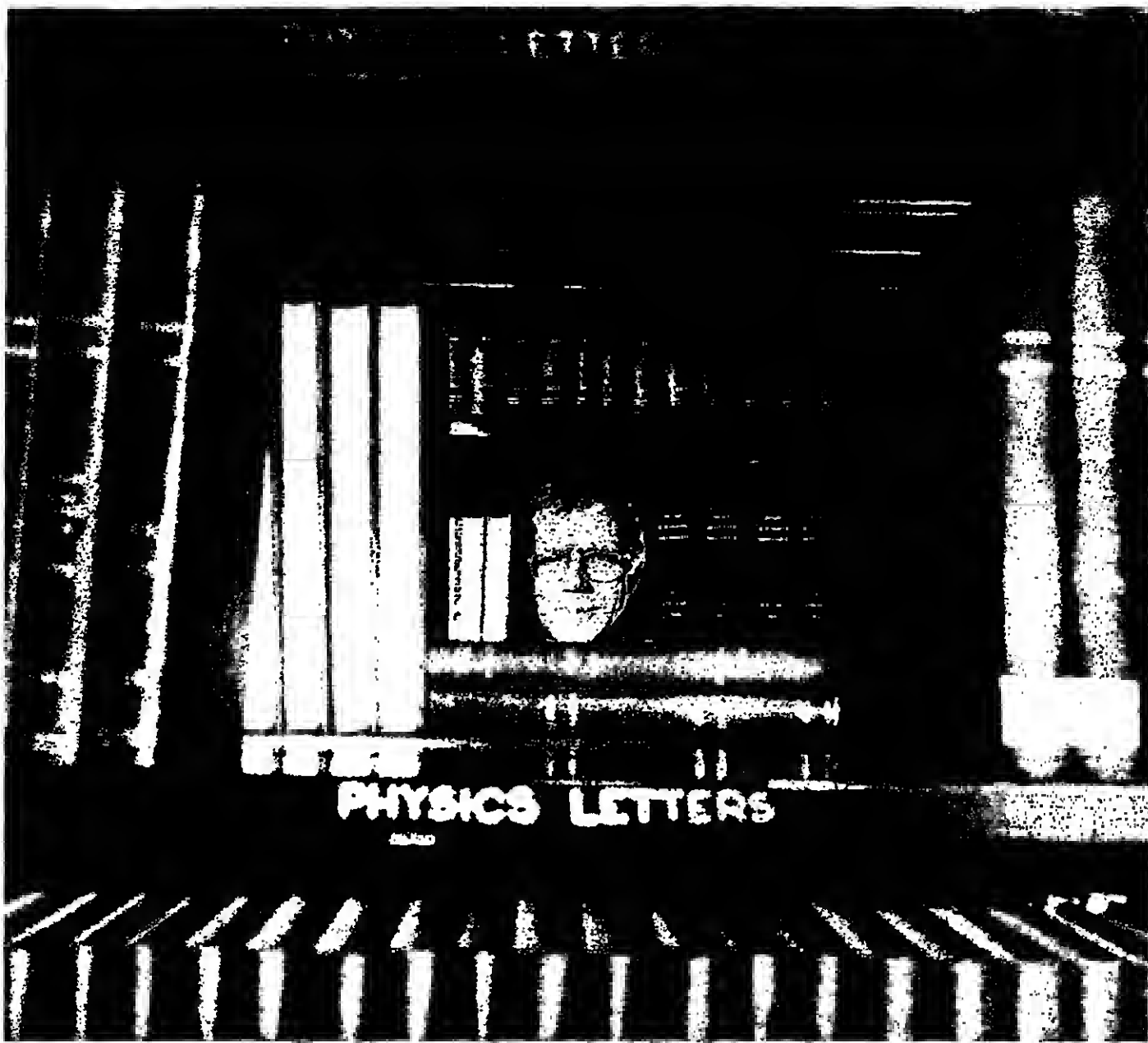
La science change nos bases de combat. Les idées reçues, les certitudes de nos perceptions. Le ciel aujourd'hui n'est plus seulement l'espace de nos rêves, il est devenu un formidable laboratoire, peuplé de corps invisibles, d'arabes, agité de perpétuels mouvements. Le vide même, parcouru de photons, s'est éloigné du néant. L'astrophysique avance à pas de géant, repoussant la limite en infrarouge ou en ultraviolet, plongeant au cœur des étoiles. Un grand dépotoir — les déchets des expériences — tourne autour de la Terre, et les hommes sur la Lune ont chassé l'homme qu'on y croyait voir avec son chien.

Ce ciel en conquête, colonisé, se regarde autrement, comme un territoire d'exploration, un terrain d'aveuglement parfois semé d'obstacles — la ceinture d'astéroïdes qui gravite entre Mars et Jupiter ou les dévorants « trous noirs ». Nous y laissons nos empreintes, nous y entendons des milliers de voix, nous plus celles des anges, mais des astres, et celles des robots qui, là-haut, sont aussi nos yeux et nos mains. Dans quarante mille ans, un témoin passera à une autre lumière d'une étoile de la Grande Ourse, à 10 000 milliards de kilomètres seulement. Un autre univers s'est donc levé, une nouvelle frontière, qui sera, dans les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, mobilisée des millions d'hommes, attirés des milliers de pionniers.

Depuis, les astrophysiciens, en captant des sources invisibles, à peine sensibles, omniprésentes dans l'espace, ont fait apparaître de nouveaux ciels, dont les champs, à l'aube de leur histoire, sont déjà immenses et prolifiques. Le « ciel de l'infrarouge », par exemple, éclaire aujourd'hui toute une face cachée de l'univers.

Découvert par Herschel en 1801, l'infrarouge avait attendu 1940 pour trouver un début d'application. Cependant, les Anglais, qui cherchaient à détecter les avions ennemis, l'avaient très vite abandonné au profit du radar qui perce les nuages. Au lendemain de la guerre, les astronomes avaient repris les travaux des militaires. Mais, à cause de l'absorption atmosphérique, ils n'avaient obtenu, à leur tour, que de médiocres résultats. Et leurs balais-sondes étaient en vol ou tombaient dans la mer... C'est alors qu'un jeune astrophysicien, Pierre Léna, aujourd'hui professeur, membre de l'Académie des sciences, président de la société française de physique, eut l'idée de mener des observations à bord des avions. Il terminait aux États-Unis une thèse sur la température minimale du Soleil (1). La « conquête de l'espace » ouvrait de larges crédits, l'Agence spatiale américaine encourageait les chercheurs originaux aux allures d'aventuriers...

Pierre Léna put ainsi voler, au-dessus des voiles de l'atmosphère, sur un avion de la NASA, fixant, par une issue de secours, son télescope sur l'éclat du soleil, et recueillant toutes les informations que l'infrarouge fournissait à ses détecteurs encore rudimentaires. Visé par cet œil neuf, le feu de notre étoile, que les astronomes « diurnes » — il faut, dit-on, les opposer aux « nocturnes » qu'ils ne fréquentent guère — avaient en jusque-là du mal à comprendre, livrait une part de son énergie



Pierre Léna, astrophysicien, membre de l'Académie des sciences.

secre. Plus tard, en France, toujours en vol, l'astrophysicien tourna ses télescopes en direction du ciel lointain, vers un ciel vierge cette fois, où, peu à peu, apparaissent, sur des récepteurs de plus en plus sensibles, de nouvelles sources de rayonnement, un ciel qui, nuit après nuit, se peuplait de multiples présences.

Puis, la carte de l'« espace infrarouge » s'étant soudain ouverte de milliers de « signatures » répertoriées par lui, le télescope

spatial lancé en 1983, Pierre Léna obtiendra ses drôles de machines. Avec Jean-Claude Fontanella, astrophysicien, et une équipe française, il cherchera les moyens d'équiper d'optiques adaptatives, corrigeant les effets de brouillage de l'air, les télescopes au sol, dont les miroirs, beaucoup plus grands que ceux des satellites, donnent une bien meilleure définition des objets observés.

Aujourd'hui, le rayonnement de Herschel, fréquemment utilisé,

a trouvé une remarquable efficacité dans l'étude des phénomènes qui, à l'intérieur d'un nuage moléculaire, président à la naissance des étoiles. Les échanges thermiques qui ont lieu dans ces réplicaires des galaxies ultrabright peuvent être captés au sol. Et, demain peut-être, autour d'un des milliards de milliards de soleils, verra-t-on apparaître sur le spectre infrarouge, une planète en formation... et grandir l'espérance d'une autre vie possible à des siècles d'années-

lumière de la Terre. Ces ciels, « radio », « infrarouge », « ultraviolet », « X », « gamma » débordent d'informations. Ils sont pleins de richesses, de promesses, de découvertes quotidiennes, et chacun apporte sa note à la symphonie de l'univers. On vérifie les « modèles » sur leurs pontons, on applique à leur réalité les calculs de papier. Ils reçoivent quantité de signaux que les ordinateurs mettent en ordre, et leur observation dure moins, aujourd'hui, que l'interprétation de leurs données : une semaine suffit à rendre la moisson d'une année de travail.

Pour les astrophysiciens, l'univers est donc devenu plus familier — il est peuplé de particules, d'atomes, de molécules qu'on trouve sur la Terre comme au ciel — même si les confins de l'inconnu reculent. Ils agissent, depuis des lustres, dans ces nouveaux éléments du cosmos comme des poissons dans le zodiaque, mais, avec son œil fermé sur le visible, le commun des mortels ne peut accéder sans effort à ce savoir en expansion. De nos jours, plus que jamais, le ciel se mérite, ou s'oublie. Car nos sens ne suivent plus.

Alors que, la nuit, les Terriens ordinaires — ni même les bergers — ne savent plus trouver le nord, les chiffres astronomiques, qui dans le système solaire pouvaient encore les impressionner, n'ont plus pour eux de signification. Cent milliards d'étoiles pour notre galaxie, dont le diamètre est de plusieurs milliards de milliards de kilomètres ! La route est trop longue, leurs esprits impréparés ne peuvent concevoir ces distances, les repères se perdent... Les astronomes eux-mêmes se sont sentis mieux adaptés, plus assurés, dès qu'on eut installé dans leur capsule, où il n'y a ni haut ni bas, un plafond et un plancher.

Depuis longtemps, nous avons intégré dans nos schémas mentaux le fait que la Terre est ronde et que les habitants des antipodes ne tombent pas. Aujourd'hui, cette évidence scientifique, qui pourtant défie nos perceptions, permet même aux psychologues scolaires de mesurer les progrès conceptuels des enfants. Déjà, par cet irritant et

léger retard de la voix dans les communications intercontinentales, nous avons l'expérience sensorielle de la vitesse de lumière. Déjà nos heures sont comptées sur les oscillations d'un atome de césium... Alors un jour peut-être nous admettrons naturellement que l'espace est courbe et que l'écoulement ralentit le temps.

En attendant, la science se complique et le ciel s'élargit. Sans doute aimait-il les plaisirs que lui procuraient ses aberrantes perceptions et ses dynamiques préjugés ? L'énergie devint lumière, l'espace et le temps se confondent, les formes évoluent, son inquiétude se transforme en vertige. Le bel-effroi de Pascal le tenait encore en haleine : il pouvait regarder le ciel en face. La voûte étoilée reflétait du mystère, dans le ciel inaccessible flottaient les imaginations. Les astronomes qui observaient — ils ne faisaient qu'observer — n'avaient pas encore changé ses anciennes habitudes, la mécanique céleste n'avait pas suffi à dégriser les amoureux du firmament. Depuis Copernic, l'idée de se trouver sur un grand manège augmentait même leur plaisir. Ils contemplaient toujours le ciel de Platon, ce monde stable qui n'existe plus. Un ciel qui ressemblait au ciel.

À présent l'imagerie des ondes radio n'est pas immédiatement lisible, et les photographies qui rapportent les spatiales de leur voyage sont si techniquement parfaites et bleues, qu'elles passent comme de froides images sur le papier glacé des magazines. Ces ciels abstraits et médiatiques ont chassé les belles étoiles de nos toits. Alors que les astrophysiciens reconnaissent humblement l'étendue de leurs limites — l'existence d'une « matière noire » inobservée prouve par exemple qu'une majeure partie de l'univers échappe encore au domaine de la vérification — l'opinion, dépassée, réclame encore sa part du rêve. Le « modèle standard » du Big Bang, des origines de l'univers et de son expansion, plat et public ravi d'apprendre que l'homme est né d'une soupe brûlante, il y a quinze milliards d'années. Soit à quinze milliards d'années, les simplifications ont de moins grands mérites que la reconnaissance de la complexité. Même si les succès de la vulgarisation peuvent avoir des effets pervers et dogmatiques, et que le bon sens de la science ne rejoint pas toujours le sens commun.

« Bien sûr, l'astronomie fait rêver, dit Pierre Léna, surtout elle donne à voir, elle procure un sentiment esthétique et ses prédictions sont spectaculaires. Tout cela peut expliquer son succès... » Ce n'est cependant pas encore le pic de l'aventure, ni le secret de l'art. Pour concevoir les fulgurants progrès de l'espace, un ciel soumis à des lois, il suffit de regarder avec de simples jumelles les phases de Vénus, les satellites de Jupiter, la couleur d'une étoile — d'ailleurs repérables à l'œil nu — ou le passage d'une lointaine comète à la chevelure de glace sublimée. Alors on ne voit plus seulement un « plafond peint » imaginaire, mais un théâtre véritable, d'une grandiose harmonie, où se jouent les émotions de la connaissance, l'exaltation du chercheur, où s'admirent les découvertes qui sont la poésie de la science. Les cours se trouble- ront toujours devant le mystère attirant du ciel, mais les esprits peuvent aussi trouver réjouissant et beau que l'univers soit devenu une réalité observable dans des détails imprévus, à des distances naguère insoupçonnées, et que l'astronomie, suivant autrement l'homme dans le monde, changeant son système de représentation, lui donne les mesures plus exactes de son infime petitesse et de sa réelle grandeur.

Christian Colombani

(1) 4 300 degrés Celsius.

1982 - 1993

## Dix découvertes

Seul l'avenir décide si une découverte fut importante : la science ne se lit qu'en aval de l'histoire. Prenons néanmoins le risque.

1. En 1993, le satellite de la NASA Cosmic Background Explorer mesure les fluctuations infimes du rayonnement radio émis dans l'univers avant la formation des galaxies. Cela confirme superbement le modèle évolutionniste de l'univers appelé « modèle standard du big-bang » jusqu'aux prochaines difficultés.
2. En 1989, un étrange anneau torsadé est découvert depuis la Terre autour de la planète Neptune, puis confirmé et précisé par la sonde spatiale Voyager, lorsqu'elle frôle Neptune.
3. En 1993, de minuscules scintillations d'étoiles situées dans le Grand Nuage de Magellan sont découvertes. Elles s'interprètent ainsi : la masse « cachée », indétectable par son émission lumineuse, serait formée de matière ordinaire, protons et neutrons.
4. En 1982, après plusieurs années de surveillance, il se confirme que le pulsar 1913 est indiscutablement en orbite autour d'une seconde étoile.

Se période orbitale décroît en exacte conformité avec l'émission d'ondes gravitationnelles telles que les prédit la relativité générale.

5. En 1993, tandis que la liste des molécules complexes découvertes dans l'espace interstellaire ne cesse de s'allonger depuis quinze ans, le molécule d'acétonitrile est découverte dans l'atmosphère de Titan, satellite de la planète Saturne. Il est plus que probable que cette molécule soit un des maillons importants de la chaîne qui relie matière inerte et matière vivante.
6. En 1984, un anneau de poussières est découvert autour de l'étoile Beta Picoris, très semblable au Soleil. Cet anneau est vraisemblablement le résidu d'un système planétaire déjà formé autour de cette étoile, et aujourd'hui activement recherché par les techniques les plus puissantes.
7. En 1986, l'observation de galaxies très lointaines révèle des images curieusement distordues : on réalise que la lumière qui en provient est déviée par le matière de galaxies plus proches. Ces « mirages gravitationnels », à l'instar des mirages du désert,

forment des loupes naturelles propres à explorer l'espace très lointain.

8. En 1993, il est démontré que le rayonnement du Soleil a varié lors des trois siècles passés, suffisamment pour influencer le climat terrestre. Cela est à rapprocher de la découverte, également en 1993, de fluctuations importantes et très brutales, en quelques décennies, du climat lors des derniers cent mille ans.
9. En 1987, l'explosion d'une étoile dans le Grand Nuage de Magellan, qui se produisit il y a 170 000 ans, devient observable de la Terre. Un phénomène aussi proche ne s'était pas produit depuis l'époque de Kepler, et l'événement est étudié avec une richesse de moyens exceptionnelle.
10. En 1984, un pont est jeté entre les molécules et les microscopiques poussières rocheuses qui peuplent l'espace interstellaire : du « noir de fumée interstellaire » concentre le carbone sous forme de grosses molécules étonnamment réactives, que la chimie exploite par ailleurs sur Terre.

P. L.

Abandonner la Somalie ?

Jérusalem de con



Un nou